

Cat. 24 a

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010075127

NB 667/20,A



3114

CODE CIVIL

DU

CANTON DU VALAIS.

Edition officielle.

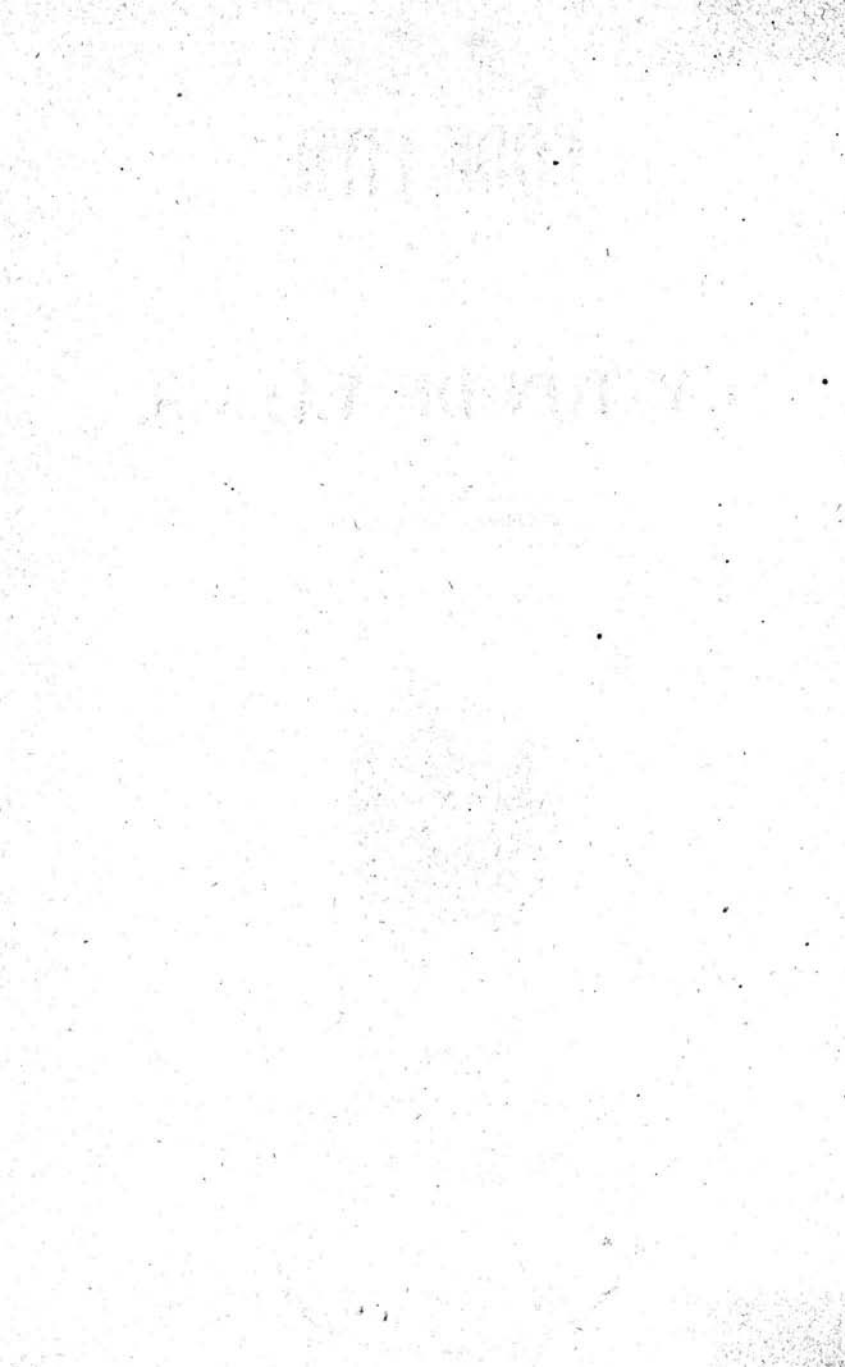


SION,

IMPRIMERIE D'ETIENNE GANIOZ,

NB 667/20, a





CODE CIVIL.



TITRE PRÉLIMINAIRE.

DES EFFETS ET DE L'APPLICATION DES LOIS EN GÉNÉRAL.

ARTICLE 1^{er}. La loi ne dispose que pour l'avenir ; elle n'a point d'effet rétroactif.

2. Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire du Canton.

Les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi du Canton.

Les lois concernant l'état et la capacité des personnes régissent les Valaisans, même résidant en pays étranger.

3. Les actes faits à l'étranger pourront être déclarés valides, lorsqu'ils seront conformes à la loi du pays où ils ont été passés.

4. On ne peut déroger, par des conventions particulières, aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs.

5. Dans les questions qui ne peuvent être résolues ni par le texte, ni par l'esprit de la loi, on a recours aux principes généraux du droit.



LIVRE PREMIER.

DES PERSONNES.

TITRE PREMIER.

DE LA JOUISSANCE ET DE LA PRIVATION DES DROITS CIVILS.

CHAPITRE I^{er}.

De la jouissance des droits civils.

6. Tout citoyen valaisan jouit des droits civils.

7. L'étranger ne jouira que de ceux des droits civils qui sont accordés aux Valaisans dans l'Etat auquel appartient cet étranger.

Néanmoins, l'étranger ne pourra jamais invoquer la réciprocité, pour jouir de droits plus étendus, ou autres que ceux dont les Valaisans jouissent dans le

Canton; et cette réciprocité ne pourra s'appliquer aux cas pour lesquels la loi a spécialement disposé d'une autre manière.

8. L'Etat, les communes, les corporations et les sociétés autorisées sont considérés comme des personnes morales, qui jouissent des droits civils, sous les modifications portées par les lois.

9. L'enfant à naître jouit des droits civils dès le moment où il a été conçu, pourvu qu'il naisse viable.

Dans le doute, est présumé viable celui à l'égard duquel il y a preuve qu'il est né vivant, sauf ce qui est réglé pour le cas prévu au N^o 3 de l'art. 114.

10. L'existence et la mort d'une personne, ainsi que la circonstance qu'une personne a survécu à une autre, doivent, dans le doute, être prouvées par ceux qui y ont intérêt, sauf ce qui est dit à l'article suivant.

11. Lorsque plusieurs personnes périssent dans un seul et même événement, si ceux qui ont péri ensemble avaient moins de soixante et dix ans accomplis, dans le doute, l'on doit présumer que le majeur a survécu au mineur; entre plusieurs mineurs, le plus âgé au plus jeune; entre plusieurs majeurs, le plus jeune au plus âgé.

Si ceux qui ont péri ensemble avaient les uns plus de soixante et dix ans, et les autres plus de sept ans, ces derniers seront présumés avoir sur-

vécu ; ils seront au contraire présumés décédés avant les premiers, s'ils avaient moins de sept ans.

En cas d'incertitude sur l'âge des décédés, on présume qu'ils sont tous morts au même instant.

12. Tout enfant né d'un Valaisan, en pays étranger, est Valaisan.

13. L'enfant exposé, né de père et mère inconnus, trouvé sur le territoire du Canton, est citoyen Valaisan.

14. La femme suit la condition de son mari.

CHAPITRE II.

Des effets de la naturalisation en pays étranger et de la privation des droits civils.

15. Le citoyen Valaisan naturalisé en pays étranger, est privé de l'exercice de ses droits politiques et de la jouissance de ses droits utiles de bourgeoisie ou de communauté.

16. Le citoyen Valaisan naturalisé à l'étranger, ainsi que ses descendants jusqu'à la deuxième génération inclusivement, peuvent recouvrer leurs droits en rentrant dans le Canton avec l'intention d'y fixer leur domicile.

17. Les enfans du citoyen Valaisan naturalisé en pays étranger, conservent l'exercice des droits mentionnés en l'art. 15, tant qu'ils sont domiciliés en Valais.

18. La perte des droits civils ou de leur jouissance a également lieu en vertu de condamnations, mais seulement de la manière et dans les cas déterminés par le Code pénal.

19. Le condamné à la peine de mort est privé des droits suivans :

Il perd la possession et la jouissance de tous ses biens, et il ne peut en aucune manière en disposer ;

Il ne peut succéder ;

Il ne peut acquérir ni par donation entre vifs, ni par acte de dernière volonté, si ce n'est pour cause d'alimens ;

Il ne peut disposer ni par donation entre vifs, ni par acte de dernière volonté, des biens qu'il aurait acquis par la suite ;

Il ne peut exercer les droits de la puissance paternelle, ni donner son autorisation ou consentement aux actes qui concernent l'intérêt de sa femme ;

Il perd les droits que la loi lui accorde sur les biens de sa femme ; la communauté d'acquêts entre époux est dissoute ;

Il ne peut être nommé tuteur, ni curateur, ni faire partie d'un conseil de famille ;

Il ne peut être témoin ;

Il ne peut procéder en justice, ni en demandant ni en défendant, que sous le nom et par le ministère d'un curateur.

20. Les autres peines auxquelles est attachée

la perte, en tout ou en partie, des droits mentionnés en l'article précédent, sont déterminées par les lois.

21. Les condamnations n'emportent la perte de ces droits que dès le moment où le jugement est passé en force de chose jugée.

22. Dans le cas d'exécution de la peine de mort, la succession du condamné est dévolue aux héritiers appelés par la loi à lui succéder *ab intestat*, au moment de l'exécution, et les dispositions de dernière volonté qu'il aura faites antérieurement, demeurent sans effet.

23. Si la condamnation à la peine de mort ne peut être exécutée, les biens que le condamné possédait à l'époque où le jugement a passé en force de chose jugée, seront administrés et ses droits seront exercés de la même manière que ceux des absens. Il en sera de même dans tous les cas de condamnation à d'autres peines emportant privation des droits mentionnés en l'art. 19.

24. Les héritiers légitimes du condamné, à l'époque où le jugement a passé en force de chose jugée, pourront, dans les cas prévus par l'article précédent, se faire envoyer immédiatement en possession provisoire de ses biens, dont les fruits leur appartiendront.

Cependant ceux qui, par la suite, seraient habiles à exclure les héritiers envoyés en possession, ou à concourir avec eux, pourront obtenir l'envoi en

possession provisoire, après avoir justifié, en contradictoire de ces derniers, que le condamné était vivant à l'époque où leur droit a été acquis, sans qu'ils puissent néanmoins prétendre à la restitution des fruits perçus par les précédens administrateurs.

Ces administrateurs seront d'ailleurs soumis à toutes les charges et obligations imposées par la loi à ceux qui auront obtenu l'envoi en possession provisoire des biens d'un absent.

25. L'époux du condamné pourra, à la même époque, exercer ses droits légaux et conventionnels.

26. La succession des condamnés dont il s'agit en l'art. 23, ne s'ouvrira qu'au moment de leur décès, soit relativement aux biens qui leur appartenaient à l'époque où le jugement a passé en force de chose jugée, soit par rapport à ceux qu'ils posséderaient au moment du décès.

TITRE II.

DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL ET DE LEUR RECTIFICATION.

27. L'état civil des personnes est constaté par des actes de naissance, de mariage et de décès, inscrits sur des registres spécialement destinés à cet effet.

Des dispositions particulières régleront tout ce qui y est relatif.

28. Les extraits de ces registres font foi comme les actes publics.

29. Dans le cas où il n'y aurait pas de registres, ou qu'un acte y aura été omis, où ne s'y trouvera plus inscrit, les naissances, mariages et décès pourront être prouvés, soit par titres, soit par témoins ou par des écrits émanés des père et mère décédés.

30. Tout dépositaire des registres de l'état civil est civilement responsable des altérations qui y surviennent, sauf son recours, s'il y a lieu, contre les auteurs de ces altérations.

31. Toute altération, tout faux dans les actes de l'état civil, donnent lieu aux dommages-intérêts des parties, sans préjudice de l'action au criminel.

32. Il ne peut être apporté aucun changement aux inscriptions une fois faites des actes de l'état civil, sans l'intervention des parties intéressées.

33. La rectification ne peut dans aucun temps être opposée aux parties intéressées qui n'y ont pas été appelées.



TITRE III.

DU DOMICILE.

34. Le domicile civil de tout Valaisan est au lieu où il a son principal établissement.

35. Le changement de domicile s'opère par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu, joint à l'intention d'y fixer son principal établissement.

36. La preuve de l'intention résulte d'une déclaration expresse, faite au président de la commune que l'on quitte, et à celui du lieu où l'on a transféré son domicile.

37. A défaut de déclaration, le nouveau domicile est censé établi par le fait du séjour et le transport du principal établissement, depuis une année révolue.

38. La femme mariée n'a pas d'autre domicile que celui de son mari.

Si la femme est légalement séparée de corps et de biens, son nouveau domicile est au lieu de son principal établissement.

39. Le mineur non émancipé a son domicile chez ses père et mère; il conserve ce domicile même après leur décès.

Le majeur interdit conserve le domicile qu'il avait avant son interdiction.

40. Les majeurs qui servent ou travaillent habituellement chez autrui, ont le même domicile que la personne qu'ils servent, ou chez laquelle ils travaillent, lorsqu'ils demeurent avec elle dans la même maison.

41. Le citoyen appelé à des fonctions publiques ou révocables, conserve le domicile qu'il avait auparavant, s'il n'a pas fait de déclaration contraire.

42. Le lieu où la succession s'ouvre est déterminé par le domicile du défunt.

43. Lorsqu'un acte contient, de la part des parties ou de l'une d'elles, élection de domicile pour l'exécution de ce même acte, dans un autre lieu que celui du domicile réel, les significations, demandes et poursuites relatives à cet acte, peuvent être faites au domicile convenu et devant le juge de ce domicile.

44. Le mineur ne peut changer son domicile sans le consentement de son tuteur et l'autorisation de la chambre pupillaire.

45. L'absent qui n'a pas établi son domicile en pays étranger, conserve le domicile qu'il avait avant son départ.

TITRE IV.

DES ABSENS.

CHAPITRE I^{er}.

De la présomption d'absence.

46. S'il y a nécessité de pourvoir à l'administration de tout ou partie des biens laissés par une personne qui a cessé de paraître dans le Canton, dont on n'a pas de nouvelles et qui n'a pas constitué de procureur, il lui sera nommé un curateur sur la demande des personnes intéressées, ou même d'office.

47. Ce curateur est, quant à l'administration qui lui est confiée et aux comptes de sa gestion, soumis aux mêmes obligations qu'un tuteur.

48. Les enfans mineurs et les femmes des présumés absens seront pourvus de tuteur ou de conseil judiciaire.

CHAPITRE II.

De la déclaration d'absence.

49. Lorsqu'une personne aura cessé de paraître dans le pays, et que depuis dix ans, qu'il ait constitué un procureur ou non, on n'en aura point eu de nouvelles, les parties intéressées pourront se pourvoir devant le juge de première instance du dernier domicile dans le Canton, de la personne présumée absente, afin que l'absence soit déclarée.

50. Pour constater l'absence, le juge de première instance, sur une requête écrite, ordonnera qu'une enquête soit faite contradictoirement avec le ministère public.

51. L'ordonnance d'enquête sera publiée aux criées ordinaires du dernier domicile et insérée au bulletin.

52. Le jugement de déclaration d'absence ne sera rendu qu'un an après l'insertion de l'ordonnance d'enquête dans le bulletin.

En statuant, le juge aura égard aux motifs de l'absence, et aux causes qui ont pu empêcher d'avoir des nouvelles de l'individu présumé absent.

53. Le jugement de déclaration d'absence ne sera exécutoire qu'après avoir été publié aux criées du dernier domicile, et inséré au bulletin.

CHAPITRE III.

Des effets de l'absence.

SECTION I.

Des effets de l'absence relativement aux biens que l'absent possédait au jour de sa disparition ou de ses dernières nouvelles.

54. Lorsque le jugement de déclaration d'absence sera exécutoire, les héritiers présomptifs au jour des dernières nouvelles ou, si l'on n'en a pas reçu, au jour de la disparition de l'absent, pourront se faire envoyer en possession provisoire de ses biens.

Le testament, s'il en existe un, sera ouvert à la réquisition des parties qui croiraient y avoir intérêt, ou à la demande du ministère public, et déposé, s'il est olographe, entre les mains d'un notaire, conformément à l'article 622.

Les légataires, les donataires, ainsi que tous ceux qui auraient sur les biens de l'absent des droits subordonnés à la condition de son décès, pourront aussi les exercer provisoirement.

55. Ceux qui, en vertu de l'article précédent, auront obtenu la mise en possession des biens de l'absent, ne pourront obtenir l'administration de ces biens qu'après avoir fourni une garantie suffisante.

56. A l'époque de la mise en possession provisoire, l'époux présent exercera ses droits légaux et conventionnels, à la charge de donner une garantie suffisante pour les choses susceptibles de restitution.

La communauté d'acquêts, si elle existe, cessera dès cette époque.

57. La possession provisoire n'est qu'un dépôt, qui donné à ceux qui l'obtiennent l'administration des biens de l'absent, s'ils ont fourni les garanties requises, et qui les rend comptables envers lui ou les ayant-droit, en cas qu'il reparaisse, ou qu'on ait de ses nouvelles.

58. Ceux qui auront obtenu l'envoi provisoire, devront faire dresser l'inventaire des titres de l'absent, ainsi que l'inventaire estimatif de ses biens meubles et un état de ses immeubles, en présence du rapporteur ou d'une personne choisie par lui dans la commune où ces opérations doivent avoir lieu. Cet état et cet inventaire seront transcrits dans les actes de la chambre pupillaire.

Tous les frais faits à cet égard seront pris sur les biens de l'absent.

La chambre pupillaire ordonnera, s'il y a lieu, de vendre tout ou partie du mobilier. Dans le cas de vente, il sera fait emploi du prix, ainsi que des revenus échus.

59. Les ascendans et les descendans qui, par

suite de l'envoi provisoire, auront joui des biens, ne seront point tenus de rendre les revenus, en cas de retour de l'absent.

Les autres personnes qui, par suite de l'envoi provisoire, auront joui des biens de l'absent, ne seront tenues de lui rendre compte que de la moitié des revenus nets, s'il reparaît avant trente ans révolus, depuis le jour de sa disparition, ou celui de ses dernières nouvelles.

S'il ne reparaît qu'après le terme de trente ans, la totalité des revenus leur appartiendra.

60. Tous ceux qui ne jouissent qu'en vertu de l'envoi provisoire, ne peuvent aliéner ni hypothéquer les immeubles de l'absent, à moins qu'il n'y ait nécessité ou utilité évidente pour celui-ci. Dans ce cas, l'autorisation de la chambre pupillaire est nécessaire, et la vente se fait d'après le mode fixé pour les biens des mineurs.

61. Si, avant l'envoi définitif, il se présente quelqu'un qui établisse qu'à l'époque de la disparition ou des dernières nouvelles, il avait un droit préférable ou égal à celui de la personne qui a obtenu l'envoi provisoire, il pourra exclure celle-ci de la possession ou s'y faire associer; mais il n'aura aucun droit aux fruits qui, en vertu de l'art. 59, auront été acquis avant la demande judiciaire.

62. Si l'absence, depuis l'envoi provisoire, a continué pendant trente ans, ou s'il s'est écoulé

quatre-vingt-dix ans révolus depuis la naissance de l'absent, les cautions et les autres sûretés seront dégagées ; la succession sera ouverte du jour de la disparition ou des dernières nouvelles ; les ayant-droit pourront demander le partage des biens de l'absent, et faire prononcer l'envoi en possession définitif.

L'envoi définitif sera, ainsi que l'envoi provisoire, prononcé contradictoirement avec le ministère public.

Le jugement ne sera exécutoire qu'après avoir été rendu public par l'insertion au bulletin et une publication aux criées du dernier domicile de l'absent.

63. Si le décès de l'absent est prouvé, la succession sera ouverte, du jour de ce décès, en faveur de ceux qui, à cette époque, étaient habiles à succéder ; et ceux qui auraient joui des biens de l'absent seront tenus de les restituer, sous la réserve des fruits par eux acquis en vertu de l'art. 59.

64. Si l'absent reparait, ou si son existence est prouvée pendant l'envoi provisoire, les effets du jugement qui aura déclaré l'absence cesseront ; sans préjudice, s'il y a lieu, des mesures conservatoires, prescrites au chapitre 1^{er} du présent titre, pour l'administration de ses biens.

65. Si l'absent reparait, ou si son existence est prouvée, même après l'envoi définitif, il recouvrera

ses biens dans l'état où ils se trouveront, et le prix de ceux qui auront été aliénés. Si ce prix a été employé à l'acquisition d'autres biens, il pourra réclamer les biens provenant de l'emploi.

66. Les descendants de l'absent pourront également, dans les trente ans à compter de l'envoi définitif, demander la restitution de ses biens, comme il est dit à l'article précédent.

67. Après le jugement de déclaration d'absence, toute personne qui aurait des droits à exercer contre l'absent ne pourra les poursuivre que contre ceux qui auront été envoyés en possession des biens et qui en auraient l'administration. Mais si l'administration ne leur est pas confiée, les poursuites seront dirigées contre le curateur qui administre les biens de l'absent.

68. Si les héritiers présomptifs, les légataires, donataires ou autres, qui ont sur les biens de l'absent des droits subordonnés à la condition de son décès, ne veulent ou ne peuvent fournir les garanties prescrites, il sera nommé un curateur pour l'administration de ces biens.

69. Le curateur rendra compte des revenus à ceux à qui ils appartiennent en vertu de l'art. 59.

Il sera fait emploi de la part des revenus réservée à l'absent; et les revenus qui en proviendront appartiendront en entier à ceux qui auront obtenu la mise en possession provisoire.

70. La curatelle sera renouvelée comme la tutelle.

71. La curatelle cessera lors de l'envoi en possession définitif.

72. Un salaire sera alloué au curateur, et il se prélèvera sur la part des revenus qui revient à ceux qui ont obtenu la mise en possession provisoire.

SECTION II.

Des effets de l'absence relativement aux droits éventuels qui peuvent compéter à l'absent.

73. Quiconque réclame un droit échu à un individu dont l'existence n'est pas reconnue, doit prouver que cet individu existait quand le droit a été ouvert; jusqu'à cette preuve il n'est pas recevable dans sa demande.

74. S'il s'ouvre une succession à laquelle soit appelé un individu dont l'existence n'est pas reconnue, elle est dévolue exclusivement à ceux avec lesquels il aurait eu le droit de concourir, ou à ceux qui l'auraient recueillie à son défaut. Les descendants de cet individu seront toutefois admis à le représenter comme s'il était décédé, dans les cas et suivant les règles de la représentation en matière de succession.

Dans ces cas, ceux à qui la succession est dévolue, sont tenus à fournir des garanties suffisantes

pour en assurer la restitution, cas échéant, et de faire procéder à l'inventaire conformément à l'article 58.

75. Les dispositions des deux articles précédens ont lieu sans préjudice des actions en pétition d'hérédité et d'autres droits, lesquels compéteront à l'absent, s'il reparait, ou qu'on ait de ses nouvelles, ou à ses représentans ou ayant-cause, et ne s'éteignent que par le laps de temps établi pour la prescription.

76. Tant que l'absent ne se représente pas, ou que les actions ne sont point exercées de son chef, ceux qui ont recueilli la succession gagnent les fruits par eux perçus de bonne foi.

TITRE V.

DES FIANÇAILLES ET DU MARIAGE.

CHAPITRE I^{er}.

Des fiançailles.

77. Les fiançailles ne produiront une action civile, qu'autant qu'elles seront faites par acte public, ou par acte sous seing privé.

Si les contractans sont soumis à la puissance paternelle, ils devront en outre obtenir l'autorisation de leur père, ou, si celui-ci est empêché ou décédé, celle de la mère.

Les autres mineurs devront obtenir l'autorisation de leur tuteur ou curateur.

Le consentement requis dans les cas ci-dessus énoncés devra être donné par acte authentique ou sous seing privé.

78. Lorsque les fiançailles auront été valablement contractées, si l'un des contractans refuse d'accomplir sa promesse, l'autre ne pourra réclamer que les dommages qu'il aura réellement soufferts : on n'aura égard ni aux dommages éventuels, ni aux clauses pénales qui auraient été stipulées.

CHAPITRE II.

Des qualités et conditions requises pour donner au mariage des effets civils.

79. Les qualités et conditions requises pour donner au mariage des effets civils seront réglées par une loi particulière.

CHAPITRE III.

Des obligations qui naissent du mariage.

80. Les époux contractent ensemble, par le seul fait du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfans.

81. L'enfant n'a pas d'action contre ses père et mère pour un établissement par mariage ou autrement.

82. Les enfans doivent des alimens à leurs père et mère et aux autres ascendans qui sont dans le besoin.

83. Le gendre et la bru doivent également, et dans les mêmes circonstances, des alimens à leur beau-père et belle-mère, mais cette obligation cesse :

1^o Lorsque la belle-mère a convolé en secondes nûces ;

2^o Lorsque celui des deux époux qui produisait l'affinité, et les enfans issus de son union avec l'autre époux sont décédés.

84. Les obligations résultant de ces dispositions sont réciproques.

85. Les alimens ne sont accordés que dans la proportion du besoin de celui qui les réclame et de la fortune de celui qui les doit.

86. Lorsque celui qui fournit ou celui qui reçoit des alimens est remplacé dans un état tel que l'un ne puisse plus en donner, ou que l'autre n'en ait plus besoin, en tout ou en partie, la décharge ou réduction peut en être demandée.

87. Celui qui doit fournir les alimens a le choix, ou de satisfaire à cette obligation moyennant une pension alimentaire, ou de recevoir et entretenir, dans sa demeure, la personne qui a droit aux alimens.

Le juge pourra cependant , suivant les circonstances , déterminer le mode de prestation des alimens.

CHAPITRE IV.

Des droits et des devoirs respectifs des époux.

88. Les époux se doivent mutuellement fidélité , secours , assistance.

89. Le mari doit protection à sa femme , la femme obéissance à son mari.

90. La femme est obligée d'habiter avec le mari et de le suivre partout où il jugera à propos de résider : le mari est obligé de la recevoir et de lui fournir tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie, selon ses facultés et son état.

91. La femme ne peut intenter une action ou y défendre sans l'autorisation de son mari.

92. L'autorisation du mari n'est pas nécessaire lorsque la femme est poursuivie en matière criminelle ou de police.

93. La femme majeure ne peut passer aucun contrat , ni autrement s'obliger , sans l'autorisation de son mari.

Si la femme est mineure, il faut de plus l'autorisation de la chambre pupillaire.

94. Si le mari refuse d'autoriser sa femme à ester en jugement , ou à passer un acte, la chambre

pupillaire peut donner l'autorisation, après avoir entendu ou appelé le mari.

95. Si les intérêts du mari se trouvent en opposition avec ceux de sa femme, ou si le mari est intéressé, la femme pourra être autorisée par la chambre pupillaire, qui pourra, en ce cas, donner l'autorisation sans que le mari ait été entendu ou appelé.

96. Si le mari est empêché d'autoriser sa femme par l'effet de sa minorité, par son interdiction, ou parce qu'il est placé sous conseil judiciaire, par son absence, ou une condamnation, même par contumace, à une peine de plus d'une année de prison ou à toute autre peine plus grave, la femme ne pourra agir qu'avec l'autorisation qui serait nécessaire si elle n'était pas mariée.

Il en sera de même de la femme séparée de biens.

97. Les actes de pure administration des biens de la femme sont exercés par les représentans du mari mineur ou interdit, sauf ce qui est dit au second membre de l'art. 336.

98. La femme, si elle est marchande publique, peut, sans l'autorisation de son mari, s'obliger et ester en jugement pour ce qui concerne son négoce.

Elle n'est réputée marchande publique que lorsqu'elle fait un commerce séparé, et non lorsqu'elle

ne fait que détailler les marchandises du commerce de son mari.

99. Toute autorisation donnée en général, et même stipulée par contrat de mariage, est sans effet.

Un mandat spécial du mari absent équivaut à son autorisation.

100. La nullité fondée sur le défaut d'autorisation ne peut être opposée que par la femme, par le mari ou par leurs héritiers.

101. La femme peut tester sans l'autorisation de son mari.

CHAPITRE V.

Des secondes noces.

102. La femme qui contracte un second mariage avant dix mois révolus depuis le décès de son mari, perd tous les avantages qu'elle avait obtenus de son premier mari, tant en vertu des conventions matrimoniales, que par disposition de dernière volonté.

Elle sera de plus privée des droits que la loi accorde à l'époux survivant sur les biens de l'époux prédécédé.

Les conventions matrimoniales du second mariage sont, en outre, nulles, tant pour l'un que pour l'autre des époux.

103. Celui qui, ayant des enfans d'un mariage, en contracte un nouveau, perd, au profit des enfans

qu'il a eus avec l'époux donateur prédécédé, la nue propriété de tout ce qu'il a reçu de la libéralité de ce dernier : il n'en recouvre pas la propriété même en cas de prédécès des dits enfans.

104. La disposition de l'article précédent n'est pas applicable au cas où l'époux prédécédé aura expressément déclaré dans les conventions matrimoniales, ou par acte de dernière volonté, que le survivant conservera la propriété des biens ci-dessus désignés, lors même qu'il contracterait un nouveau mariage.

105. L'époux qui, ayant des enfans d'un autre lit, aura contracté un second mariage, ne pourra donner à son nouvel époux, soit par acte entre-vifs, soit par acte de dernière volonté, une part plus forte que celle de l'enfant du premier lit le moins prenant, et sans que, dans aucun cas, ces donations puissent excéder le quart des biens.

CHAPITRE VI.

Des effets civils de la séparation de corps.

106. Si la séparation de corps a été prononcée pour cause de peine infamante, de changement de religion, d'adultère, de sévices ou d'excès, ou pour cause d'attentat à la vie de l'un des époux, celui contre lequel la séparation aura été admise, perdra, par le fait du jugement de séparation, tous les avan-

tages que la loi assure au conjoint survivant sur les biens de l'époux prédécédé, et ceux que l'autre époux avait faits par le contrat de mariage, soit depuis le mariage contracté.

L'époux contre lequel la séparation est obtenue, pourra de plus être condamné envers l'autre à une pension alimentaire, qui sera réglée d'après les besoins de l'époux innocent et les facultés de l'époux coupable.

107. Les dits avantages ne seront rétablis qu'autant que les époux se réuniraient, habiteraient de nouveau ensemble, et que celui en faveur duquel la déchéance est encourue, renoncerait par écrit à ses droits acquis.

Cette renonciation n'exige pas d'autre consentement que celui des époux.

Néanmoins elle ne pourra avoir lieu au préjudice des droits acquis par des tiers.

108. Dans tous les cas de séparation, les enfans seront confiés à l'époux qui a obtenu la séparation, à moins que le juge n'ordonne, pour le plus grand avantage des enfans, que tous ou quelques-uns d'eux soient confiés aux soins de l'autre époux soit d'une tierce personne.

109. Quelle que soit la personne à laquelle les enfans sont confiés, les père et mère conservent respectivement le droit de surveiller l'entretien et

l'éducation de leurs enfans, et sont tenus d'y contribuer à proportion de leurs facultés.

S'il ne reste rien à l'un des époux, l'autre doit supporter entièrement les frais d'entretien et d'éducation des enfans communs.

110. La séparation de corps ne privera les enfans nés du mariage d'aucun des avantages qui leur étaient assurés par les lois, ou par les conventions matrimoniales de leur père et mère; mais il n'y aura d'ouverture aux droits des enfans que de la même manière et dans les mêmes circonstances où ils se seraient ouverts s'il n'y avait pas eu de séparation.

111. La séparation de corps emporte toujours séparation de biens.

TITRE VI.

DE LA PATERNITÉ ET DE LA FILIATION.

CHAPITRE I^{er}.

De la filiation des enfans légitimes ou nés dans le mariage.

112. L'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari.

Néanmoins celui-ci pourra désavouer l'enfant,

s'il prouve que pendant le temps qui a couru depuis le trois-centième jusqu'au cent quatre-vingtième jour avant la naissance de cet enfant, il était, soit pour cause d'éloignement, soit par l'effet de quelque accident, dans l'impossibilité physique de cohabiter avec sa femme.

113. Le mari ne pourra, en alléguant son impuissance naturelle, désavouer l'enfant.

Il ne pourra le désavouer, même pour cause d'adultère, que dans le cas où la naissance lui aurait été cachée, et dans celui où il aurait été légalement séparé de sa femme, à l'époque de la conception; auxquels cas il sera admis à proposer tous les faits propres à justifier qu'il n'en est pas le père. La seule déclaration de la mère ne suffit pas pour établir cette preuve.

114. L'enfant né avant le cent quatre-vingtième jour du mariage ne pourra être désavoué par le mari dans les cas suivans :

1^o S'il a eu connaissance de la grossesse avant le mariage;

2^o S'il a assisté à l'acte de naissance;

3^o Si l'enfant n'est pas déclaré viable.

115. L'enfant d'une veuve remariée dans les dix premiers mois de son deuil, né après cent quatre-vingt jours depuis le second mariage, est présumé, dans le doute, appartenir au second mari.

116. Dans tous les cas où le mari est autorisé à réclamer, il devra le faire judiciairement, dans les deux mois dès la naissance de l'enfant, s'il se trouve sur les lieux de la naissance;

Dans les trois mois après son retour, si, à l'époque de la naissance, il est absent;

Dans les trois mois après la découverte de la fraude, si on lui avait caché la naissance de l'enfant.

117. Si le mari est mort avant d'avoir fait sa réclamation, mais étant encore dans le délai utile pour la faire, les héritiers auront deux mois pour contester la légitimité de l'enfant, à compter de l'époque où cet enfant aura été en possession des biens du mari, ou de l'époque où les héritiers seraient troublés par l'enfant dans cette possession.

118. L'action sera dirigée contre un tuteur spécial donné à l'enfant, la mère à ce appelée.

119. La légitimité de l'enfant né trois cents jours après la dissolution du mariage pourra être contestée.

CHAPITRE II.

Des preuves de la filiation des enfans légitimes.

120. La filiation des enfans légitimes se prouve par les actes de naissance.

121. A défaut de ce titre, la possession constante de l'état d'enfant légitime suffit.

122. La possession d'état s'établit par une réunion suffisante de faits qui indiquent les rapports de filiation et de parenté entre un individu et la famille à laquelle il prétend appartenir.

Les principaux de ces faits sont :

Que l'individu a toujours porté le nom du père auquel il prétend appartenir ;

Que le père l'a traité comme son enfant , et a pourvu, en cette qualité, à son éducation, à son entretien et à son établissement ;

Qu'il a été reconnu constamment pour tel dans la société ;

Qu'il a été reconnu pour tel par la famille.

123. S'il existe des enfans issus de deux individus qui aient vécu publiquement comme mari et femme, et qui soient tous deux décédés, la légitimité des enfans ne peut être contestée sous le seul prétexte du défaut de preuve de la célébration du mariage, toutes les fois que cette légitimité est prouvée par une possession d'état qui n'est point contredite par l'acte de naissance.

124. Les enfans nés d'un mariage nul sont considérés comme légitimes, si les deux époux, ou l'un d'eux, l'ont contracté de bonne foi.

125. Nul ne peut réclamer un état contraire à celui que lui donnent son acte de naissance et la possession conforme à ce titre.

Et réciproquement, nul ne peut contester l'état

de celui qui a une possession conforme à son titre de naissance.

126. A défaut de titre et de possession constante, ou si l'enfant a été inscrit, soit sous de faux noms, soit comme né de père et mère inconnus, la preuve de la filiation peut se faire par témoins.

Néanmoins cette preuve ne peut être admise que lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit, ou lorsque les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constans, sont assez graves pour déterminer l'admission.

127. Le commencement de preuve par écrit résulte des titres de famille, des registres et papiers domestiques du père ou de la mère, des actes publics et même privés, émanés d'une partie engagée dans la contestation, ou qui y aurait intérêt si elle était vivante.

128. La preuve contraire pourra se faire par témoins et par tous autres moyens propres à établir que le réclamant n'est pas l'enfant de la mère qu'il prétend avoir, ou même, la maternité prouvée, qu'il n'est pas l'enfant du mari de la mère.

129. L'action criminelle contre un délit de suppression d'état ne pourra commencer qu'après le jugement définitif sur la question d'état.

130. L'action en réclamation d'état est imprescriptible à l'égard de l'enfant.

131. Cette action ne peut être intentée par les

héritiers ou descendans de l'enfant qui n'a pas réclamé, qu'autant qu'il est décédé mineur, ou dans les trois ans après sa majorité.

132. Les héritiers ou descendans peuvent suivre cette action, lorsqu'elle a été commencée par l'enfant, à moins qu'il ne s'en fût désisté formellement, ou qu'il n'eût laissé passer trois années sans poursuites, à compter du dernier acte de la procédure.

CHAPITRE III.

Des enfans naturels.

SECTION I.

De la légitimation des enfans naturels.

133. Les enfans naturels, autres que ceux mentionnés à l'article suivant, sont légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère, même lorsqu'il y a eu un mariage intermédiaire entre la naissance de l'enfant et le mariage qui opère la légitimation.

134. Sont exclus du bénéfice de la légitimation :

- 1^o Les enfans dont les père et mère, à l'époque de la conception, étaient tous les deux, ou l'un d'eux seulement, engagés dans les liens du mariage avec une autre personne;
- 2^o Les enfans nés de personnes qui ne pouvaient contracter mariage pour cause de parenté ou

d'affinité en ligne directe à l'infini, ou pour cause de parenté en ligne collatérale jusqu'au second degré suivant la supputation civile ;

- 30 Les enfans dont le père et la mère, ou seulement l'un d'eux, étaient, à l'époque de la conception, engagés dans les ordres sacrés ou liés par des vœux solennels de profession religieuse.

135. La légitimation par mariage subséquent n'aura lieu qu'en faveur des enfans légalement reconnus par leurs père et mère, avant le mariage ou lors de sa célébration, ou qui auraient été adjugés avant cette époque.

136: Cette légitimation peut avoir lieu même à l'égard des enfans naturels décédés, et elle profite à leurs descendans.

137. Les enfans ainsi légitimés ont, dès le jour du mariage, les mêmes droits que s'ils étaient nés de ce mariage.

SECTION II.

De la reconnaissance et de l'adjudication des enfans naturels.

138. La reconnaissance d'un enfant naturel se fera dans son acte de naissance, ou par un acte authentique antérieur ou postérieur à sa naissance.

Cette reconnaissance ne pourra avoir lieu en faveur des enfans désignés dans l'article 134.

139. La reconnaissance d'un enfant naturel n'aura d'effet qu'à l'égard de celui qui l'aura reconnu.

140. La reconnaissance faite pendant le mariage, par l'un des époux, au profit d'un enfant naturel qu'il aurait eu avant son mariage, ne pourra nuire ni à son époux, ni aux enfans nés de ce mariage; néanmoins elle produira son effet après la dissolution de ce mariage, s'il n'en reste pas d'enfans.

141. Toute reconnaissance de la part du père ou de la mère, de même que toute réclamation de la part de l'enfant, pourra être contestée par tous ceux qui y auront intérêt.

142. La paternité de l'enfant naturel qui n'a pas été reconnu par le père, ne peut être recherchée et l'enfant adjugé que dans les cas suivans :

- 1^o Lorsqu'il serait prouvé que l'individu désigné comme père de l'enfant a donné à celui-ci une suite de soins d'où l'on puisse inférer la paternité;
- 2^o Lorsqu'on représente un écrit émané de l'individu désigné comme père de l'enfant, par lequel cet individu déclare sa paternité;
- 3^o Dans le cas d'enlèvement ou de viol, lorsque l'époque de l'enlèvement ou du viol se rapporte à celle de la conception;

4^o Lorsque la mère établit que dans le temps qui a couru depuis le trois-centième au cent quatre-vingtième jour avant la naissance de l'enfant, le prétendu père a cohabité avec elle.

143. L'aveu circonstancié, même extrajudiciaire, suffit pour établir la preuve de la cohabitation.

144. L'action en paternité sera rejetée :

1^o Si le défendeur prouve que dans le temps qui a couru depuis le trois-centième jusqu'au cent quatre-vingtième jour avant la naissance de l'enfant, la mère a cohabité charnellement avec un autre homme ;

2^o Si l'action est intentée contre un décédé.

145. L'action en paternité de la part de la mère, doit être intentée dans les cinq ans depuis la naissance de l'enfant, dans le cas prévu au N^o 1 de l'article 142, et dans les trois mois dès la même époque, dans les autres cas mentionnés au dit article.

Cette action peut être formée sans que la mère ait, à cet effet, besoin d'autorisation.

146. L'action en paternité d'une étrangère au Canton contre un Valaisan ne sera admise qu'autant que l'étrangère prouvera que, d'après la loi de son pays, cette action serait aussi admise, en pareille circonstance, en faveur d'une Valaisanne contre un citoyen du dit pays.

Toutefois l'étrangère ne pourra pas se prévaloir

du droit de réciprocité pour intenter cette action contre un Valaisan, dans des cas autres que ceux admis par le présent Code.

147. L'action en paternité et toute cause qui s'y rattache, seront portées devant le tribunal au correctionnel du district où le défendeur a son domicile, ou devant celui du domicile de la mère, au choix de celle-ci.

148. La recherche de la maternité est admise.

L'enfant qui réclamera sa mère, sera tenu de prouver qu'il est identiquement le même que l'enfant dont elle est accouchée. Il ne sera reçu à faire cette preuve par témoins, que lorsqu'il y aura déjà un commencement de preuve par écrit, ou quand les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants, seront assez graves pour déterminer l'admission.

SECTION III.

De l'état civil, de l'entretien et de l'éducation des enfans naturels.

149. L'enfant naturel reconnu ne pourra réclamer les droits d'enfant légitime.

Les droits des enfans naturels sont réglés aux titres *des successions testamentaires* et *des successions ab intestat*.

150. Tout enfant naturel est à la charge de la mère, si la paternité n'en a été constatée par reconnaissance ou adjudication.

151. L'enfant naturel dont la paternité est constatée, porte le nom de son père et devient ressortissant de la commune paternelle.

Il est à la charge de la mère pendant les deux premières années : en cas d'insuffisance de la part de la mère, le père y pourvoit ; il doit de plus une indemnité de trente-cinq francs pour les frais de couche.

152. Après la seconde année, le père est tenu de fournir à l'entretien de l'enfant et de lui procurer une éducation convenable, jusqu'à ce qu'il soit en état de pourvoir lui-même à ses besoins.

Si le père est hors d'état de supporter cette charge en tout ou en partie, il y sera pourvu par la mère.

153. Si le père, quoique appartenant au canton, n'est ressortissant d'aucune commune, l'enfant appartient à la commune de la mère, tant que le père n'aura pas acquis de droit à une commune.

154. L'enfant naturel, dont le père n'est pas connu, porte le nom de sa mère et devient ressortissant de la commune de celle-ci.

La mère est tenue de fournir à son entretien et de lui donner une éducation convenable, jusqu'à ce qu'il soit en état de pourvoir lui-même à ses besoins.

155. Si le père possède plusieurs droits de commune, l'enfant naturel acquiert le droit d'habitation dans toutes ces communes.

Cette disposition s'applique également au cas où un enfant naturel, n'ayant pas de père connu, la mère se trouverait posséder plus d'un droit de communauté.

TITRE VII.

DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

156. L'enfant doit, à tout âge, honneur et respect à ses père et mère.

157. Il reste sous leur autorité jusqu'à sa majorité ou son émancipation.

158. Le père seul exerce cette autorité durant le mariage.

159. L'enfant mineur, non émancipé, ne peut quitter la maison paternelle sans la permission de son père.

160. Le père qui a des sujets de mécontentement très-graves sur la conduite d'un enfant mineur, non émancipé, peut porter ses plaintes à la chambre pupillaire, sur le préavis de laquelle le tribunal civil du district peut autoriser la détention de l'enfant pendant deux mois au plus.

La chambre pupillaire et le tribunal entendent

l'enfant avant de proposer et de décréter la détention. Si, étant appelé, l'enfant fait défaut, il sera amené devant eux.

Il n'y aura aucune formalité judiciaire, ni écriture, si ce n'est la proposition et l'autorisation de la détention.

La décision du tribunal est définitive.

161. Le père est tenu de payer tous les frais auxquels la demande en détention a donné lieu et de fournir à l'enfant des alimens convenables.

162. La mère survivante et non remariée peut aussi demander la détention de son enfant.

163. Les dispositions des articles précédens sont communes aux pères et mères des enfans naturels reconnus ou adjugés.

164. Si, après sa sortie, l'enfant tombe dans de nouveaux écarts, la détention pourra de nouveau être ordonnée de la manière prescrite à l'art. 160.

165. Le père ou la mère qui a requis la détention, ou le tribunal qui l'a autorisée, peuvent toujours la faire cesser.

166. Le père, durant le mariage, et après le décès de l'un des époux, le survivant des père et mère aura la jouissance des biens des enfans nés du mariage, jusqu'à leur majorité ou leur émancipation.

Les mêmes droits appartiennent à la mère dans le cas où l'absence du mari aurait été déclarée.

Lorsque l'enfant sera demeuré dans la maison de ses père ou mère, après sa majorité ou son émancipation, cette jouissance sera présumée avoir continué, s'il n'y a convention contraire.

167. Les charges de cette jouissance sont :

- 1^o Celles auxquelles sont tenus les usufruitiers ;
- 2^o Le paiement des annuités ou des intérêts des capitaux, qui courent du jour où l'usufruit a été ouvert ;
- 3^o La nourriture, l'entretien et l'éducation des enfans, selon leur fortune et condition ;
- 4^o Les frais funéraires et ceux de maladie.

Cependant les père et mère ne sont pas tenus de fournir caution, sauf ce qui est dit à l'art. 176.

168. Cette jouissance n'aura pas lieu au profit de celui des père et mère contre lequel la séparation de corps et de biens aura été prononcée pour les causes énoncées à l'article 106, à moins que les enfans ne soient confiés à ses soins en vertu de l'article 108.

169. Cette jouissance cesse à l'égard de la mère qui convole en secondes noces.

170. La jouissance du père et de la mère ne s'étendra pas aux biens que les enfans pourraient acquérir par un travail et une industrie séparés, ni à ceux qui leur seront donnés ou légués sous la condition expresse que les père et mère n'en jouiront

pas : mais cette condition est sans effet quant aux biens qui doivent former leur légitime.

171. Les revenus des biens soustraits à la jouissance du père ou de la mère, supporteront proportionnellement les charges dont il est fait mention à l'article 167.

172. Le père est de plus administrateur des biens de ses enfans mineurs.

Il est comptable quant à la propriété et aux revenus, des biens dont il n'a pas la jouissance, et, quant à la propriété seulement, des biens dont la loi lui donne l'usufruit.

173. Le père majeur, ayant la libre disposition de ses biens, représente ses enfans mineurs non émancipés dans tous les actes civils. Il ne peut cependant aliéner, obliger ni hypothéquer les biens dont il a l'usufruit ou l'administration, si ce n'est en cas de nécessité ou d'utilité reconnue et avec l'approbation de la chambre pupillaire.

Si le père n'a pas la libre disposition de ses biens, il sera pourvu par la chambre pupillaire à la nomination d'un tuteur.

174. Si les intérêts de l'enfant mineur sont en opposition avec ceux de son père, il est donné à l'enfant un curateur spécial.

175. Le père doit faire inventaire des biens de ses enfans, tant de ceux dont il a l'usufruit, que de ceux dont il n'a que l'administration.

La chambre pupillaire veille à l'accomplissement de cette obligation.

Un double de l'inventaire doit être déposé aux archives de la chambre pupillaire.

La même obligation incombe à la mère qui a la jouissance des biens de ses enfans.

176. Si le père n'offre pas de garantie et met en péril les biens de ses enfans, il est tenu de les assurer convenablement par cautionnement ou d'une autre manière.

S'il ne peut fournir des sûretés suffisantes, il sera nommé un tuteur aux enfans, sans préjudice du droit que le père peut avoir sur les revenus.

Si le père réclame, le cas est porté devant le juge de première instance qui prononce sauf appel.

177. Le père n'est tenu de rendre compte de son administration qu'à ses enfans devenus majeurs ou émancipés, ou à leurs ayant-droit, sauf dans le cas où il contracterait un nouveau mariage.

178. Indépendamment des cas prévus à l'article 157, la puissance paternelle finit par la mort ; par l'effet des condamnations judiciaires auxquelles est attachée la perte de ce droit ; et par l'absence déclarée de celui qui l'exerce, mais seulement pendant la durée de cette absence.

179. Le père et la mère pourront aussi être privés de la puissance paternelle, s'ils se sont rendus

coupables d'excès ou de sévices graves envers leurs enfans.

180. La capacité ou l'incapacité des fils de famille, par rapport à certains contrats, est réglée par les titres du Code qui y sont relatifs.

TITRE VI.

DE LA MINORITÉ, DE LA TUTELLE ET DE L'ÉMANCIPATION.

CHAPITRE I^{er}.

De la minorité.

181. Le mineur est l'individu de l'un ou l'autre sexe, qui n'a point encore vingt-trois ans accomplis.

CHAPITRE II.

De la tutelle.

182. L'administration des tutelles a lieu sous l'autorité de chambres pupillaires qui devront prendre l'avis des conseils de famille dans tous les actes importans de la tutelle.

SECTION I.

De la chambre pupillaire et des conseils de famille.

§ 1.

De la chambre pupillaire.

183. Chaque commune a une chambre pupillaire. Elle se compose de trois membres : elle a deux suppléants et un secrétaire.

184. Les membres de la chambre pupillaire et les suppléants sont nommés par le conseil municipal dans ou hors de son sein. Le secrétaire est nommé par la chambre pupillaire : un de ses membres peut en remplir les fonctions.

185. Les chambres pupillaires sont soumises à réélection après chaque renouvellement des conseils municipaux.

Les membres de ce conseil ne pourront se refuser d'en faire partie.

186. Plusieurs communes voisines peuvent se réunir pour n'avoir qu'une seule chambre pupillaire.

187. La chambre pupillaire est spécialement chargée de veiller aux intérêts des personnes auxquelles la loi accorde une protection spéciale, et d'exercer la plus grande surveillance sur la gestion des tuteurs et des curateurs.

188. Les membres de la chambre pupillaire sont

tenus de réparer le dommage causé par leur dol ou par leur faute lourde.

189. La juridiction des chambres pupillaires est déterminée par le domicile des personnes que la loi place sous leur protection spéciale.

190. Un membre de la chambre pupillaire est récusable, et il devra se récuser lui-même, lorsqu'il sera parent ou allié au quatrième degré de celui qui a des intérêts opposés à ceux du mineur.

191. Toutes les opérations relatives aux tutelles seront inscrites dans un protocole particulier.

Le secrétaire de la chambre pupillaire tient un registre contenant les noms de tous les tuteurs de la commune, la date de leur nomination, de la reddition de compte, et de la cessation de leurs fonctions.

192. Le rapporteur du district inspecte chaque année le protocole et le registre mentionnés à l'article précédent, et en fait son rapport au Conseil d'Etat.

193. Les chambres pupillaires sont sous la surveillance immédiate du Conseil d'Etat, qui l'exerce par l'intermédiaire des rapporteurs de district ou de délégués spéciaux.

Le Conseil d'Etat prend les arrêtés nécessaires pour pourvoir à l'exécution des obligations imposées aux chambres pupillaires.

§. 2.

Des conseils de famille.

194. Le conseil de famille se compose des parens et alliés du mineur, mâles, majeurs et non interdits, jusqu'au huitième degré inclusivement.

Il est convoqué par la chambre pupillaire au moyen d'une publication faite aux criées ordinaires du domicile du mineur.

195. La chambre pupillaire pourra en outre appeler individuellement au conseil de famille ceux des parens et alliés dont elle jugera la présence plus utile aux intérêts du mineur.

Cet appel aura lieu au moyen d'une invitation faite à personne ou à domicile.

Cette invitation pourra se faire par un simple avis, émanant du président de la chambre pupillaire, même quant aux parens ou alliés domiciliés hors de la commune du mineur.

196. Hors les cas d'urgence, il y aura au moins trois jours d'intervalle entre le jour de l'invitation mentionnée à l'article précédent et celui indiqué pour la réunion du conseil de famille.

Cet intervalle sera augmenté d'un jour par six lieues de distance, pour les parens ou alliés qui ne sont pas domiciliés dans la commune. On n'aura pas égard aux distances moindres de six lieues.

197. Ceux qui seront appelés au conseil de fa-

mille conformément à l'article 194, seront tenus de s'y rendre en personne.

Cependant les parens ou alliés pourront se faire représenter par leur père ou beau-père, fils ou beau-fils, frère ou beau-frère.

Le fondé de pouvoirs ne peut représenter plus d'une personne.

198. Tout individu convoqué à personne ou à domicile, qui, sans excuse légitime, ne se présentera pas au conseil de famille, encourra une amende de cinq francs au profit de la caisse des pauvres de la commune du mineur.

Cette amende sera prononcée sans appel par la chambre pupillaire.

199. Le conseil de famille est présidé par le président de la chambre pupillaire.

200. A défaut de parens, ou si les parens convoqués font défaut, la chambre pupillaire procédera d'office à toutes les opérations dans lesquelles la loi donne quelque attribution aux conseils de famille.

SECTION II.

De la manière dont la tutelle est déferée.

§ 1.

De la tutelle testamentaire.

201. Le père a le droit de choisir un tuteur à ses enfans mineurs.

A défaut de tuteur choisi par le père, le même droit appartient à la mère survivante, non remariée.

202. Ce tuteur ne pourra être nommé que par acte de dernière volonté.

203. Si le père avait nommé sa femme survivante tutrice de leurs enfans, cette nomination sera soumise à la confirmation de la chambre pupillaire, sauf appel au tribunal du district qui statuera définitivement.

204. Le père ainsi que la chambre pupillaire pourront adjoindre à la mère tutrice un conseil spécial sans l'avis duquel elle ne pourra faire aucun acte relatif à la tutelle.

Si les actes, pour lesquels le conseil est nommé, ont été spécifiés, la mère tutrice sera habile à faire les autres sans son avis.

205. La mère ne pourra, sans motifs suffisans, refuser la tutelle, sauf dans le cas prévu à l'article 209.

206. La mère tutrice sera soumise, quant à l'administration des biens de ses enfans, aux règles prescrites aux autres tuteurs.

207. La mère tutrice perdra de plein droit la tutelle, si elle met au monde un enfant illégitime.

208. Si la mère tutrice veut se remarier, elle devra, avant la célébration du mariage, en avvertir la chambre pupillaire, qui décidera, après avoir en-

tendu le conseil de famille, si la tutelle doit lui être conservée.

A défaut de cet avis, elle perdra la tutelle de plein droit, et son nouveau mari sera solidairement responsable de toutes les suites de la tutelle qu'elle aura induement conservée.

209. Lorsque la chambre pupillaire conservera la tutelle à la mère, elle lui donnera nécessairement pour co-tuteur le second mari qui devra intervenir dans tous les actes de l'administration, et deviendra solidairement responsable, avec sa femme, de la gestion postérieure au mariage.

Les significations, auxquelles cette gestion pourra donner lieu, seront faites à tous les deux.

210. Le tuteur élu par le père ou la mère n'est pas tenu d'accepter la tutelle, s'il n'est d'ailleurs dans la classe des individus qui, à défaut de cette élection spéciale, auraient pu en être chargés.

§ 2.

De la tutelle des ascendants.

211. A défaut de tuteur testamentaire, la tutelle appartient de droit aux ascendants tant paternels que maternels. S'ils sont plusieurs, la chambre pupillaire désignera celui d'entre eux qui devra gérer la tutelle.

§ 3.

De la tutelle déferée par la chambre pupillaire.

212. A défaut d'ascendans mâles et de tuteur testamentaire, comme aussi lorsque le tuteur de l'une des qualités ci-dessus exprimées, se trouvera ou dans le cas des exclusions dont il sera parlé ci-après ou valablement excusé, il sera pourvu, par la chambre pupillaire, à la nomination d'un tuteur, après avoir entendu le conseil de famille.

Toute personne pourra dénoncer à la chambre pupillaire le fait qui donnera lieu à la nomination d'un tuteur.

213. Dans le choix d'un tuteur, la chambre pupillaire se conformera aux règles établies ci-après.

214. La tutelle sera déferée aux héritiers présomptifs du mineur, en choisissant premièrement le tuteur dans la ligne paternelle, et ensuite dans la ligne maternelle, et ainsi alternativement jusqu'à la majorité du mineur.

215. La disposition de l'article précédent est applicable au mari de l'héritière présomptive, mais seulement dans le cas où celle-ci est vivante, et, si elle est décédée, dans celui où il y a des enfans vivans de ce mariage qui sont héritiers présomptifs du mineur.

216. Si, dans le nombre des héritiers présomptifs, il ne s'en trouvait pas dans le cas de gérer la

tutelle, on y appellera le parent ou l'allié le plus proche en degré, en commençant du côté paternel, et en alternant ainsi qu'il est dit à l'art. 214.

On continuera de procéder ainsi en appelant successivement tous les parens et alliés habiles jusqu'au huitième degré inclusivement, sauf ce qui est dit à l'art. 239.

217. Si dans une ligne il n'y a pas d'héritiers présomptifs à qui la tutelle puisse être déférée, les héritiers de l'autre en seront exclusivement chargés.

218. Lorsque tous les parens et alliés d'une ligne ont fait leur tour de tutelle, ils ne peuvent être rappelés à un nouveau tour pendant que tous ceux de l'autre ligne n'ont pas encore subi la tutelle.

219. Si la chambre pupillaire s'écartait des règles ci-dessus établies, il sera procédé comme il est dit aux articles 241 et suivans.

220. Si le mineur n'a pas de parens ou alliés qui puissent être chargés de la tutelle en vertu des dispositions du présent code, le tuteur sera choisi hors de la parenté.

221. Dans les cas d'urgence, où il y a impossibilité de réunir le conseil de famille, la chambre pupillaire pourra nommer un tuteur provisoire, pour procéder aux actes qui ne souffrent pas de retard.

222. La tutelle est une charge personnelle qui ne passe point aux héritiers du tuteur. Ceux-ci se-

ront seulement responsables de la gestion de leur auteur.

SECTION III.

Du subrogé tuteur.

223. Dans toute tutelle, il y aura un subrogé tuteur. Ses fonctions consistent à agir pour les intérêts du mineur lorsqu'ils se trouvent en opposition avec ceux du tuteur; à provoquer la nomination d'un nouveau tuteur, dans le cas où la tutelle serait vacante ou abandonnée, et à surveiller la gestion.

224. Le subrogé tuteur est nommé de la même manière que le tuteur.

225. Lorsque les fonctions de tuteur seront dévolues à une personne de l'une des qualités exprimées aux §§ 1 et 2 de la section précédente, et qu'il n'y aura pas de subrogé tuteur nommé par acte de dernière volonté, ce tuteur devra, avant d'entrer en exercice, provoquer la nomination d'un subrogé tuteur.

S'il s'est ingéré dans la gestion avant d'avoir rempli cette formalité, la chambre pupillaire pourra, s'il y a eu dol de la part du tuteur, lui retirer la tutelle, sans préjudice des indemnités dues au mineur.

226. Le subrogé tuteur sera, autant que possible, choisi dans celle des deux lignes à laquelle le tuteur n'appartient pas.

227. Les fonctions du subrogé tuteur cesseront à la même époque que la tutelle.

228. Les dispositions contenues dans les sections 5 et 6 du présent chapitre, s'appliquent aux subrogés tuteurs.

SECTION IV.

De la durée de la tutelle.

229. La durée de la tutelle déferée par la chambre pupillaire est de deux ans. Cependant celui qui en a été chargé est tenu d'administrer jusqu'à ce qu'il soit remplacé.

230. Le tuteur peut être confirmé dans ses fonctions, mais il n'est tenu de les continuer que dans le cas où il serait le seul parent ou allié habile à desservir la tutelle.

231. Le tuteur testamentaire peut se faire décharger après le laps de deux ans, et l'ascendant à l'âge de soixante-cinq ans révolus.

SECTION V.

Des causes qui dispensent de la tutelle et du refus de l'administrer.

232. Sont dispensés de la tutelle pendant la durée de leurs fonctions :

1^o Le président du Grand-Conseil ;

2^o Les membres du Conseil d'Etat ;

3^o Le secrétaire d'Etat.

233. Sont également dispensés de la tutelle les absens du Canton.

234. Les membres du Conseil d'Etat pourront se faire libérer de la tutelle qui leur aurait été déferée avant l'entrée en exercice de leurs fonctions.

Il en sera de même des individus qui seraient dans le cas de s'absenter du Canton.

235. Tout individu âgé de soixante-cinq ans accomplis peut refuser d'être tuteur ; celui qui aura été nommé avant cet âge, devra continuer jusqu'au terme de la tutelle, sauf ce qui est dit à l'art. 231.

236. Tout individu atteint d'une infirmité grave et duement justifiée, est dispensé de la tutelle.

Il pourra même s'en faire décharger si cette infirmité est survenue depuis sa nomination.

237. Trois tutelles sont pour toute personne une juste dispense d'en accepter une quatrième.

238. Celui qui, étant père, est déjà chargé de deux tutelles, ne pourra être tenu d'en accepter une troisième, excepté celle de ses descendants.

239. Les parens ou alliés, autres que l'héritier présomptif, peuvent refuser la tutelle, s'ils sont domiciliés à plus de trois lieues de l'endroit où elle s'exerce.

240. Tout individu, non parent ni allié, qui n'est

pas domicilié dans le lieu où s'exerce la tutelle, ne peut être tenu de l'accepter.

241. Si le tuteur nommé est présent lors de la délibération qui lui défère la tutelle, il devra sur le champ, et sous peine d'être déclaré non recevable dans toute réclamation ultérieure, proposer ses excuses, sur lesquelles la chambre pupillaire délibérera.

242. Si le tuteur nommé n'est pas présent lors de la délibération qui lui confère la tutelle, il devra proposer ses excuses à la chambre pupillaire dans la huitaine, à partir de la notification qui lui aura été faite de sa nomination ; lequel délai sera augmenté d'un jour par six lieues de distance entre le lieu où la tutelle a été déférée et le domicile du tuteur : passé ce terme, il sera non recevable.

243. Si ses excuses sont rejetées, il pourra se pourvoir devant le juge de première instance pour les faire admettre, mais il sera, pendant le litige, tenu d'administrer provisoirement.

244. Le juge de première instance statuera après avoir entendu le tuteur et la chambre pupillaire, représentée par son président.

Sa décision n'est pas susceptible d'appel.

245. Si le tuteur succombe dans sa réclamation, il sera condamné aux frais de l'instance. Dans le cas contraire, les frais demeureront à la charge du mineur.

246. Toute personne qui refusera d'administrer une tutelle qui lui est définitivement déferée, sera passible des dommages-intérêts envers le mineur et devra de plus être condamné au profit de la caisse des pauvres de la commune du mineur, à une amende de 30 à 100 francs.

Cette peine sera prononcée par le juge de première instance, sur la poursuite du ministère public.

La chambre pupillaire est en outre autorisée à nommer un curateur, même non parent, pour gérer aux frais et sous la responsabilité du tuteur, pendant le temps que doit durer la tutelle.

SECTION VI.

De l'incapacité, des exclusions et des destitutions de la tutelle.

247. Ne peuvent être tuteurs, ni assister aux conseils de famille :

1^o Les mineurs, sauf ce qui est dit à l'article suivant ;

2^o Les interdits ;

3^o Les personnes placées sous conseil judiciaire, conformément à l'art. 325 ;

4^o Les femmes autres que la mère, et les ascendantes ;

5^o Tous ceux qui ont, sont exposés à avoir, ou dont les père ou mère ont pareillement, ou

sont exposés à avoir avec le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur, sa fortune ou une partie notable de ses biens sont compromis. Il en est de même de l'héritier présomptif de celui qui est, ou est exposé d'avoir un procès avec le mineur.

248. Les père et mère, quoique mineurs, peuvent assister au conseil de famille.

249. Sont exclus de la tutelle et devront même être destitués s'ils sont en exercice :

1^o Les gens d'une conduite notoire ;

2^o Ceux dont la gestion attesterait l'incapacité ou l'infidélité.

250. La condamnation à la réclusion, et même la condamnation à une peine correctionnelle pour vol ou faux, emporte de plein droit l'exclusion de la tutelle. Elle emporte même destitution dans le cas où il s'agirait d'une tutelle antérieurement déferée.

251. Tout individu qui aura été exclu ou destitué d'une tutelle, ne pourra être membre d'un conseil de famille.

252. Toutes les fois qu'il y aura lieu à une destitution de tuteur, elle sera prononcée par la chambre pupillaire.

Cette décision sera motivée et ne pourra être prise qu'après avoir entendu ou appelé le tuteur.

253. Si le tuteur adhère à la décision, il en sera

fait mention et le nouveau tuteur entrera aussitôt en fonctions.

S'il y a réclamation, le tuteur sera néanmoins suspendu de ses fonctions et remplacé par un tuteur provisoire.

254. Le tuteur qui veut réclamer devra le faire dans la huitaine, en portant la cause devant le juge de première instance, dont la décision est susceptible d'appel.

La cause sera poursuivie en contradictoire du ministère public.

255. Les parens et alliés du mineur pourront intervenir dans la cause, qui sera instruite et jugée comme affaire urgente.

SECTION VII.

De l'administration du tuteur.

256. Le tuteur doit, à peine de dommages-intérêts, agir et administrer, en cette qualité, du jour de sa nomination, si elle a lieu en sa présence, sinon du jour qu'elle lui a été notifiée,

Il ne pourra néanmoins se saisir des papiers du mineur avant la confection de l'inventaire.

257. Le tuteur prend soin de la personne du mineur, le représente dans tous les actes civils et en administre les biens.

Le tuteur, avant d'entrer en fonctions, prête serment, entre les mains du président de la chambre pupillaire, de bien et fidèlement gérer la tutelle.

258. Le tuteur ne pourra enlever au père ou à la mère l'éducation des enfans sans cause grave, dont la chambre pupillaire connaîtra, sauf recours au juge de première instance, qui prononcera à charge d'appel.

259. Le tuteur qui aura de graves sujets de mécontentement sur la conduite du mineur, pourra porter ses plaintes à la chambre pupillaire, qui procédera ainsi qu'il est dit à l'article 160, après avoir consulté le conseil de famille.

260. Le mineur doit respect et obéissance à son tuteur; il peut cependant porter ses plaintes à la chambre pupillaire lorsque le tuteur abuse de son autorité ou néglige de remplir ses obligations.

261. Le tuteur administrera les biens du mineur en bon père de famille; il répondra des dommages qui seraient résultés d'une mauvaise administration.

262. Dans les huit jours qui suivront celui où il a eu connaissance de sa nomination, le tuteur requerra la levée des scellés, s'ils ont été apposés, et fera procéder immédiatement à l'inventaire des biens du mineur, conformément au Code de procédure.

Un double de cet inventaire sera déposé aux archives de la chambre pupillaire.

L'obligation de faire inventaire se renouvelle

toutes les fois que la fortune du mineur a reçu quelque accroissement par héritage ou autrement.

Si le mineur doit au tuteur, celui-ci devra le déclarer dans l'inventaire, à peine de déchéance, et ce, sur l'interpellation que celui qui dresse l'inventaire sera tenu de lui en faire et dont mention sera faite au procès-verbal.

263. L'inventaire sera dressé par le secrétaire de la chambre pupillaire, ou par une autre personne déléguée par elle, en présence du tuteur et du subrogé-tuteur.

264. Dans le mois qui suivra la clôture de l'inventaire, le tuteur fera vendre aux enchères reçues par une personne déléguée par la chambre pupillaire, après une taxe et deux publications qui seront faites deux dimanches consécutifs aux criées ordinaires, tous les meubles autres que ceux que la chambre pupillaire l'aurait autorisé à conserver en nature.

265. La mère tutrice, tant qu'elle a la jouissance légale des biens du mineur, est dispensée de vendre les meubles, si elle préfère de les garder.

Dans ce cas, elle est soumise aux mêmes obligations que les usufruitiers.

266. Si le mineur a seize ans révolus, et s'il demeure dans la commune ou dans le voisinage, il devra être appelé à l'inventaire, et à la vente des meubles et des immeubles.

S'il est présent, il sera entendu dans ses observations; s'il est absent, les causes de son absence seront indiquées.

267. Le tuteur qui succède à un autre, devra recevoir l'inventaire du précédent tuteur et le vérifier.

Si le précédent tuteur, n'ayant pas encore rendu ses comptes, ne pouvait remettre un inventaire complet, il devra fournir à son successeur un état des objets qu'il lui remet, et s'en faire donner décharge.

268. Le tuteur ne doit pas détourner à son profit les deniers du mineur, et s'il le fait, il en devra l'intérêt, au taux légal, du jour de l'emploi, et pourra de plus être tenu au remboursement, à la réquisition de la chambre pupillaire ou du subrogé-tuteur.

269. Le tuteur fera emploi des capitaux, dans les trois mois dès leur rentrée; s'il ne le fait pas dans ce terme, il en devra l'intérêt dès cette époque, sauf le cas d'impossibilité reconnue par la chambre pupillaire, ou à moins que celle-ci n'eût autorisé le tuteur d'en différer l'emploi.

270. Si les revenus du mineur excèdent la dépense, la chambre pupillaire déterminera positivement la somme à laquelle commencera pour le tuteur l'obligation d'employer cet excédant. L'emploi devra être fait dans le délai de six mois; passé le-

quel le tuteur devra les intérêts à défaut d'emploi, à moins que la chambre pupillaire, pour de justes motifs, ne l'eût autorisé à garder les revenus pendant un terme plus long sans les employer.

271. Si le tuteur n'a pas fait déterminer la somme à laquelle doit commencer l'emploi, il devra, après le délai de six mois, les intérêts de toute somme non employée, quelque modique qu'elle soit. Il devra les intérêts même pendant ce délai, s'il a employé pour son propre compte l'argent du mineur.

272. La chambre pupillaire pourra, si la gestion est difficile et étendue, autoriser le tuteur à s'adjoindre, pour sa gestion, un ou plusieurs administrateurs particuliers, salariés et gérant sous la responsabilité du tuteur.

273. Le salaire des administrateurs particuliers sera convenu entr'eux, le tuteur et le subrogé-tuteur, sous l'approbation de la chambre pupillaire.

274. Le tuteur ne peut emprunter pour le mineur, ni aliéner ou hypothéquer ses biens immeubles, sans l'autorisation de la chambre pupillaire.

Cette autorisation ne devra être accordée que pour cause d'une nécessité absolue ou d'un avantage évident.

Dans le premier cas, la chambre pupillaire n'accordera son autorisation qu'après qu'il aura été constaté, par un compte sommaire présenté par le

tuteur, que les deniers, effets mobiliers et revenus du mineur sont insuffisants.

La chambre pupillaire indiquera, dans tous les cas, au tuteur les immeubles qui devront être vendus de préférence, et prescrira toutes les conditions qu'elle jugera utiles.

275. En cas de vente, elle se fera publiquement, en présence du tuteur, aux enchères qui seront reçues par un membre de la chambre pupillaire, dans la commune où les biens sont situés, à la suite d'une taxe faite par deux experts, et après les publications faites trois dimanches consécutifs aux criées ordinaires de la même commune et dans celle du domicile du mineur.

La chambre pupillaire pourra néanmoins ordonner que les publications et enchères soient faites dans d'autres communes, lorsque les intérêts du mineur le lui conseilleront.

276. Si la taxe de la totalité des biens, dont la vente est autorisée, excède cent cinquante francs, un double de la publication sera inséré au bulletin officiel, huit jours au moins avant l'enchère.

277. Les formalités exigées par l'article 274 pour l'aliénation des biens du mineur ne s'appliquent pas au cas où un jugement aurait ordonné la licitation, sur la provocation d'un co-propriétaire par indivis.

Seulement, et en ce cas, la licitation ne pourra se faire que dans la forme prescrite aux deux ar-

tibles précédens : les étrangers y seront nécessairement admis.

278. Si les offres à l'enchère n'atteignent pas le prix de la taxe, il y aura une nouvelle enchère, publiée au moins six jours d'avance.

Si le prix de la taxe n'est pas offert à cette seconde enchère, la chambre pupillaire peut autoriser la vente au-dessous de la taxe, sans enchère ultérieure.

279. La chambre pupillaire pourra permettre la vente des meubles, sans enchère et sans taxe, lorsqu'elle le trouvera de l'intérêt du mineur.

280. Les immeubles du mineur seront remis à bail aux enchères publiques, après deux publications faites deux dimanches consécutifs dans la commune du domicile du mineur, ou dans celle où les biens sont situés, selon que la chambre pupillaire le trouvera plus utile aux intérêts du mineur.

Cependant la dite chambre peut dispenser de cette formalité.

281. Le tuteur ne peut accepter la cession d'aucune créance contre le mineur.

282. Le tuteur ne peut accepter ni répudier une succession échue au mineur, sans l'autorisation de la chambre pupillaire.

Dans les cas douteux, la chambre pupillaire prescrira au tuteur de faire usage du bénéfice d'inventaire.

283. Le tuteur ne peut, sans l'autorisation de la chambre pupillaire :

Acquérir un immeuble à titre onéreux, ni accepter une donation qui imposera quelque obligation au mineur ;

Transiger et compromettre.

284. Pour obtenir, à l'égard du mineur, les mêmes effets qu'il aurait entre majeurs, le partage devra être précédé d'une estimation et approuvé par la chambre pupillaire.

285. Le tuteur ne peut prêter aucun argent du mineur, sans hypothèque spéciale et caution solidaire.

286. Le débiteur du mineur n'est valablement déchargé du capital qu'il a remboursé au tuteur, que lorsque la quittance aura été approuvée par le subrogé-tuteur.

287. Le tuteur ne pourra pas plaider au nom du mineur, soit en demandant soit en défendant, ni acquiescer à une demande relative aux biens immobiliers de ce dernier, sans l'autorisation de la chambre pupillaire.

Cependant, s'il y a péril dans le retard, il peut faire de son chef les plus urgentes démarches conservatoires ; mais il doit faire connaître ces démarches à la chambre pupillaire et obtenir son autorisation pour procéder ultérieurement.

Si le mineur est condamné, le tuteur ne pourra

plaider en appel sans l'autorisation de la chambre pupillaire, à peine d'être responsable des frais de l'appel.

288. Le tuteur peut faire, au nom du mineur, tous les actes de simple administration non prévus en la présente section.

289. L'engagement légal du tuteur n'oblige que les biens du mineur.

290. Les obligations des mineurs, contractées avec les formalités requises, ont le même effet que celles contractées par les majeurs.

SECTION VIII.

Des comptes de la tutelle.

291. Tout tuteur est tenu de rendre compte de sa gestion, après le terme de deux ans, ou à l'expiration de ses fonctions, si elles ont cessé plus tôt.

Sont exceptés les ascendans, qui ne sont tenus de rendre compte qu'à la fin de la tutelle.

292. Toute dispense de rendre compte est de nul effet, ainsi que toute prohibition d'en exiger.

293. Le compte sera rendu au mineur devenu majeur ou à la chambre pupillaire, en présence du conseil de famille, si l'administration du tuteur a cessé plus tôt.

Tout parent est admis à faire ses observations.

Le mineur sera nécessairement appelé, s'il a seize ans révolus.

294. Si le tuteur appelé à rendre ses comptes fait défaut, il pourra être remplacé, à moins qu'il n'ait été légitimement empêché.

Sur le second défaut, il sera nécessairement remplacé, et il sera poursuivi à la reddition de compte par le nouveau tuteur.

Il pourra de plus être dénoncé comme dépositaire infidèle.

295. Lorsque le tuteur rendra compte, il devra représenter les quittances et autres pièces justificatives, les créances, l'inventaire des biens du mineur et le compte précédent.

296. Le tuteur n'est pas responsable des meubles que la chambre pupillaire l'aurait autorisé de laisser à la disposition du mineur.

297. Toutes dépenses suffisamment justifiées, et dont l'objet sera utile, seront allouées au tuteur.

Les menues dépenses et celles pour lesquelles on n'est pas dans l'usage de prendre des quittances, seront justifiées par les annotations particulières du tuteur, désignant la date de ces dépenses, et soutenues, au besoin, de son serment.

298. Le solde dû par le tuteur ou le mineur sera exigible à volonté, et portera intérêt dès la clôture du compte.

Cependant, ce que le tuteur doit au mineur pour

intérêts de créances et prix de locations qu'il n'a pas recouvrés, ne portera intérêt qu'une année après leur échéance.

299. Une indemnité réglée d'après le travail du tuteur, lui sera allouée par la chambre pupillaire.

300. Toute action du mineur contre son tuteur, relativement aux faits de la tutelle, se prescrit par dix ans, à compter de la majorité.

301. Tout traité, relatif aux faits de la tutelle, qui pourra intervenir entre le tuteur et le mineur devenu majeur, sera nul, s'il n'a été précédé de la reddition de compte et de la remise des pièces justificatives; le tout constaté par une décharge en forme, dix jours au moins avant le traité.

302. Après chaque passation de compte, l'inventaire des biens du mineur sera, si de besoin, rectifié et rendu conforme au compte.

CHAPITRE III.

De l'émancipation.

303. Le mineur pourra, à l'âge* de dix-huit ans accomplis, être émancipé par son père.

304. A défaut de père, l'émancipation pourra être accordée par la chambre pupillaire, après avoir consulté le conseil de famille.

Dans ce cas, l'émancipation sera constatée par une déclaration délivrée par la chambre pupillaire.

305. Le mineur émancipé reste sous curatelle jusqu'à sa majorité.

306. Le père est curateur de droit du mineur émancipé.

307. Le mineur émancipé pourra donner seul ses biens à ferme ou à loyer pour l'espace de trois ans au plus ; il recevra ses revenus, en donnera décharge et fera tous les actes de pure administration, sans être restituable contre ces actes, sauf les cas où le majeur le serait lui-même.

308. Le mineur émancipé ne peut plaider, recevoir un capital et en donner quittance, emprunter, cautionner, hypothéquer, vendre ou aliéner ses immeubles, ni faire aucuns actes autres que ceux de pure administration, sans observer les formalités prescrites pour les mineurs non émancipés.

309. Pourront être émancipés par la chambre pupillaire, les enfans mineurs âgés de dix-huit ans accomplis et qui se trouveront dans l'un des cas suivans :

- 1^o Si leur père est interdit, ou placé sous conseil judiciaire ;
- 2^o Si le père s'est absenté, et est resté plus d'un an sans donner de ses nouvelles ;
- 3^o Si le père est privé de la puissance paternelle ;
- 4^o Si le père est condamné à une détention de plus d'un an.

310. Si les causes d'émancipation, prévues par les deux premiers paragraphes de l'article précédent, viennent à cesser, le père reprendra les droits de la puissance paternelle.

311. Le mineur émancipé ne peut entreprendre un commerce ou un art, sans l'autorisation de son curateur.

312. Le mineur qui a obtenu cette autorisation, peut s'obliger seul pour ce qui concerne son négoce ou son art.

313. Sont émancipés de plein droit, et acquièrent tous les droits qui appartiennent aux majeurs :

Les docteurs en droit, en médecine ou chirurgie, les avocats et les notaires.

TITRE IX.

DE LA MAJORITE, DE L'INTERDICTION ET DU CONSEIL JUDICIAIRE.

CHAPITRE I^{er}.

De la majorité.

314. La majorité est fixée à vingt-trois ans accomplis; à cet âge on est capable de tous les actes de la vie civile, sauf les restrictions portées par la loi.

CHAPITRE II.

De l'interdiction.

315. Le majeur qui est dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur, peut être interdit, même lorsque cet état présente des intervalles lucides.

316. Le prodigue peut aussi être interdit.

317. Tout parent ou allié est recevable à provoquer l'interdiction de son parent.

Il en est de même de l'un des époux à l'égard de l'autre.

En cas de silence des uns et des autres, l'interdiction pourra être provoquée par le conseil municipal.

La chambre pupillaire pourra également y procéder d'office.

318. Dans le cas de fureur, si l'interdiction n'est provoquée par aucune des personnes mentionnées à l'article précédent, elle doit l'être par le ministère public.

319. L'interdiction sera prononcée par la chambre pupillaire, sauf recours aux tribunaux.

320. Les faits qui motivent la demande en interdiction, seront portés à la connaissance du conseil de famille, qui donnera son avis motivé.

321. L'interdiction ne sera prononcée qu'après avoir entendu ou appelé celui qu'il s'agit d'interdire; à moins que l'interdiction ne soit provoquée pour cause de fureur, de démence ou d'imbécilité, et que les faits qui y donnent lieu ne soient notoires.

322. S'il y a réclamation contre la décision de la chambre pupillaire prononçant l'interdiction, la cause sera portée et poursuivie devant le juge de première instance, en contradictoire du ministère public et aux frais de l'interdit.

323. La réclamation mentionnée à l'article précédent devra se faire dans les quatorze jours qui suivront la publication de l'interdiction, à défaut de

quoi la décision de la chambre pupillaire sera définitive.

324. En cas de recours aux tribunaux, les parties suivront, pour l'instruction de la cause, les formes ordinaires de la procédure.

Néanmoins la cause sera instruite et les délais courront même pendant les fêtes.

Le juge pourra abrégé les délais.

325. Dans le cas où les informations prises ne présenteraient pas des motifs suffisans pour donner lieu à une interdiction absolue, la chambre pupillaire, ainsi que les tribunaux, pourront ordonner que l'individu dont il s'agit ne pourra désormais plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital ni en donner déchargé, aliéner ni grever ses biens d'hypothèque, acquérir des immeubles à titre onéreux, acheter des meubles à crédit, accepter ni répudier une succession sans l'assistance d'un conseil qui sera nommé de la même manière que le tuteur.

Les dispositions des articles 348, 350 et 351 sont applicables à ce conseil.

326. La décision des tribunaux, admettant ou rejetant l'interdiction, est susceptible d'appel.

327. Si la décision de la chambre pupillaire, prononçant l'interdiction, était réformée par le juge, l'appel pourra être interjeté par les parens ou alliés du défendeur à l'interdiction et en contradictoire de

ce dernier, lors même qu'ils ne seraient pas intervenus dans la cause.

328. Le tribunal d'appel pourra, s'il le juge utile, interroger ou faire interroger par une commission du tribunal, la personne dont l'interdiction est demandée.

329. Si la chambre pupillaire rejette la demande en interdiction, ceux qui l'ont formée pourront la poursuivre devant le juge de première instance, en contradictoire de celui contre lequel elle est provoquée.

330. La décision de la chambre pupillaire portant interdiction ou nomination d'un conseil judiciaire, est exécutoire par provision, nonobstant le recours aux tribunaux.

331. Lorsque la décision mentionnée à l'article précédent sera devenue irrévocable, il sera pourvu à la nomination d'un curateur ou d'un conseil judiciaire définitifs.

332. L'interdiction ou la nomination d'un conseil judiciaire sera publiée aux criées ordinaires du domicile du défendeur, et insérée au bulletin officiel.

Elle aura son effet dès la publication, pour les personnes domiciliées dans la commune, ou, si les criées ordinaires se font à la paroisse, pour les personnes domiciliées dans la paroisse; et, pour les autres, dès que le bulletin a pu parvenir à leur connaissance.

Le président de la chambre pupillaire est tenu , sous peine de dommages-intérêts , de veiller à ce que l'insertion au bulletin ait lieu dans les quatorze jours qui suivront la publication.

333. Les actes antérieurs à l'interdiction , pour cause de démence ou d'imbécilité , pourront être annulés au profit de l'interdit , si la cause de l'interdiction existait à l'époque où ces actes ont été faits.

Il en sera de même en cas d'interdiction pour cause de prodigalité , si la partie qui a contracté avait connaissance de cette cause et que la nature du contrat passé avec l'interdit prouve sa mauvaise foi.

334. Les actes sous seing privé passés par l'interdit sous une date antérieure à l'interdiction , ne pourront lui être opposés qu'autant que la certitude de la date sera d'ailleurs établie.

335. Le mari est de droit le curateur de sa femme interdite non séparée , sauf dans le cas où elle serait interdite pour cause de prodigalité.

336. L'interdit est , quant à l'administration de ses biens , assimilé au mineur non émancipé..

Néanmoins la chambre pupillaire , sur l'avis du conseil de famille , pourra confier à l'interdit certains actes de simple administration.

337. Les revenus d'un interdit pour cause de démence ou d'imbécilité doivent être essentiellement employés à adoucir son sort et à accélérer sa

guérison. Selon les caractères de sa maladie et l'état de sa fortune, la chambre pupillaire pourra arrêter qu'il sera traité dans son domicile, ou qu'il sera placé dans une maison où il pourra recevoir les soins et traitemens convenables à sa position.

338. L'interdiction et l'établissement du conseil judiciaire cessent avec les causes qui y ont donné lieu : néanmoins l'interdit, ou celui qui doit être assisté d'un conseil judiciaire, ne pourra reprendre l'exercice de ses droits qu'après la décision de main levée.

339. La levée de l'interdiction sera prononcée par la chambre pupillaire, après avoir entendu ou appelé le conseil de famille.

340. Lorsque la levée de l'interdiction sera demandée par l'interdit, si la chambre pupillaire et le conseil de famille sont d'avis de la maintenir, cet avis fera règle.

En cas de dissidence, la chambre pupillaire décide, sauf recours aux tribunaux, devant lesquels la question sera plaidée en contradictoire du ministère public, si la chambre pupillaire s'est prononcée pour le maintien de l'interdiction, et en contradictoire de l'interdit, dans le cas contraire.

341. La décision de la chambre pupillaire prononçant la main-levée, ne sera exécutoire qu'autant

que personne n'aura réclamé dans les quatorze jours qui suivront celui où elle aura été rendue.

La réclamation pourra être faite par ceux qui sont admis à provoquer l'interdiction.

342. La chambre pupillaire tiendra un registre contenant les noms de tous les interdits de son ressort.

343. Les dispositions du présent chapitre, concernant l'interdiction, sont applicables au cas où l'on provoquerait la nomination d'un conseil judiciaire pour les motifs mentionnés aux articles 315 et 316.

CHAPITRE III.

Du conseil judiciaire des femmes.

344. Seront pourvues d'un conseil judiciaire :

La fille et la veuve, si elles sont majeures.

La mère tutrice aura un conseil particulier pour ce qui concerne ses biens personnels.

Les pouvoirs de la femme mariée sont réglés au titre du mariage.

345. Le conseil judiciaire est nommé par la chambre pupillaire.

La fille ou la veuve sera entendue ou appelée.

346. Le père est de droit conseil judiciaire de sa fille majeure.

347. La fille ou la veuve majeure ne peut, sans

le consentement de son conseil, ester en droit soit en demandant, soit en défendant, recevoir un capital, ni en donner décharge, faire un emprunt, acheter des immeubles, accepter ni répudier une succession, vendre, échanger, aliéner ou hypothéquer ses immeubles.

Elle ne peut cautionner sans l'approbation de la chambre pupillaire.

Elle peut, sans le concours de son conseil, faire tous les autres actes non spécifiés dans le présent article.

348. Dans les cas prévus au présent chapitre, si le conseil judiciaire refuse son consentement, la fille ou la veuve pourra recourir à la chambre pupillaire, dont l'avis tiendra lieu de consentement.

349. La fille, la femme ou la veuve pourront être rangées dans la classe des interdits, pour les causes mentionnées au chapitre II du présent titre, en observant les formalités qui y sont prescrites.

350. La durée des fonctions du conseil judiciaire est de quatre ans.

Cependant ce conseil est tenu de continuer ses fonctions jusqu'à ce qu'il soit remplacé.

Il peut être confirmé, s'il y consent.

351. Sont applicables aux conseils judiciaires les dispositions concernant l'incapacité, les exclusions et destitutions de la tutelle.



TITRE X.

DE LA CURATELLE.

352. Il sera nommé un curateur :

- 1^o Pour représenter une succession vacante ;
- 2^o Pour représenter le condamné à la maison de détention, pendant la durée de sa détention ;
- 3^o Pour soigner les intérêts de l'enfant dont une veuve se trouverait enceinte au décès de son mari ;
- 4^o Et généralement dans tous les cas déterminés par la loi.

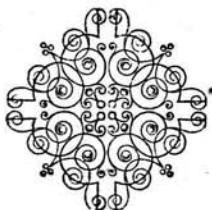
353. Dans toute curatelle il y aura un subrogé-curateur. Les dispositions des articles 226, 227 et 228 lui sont applicables,

354. Le curateur et le subrogé-curateur sont nommés par la chambre pupillaire, sauf dans les cas spécialement exceptés par la loi.

355. Sont applicables aux curatelles, quant à la nomination des curateurs par la chambre pupillaire, à la durée de la curatelle, aux causes de dispense,

et à la manière de les proposer et de les discuter, à l'incapacité, aux exclusions et destitutions, à l'administration, à la reddition des comptss, à la tenue des conseils de famille et à la juridiction, les mêmes dispositions qui sont établies pour les tutelles.

356. La curatelle cessera avec les causes qui l'ont rendue nécessaire.



LIVRE SECOND.

DES BIENS ET DES DIFFÉRENTES MODIFICATIONS DE LA PROPRIÉTÉ.

TITRE PREMIER.

DE LA DISTINCTION DES BIENS.

357. Tous les biens sont meubles ou immeubles.

CHAPITRE I^{er}.

Des immeubles.

358. Les biens sont immeubles ou par leur nature, ou par leur destination, ou par l'objet auquel ils s'appliquent.

359. Les fonds de terre et les bâtimens sont immeubles par leur nature.

360. Les moulins et autres usines, fixés sur des piliers ou faisant partie d'un bâtiment, sont immeubles par leur nature.

361. Les récoltes pendantes par les racines, et les fruits des arbres non encore recueillis, sont pareillement immeubles.

Dès que les grains sont coupés et les fruits détachés, quoique non enlevés, ils sont meubles.

Si une partie seulement de la récolte est coupée, cette partie seule est meuble.

362. Tous arbres ou arbustes tenant au sol sont aussi immeubles.

363. Les coupes ordinaires des bois taillis, ou des futaies mises en coupes réglées ne deviennent meubles qu'au fur et à mesure que les arbres sont abattus.

364. Les sources, les réservoirs et les cours d'eau sont considérés comme immeubles.

Il en est de même des conduits servant à faire arriver des eaux dans un bâtiment ou autre fonds ; ces conduits sont réputés faire partie de l'immeuble à l'usage duquel les eaux sont destinées.

365. Sont immeubles par destination, tous effets mobiliers que le propriétaire a attachés ou appliqués au fonds à perpétuelle demeure.

Le propriétaire est censé avoir attaché à son fonds des effets mobiliers à perpétuelle demeure, quand ils y sont scellés en plâtre, ou à chaux, ou à ciment, ou lorsqu'ils ne peuvent être détachés sans être fracturés et détériorés, ou sans briser ou détériorer la partie du fonds à laquelle ils sont attachés.

Les glaces d'un appartement sont censées mises à perpétuelle demeure, lorsque le parquet sur lequel elles sont attachées fait corps avec la boiserie.

Il en est de même des tableaux et autres ornemens.

366. Sont immeubles, par l'objet auquel ils s'appliquent :

L'usufruit des choses immobilières ;

Les servitudes ou services fonciers ;

Les actions qui tendent à revendiquer un immeuble.

CHAPITRE II.

Des meubles.

367. Les biens sont meubles par leur nature ou par la détermination de la loi.

368. Sont meubles par leur nature, les corps qui peuvent se transporter d'un lieu à un autre, soit qu'ils se meuvent par eux-mêmes, comme les animaux, soit qu'ils ne puissent changer de place que par l'effet d'une force étrangère, comme les choses inanimées.

369. Sont meubles par la détermination de la loi, les obligations et actions même hypothécaires, qui ont pour objet des sommes exigibles ou des effets mobiliers, ainsi que les rentes perpétuelles ou viagères.

370. Les barques, bateaux et bacs sont meubles.

371. Les expressions *meubles*, *biens meubles*, celles de *meublier* ou d'*effets mobiliers*, comprennent généralement tout ce qui est censé meuble, d'après les règles ci-dessus établies.

372. Les mots *meubles meublans* ne comprennent que les meubles destinés à l'usage et à l'ornement des appartemens, comme tapisseries, lits, sièges, glaces, pendules, tables, porcelaines et autres objets de cette nature.

373. La vente ou le don d'une maison meublée ne comprend que les meubles meublans.

374. La vente ou le don d'une maison avec tout ce qui s'y trouve, ne comprend pas l'argent comptant, les dettes actives et autres droits dont les titres peuvent être déposés dans la maison; tous les autres effets mobiliers y sont compris.

CHAPITRE III.

Des biens dans leur rapport avec ceux qui les possèdent.

375. Les particuliers ont la libre disposition des biens qui leur appartiennent, sous les modifications établies par les lois.

L'administration et l'aliénation des biens qui n'appartiennent pas à des particuliers, sont soumises à des formes et à des règles particulières.

376. Les routes et chemins publics autres que ceux des communes, le Rhône, le lac Léman, ses rivages et ses ports, et généralement toutes les portions du territoire cantonal qui ne sont pas susceptibles d'une propriété privée, sont considérés comme dépendances du domaine public.

377. Les biens vacans et sans maître sont dévolus à la commune sur le territoire de laquelle ils se trouvent.

378. Les biens des personnes qui décèdent sans héritiers ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent à l'Etat.

379. On peut avoir sur les biens ou un droit de propriété, ou un simple droit de jouissance, ou seulement un droit à des services fonciers.



TITRE II.

DE LA PROPRIÉTÉ.

380. La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les réglemens.

381. Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et dans les cas prévus par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité.

382. La propriété d'une chose soit mobilière soit immobilière donne droit sur tout ce qu'elle produit, et sur ce qui s'y unit accessoirement, soit naturellement, soit artificiellement.

Ce droit s'appelle *droit d'accession*.

CHAPITRE I^{er}.

Du droit d'accession sur ce qui est produit par la chose.

383. Les fruits naturels ou industriels de la terre et les fruits civils appartiennent au propriétaire par droit d'accession.

384. Les fruits naturels sont ceux qui sont le

produit spontané de la terre. Le produit et le croît des animaux sont aussi des fruits naturels.

Les fruits industriels d'un fonds sont ceux qu'on obtient par la culture.

Les fruits civils sont les loyers des maisons, les intérêts des capitaux, les arrérages des rentes viagères et autres.

Les prix des baux à ferme sont aussi rangés dans la classe des fruits civils.

385. Les fruits produits par la chose n'appartiennent au propriétaire qu'à la charge de rembourser les frais de travaux, des engrais et semences, faits par des tiers.

386. Le possesseur de bonne foi fait les fruits siens, et n'est tenu de restituer que ceux perçus dès la demande judiciaire.

387. Celui qui possède comme propriétaire, en vertu d'un titre translatif de propriété dont il ignorait les vices, est possesseur de bonne foi.

388. Le possesseur de mauvaise foi est obligé de restituer non seulement tous les fruits perçus dès son injuste détention, mais encore ceux qu'il n'a pas perçus par sa faute, et qu'un bon père de famille aurait pu percevoir.

389. Le possesseur, même de bonne foi, ne peut prétendre à aucune indemnité pour les améliorations qui n'existeraient plus lors de l'éviction.

Le possesseur de bonne foi aura droit de réten-

tion sur les biens, pour raison des améliorations réelles et existantes, si elles ont été l'objet d'une demande dans l'instance en revendication, et qu'on ait fourni quelque preuve de leur existence.

Ce droit de rétention n'appartiendra, en aucun cas, au possesseur de mauvaise foi.

S'il y a une différence entre la somme représentant la valeur effective des améliorations, et celle qui a été réellement dépensée pour cet objet, le possesseur, même de bonne foi, ne pourra jamais prétendre qu'à la plus faible des deux sommes.

CHAPITRE II.

Du droit d'accession sur ce qui s'unit et s'incorpore à la chose.

390. Tout ce qui s'unit et s'incorpore à la chose appartient au propriétaire suivant les règles ci-après établies.

SECTION I.

Du droit d'accession relativement aux choses immobilières.

391. La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous.

Le propriétaire peut faire au-dessus toutes les plantations et constructions qu'il juge à propos.

Il peut faire au-dessous toutes les constructions et fouilles qu'il juge à propos et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir.

Le tout sauf les exceptions établies au titre : *Des servitudes ou services fonciers*, et les modifications résultant des lois et des réglemens.

392. Si les fouilles ou excavations que fait un propriétaire, exposent le fonds voisin à un grave danger, on pourra, sur la demande de ce dernier, ou prohiber ces fouilles, ou déclarer le propriétaire tenu de fournir les sûretés jugées nécessaires pour garantir le voisin de tous les dommages qui pourraient en résulter.

393. Toutes constructions, plantations et ouvrages sur un terrain ou dans l'intérieur, sont présumés faits par le propriétaire à ses frais et lui appartenir, si le contraire n'est prouvé; sans préjudice de la propriété qu'un tiers pourrait avoir acquise ou pourrait acquérir par prescription ou autrement, soit d'un souterrain sous le bâtiment d'autrui, soit de toute autre partie du bâtiment.

394. Le propriétaire du sol qui a fait des constructions, plantations et ouvrages avec des matériaux qui ne lui appartenaient pas, doit en payer la valeur; il peut aussi être condamné à des dommages-intérêts, s'il y a lieu, mais le propriétaire des matériaux n'a pas le droit de les enlever.

395. Lorsque les plantations, constructions et

ouvrages ont été faits par un tiers et avec ses matériaux, le propriétaire du fonds a droit ou de les retenir ou d'obliger ce tiers à les enlever.

Si le propriétaire du fonds demande la suppression des plantations et constructions, elle est aux frais de celui qui les a faites, sans aucune indemnité pour lui; il peut même être condamné à des dommages et intérêts, s'il y a lieu, pour le préjudice que peut avoir éprouvé le propriétaire du fonds.

Si le propriétaire préfère conserver ces plantations et constructions, il aura le choix ou de rembourser la valeur des matériaux et du prix de la main-d'œuvre, ou de payer une somme égale à celle dont le fonds est augmenté de valeur.

Néanmoins, si les plantations, constructions et ouvrages ont été faits par un tiers évincé qui n'aurait pas été condamné à la restitution des fruits, attendu sa bonne foi, le propriétaire ne pourra demander la suppression des dits ouvrages, plantations et constructions, mais il aura seulement le droit d'opter comme ci-dessus.

396. En cas cependant qu'une partie du bâtiment en construction empiète sur le sol du voisin, si celui-ci a eu connaissance de la construction sans y former opposition, et que la personne qui a fait bâtir ait été de bonne foi, elle pourra être déclarée propriétaire tant du sol que du bâtiment, en payant au voisin la valeur de l'emplacement occupé, avec

l'augmentation du tiers en sus, outre les dommages et intérêts pour le préjudice qu'il peut éprouver.

397. Lorsque les plantations, constructions et autres ouvrages ont été faits par un tiers, avec des matériaux qui ne lui appartenaient pas, le propriétaire des matériaux n'a pas le droit de les revendiquer.

Néanmoins, il pourra agir contre le tiers qui s'en est servi, afin d'en être indemnisé; il pourra même agir contre le propriétaire du sol, mais à l'effet seulement d'obtenir le prix qu'il devrait encore.

398. Les attérissemens et accroissemens qui se forment successivement et imperceptiblement aux fonds riverains d'un lac, du fleuve, d'une rivière ou d'un torrent, s'appellent *alluvion*.

L'alluvion profite au propriétaire riverain, sauf les exceptions ci-après, soit qu'il s'agisse du fleuve, d'une rivière ou d'un torrent, à la charge de laisser le marche-pied ou chemin de halage, conformément aux réglemens, et de laisser le terrain nécessaire à la construction des digues, dans les lieux où les réglemens n'en abandonnent pas le soin aux propriétaires riverains.

399. Il en est de même des relais que forme l'eau courante qui se retire insensiblement de l'une de ses rives, en se portant sur l'autre. Le propriétaire de la rive découverte profite de l'alluvion, sans

que le riverain du côté opposé y puisse venir réclamer le terrain qu'il a perdu.

400. Les alluvions du lac Léman appartiennent à l'Etat.

401. L'alluvion ne profite pas aux riverains, lorsque les propriétés qui bordent le fleuve ou la rivière sont limitées; elle appartient, dans ce cas, à la commune sur le territoire de laquelle l'alluvion s'est formée.

402. L'alluvion n'a pas lieu à l'égard des étangs dont le propriétaire conserve toujours le terrain que l'eau couvre quand elle est à la hauteur de la décharge de l'étang, encore que le volume de l'eau vienne à diminuer.

Réciproquement, le propriétaire de l'étang n'acquiert aucun droit sur les terres riveraines que son eau vient à couvrir dans les crues extraordinaires.

403. Si le fleuve, une rivière ou un torrent enlève, par une force subite, une partie considérable et reconnaissable d'un fonds riverain et la porte vers un fonds inférieur ou contre la rive opposée, le propriétaire de la partie enlevée peut réclamer sa propriété, mais il est tenu de former sa demande dans l'année; après ce délai, il n'y sera plus recevable.

404. Si, par l'effet d'un éboulement, une partie considérable d'un fonds supérieur a été transportée

sur le fonds inférieur, le propriétaire de cette portion éboulée peut la reprendre dans l'année, pourvu qu'il forme sa demande dans les six mois qui suivront l'éboulement.

Dans ce cas, le propriétaire devra enlever toutes les matières qui ont été transportées de sa propriété, et payer les dommages résultant de l'enlèvement des matières éboulées.

405. Les îles et attérissemens qui se forment dans le Rhône, dans les rivières et dans les torrens, appartiennent aux propriétaires riverains du côté où l'île s'est formée ; si l'île n'est pas formée d'un seul côté, elle appartient aux propriétaires riverains des deux côtés, à partir de la ligne qu'on suppose tracée au milieu du fleuve, de la rivière ou du torrent, sauf que les propriétés voisines soient limitées, dans quel cas les communes riveraines en deviennent propriétaires.

406. Si le Rhône, une rivière ou un torrent, en se formant un bras nouveau, coupe et embrasse le fonds d'un propriétaire riverain et en fait une île, ce propriétaire conserve la propriété de son fonds.

407. Si le Rhône, une rivière ou un torrent se forme un nouveau cours en abandonnant son ancien lit, les propriétaires des fonds nouvellement occupés ont droit d'obtenir, sur l'ancien lit abandonné, une portion du sol correspondante à la valeur des fonds occupés.

Si, ces propriétaires étant indemnisés, il reste encore une partie du sol, elle appartiendra aux propriétaires riverains du lit abandonné.

408. Les dispositions de la présente section ne dérogent point au droit de maintenir ou remettre dans leurs limites le fleuve et les rivières.

SECTION II.

Du droit d'accession, relativement aux choses mobilières.

409. Lorsque plusieurs choses mobilières qui appartiennent à différens maîtres et qui ont été unies de manière à former un tout, peuvent néanmoins être séparées, sans qu'elles éprouvent de détérioration notable, chacun des maîtres conserve la propriété de sa chose, et peut en demander la séparation.

Celui qui, par sa faute ou sa négligence, a été la cause de l'union des deux choses, est passible des dommages et intérêts auxquels il a donné lieu.

410. Lorsque les matières unies ne peuvent être séparées, ou ne peuvent pas l'être sans que l'une d'elles soit notablement détériorée, et si ces matières se trouvent unies, soit par le consentement de tous les intéressés, soit par cas fortuit, le tout formé par le mélange deviendra commun à tous les propriétaires, dans la proportion de la quantité, de

la qualité et de la valeur de la matière appartenant à chacun d'eux.

Si, par contre, les matières ont été unies par un tiers ou par le fait d'une partie seulement des propriétaires, ceux qui n'auront pas consenti au mélange, auront le choix ou de prendre une part à la chose à raison de la quantité et de la qualité de leur matière, ou de l'abandonner au moyen d'une juste indemnité.

411. Si un artisan ou une personne quelconque a employé une matière qui ne lui appartenait pas, à former une chose d'une nouvelle espèce, soit que la matière puisse ou non reprendre sa première forme, celui qui en était le propriétaire a le choix, ou de réclamer la chose qui en a été formée, en remboursant le prix de la main-d'œuvre, ou d'abandonner sa matière au moyen d'une juste indemnité.

412. Si cependant la main-d'œuvre était tellement importante qu'elle surpassât de beaucoup la valeur de la matière employée, l'ouvrier aurait le droit de retenir la chose travaillée, en remboursant le prix de la matière au propriétaire.

413. Lorsqu'une personne a employé en partie la matière qui lui appartenait, et en partie celle qui ne lui appartenait pas, à former une chose d'une espèce nouvelle, de manière que ces matières ne puissent pas être séparées, ou ne puissent l'être sans inconvénient, la chose est commune aux pro-

priétaires, en raison de la matière, d'une part, et de la matière et du prix de la main-d'œuvre, de l'autre.

Le propriétaire néanmoins, à l'insu duquel la matière a été employée, peut l'abandonner à celui qui en a fait l'emploi et en réclamer la valeur.

414. Lorsque la chose est commune entre plusieurs, elle doit être licitée au profit commun.

415. Ceux qui auront employé des matières appartenant à d'autres, et à leur insu, pourront aussi être condamnés à des dommages et intérêts, s'il y a lieu, sans préjudice des poursuites au criminel, si le cas y échet.

TITRE III.

DE L'USUFRUIT, DE L'USAGE ET DE L'HABITATION.

CHAPITRE I^{er}.

De l'usufruit.

416. L'usufruit est le droit de jouir des choses dont un autre a la propriété, comme le propriétaire lui-même, mais à la charge d'en conserver la substance.

417. L'usufruit est établi par la loi ou par la volonté de l'homme.

418. L'usufruit peut être établi, ou purement, ou à certain jour, ou à condition.

419. Il peut être établi sur toutes espèces de biens meubles ou immeubles.

SECTION I.

Des droits de l'usufruitier.

420. L'usufruitier a le droit de jouir de toute espèce de fruits, soit naturels, soit industriels, soit civils, que peut produire l'objet dont il a l'usufruit.

421. Les fruits naturels et industriels, pendans

par branches ou par racines au moment où l'usufruit est ouvert, appartiennent à l'usufruitier ; ceux qui sont dans le même état au moment où finit l'usufruit, appartiennent au propriétaire, sans récompense de part ni d'autre des labours, semences et autres frais de culture ; mais aussi sans préjudice de la portion des fruits qui pourrait être acquise au colon partiaire, s'il en existait un au commencement ou à la cessation de l'usufruit.

422. Les fruits civils sont réputés s'acquérir jour par jour, et appartiennent à l'usufruitier, à proportion de la durée de son usufruit.

Cette règle s'applique aux prix des baux à ferme, comme aux loyers des maisons et aux autres fruits civils.

423. Pour déterminer la portion suivant laquelle les fruits civils résultant de baux doivent être partagés entre le propriétaire et l'usufruitier en l'année où l'usufruit commence et en celle où il finit, l'année du bail partira du jour où il a été conclu, s'il s'agit de baux à loyer, et du 1^{er} janvier de chacune des dites années, s'il s'agit de baux à ferme.

424. Si l'usufruit comprend des choses dont on ne peut faire usage sans les consommer, comme les grains, le vin et autres liqueurs, l'usufruitier a le droit de s'en servir, mais à la charge d'en payer l'estimation à la fin de l'usufruit, ou de les rendre

en mêmes espèces, en tenant compte de la moins value ou du déficit, s'il y en a.

Si l'usufruit comprend de l'argent, l'usufruitier en restituera la même valeur, à la fin de l'usufruit et en espèces courantes, à son choix.

425. Si l'usufruit a pour objet des choses qui, sans se consommer de suite, se détériorent peu à peu par l'usage, l'usufruitier a le droit de s'en servir, pour l'usage auquel elles sont destinées, et il n'est tenu de les rendre, à la fin de l'usufruit, que dans l'état où elles se trouvent, non détériorées par son dol ou par sa faute.

Toutefois, si l'usufruit comprend des vêtements, tapis, rideaux, effets de literie et linges quelconques, des ustensiles de cuisine ou instrumens aratoires, l'usufruitier tiendra compte de la détérioration que ces objets auront éprouvée.

426. L'usufruitier peut, avant de prendre possession des meubles, les abandonner au propriétaire, en totalité ou en partie.

427. L'usufruit d'une rente viagère donne aussi à l'usufruitier, pendant la durée de son usufruit, le droit de la percevoir, sans être tenu à aucune restitution.

428. Si l'usufruit comprend des bois taillis, l'usufruitier est tenu d'observer l'ordre et la quotité des coupes, conformément à l'aménagement ou à l'usage constant des propriétaires; sans indemnité

toutefois en faveur de l'usufruitier ou de ses héritiers, pour les coupes ordinaires, soit de taillis, soit de balivaux, soit de futaie, qu'il n'aurait pas faites pendant sa jouissance.

Les arbres qu'on peut tirer d'une pépinière sans la dégrader, ne font aussi partie de l'usufruit qu'à la charge par l'usufruitier de se conformer aux usages des lieux pour le remplacement.

429. L'usufruitier profite encore, toujours en se conformant aux époques et à l'usage des anciens propriétaires, des parties de bois de haute futaie qui ont été mises en coupes réglées, soit que ces coupes se fassent périodiquement sur une certaine étendue de terrain, soit qu'elles se fassent d'une certaine quantité d'arbres pris indistinctement sur toute la surface du domaine.

430. Dans tous les autres cas, l'usufruitier ne peut toucher aux arbres de haute futaie; il peut seulement employer, pour faire les réparations dont il est tenu, les arbres arrachés ou brisés par accident; il peut même, pour cet objet, en faire abattre, s'il est nécessaire, mais à la charge d'en faire constater la nécessité avec le propriétaire.

431. Il peut prendre, dans les bois, des échalas pour les vignes comprises dans l'usufruit; il peut aussi prendre sur les arbres, des produits annuels ou périodiques : le tout suivant l'usage du pays ou la coutume des propriétaires.

432. Les arbres fruitiers qui meurent, ceux même qui sont arrachés ou brisés par accident, appartiennent à l'usufruitier, à la charge de les remplacer par d'autres.

433. L'usufruitier peut jouir par lui-même, ou céder, à titre onéreux ou gratuit, l'exercice de son droit.

434. Les baux que l'usufruitier a passés pour un temps qui excède deux ans, ne sont, en cas de cessation d'usufruit, obligatoires que pour le temps qui reste à courir, soit de la première période de deux ans, si elle n'est pas encore échue, soit de la seconde, et ainsi de suite, de manière que le fermier n'ait que le droit de jouir des fonds loués jusqu'à la fin de la période de deux ans, durant laquelle l'usufruit vient à cesser.

435. L'usufruitier jouit de l'augmentation survenue par alluvion à l'objet dont il a l'usufruit.

436. Il jouit des droits de servitude, de passage, et généralement de tous les droits dont le propriétaire peut jouir, et il en jouit comme le propriétaire lui-même.

437. Il jouit aussi, de la même manière que le propriétaire, des mines et carrières qui sont en exploitation à l'ouverture de l'usufruit.

Il n'a aucun droit d'usufruit sur les mines et carrières non encore ouvertes, ni sur les tourbières dont l'exploitation n'est pas commencée, ni sur le

trésor qui pourrait être découvert pendant la durée de l'usufruit.

Il percevra néanmoins l'intérêt des sommes allouées à titre d'indemnité, pour la dégradation des fonds sujets à l'usufruit.

438. Le propriétaire ne peut, par son fait, ni de quelque manière que ce soit, nuire aux droits de l'usufruitier.

De son côté, l'usufruitier ne peut, à la cessation de l'usufruit, réclamer aucune indemnité pour les améliorations qu'il prétendrait avoir faites, encore que la valeur de la chose en fût augmentée.

Il peut cependant, ou ses héritiers, enlever les glaces, tableaux et autres ornemens qu'il aurait fait placer, mais à la charge de rétablir les lieux dans leur premier état.

SECTION II.

Des obligations de l'usufruitier.

439. L'usufruitier prend les choses dans l'état où elles se trouvent.

Il a droit à la jouissance dès le moment où l'usufruit est ouvert, mais il ne peut entrer en possession des biens soumis à l'usufruit, qu'après avoir fourni caution de jouir en bon père de famille, et fait dresser, en présence du propriétaire ou lui dûment

appelé, un inventaire estimatif des meubles et un état des immeubles.

Les frais de l'inventaire sont à la charge de l'usufruitier, à moins que le titre constitutif ne contienne une disposition contraire.

440. L'usufruitier ne peut pas être dispensé de fournir caution, ni de faire l'inventaire estimatif des meubles; cependant le vendeur ou le donateur, sous réserve d'usufruit, ne sont pas tenus de donner caution.

441. Si l'usufruitier n'a pas fait faire l'état des immeubles, il est censé les avoir reçus en bon état de réparation de toute espèce.

442. Si l'usufruitier ne trouve pas de caution, les immeubles sont remis à bail, ou mis en séquestre;

Les créances sont mises en séquestre;

Les sommes comprises dans l'usufruit sont placées;

Les denrées sont vendues et le prix en provenant est pareillement placé;

Les intérêts de ces sommes et le prix de ces baux appartiennent à l'usufruitier.

443. Pourra néanmoins l'usufruitier, en fournissant la caution requise par l'article 439, faire cesser le séquestre, et reprendre, à l'expiration du bail, l'administration des biens loués.

444. A défaut d'une caution de la part de l'usufruitier, le propriétaire peut exiger que les meubles

qui dépérissent par l'usage, soient vendus, pour le prix en être placé comme celui des denrées, et alors l'usufruitier perçoit l'intérêt pendant son usufruit; cependant l'usufruitier pourra demander, et les juges pourront ordonner, suivant les circonstances, qu'une partie des meubles nécessaires pour son usage lui soit délaissée, sous sa simple caution juratoire, et à la charge de les représenter à l'extinction de l'usufruit.

445. L'usufruitier n'est tenu qu'aux réparations d'entretien.

Les grosses réparations demeurent à la charge du propriétaire, à moins qu'elles n'aient été occasionnées par le défaut de réparations d'entretien depuis l'ouverture de l'usufruit, auquel cas l'usufruitier en est aussi tenu.

446. Les grosses réparations sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et couvertures en entier, ou dans leur plus grande partie.

Celui des digues, celui des aqueducs servant à l'usage des usines, moulins et autres artifices de ce genre, ainsi que celui des murs de soutènement et de clôture, aussi en entier, ou dans leur plus grande partie.

Quant à la reconstruction à neuf des aqueducs servant aux irrigations, la part qui surpasse la dépense de l'entretien ordinaire calculée sur la moyenne

des trois années précédentes, est à la charge du propriétaire.

Toutes les autres réparations sont d'entretien.

447. Ni le propriétaire ni l'usufruitier ne sont tenus de rebâtir ce qui est tombé de vétusté, ou ce qui a été détruit par cas fortuit, à moins que le bâtiment ne soit nécessaire à l'exploitation des biens sujets à l'usufruit; en ce cas, le propriétaire peut y être contraint, sous les conditions spécifiées à l'article 449.

448. L'usufruitier est tenu, pendant sa jouissance, de toutes les charges annuelles des biens sujets à l'usufruit, telles que les contributions soit en nature, soit en argent, et autres charges qui, dans l'usage, sont censées charges des fruits.

449. A l'égard des charges qui peuvent être imposées sur la propriété, pendant la durée de l'usufruit, l'usufruitier et le propriétaire y contribuent ainsi qu'il suit :

Le propriétaire est obligé de les payer, et l'usufruitier doit lui tenir compte de l'intérêt.

Le propriétaire peut néanmoins faire vendre, jusqu'à due concurrence, une portion des biens soumis à l'usufruit.

L'usufruitier sera judiciairement prévenu de la vente et il pourra l'empêcher, en faisant l'avance de la somme nécessaire pour payer les charges.

Si elles sont avancées par l'usufruitier, il a la répétition du capital à la fin de l'usufruit.

450. L'usufruitier à titre particulier n'est pas tenu des dettes auxquelles le fonds est hypothéqué ; s'il les paye, il a son recours contre le propriétaire.

451. L'usufruitier à titre universel est tenu pour le tout ou en proportion des biens dont il jouit, au paiement des intérêts des dettes, ainsi que de toutes les annuités perpétuelles ou viagères.

Quand il s'agit du paiement d'un capital, si l'usufruitier veut avancer la somme pour laquelle ces biens doivent contribuer, le capital lui en est restitué à la fin de l'usufruit, sans aucun intérêt.

Si l'usufruitier ne veut pas faire cette avance, le propriétaire a le choix, ou de payer cette somme et, dans ce cas, l'usufruitier lui tient compte des intérêts pendant la durée de l'usufruit, ou de faire vendre, jusqu'à due concurrence, une portion des biens soumis à l'usufruit.

On observera la même règle quand il s'agira de grosses réparations.

452. L'usufruitier est tenu des frais des procès qui concernent la jouissance et des autres condamnations auxquelles ces procès pourraient donner lieu.

S'il y a contestation sur la propriété et sur la jouissance, le propriétaire et l'usufruitier seront tenus, chacun en proportion de son intérêt.

453. Si, pendant la durée de l'usufruit, un tiers commet quelque usurpation sur le fonds, ou attente autrement aux droits du propriétaire, l'usufruitier est tenu de le dénoncer à celui-ci; faute de ce, il est responsable de tout le dommage qui peut en résulter pour le propriétaire, comme il le serait de dégradations commises par lui-même.

454. Si l'usufruit est établi sur des choses dont on ne peut faire usage sans les consommer et qu'elles viennent à périr, même par cas fortuit, l'usufruitier est tenu d'en faire la restitution de la manière prescrite à l'article 424.

455. Si l'usufruit n'est établi que sur un animal, qui vient à périr sans la faute de l'usufruitier, celui-ci n'est pas tenu d'en rendre un autre, ni d'en payer l'estimation.

456. Si le troupeau sur lequel un usufruit a été établi, périt entièrement par accident ou par maladie, et sans la faute de l'usufruitier, celui-ci n'est tenu envers le propriétaire que de lui rendre compte des cuirs ou de leur valeur.

Si le troupeau ne périt pas entièrement, l'usufruitier est tenu de remplacer, jusqu'à concurrence du croît, les têtes des animaux qui ont péri.

SECTION III.

Comment l'usufruit prend fin.

457. L'usufruit s'éteint :

Par la mort naturelle de l'usufruitier ;

Par l'expiration du temps pour lequel il a été constitué ;

Par la consolidation ou la réunion, sur la même tête, des deux qualités d'usufruitier et de propriétaire ;

Par le non-usage du droit pendant l'espace de temps fixé pour la prescription des diverses propriétés ;

Par la perte totale de la chose sur laquelle l'usufruit est établi ;

Par la renonciation, qui, cependant, ne pourra pas avoir lieu partiellement, sauf ce qui est dit à l'article 426.

458. L'usufruitier perd aussi son droit à la totalité de l'usufruit, s'il vend, échange, hypothèque, grève de servitude ou aliène de quelque autre manière un immeuble compris dans l'usufruit.

459. L'usufruit peut encore cesser par l'abus que l'usufruitier fait de sa jouissance, soit en commettant des dégradations sur le fonds, soit en le laissant dépérir faute d'entretien.

Les créanciers de l'usufruitier peuvent intervenir

dans les contestations, pour la conservation de leurs droits ; ils peuvent offrir la réparation des dégradations commises, et des garanties pour l'avenir.

Les tribunaux peuvent, suivant la gravité des circonstances, ou prononcer l'extinction absolue de l'usufruit, ou n'ordonner la rentrée du propriétaire dans la jouissance de l'objet qui en est grevé, que sous la charge de payer annuellement à l'usufruitier, ou à ses ayant-cause, une somme déterminée, jusqu'à l'instant où l'usufruit aurait dû cesser.

Les tribunaux pourront aussi, suivant les cas, ordonner que les biens soient affermés, sauf la jouissance de l'usufruit à qui de droit.

460. L'usufruit qui est accordé à d'autres qu'à des particuliers, ne dure que trente ans, à moins que l'acte constitutif de l'usufruit ne détermine un plus long terme ; dans ce cas toutefois, la durée de l'usufruit ne pourra jamais excéder soixante ans.

461. L'usufruit accordé jusqu'à ce qu'un tiers ait atteint un âge fixe, dure jusqu'à cette époque, encore que le tiers soit mort avant l'âge fixé.

462. La vente de la chose sujette à usufruit ne fait aucun changement dans le droit de l'usufruitier ; il continue de jouir de son usufruit, s'il n'y a pas formellement renoncé.

463. Les créanciers de l'usufruitier peuvent faire annuler la renonciation qu'il aurait faite à leur préjudice.

464. Si une partie seulement d'une chose sujette à l'usufruit est détruite, l'usufruit se conserve sur ce qui reste.

465. Si l'usufruit n'est établi que sur un bâtiment, et que ce bâtiment soit détruit par un incendie ou autre accident, ou qu'il s'écroule de vétusté, l'usufruitier n'aura droit de jouir ni du sol, ni des matériaux.

Si l'usufruit était établi sur un domaine dont le bâtiment faisait partie, l'usufruitier jouira du sol et des matériaux.

CHAPITRE II.

De l'usage et de l'habitation.

466. Les droits d'usage et d'habitation s'établissent par le fait de l'homme et se perdent de la même manière que l'usufruit.

467. Celui qui a un droit d'usage ou d'habitation doit donner caution et faire des états et un inventaire comme l'usufruitier.

468. L'usager et celui qui a un droit d'habitation, doivent jouir en bons pères de famille.

469. Les droits d'usage et d'habitation se règlent par le titre qui les a établis, et reçoivent, d'après ses dispositions, plus ou moins d'étendue.

Si le titre ne s'explique pas sur l'étendue de ces droits, ils sont réglés ainsi qu'il suit :

470. Celui qui a l'usage des fruits d'un fonds, ne peut en exiger qu'autant qu'il lui en faut pour ses besoins et ceux de sa famille.

Il peut en exiger pour les besoins même des enfans qui lui sont survenus depuis la concession de l'usage.

471. L'usager ne peut céder ni louer son droit à un autre.

472. Celui qui a un droit d'habitation dans une maison, peut y demeurer avec sa famille, quand même il n'aurait pas été marié à l'époque où le droit lui a été acquis.

473. Le droit d'habitation se restreint à ce qui est nécessaire pour l'habitation de celui à qui ce droit est concédé, et de sa famille.

474. Le droit d'habitation ne peut être cédé ni loué.

475. Si l'usager absorbe tous les fruits du fonds, ou s'il occupe la totalité de la maison, il est assujetti aux frais de culture, aux réparations d'entretien et aux charges annuelles comme l'usufruitier.

S'il ne prend qu'une partie des fruits, ou s'il n'occupe qu'une partie de la maison, il contribue au prorata de ce dont il jouit.

TITRE IV.

DES SERVITUDES OU SERVICES FONCIERS.

476. Une servitude est une charge imposée sur un fonds pour l'usage et l'utilité d'un fonds appartenant à un autre propriétaire.

477. Elle dérive ou de la situation naturelle des lieux, ou des obligations imposées par la loi, ou du fait de l'homme.

CHAPITRE I^{er}.

Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux.

478. Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés, à recevoir les eaux qui en découlent naturellement, sans que la main de l'homme y ait contribué.

Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement.

Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur.

Il pourra néanmoins réunir ses eaux dans des fossés ou aqueducs (coulisses) et les faire écouler sur le fonds inférieur.

479. Le propriétaire du fonds supérieur devra cependant prévenir, à peine de dommages-intérêts, le propriétaire du fonds inférieur, avant de faire les ouvrages nécessaires à l'établissement de ces fossés, et ils devront être faits de la manière la moins nuisible pour le fonds inférieur.

480. Celui qui a une source dans son fonds, peut en user à sa volonté, sauf le droit que le propriétaire du fonds inférieur pourrait avoir acquis par titre ou par prescription.

481. La prescription, dans ce cas, ne peut s'acquérir que par une jouissance non interrompue pendant l'espace de trente années, à compter du moment où le propriétaire du fonds inférieur a fait et terminé, sur le fonds supérieur, des ouvrages apparents destinés et ayant servi à faciliter la chute et le cours de l'eau dans sa propriété,

482. Le propriétaire d'une source ne peut en changer le cours, lorsqu'elle fournit aux habitants d'une commune, d'un village ou hameau, l'eau qui leur est nécessaire; mais si les habitants n'en ont pas acquis ou prescrit l'usage, le propriétaire peut réclamer une indemnité, laquelle est réglée par experts.

483. Celui dont la propriété borde une eau, qui, sans travaux de main d'homme, a un cours naturel, peut s'en servir à son passage pour l'irrigation de ses propriétés.

Celui dont cette eau traverse le fonds, peut de

même en user dans l'intervalle qu'elle y parcourt , mais à charge de la rendre, à la sortie de ses fonds, à son cours ordinaire, sans préjudice, dans l'un et l'autre cas, aux droits acquis et aux réglemens et usages locaux.

484. Les moulins et usines ne peuvent , sauf usages ou conventions contraires, détourner les eaux destinées à l'irrigation des terres.

485. Les eaux pluviales et celles qui étant abandonnées, se jettent naturellement sur les chemins, sont à la disposition du premier occupant, chacun vis-à-vis de son fonds, sauf les réglemens sur la police des routes.

486. La disposition de l'article précédent ne s'applique pas aux eaux qui proviennent des sources, ou aux égouts de fontaines, d'écuries ou de fumiers, qui coulent sur les chemins, dans des canaux ouverts ou fermés, faits avec l'autorisation de la police, lesquels demeurent dans la propriété de ceux qui ont, à cet égard, titre ou possession.

487. Tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés contiguës. Le bornage se fait à frais communs.

488. Tout propriétaire peut clore son fonds, sauf l'exception portée en l'article 524, et les droits de servitude qui pourraient compéter aux tiers.

CHAPITRE II.

Des servitudes établies par la loi.

489. Les servitudes établies par la loi ont pour objet l'utilité publique ou communale, ou l'utilité des particuliers.

490. Celles établies pour l'utilité publique ou communale ont pour objet le marche-pied le long des eaux, la construction ou réparation des chemins et autres ouvrages publics ou communaux.

Tout ce qui concerne cette espèce de servitude, est déterminé par des lois ou des réglemens particuliers.

491. La loi assujettit les propriétaires à différentes obligations l'un à l'égard de l'autre, indépendamment de toute convention.

492. Ces obligations sont relatives au mur et au fossé mitoyens, au cas où il y a lieu à contre-mur, aux vues sur la propriété du voisin, à l'égout des toits, au droit de passage et aux aqueducs.

SECTION I.

Du mur et du fossé mitoyens.

493. Tout mur servant de séparation entre bâtimens, jusqu'à l'héberge, ou entre cours et jardins, et même entre des fonds de terre, si ces fonds sont

de niveau, est présumé mitoyen, s'il n'y a titre ou marque du contraire.

Si les fonds ne sont pas de niveau, et qu'un mur soutienne le terrain le plus élevé, le mur est censé appartenir exclusivement au propriétaire du fonds que le mur soutient.

494. Il y a marque de non-mitoyenneté :

Lorsqu'il y a des ouvertures existantes, telles que portes et fenêtres, ou des signes de ces anciennes ouvertures, comme tablettes, cadres et corniches;

Lorsqu'il y a un égout;

Lors encore qu'il n'y a que d'un côté, ou un chaperon. ou des filets et corbeaux qui y auraient été mis en bâtissant le mur.

Dans ces cas, le mur est censé appartenir exclusivement au propriétaire en faveur duquel les ouvertures ont été pratiquées, ou du côté duquel sont l'égout, le chaperon ou les filets et corbeaux.

Les pierres d'attente ne sont pas une preuve de mitoyenneté.

495. La réparation et la reconstruction du mur mitoyen sont à la charge de tous ceux qui y ont droit, et proportionnellement au droit de chacun.

496. Cependant tout copropriétaire d'un mur mitoyen peut se dispenser de contribuer aux réparations et reconstructions, en abandonnant le droit

de mitoyenneté, pourvu que le mur mitoyen ne soutienne pas un bâtiment qui lui appartienne.

Cet abandon ne peut empêcher que celui qui a renoncé à la mitoyenneté ne soit tenu aux réparations auxquelles il aurait donné lieu par son-fait.

497. Tout copropriétaire peut faire bâtir contre un mur mitoyen et y faire placer des poutres ou solives jusqu'à la moitié de son épaisseur.

Toutefois, il ne peut y pratiquer aucun enfoncement, ni y appliquer ou appuyer aucun ouvrage, sans le consentement du copropriétaire, ou sans avoir, à son refus, fait régler, par experts, les moyens nécessaires pour que le nouvel ouvrage ne soit pas nuisible aux droits de ce dernier.

498. Tout copropriétaire peut faire exhausser le mur mitoyen; mais il doit payer seul la dépense de l'exhaussement, les réparations d'entretien de la partie exhaussée, ainsi que les ouvrages qu'il serait dans le cas de faire pour que le mur mitoyen puisse supporter la plus grande charge provenant de cet exhaussement, sans rien perdre de sa solidité.

499. Si le mur mitoyen n'est pas en état de supporter l'exhaussement, celui qui veut l'exhausser, doit le faire reconstruire en entier à ses frais, et l'excédant d'épaisseur doit se prendre de son côté.

Dans les cas prévus par le présent article, et par l'article précédent, le copropriétaire est en outre tenu d'indemniser le voisin à raison du dommage

qu'il souffrirait, même temporairement, à l'occasion de l'exhaussement ou de la nouvelle construction.

500. Le voisin qui n'a pas contribué à l'exhaussement, peut en acquérir la mitoyenneté, en payant la moitié de la dépense qu'il a coûté et la valeur de la moitié du sol fourni pour l'excédant d'épaisseur, s'il y en a.

501. Tout propriétaire, dont le fonds joint immédiatement le mur du voisin, a de même la faculté de le rendre mitoyen, en tout ou en partie, en remboursant au maître du mur la moitié de sa valeur, ou la moitié de la valeur de la portion qu'il veut rendre mitoyenne, et moitié de la valeur du sol sur lequel le mur est bâti, à la charge en outre de faire exécuter les travaux qui seraient jugés nécessaires pour ne pas nuire au voisin.

502. On ne peut adosser contre un mur mitoyen aucun amas de fumier, de bois, de terre, ou d'autre matière semblable, sans prendre toutes les précautions nécessaires pour que ces amas ne puissent nuire ni par leur humidité, ni par leur poussée ou leur trop grande élévation, ni de toute autre manière.

503. Lorsque les différens étages d'une maison appartiennent à divers propriétaires, si les titres de propriété ne règlent pas le mode de réparations et reconstructions, elles doivent être faites ainsi qu'il suit :

Les gros murs et le toit sont à la charge de tous

les propriétaires, chacun en proportion de la valeur de l'étage qui lui appartient.

Le propriétaire de chaque étage fait et entretient le plancher sur lequel il marche, et il est permis au propriétaire inférieur d'y appliquer son plafond, sans payer d'indemnité.

Le propriétaire du premier étage fait et entretient l'escalier qui y conduit; le propriétaire du second étage fait et entretient, à partir du premier, l'escalier qui conduit chez lui, et ainsi de suite.

Lorsqu'un étage est divisé entre plusieurs propriétaires, la dépense faite pour l'escalier qui y conduit, à partir de l'étage immédiatement inférieur ou du rez-de-chaussée, s'il s'agit du premier étage, sera répartie entre eux en raison de la valeur de leur portion respective dans l'étage qui leur appartient.

En ce qui concerne les escaliers qui conduisent dans les caves ou les galetas, on suivra la même répartition, en prenant pour base la valeur des caves ou des galetas.

Les voûtes sont à la charge de celui à qui appartient la pièce dont elles dépendent.

504. Lorsqu'on reconstruit un mur mitoyen ou une maison, les servitudes actives et passives se continuent à l'égard du nouveau mur ou de la nouvelle maison, sans toutefois qu'elles puissent être

aggravées, et pourvu que la reconstruction se fasse avant que la prescription soit acquise.

505. Tous fossés entre deux fonds sont présumés mitoyens, s'il n'y a titre ou marque du contraire.

506. Il y a marque de non-mitoyenneté lorsque la levée ou le rejet de la terre se trouve d'un côté seulement du fossé, pourvu que ce rejet y soit accumulé depuis trois ans.

Le fossé est censé appartenir exclusivement à celui du côté duquel le rejet se trouve.

Cette présomption cesse lorsque la disposition en pente du terrain ou tout autre obstacle évident oblige de jeter la terre d'un côté seulement.

507. Le fossé mitoyen doit être entretenu à frais communs.

508. Toute haie qui sépare des fonds est réputée mitoyenne, à moins qu'il n'y ait qu'un seul des fonds en état de clôture, ou s'il n'y a bornes, titres ou possession suffisante au contraire.

509. Les arbres qui se trouvent dans la haie mitoyenne sont mitoyens comme la haie et chacun des deux propriétaires a droit de requérir qu'ils soient abattus.

SECTION II.

De la distance et des ouvrages intermédiaires requis pour certaines constructions, excavations et plantations.

510. Celui qui veut construire une maison ou seulement un mur, peut bâtir sur les confins mêmes de sa propriété, sans préjudice de la faculté qu'a le voisin de rendre le mur mitoyen, en conformité de l'article 501.

511. Nul ne peut faire creuser un puits, une citerne ou une fosse d'aisance près d'un mur mitoyen ou non, qu'à la distance de six pieds, à moins qu'il ne fasse sur son fonds un mur ou contre-mur suffisant pour empêcher que ces ouvrages ne nuisent au voisin.

512. Nul ne peut construire des cheminées, fours, ou forges contre un mur mitoyen ou non, qu'à la distance de trois pieds, à moins qu'il ne fasse sur son fonds un mur ou contre-mur suffisant pour empêcher que ces ouvrages ne nuisent au voisin.

Dans tous les cas, l'inspection de la police est réservée.

513. Nul ne peut construire des étables, établir des magasins de sel ou amas de matières corrosives, contre un mur mitoyen ou non, à moins qu'il ne

fasse sur son fonds un mur ou contre-mur suffisant pour éviter de nuire au voisin.

514. Le propriétaire d'un fonds ne pourra y faire un fossé ou un aqueduc, qu'en laissant jusqu'à la ligne séparative des deux fonds autant de distance que le fossé ou l'aqueduc a de profondeur, à moins qu'il ne prenne les précautions nécessaires pour ne pas nuire à son voisin.

515. Il n'est permis de planter des arbres près des confins de la propriété d'un voisin, qu'en observant les distances suivantes :

1⁰ Pour les arbres de haute futaie, douze pieds.

Quant aux distances à observer, sont considérés comme arbres de haute futaie, tous ceux dont la force principale provient de l'élévation considérable de leur tronc, soit qu'il se divise en plusieurs branches, soit qu'il se prolonge sans se diviser : tels que les noyers, les châtaigners, les chênes, les pins, les ormes, les peupliers, les platanes et autres semblables.

2⁰ Pour les autres arbres qui ne sont pas de haute futaie, six pieds.

Sont considérés comme appartenant à cette espèce, ceux dont le tronc, parvenu à une hauteur peu considérable, se divise en rameaux plus ou moins nombreux : tels que les poiriers, les pommiers, les cerisiers, et

en général les arbres fruitiers non compris dans le N^o 1^{er}.

3^o Pour les vignes, les arbustes, ainsi que pour les arbres fruitiers, soit nains, soit à espalier, dont la hauteur n'excède pas huit pieds, un pied et demi.

Il ne sera point nécessaire d'observer les distances ci-dessus prescrites, lorsque le fonds sera séparé de celui du voisin par un mur mitoyen ou non, pourvu que les plantes soient maintenues à une hauteur qui ne dépasse pas celle du mur.

516. Quant aux plantes qui croissent et aux plantations que l'on fait, soit dans l'intérieur des forêts, près des limites respectives, soit sur le bord des canaux, ou le long des chemins communaux, on observera les usages locaux et à leur défaut les distances fixées à l'article précédent.

517. Le voisin peut toujours exiger que les arbres qui, à l'avenir, seront plantés à une moindre distance soient abattus.

518. Celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin, peut contraindre celui-ci à couper ces branches.

Si ce sont les racines qui avancent sur son fonds, il a le droit de les y couper lui-même.

519. Le propriétaire d'un fonds ne peut le clore par une haie vive, à une distance moindre d'un pied de la ligne de séparation des deux fonds.

La distance doit être de deux pieds si le fonds attenant est un jardin ou une vigne.

SECTION III.

Des vues sur la propriété de son voisin.

520. L'un des voisins ne peut, sans le consentement de l'autre, pratiquer dans le mur mitoyen aucune fenêtre ou ouverture, en quelque manière que ce soit.

521. Le propriétaire d'un mur non mitoyen peut y pratiquer des jours ou fenêtres, lors même que ce mur joindrait immédiatement le fonds d'autrui; mais il ne peut garnir ces jours ou fenêtres de barres de fer placées en croix, à moins qu'il n'y ait neuf pieds de distance entre le parement extérieur du mur où on les pratique et le fonds voisin.

Cette prohibition cesse lorsqu'il y a servitude ou lorsqu'il y a entre les deux propriétés un chemin ou une petite rue dont la largeur est moindre que celle ci-dessus indiquée.

522. Lorsque le droit de vue est acquis par titre ou par prescription, le voisin ne peut bâtir plus près de neuf pieds du bâtiment opposé.

SECTION IV.

De l'égout des toits.

523. Tout propriétaire doit établir ses toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique, sauf inspection de la police; il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin.

SECTION V.

Du droit de passage et des aqueducs.

524. Le propriétaire dont les fonds sont enclavés et qui n'a aucune issue sur la voie publique, peut réclamer un passage sur les fonds de ses voisins pour l'exploitation de son fonds, à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage que ce passage pourra occasionner.

La disposition de cet article est aussi applicable dans le cas où le propriétaire du fonds enclavé changerait la culture ou le mode d'exploitation de ce fonds.

525. Le passage doit régulièrement être pris du côté où le trajet est le plus court, du fonds enclavé à la voie publique.

526. Néanmoins il doit être fixé dans l'endroit

le moins dommageable à celui sur le fonds duquel il est accordé.

527. Si le fonds n'a été enclavé que par suite d'une vente, d'un échange ou d'un partage, les vendeurs, les copermutans ou les copartageans sont tenus d'accorder le passage, et le doivent même sans indemnité.

528. Si le passage accordé au fonds enclavé cesse d'être nécessaire, par la réunion de ce fonds à un autre fonds aboutissant à un chemin public, le propriétaire du fonds servant pourra toujours demander qu'il soit supprimé ; s'il a été payé une indemnité, le prix en sera rendu.

Il en sera de même si l'on vient à ouvrir un chemin communiquant au fonds qui était enclavé.

Dans ces deux cas, la prescription ne peut être invoquée.

529. Le passage nécessaire peut aussi être demandé, en saison morte, pour l'exploitation des forêts, même pour les arbres isolés qu'on ne peut sortir que par les fonds inférieurs, à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage que ce passage peut occasionner.

530. L'action en indemnité, dans le cas prévu à l'article 524, est prescriptible, et le droit de passage continue à subsister, quoique l'action en indemnité ne soit plus recevable.

531. Un ou plusieurs propriétaires qui manquent

d'eau pour l'irrigation de leurs propriétés, peuvent réclamer un passage à l'eau par l'établissement d'un aqueduc, sur les fonds d'autrui, à la charge de payer une indemnité proportionnée au terrain nécessaire pour ce service, avec le sixième en sus.

Ce sixième en sus ne sera pas payé pour les propriétés communales.

Le propriétaire de l'aqueduc sera passible de tous les dommages qui en résulteront.

532. La commune, le village ou hameau qui n'a pas de fontaines en quantité suffisante, peut demander le passage nécessaire pour en établir de nouvelles, moyennant l'indemnité déterminée dans l'article précédent.

533. Le passage dont il est parlé aux deux articles précédens doit, dans la règle, être pris là où il est le moins dommageable aux fonds intermédiaires.

Il ne peut, contre le gré des propriétaires, être pris par des bâtimens, cours, jardins et enclos murés.

CHAPITRE II.

Des servitudes établies par le fait de l'homme.

SECTION I.

Des diverses espèces de servitudes qui peuvent être établies sur les biens.

534. Il est permis aux propriétaires d'établir sur leurs propriétés ou en faveur de leurs propriétés, telles servitudes que bon leur semble, pourvu qu'elles ne soient pas contraires à l'ordre public.

535. On peut néanmoins faire toute convention portant qu'une personne, indépendamment des biens qu'elle possède, aura, pour son utilité ou pour son agrément, un droit à exercer sur le fonds d'un autre individu; mais ce droit ne peut être cédé, ni loué, ni s'étendre au-delà de la vie des premiers concessionnaires, ni être établi en faveur de leurs successeurs.

536. L'usage et l'étendue des servitudes se règlent par le titre qui les constitue; à défaut de titre, par les règles ci-après:

537. Les servitudes sont ou continues ou discontinues.

Les servitudes continues sont celles dont l'usage est ou peut être continu, sans avoir besoin du fait

actuel de l'homme, telles sont les conduites d'eau, les égoûts, les vues et autres de cette espèce.

Les servitudes discontinues sont celles qui ont besoin du fait actuel de l'homme pour être exercées; tels sont les droits de passage, puisage, pacage et autres semblables.

538. Les servitudes sont apparentes ou non apparentes.

Les servitudes apparentes sont celles qui s'annoncent par des ouvrages extérieurs, comme un aqueduc.

Les fenêtres ne sont un signe apparent de servitude que lorsqu'elles sont garnies de barres de fer placées en croix, sauf dans le cas où il y a destination du père de famille.

Les portes ne sont pas un signe apparent de servitude, à moins qu'elles ne soient pratiquées dans un mur mitoyen.

Les servitudes non apparentes sont celles qui n'ont pas de signe extérieur de leur existence, comme, par exemple, la prohibition de bâtir sur un fonds, ou de ne bâtir qu'à une hauteur déterminée.

539. La servitude de prise d'eau, au moyen d'un canal ou de tout autre ouvrage extérieur et permanent, lorsque cette eau sera dérivée dans l'intérêt de l'agriculture, de l'industrie ou pour tout autre usage, est mise au rang des servitudes continues et apparentes.

SECTION II.

Comment s'établissent les servitudes.

540. Les servitudes continues et apparentes s'acquièrent par titre ou par la possession de trente ans.

541. Les servitudes continues non apparentes et les servitudes discontinues apparentes ou non apparentes, ne peuvent s'établir que par titres.

Cependant les servitudes de passage en faveur de fonds certains et déterminés, pourront aussi s'acquérir par la possession de trente ans, pourvu que ce passage ne puisse être considéré comme abusif. Il est réputé tel toutes les fois qu'il existe un autre passage suffisant pour le service des fonds.

Quant aux autres servitudes, la possession même immémoriale ne suffit pas pour les établir, sans cependant qu'on puisse attaquer aujourd'hui les servitudes de cette nature déjà acquises par la possession.

542. La destination du père de famille vaut titre à l'égard des servitudes continues et apparentes.

543. Il n'y a destination du père de famille que lorsqu'il est prouvé que les deux fonds actuellement divisés ont appartenu au même propriétaire, et que c'est par lui que les choses ont été mises dans l'état duquel résulte la servitude.

544. Si l'un de ces fonds vient à être aliéné sans que le contrat contienne aucune convention relative à la servitude, elle continue d'exister activement ou passivement en faveur du fonds aliéné ou sur le fonds aliéné.

545. Quand on établit une servitude, on est censé accorder tout ce qui est nécessaire pour en user.

Ainsi la servitude de puiser de l'eau à la fontaine d'autrui, emporte nécessairement le passage.

546. La servitude concédée par un des copropriétaires d'un fonds indivis, n'est réputée établie et n'affecte réellement le fonds que lorsque les autres copropriétaires l'ont également concédée ensemble ou séparément.

Les concessions faites, à quelque titre que ce soit, par quelques-uns des copropriétaires, sont toujours en suspens, tant que les autres n'y ont pas tous accédé.

Cependant, lorsqu'une concession a été faite par un des copropriétaires, sans le concours des autres, non seulement le copropriétaire de qui émane la concession, mais encore ses successeurs même à titre particulier, ainsi que ses ayant-cause, ne pourront rien faire qui apporte obstacle à l'exercice du droit concédé.

SECTION III.

Des droits du propriétaire du fonds auquel la servitude est due.

547. Celui auquel est due une servitude, a droit de faire tous les ouvrages nécessaires pour en user et pour la conserver.

548. Ces ouvrages sont à ses frais, et non à ceux du propriétaire du fonds assujetti, à moins que le titre d'établissement de la servitude ne dise le contraire.

Si cependant le propriétaire du fonds assujetti tire quelques avantages des mêmes ouvrages, les frais en seront supportés par les deux propriétaires proportionnellement à l'utilité que chacun d'eux en retire.

549. Dans le cas même où le propriétaire du fonds assujetti est chargé de faire à ses frais la totalité ou une partie des ouvrages nécessaires pour l'usage ou la conservation de la servitude, il peut toujours s'affranchir de la charge en abandonnant la partie du fonds sur laquelle s'exerce la servitude, au propriétaire du fonds auquel la servitude est due.

550. Si le fonds pour lequel la servitude est établie vient à être divisé, la servitude reste due pour chaque portion, sans néanmoins que la condition du fonds assujetti soit aggravée.

Ainsi, par exemple, s'il s'agit d'un droit de passage, tous les copropriétaires seront obligés de l'exercer par le même endroit.

551. Le propriétaire du fonds débiteur de la servitude ne peut rien faire qui tende à en diminuer l'usage, ou à le rendre plus incommode.

Ainsi, il ne peut changer l'état des lieux, transporter l'exercice de la servitude dans un endroit différent de celui où elle a été primitivement assignée.

Cependant, si cette assignation primitive était devenue plus onéreuse au propriétaire du fonds assujetti, ou si elle l'empêchait d'y faire des réparations avantageuses, il pourrait offrir au propriétaire de l'autre fonds, un endroit aussi commode pour l'exercice de ses droits et celui-ci ne pourrait pas le refuser.

552. De son côté, celui qui a un droit de servitude, ne peut faire, ni dans le fonds qui doit la servitude, ni dans le fonds à qui elle est due, de changement qui aggrave la condition du premier.

SECTION IV.

Comment les servitudes s'éteignent.

553. Les servitudes cessent lorsque les choses se trouvent dans un tel état qu'on ne peut plus en user.

554. Elles revivent si les choses sont rétablies de manière qu'on puisse en user, à moins qu'il ne se soit déjà écoulé un espace de temps suffisant pour faire présumer l'extinction de la servitude, ainsi qu'il est dit aux articles 556 et suivans.

555. Toute servitude est éteinte lorsque le fonds à qui elle est due, et celui qui la doit, sont réunis dans la même main.

556. La servitude est éteinte par le seul non-usage pendant trente ans, à moins que le propriétaire du fonds dominant n'ait été empêché d'en jouir par une circonstance indépendante de sa volonté.

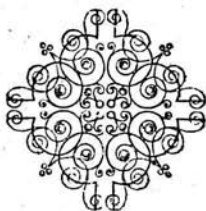
557. Les trente ans commencent à courir, selon les diverses espèces de servitudes, ou du jour où l'on a cessé d'en jouir, lorsqu'il s'agit de servitudes discontinues, ou du jour où il a été fait un acte contraire à la servitude, lorsqu'il s'agit de servitudes continues.

558. Le mode de la servitude peut se prescrire comme la servitude même, et de la même manière.

559. L'usage d'une servitude dans un temps autre que celui qui a été convenu ou réglé par la possession, n'en empêche pas la prescription.

560. Si le fonds en faveur duquel la servitude est établie, appartient à plusieurs par indivis, la jouissance de l'un empêche la prescription à l'égard de tous.

561. Si, parmi les copropriétaires, il s'en trouve un contre lequel la prescription n'ait pu courir, comme un mineur, il aura conservé le droit de tous les autres.



LIVRE TROISIÈME.

DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT ON ACQUIERT LA PROPRIÉTÉ.

Dispositions générales.

362. La propriété des biens s'acquiert et se transmet par succession testamentaire ou *ab intestat*, par donation entre-vifs et par l'effet d'autres obligations.

363. La propriété s'acquiert aussi par accession ou incorporation et par prescription.

364. Les choses qui n'appartiennent à personne, mais dont on peut devenir propriétaire, s'acquièrent par l'occupation.

Ces choses sont :

Les animaux qui ne sont possédés par personne,
et qui sont l'objet de la chasse et de la pêche;
le trésor et les choses mobilières abandonnées.

Les choses perdues peuvent aussi s'acquérir par l'occupation.

565. La faculté de chasser et de pêcher est réglée par des lois particulières.

Il n'est cependant pas permis d'entrer sur le fonds d'autrui, pour y chasser contre la défense du possesseur.

566. Tout propriétaire d'essaims d'abeilles a le droit de les suivre sur le fonds d'autrui ; mais il est tenu de réparer le dommage causé au possesseur du fonds.

Si le propriétaire ne les a pas suivis dans les deux jours, ou a cessé de les suivre pendant un même intervalle de temps, les essaims peuvent être pris et conservés par toute personne sur un terrain public ou communal, et par le propriétaire du fonds sur un terrain particulier.

Le même droit appartient au propriétaire des animaux apprivoisés ; mais si on ne les réclame pas dans le terme de vingt jours, ils appartiennent à celui qui s'en est rendu maître.

567. La propriété d'un trésor appartient à celui qui le trouve dans son propre fonds ; si le trésor est trouvé dans le fonds d'autrui, il appartient pour une moitié à celui qui l'a découvert par le pur effet du hasard, et pour l'autre moitié au propriétaire du fonds.

Le trésor est un dépôt ancien de toute chose ca-

chée ou enfouie sur laquelle personne ne peut justifier sa propriété.

568. Celui qui trouve une chose est tenu de la restituer au précédent possesseur, si les signes qu'elle présente ou d'autres circonstances le lui font connaître.

Mais, s'il ne le connaît pas, et que la chose excède la valeur d'un franc, il devra, dans le délai de quarante-huit heures, en faire la consignation au président de la commune où elle aura été trouvée.

Dans les deux cas prévus par le présent article, l'inventeur qui n'aura pas fait la restitution ou la consignation prescrite, sera considéré comme détenteur frauduleux de la chose d'autrui.

569. Le président de la commune fera connaître au public la consignation qui lui aura été faite.

Si la valeur de l'objet trouvé dépasse six francs, il en donnera connaissance par la voie du bulletin officiel.

570. Si dans les six mois de la publication, le maître ne se présente pas, la chose est présumée abandonnée, et appartient à celui qui l'a trouvée. Lorsque les circonstances en auront exigé la vente, il aura droit de s'en faire remettre le prix.

571. Le maître de la chose devra, si celui qui l'a trouvée l'exige, lui payer, à titre de récompense, le dixième de la somme ou de la valeur de la chose; mais, si cette somme ou cette valeur est au-dessus

de mille francs, la récompense pour l'excédant ne sera que du vingtième.

573. Il est des choses qui n'appartiennent à personne, et dont l'usage est commun à tous.

Des lois de police règlent la manière d'en jouir.

TITRE PREMIER.

DES SUCCESSIONS.

574. Les successions sont déférées par la disposition de l'homme ou par celle de la loi.

575. On ne peut disposer, ni de sa succession en tout ou en partie, ni de sommes ou d'objets particuliers qui y sont compris, que par testament ; sauf les exceptions énoncées dans le chapitre V du titre *Des donations*.

TITRE II.

DES SUCCESSIONS TESTAMENTAIRES.

CHAPITRE I^{er}.

Du testament.

576. Le testament est un acte révocable de sa nature, par lequel le testateur dispose, pour le temps où il n'existera plus et conformément à ce qui est prescrit par la loi, de tout ou partie de ses biens, en faveur d'une ou de plusieurs personnes.

577. Le testament peut renfermer des dispositions soit à titre universel, soit à titre particulier.

578. Les dispositions à titre universel sont celles par lesquelles le testateur laisse à une ou à plusieurs personnes l'universalité de ses biens, ou une quote part de cette universalité.

Toutes les autres dispositions sont à titre particulier.

579. Deux ou plusieurs personnes ne pourront, par un même acte, faire un testament, soit au profit d'un tiers, soit à titre de disposition réciproque.

CHAPITRE II.

De la capacité de disposer et de recevoir par testament.

580. Toutes personnes peuvent disposer et recevoir par testament, excepté celles que la loi en déclare incapables.

581. Sont incapables de disposer par testament :

Ceux qui n'ont pas l'âge de seize ans accomplis ;

Ceux qui ont été privés de ce droit en vertu d'une condamnation pénale, conformément à ce qui est établi au titre *De la jouissance et de la privation des droits civils* ;

Les interdits pour cause d'imbécillité, de démence ou de fureur ; à moins qu'il ne soit prouvé qu'ils étaient sains d'esprit à l'époque où le testament a été fait ;

Les personnes mêmes qui n'auraient pas été interdites, lorsqu'il sera prouvé qu'elles étaient en état d'imbécillité, de démence ou de fureur ; ou que, pour toute autre cause, elles n'étaient pas saines d'esprit à l'époque du testament.

582. L'étranger qui possède des biens en Valais, peut en disposer par testament, même en faveur

d'un étranger, suivant ce qui est réglé par l'article 7 du présent code.

Lors même qu'aux termes du dit article l'étranger ne pourrait disposer de ses biens, il lui sera néanmoins facultatif d'en disposer en faveur d'un Valaisan.

583. L'incapacité provenant d'une condamnation pénale, comme celle résultant de la qualité d'étranger, vicie le testament, lors même que cette incapacité n'existerait qu'au moment du décès du testateur.

Si l'incapacité survenue après le testament a cessé avant le décès du testateur, elle ne préjudicie point à la validité du testament.

584. Nul ne peut, par convention ou autrement, s'interdire la faculté de tester.

585. Sont incapables de recevoir par testament :

Ceux qui ne sont pas encore conçus, à l'exception des enfans au premier degré d'une personne déterminée et vivante à l'époque du décès du testateur ;

Ceux qui ne sont pas nés viables ;

Ceux qui sont privés de ce droit en vertu d'une condamnation pénale, conformément à ce qui est établi au titre *de la jouissance et de la privation des droits civils* : ils pourront cependant recevoir pour cause d'alimens ;

Enfin l'étranger, en conformité de ce qui est dit à l'article 7.

586. Lorsqu'il s'agit de l'incapacité des enfans non conçus, de celle qu'entraîne une condamnation pénale, et de l'incapacité résultant de la qualité d'étranger, on ne considère que l'époque du décès du testateur.

Cependant on considère aussi le temps où la condition imposée par le testateur s'accomplit, lorsqu'il s'agit de celle dont il est parlé à l'article 676.

587. Les enfans du testateur, nés hors mariage, et dont il est fait mention en l'article 134, ne peuvent recevoir que des alimens.

588. Les enfans naturels ne peuvent rien recevoir par testament au-delà de ce que la loi leur accorde dans la succession *ab intestat*, lorsque le testateur laisse des enfans légitimes ou légitimés.

Ils peuvent, outre leur réserve, recevoir la moitié de la portion disponible, lorsque le testateur ne laisse pas de descendans, mais bien des ascendans, des frères ou sœurs ou des descendans d'eux; et les trois quarts de cette même portion, lorsque le testateur ne laisse ni descendans, ni ascendans, ni frères, ni sœurs, ni descendans d'eux, mais bien des collatéraux au degré successible.

589. L'incapacité établie aux deux articles précédens n'est relative qu'aux dispositions des père

et mère des enfans qui y sont mentionnés : elle n'existe pas vis-à-vis de toute autre personne.

590. Sont incapables de recevoir par testament, comme indignes :

- 1^o Celui qui a été condamné pour avoir donné ou tenté de donner la mort au testateur, à moins que celui-ci n'ait fait son testament postérieurement au délit, et après en avoir connu l'auteur;
- 2^o Le majeur qui, sachant qu'il est héritier du défunt, et qui, instruit du meurtre commis sur sa personne, ne l'aura pas dénoncé à la justice dans les six mois, à dater du jour où il en aura eu connaissance, sauf le cas où le ministère public aurait poursuivi d'office. Le défaut de dénonciation ne peut être opposé à l'époux, aux descendans et aux ascendans du meurtrier, ni à ses frères ou sœurs, oncles ou tantes, neveux ou nièces, ni à ses alliés aux mêmes degrés;
- 3^o Celui qui a formé contre le testateur une accusation pour délit emportant peine de mort; lorsque cette accusation aura été déclarée calomnieuse par jugement, à moins que le testateur n'ait disposé après avoir connu l'accusation et la déclaration de calomnie;
- 4^o Toute personne qui a empêché le testateur

de faire un nouveau testament ou de révoquer celui qu'il avait fait, ou qui a supprimé, biffé ou falsifié le testament postérieur;

5^o Celui qui a contraint quelqu'un ou l'a engagé par dol à faire un testament, ou à changer celui déjà fait. Cet individu ne peut rien recevoir, ni en vertu du dernier testament, ni en vertu du testament antérieur.

591. L'héritier exclu de l'hérédité ou du legs pour cause d'indignité, est tenu de rendre tous les fruits et revenus dont il a eu la jouissance depuis l'ouverture de la succession.

592. Si l'indigne survit au testateur, et s'il a des enfans ou descendans, ceux-ci, lorsqu'il y aura d'autres héritiers institués, auront droit à la part légitimaire ou à la réserve qui aurait été due à leur auteur.

Toutefois l'exclu n'aura aucun des droits d'usufruit ou d'administration qu'il aurait pu exercer, en vertu de la puissance paternelle, sur la portion d'hérédité dévolue à ses enfans ou descendans, il ne pourra leur succéder *ab intestat* dans les biens provenant de la succession dont il a été exclu.

593. Les membres des ordres monastiques ne peuvent disposer par testament après l'émission des premiers vœux, même temporaires.

Ils ne peuvent rien recevoir par testament, ex-

cepté de modiques pensions viagères pour leurs menues dépenses.

594. Les membres des ordres monastiques qui ont fait des vœux perpétuels ou temporaires, et qui, après en avoir été légitimement déliés, rentrent dans le monde, recouvrent, mais seulement pour l'avenir, la capacité de recevoir par testament, et de disposer des biens acquis postérieurement à leur rentrée dans le monde.

S'ils y rentrent cependant dans les dix ans depuis l'émission de leurs premiers vœux, ils seront non seulement censés rétablis dans le droit de disposer et de recevoir, mais ils pourront en outre demander l'exécution des dispositions testamentaires antérieurement faites à leur profit, et les fruits d'une année seulement.

595. Les corporations religieuses ne peuvent pas acquérir par testament.

Les autres personnes morales, telles que les hôpitaux, les cures, les confréries religieuses, les établissemens d'utilité publique peuvent recevoir par testament; mais si les dispositions testamentaires ont pour objet des immeubles, elles ne pourront recevoir leur exécution qu'autant qu'elles seront approuvées par un décret du Grand-Conseil.

596. Toute disposition testamentaire au profit des personnes incapables dont il est parlé aux ar-

articles 587 et 588, sera nulle, quand même elle serait faite sous le nom de personnes interposées.

Seront réputées personnes interposées, les père et mère, les enfans et descendans, et l'époux de la personne incapable.

Hors les cas d'incapacité prévus dans les articles susdits, ou s'il s'agit de personnes autres que celles désignées ci-dessus, la disposition ne sera annulée qu'autant que celui qui l'attaque prouvera qu'elle a été faite en fraude de la loi.

CHAPITRE III.

De la portion de biens dont on peut disposer par testament et de la légitime ou réserve; de la réduction et de l'exhérédation.

SECTION I.

De la portion de biens dont on peut disposer par testament, et de la légitime ou réserve.

597. Les libéralités par testament ne pourront excéder le tiers des biens du disposant, s'il laisse à son décès un ou plusieurs enfans légitimes ou légitimés; la moitié, si à défaut d'enfans légitimes ou légitimés, il laisse des ascendans ou des collatéraux au quatrième degré, dans chacune des deux lignes paternelle et maternelle; et les trois quarts, s'il ne laisse des ascendans ou des collatéraux au quatrième degré que dans une ligne.

598. Néanmoins le testateur peut, au préjudice d'un héritier étranger au Canton, disposer de la même part de biens dont on pourrait, en pareil cas, disposer dans le pays auquel appartient cet étranger; sans que cette part puisse jamais être moindre que celle fixée à l'article précédent.

599. Sont compris dans l'article 597, sous le nom d'enfans, les descendans en quelque degré que ce soit.

600. La portion non disponible des biens forme la légitime ou la réserve. — Elle est recueillie par les parens en ligne descendante, ascendante ou collatérale, dans l'ordre où la loi les appelle à succéder.

Lorsqu'il n'y a des descendans ou des collatéraux au quatrième degré que dans une ligne, ils auront seuls droit à cette réserve, dans tous les cas où un partage en concurrence avec des collatéraux plus éloignés ne leur donnerait plus la quotité de biens à laquelle elle est fixée.

601. La réserve de l'enfant naturel sur les biens de ses père ou mère, est du tiers de celle qu'il aurait eue s'il eut été légitime.

Si l'enfant naturel se trouve en concours avec des ascendans ou des collatéraux au quatrième degré dans les deux lignes, la réserve de l'enfant naturel se prélève sur celle des ascendans ou des collatéraux.

S'il n'y a des descendants ou des collatéraux à réserve que dans une ligne, la part à la réserve qui eût appartenu à l'autre ligne, fait partie de la portion disponible.

602. La légitime ou la réserve est due en toute propriété, sans que le testateur puisse la soumettre à aucune charge ni condition.

603. A défaut de descendants légitimes ou naturels, d'ascendants ou de collatéraux au quatrième degré, les libéralités par testament pourront épuiser la totalité des biens.

604. Si la disposition est d'un usufruit ou d'une rente viagère, les héritiers au profit desquels la loi fait une réserve, auront l'option ou d'exécuter cette disposition, ou de faire l'abandon de la propriété de la quotité disponible.

605. La valeur en pleine propriété des biens aliénés, soit à charge de rente viagère, soit à fonds perdu, ou avec réserve d'usufruit, à l'un des successibles, en ligne directe à tous les degrés, ou en ligne collatérale jusqu'au quatrième degré inclusivement, sera imputée sur la portion disponible; et l'excédant, s'il y en a, sera rapporté à la masse.

Cette imputation et ce rapport ne pourront être demandés par ceux des autres successibles qui auraient consenti à ces aliénations.

SECTION II.

De la réduction des dispositions testamentaires.

606. Les dispositions testamentaires qui excéderont la quotité disponible, seront réductibles à cette quotité, lors de l'ouverture de la succession.

607. La réduction se détermine en formant une masse de tous les biens existans au décès du testateur.

On y réunit fictivement ceux dont il a été disposé par donations entre-vifs, d'après leur valeur à l'époque des donations, s'il s'agit d'effets mobiliers; et, s'il s'agit d'immeubles, d'après leur état à l'époque des donations et leur valeur au temps du décès du donateur; on calcule ensuite sur tous ces biens, après en avoir déduit les dettes, quelle est, eu égard à la qualité des héritiers que laisse le testateur, la portion dont il a pu disposer.

Si les dettes absorbaient ou excédaient la valeur des biens laissés par le défunt, la réserve se calculera exclusivement sur la masse des biens donnés entre-vifs.

608. Lorsque la valeur des donations entre-vifs excédera ou égalera la quotité disponible, toutes les dispositions testamentaires seront sans effet.

609. Lorsque les dispositions testamentaires excéderont, soit la quotité disponible, soit la portion

de cette quotité qui resterait après avoir déduit la valeur des donations entre-vifs, la réduction sera faite au marc le franc, sans aucune distinction entre les légataires à titre universel et les légataires à titre particulier.

610. Néanmoins, dans tous les cas où le testateur aura expressément déclaré qu'il entend que telle libéralité soit acquittée de préférence aux autres, cette préférence aura lieu, et la libéralité qui en sera l'objet ne sera réduite qu'autant que la valeur des autres ne remplirait pas la légitime ou la réserve légale.

SECTION III.

De l'exhérédation.

611. Indépendamment des causes qui rendent un héritier indigne de succéder, les personnes au profit desquelles la loi fait une réserve légale, peuvent en être privées par une déclaration expresse du testateur, pour des motifs admis par la loi et spécifiés dans le testament.

612. L'enfant ou descendant ne peut être exhérédé que dans les cas suivans :

1^o Si, sans motif légitime, il a refusé des alimens au testateur ;

2^o Si, celui-ci étant en état de fureur ou de

démence, il l'a abandonné sans en prendre aucun soin :

3^o Si, pouvant le tirer de prison, il a, sans motif raisonnable, négligé de le faire ;

4^o S'il s'est rendu coupable envers son père ou sa mère, de mauvais traitemens ou d'une injure grave.

613. Le père ou la mère peuvent être exhérés pour la cause exprimée dans le N^o 2 de l'article précédent; ils peuvent l'être aussi pour les causes suivantes :

1^o S'ils ont entièrement négligé l'éducation de l'enfant qui dispose, ou que, sans motif légitime, ils lui aient refusé les alimens ;

2^o S'ils ont attenté à la vie d'un de leurs enfans ;

3^o Si le père ou la mère ont attenté à la vie l'un de l'autre, ou si l'un d'eux a outragé l'autre d'une manière atroce.

Les dispositions de cet article seront applicables à tout autre ascendant.

614. Le collatéral, au profit duquel la loi établit une réserve, peut être exhérédié pour les causes exprimées à l'article 612; il peut l'être aussi pour les causes suivantes :

1^o S'il a sciemment causé au testateur un préjudice notable dans ses biens;

2^o S'il a formé contre le testateur une accusation pour délit emportant peine de réclu-

sion, lorsque cette accusation aura été déclarée calomnieuse par jugement.

615. L'exhérédation d'un descendant peut aussi avoir lieu, lorsqu'on peut raisonnablement craindre que, par suite de la prodigalité ou de l'insolvabilité de celui qui est appelé à la succession, ses enfans ne soient privés de tout ou partie de la légitime qui lui revient. Mais cette exhérédation ne peut avoir lieu qu'au profit des enfans de l'exhéréhé.

616. La cause d'exhérédation exprimée dans le testament doit être prouvée par l'héritier.

617. Si l'exhéréhé, ayant des enfans ou descendants, survit au testateur, la légitime ou la réserve, à laquelle il aurait eu droit, leur appartient; si au contraire le testateur lui survit, l'exhérédation ne préjudiciera point à leurs droits.

Dans le premier cas, l'exhéréhé n'aura ni l'usufruit, ni l'administration des biens composant la légitime ou la réserve, et il ne pourra, quant à ces biens, succéder *ab intestat* à ses enfans et descendants, comme il est prescrit par l'article 592.

618. Si la cause d'exhérédation n'est pas exprimée, ou qu'on ne la prouve pas, l'exhéréhé n'aura droit qu'à une part légitimaire.

619. Celui qui, par l'effet de l'exhérédation d'un descendant ou d'un ascendant, profitera de cette part, devra fournir les alimens à l'exhéréhé, à moins que celui-ci n'ait d'autres moyens d'existence; il ne

sera cependant pas tenu de les fournir au-delà des fruits de la part légitimaire.

CHAPITRE IV.

De la forme des testaments.

620. Tout testament doit être olographe, ou fait par acte public, à moins que la loi ne permette de le faire dans la forme privilégiée.

SECTION I.

Du testament olographe.

621. Le testament olographe doit être écrit en entier, daté et signé de la main du testateur, à peine de nullité.

622. Le testament olographe sera déposé entre les mains d'un notaire et annexé à ses minutes.

Le notaire dressera acte de ce dépôt en présence de deux témoins, et délivrera des grosses ou expéditions du testament conformément à ce qui est établi pour les actes notariés.

623. Le testament olographe ne pourra être mis à exécution avant le dépôt mentionné à l'article précédent, sauf quant aux dispositions urgentes.

624. Si les scellés ont été apposés sur les effets du défunt, le dépôt sera fait par l'officier du juge. Dans les autres cas il aura lieu à la diligence de l'héritier ou de tout autre intéressé.

625. Le testateur pourra déposer lui-même son testament olographe chez un notaire.

Il pourra le présenter clos et scellé.

Le testament clos et scellé portera une superscription indiquant le contenu.

Le notaire ne pourra ouvrir ce testament avant la mort du testateur, à peine d'une amende qui pourra s'élever à deux cents francs, au profit des pauvres de la commune du notaire.

626. Le testateur pourra toujours retirer son testament olographe des mains du notaire qui en est dépositaire, contre un reçu qu'il devra lui donner, lequel restera annexé à ses minutes.

La restitution du testament sera mentionnée en marge du procès-verbal de dépôt.

SECTION II.

Du testament public.

627. Le testament public est reçu par un notaire, en présence de deux témoins.

628. Le notaire doit connaître le testateur ou s'assurer de l'identité de sa personne.

Il doit voir le testateur pendant qu'il teste.

629. Le testateur doit énoncer sa volonté de vive voix d'une manière précise, et non par une simple approbation d'une proposition qui lui aurait été faite.

630. Le testateur déclare sa volonté au notaire en présence des témoins ; le notaire lui donne lecture du testament aussi en leur présence.

A cette lecture, le testateur doit ratifier ses dispositions de dernière volonté, article par article.

Il est fait mention dans l'acte de l'accomplissement des dispositions contenues dans le présent article.

L'heure de la clôture du testament sera indiquée.

631. Le testament doit être signé par le testateur : s'il ne sait ou ne peut signer, la cause qui l'en empêche sera énoncée dans l'acte.

632. Le testament devra être signé par le notaire et les deux témoins.

633. Dans les cas d'urgence, le testament reçu par un notaire en présence de deux témoins, dont l'un ou tous les deux ne sauraient pas signer, est valide, si dans les quarante-huit heures après sa stipulation, son contenu est certifié par le notaire et les deux témoins, en présence de deux nouveaux témoins qui devront signer la minute.

Ce testament ne vaut que dans le cas où le testateur mourrait dans les trente jours depuis qu'il a fait le testament, à moins qu'il n'ait perdu la faculté de tester avant l'expiration de ce temps, et qu'il ne l'ait plus recouvrée avant sa mort.

634. Si celui qui est entièrement privé de l'ouïe,

mais qui sait lire, veut faire un testament public, il devra, indépendamment de ce qui est prescrit par les articles 630, 631 et 632, faire lecture du testament en présence des témoins et du notaire, qui fera mention expresse de cette formalité. Si le testateur ne sait ou ne peut lire, on appellera trois témoins, dont deux au moins devront signer le testament. Le tout à peine de nullité.

635. Les dispositions de la présente section, concernant les testaments par acte public, seront observées sous les peines portées par la loi sur le notariat.

**Disposition commune aux deux sections
précédentes.**

636. Le Valaisan qui se trouvera en pays étranger, pourra faire son testament par acte olographe, ainsi qu'il est dit à l'article 621, ou par acte public, avec les formalités prescrites dans le lieu où cet acte sera passé.

SECTION III.

Des testaments privilégiés.

637. Le testament fait dans les lieux avec lesquels toute communication sera interceptée et où il n'y aura pas de notaire, sera valable s'il a été reçu par écrit, en présence de deux témoins, par le

curé ou par le président, ou par le juge de la commune, ou par ceux qui en font les fonctions.

Le testament sera toujours signé par celui qui l'aura reçu : si les circonstances le permettent, il sera en outre signé par le testateur et par les témoins. Néanmoins il sera valable sans la signature du testateur et des témoins ; mais, en ce cas, on fera mention expresse de la cause qui les a empêchés de signer.

On pourra, dans ces testamens, prendre pour témoins les personnes de l'un et de l'autre sexe, pourvu qu'elles soient saines d'esprit et qu'elles aient seize ans accomplis.

638. Si le testateur décède avant que les communications soient rétablies, ou dans les trente jours dont il sera parlé en l'article suivant, le testament sera déposé le plus tôt possible entre les mains d'un notaire qui l'annexera à ses minutes.

Les dispositions des articles 622 et 623 sont ici applicables.

639. Les testamens dont il est parlé ci-dessus deviendront nuls trente jours après que les communications auront été rétablies dans le lieu où le testateur se trouve, ou trente jours après qu'il aura passé dans un lieu où elles ne seront point interrompues, à moins que le testateur n'ait perdu la faculté de tester avant l'expiration de ce temps, et qu'il ne l'ait plus recouvrée avant sa mort.

640. Dans les cas d'urgence, où il y a impossibilité d'appeler un notaire, ou en cas d'empêchement de celui-ci, le testament pourra être fait dans les formes prescrites par l'article 637.

Ce testament ne vaut que dans le cas où le testateur mourrait dans les trente jours depuis qu'il a fait le testament, à moins qu'il n'ait perdu la faculté de tester avant l'expiration de ce temps, et qu'il ne l'ait plus recouvrée avant sa mort.

Les dispositions des articles 622 et 623 sont applicables à ce testament.

641. Les testamens des militaires au service fédéral ou cantonal, et des individus employés dans l'armée pourront, en quelque pays que ce soit, être reçus par un major ou par tout autre officier d'un grade supérieur, en présence de deux témoins ayant les qualités requises par l'article 637. Ces testamens devront être faits par écrit, et on observera, quant aux signatures, ce qui est prescrit par le dit article.

Les testamens de ceux qui font partie d'un corps ou d'un poste détaché de l'armée, peuvent aussi être reçus par le capitaine, ou par tout autre officier subalterne qui en a le commandement.

642. Ils pourront encore, si le testateur est malade ou blessé, être reçus par l'aumônier ou par le chirurgien de service, en présence de deux témoins, et de la manière prescrite par l'article précédent.

643. Les testamens énoncés dans les articles

précédens devront être transmis, dans le plus bref délai possible au Conseil d'Etat, qui en ordonnera le dépôt chez un notaire. — Celui-ci l'annexera à ses minutes et en délivrera des grosses ou expéditions.

644. Les dispositions des articles 641 et 642 n'auront lieu qu'en faveur de ceux qui seront en expédition militaire, tant hors du Canton que dans l'intérieur, ou qui se trouveront dans des lieux dont les accès seront fermés et les communications interrompues à cause de la guerre.

645. Le testament fait dans la forme ci-dessus établie, sera nul trente jours après que le testateur sera revenu dans un lieu où il aura la faculté de disposer dans les formes ordinaires.

646. Les dispositions des articles 637, 641 et 642 seront observées à peine de nullité.

SECTION IV.

Disposition commune aux différentes espèces de testamens.

647. Les institutions et les legs faits au profit du notaire, de l'officier civil ou militaire, ou de l'ecclésiastique qui l'a reçu, ou même au profit des témoins appelés au testament, ne produiront aucun effet. Il en sera de même des institutions ou legs faits au profit de l'époux ou des parens ou alliés des

personnes susdites jusqu'au second degré inclusivement.

CHAPITRE V.

De l'institution d'héritier et des legs.

648. Les dispositions testamentaires à titre d'institution d'héritier ou de legs, ou sous toute autre dénomination propre à manifester la volonté du testateur, produiront leur effet, pourvu qu'elles soient conformes à ce qui est prescrit par les lois.

649. L'héritier est celui au profit de qui le testateur a disposé à titre universel.

650. Le légataire est celui au profit de qui le testateur a disposé à titre particulier.

651. Si le testateur n'a disposé que d'une quotité de l'hérédité, ce qui reste est dévolu aux héritiers légitimes, selon l'ordre établi pour les successions *ab intestat*.

Il en sera de même, lorsque le testateur n'aura fait que des legs particuliers.

652. Lorsque plusieurs héritiers ont été institués sans fixation de parts, ils partagent entre eux par portions égales, sans distinction entre ceux qui ont été institués séparément et ceux qui l'ont été conjointement.

653. Lorsque parmi plusieurs héritiers institués, il a été assigné aux uns des quotes parts détermi-

nées, telles qu'un tiers, un sixième, et qu'il n'a été assigné aucune part aux autres, le surplus de la succession est dévolu à ces derniers par portions égales.

654. S'il ne reste rien pour l'héritier institué sans part déterminée, il doit être déduit proportionnellement de chaque part déterminée une valeur suffisante pour lui attribuer une part égale à celle de l'héritier à qui a été assignée la moindre part. Si les parts des héritiers sont égales, ils doivent céder à l'héritier institué d'une manière indéterminée une valeur suffisante pour lui attribuer une part égale à la leur. Dans tous les autres cas où le testateur s'est trompé dans ses calculs, le partage doit être fait de manière à accomplir les intentions du testateur autant que possible d'après les proportions qu'il a établies pour la succession entière.

655. Lorsque les dispositions à titre particulier absorberont la totalité de la succession, les dispositions à titre universel seront sans effet.

656. S'il se trouve parmi les héritiers institués des personnes dont les unes doivent, d'après les principes de la succession *ab intestat*, être considérées à l'égard des autres comme une seule et même personne (par exemple, les neveux à l'égard du frère du défunt); elles doivent aussi, lors du partage à faire en vertu du testament, n'être considérées que comme une seule et même personne.

Une corporation, une communauté, une aggrégation d'individus (par exemple, les pauvres) ne sont toujours comptés que comme une seule personne.

657. Sera nulle toute disposition au profit d'une personne tellement incertaine, qu'elle ne puisse devenir certaine.

Sera pareillement nulle toute disposition faite au profit d'une personne incertaine qui serait nommée par un tiers.

Sont néanmoins permises les dispositions à titre particulier, faites au profit d'une personne à choisir par un tiers entre plusieurs personnes désignées par le testateur ou appartenant à certaines familles ou à certains corps moraux qu'il a déterminés. Il en est de même des dispositions à titre particulier faites au profit d'un des corps moraux qu'il aura pareillement désignés.

658. Les libéralités que le testateur aura faites en général en faveur de son âme ou au profit des pauvres, et toutes autres dispositions semblables dont il n'aurait pas indiqué l'application, ou dans lesquelles il n'aurait pas déterminé l'œuvre pie ou l'établissement public qu'il a entendu avantager, seront mises à la disposition du conseil municipal de la commune où le testateur avait son domicile à l'époque de son décès, qui devra les verser dans la caisse des pauvres, ou les appliquer à l'instruction publique. Il en sera de même, si la personne chargée

de déterminer l'usage, l'œuvre pie ou l'établissement public que le testateur a eu en vue, ne peut ou ne veut accepter cette charge.

659. On n'est pas admis à prouver que l'institution ou le legs fait au profit d'une personne désignée dans un testament, ne l'a été qu'en apparence, et que le testateur a réellement eu l'intention de disposer en faveur d'une autre personne, d'un corps moral ou d'un établissement qu'il n'a pas nommé : cette disposition aura lieu nonobstant toutes les expressions contenues dans le testament, qui indiqueraient ou feraient présumer cette intention.

Néanmoins la disposition de cet article ne s'appliquera point au cas où l'institution ou les legs seraient attaqués comme faits au profit d'incapables, sous le nom de personnes interposées.

660. Toute disposition à titre universel ou particulier, fondée sur une fausse cause qui aurait seule déterminé le testateur, sera sans effet.

661. S'il ne résulte pas du testament que la cause exprimée a seule déterminé le testateur, la disposition aura son effet, lors même que la cause serait fausse, à moins qu'il ne soit prouvé par celui qui veut attaquer la disposition, que le testateur ne s'est déterminé que par le motif indiqué.

662. Si la personne de l'héritier ou du légataire a été faussement désignée, la disposition sera va-

lable, pourvu qu'il y n'y ait point d'incertitude sur la personne que le testateur a voulu nommer.

Il en sera de même, lorsqu'il y aura démonstration ou indication fausse de la chose léguée, pourvu qu'il y ait certitude sur la chose dont le testateur a voulu disposer.

663. Toute disposition qui donnera à l'héritier ou à un tiers la faculté de déterminer la quotité du legs, sera de nul effet, à moins qu'il ne s'agisse de legs faits à titre rémunératoire, pour services rendus au testateur dans sa dernière maladie.

664. Le legs de la chose d'autrui est nul, à moins qu'il ne soit énoncé dans le testament que le testateur savait que la chose appartenait à une autre personne : en ce cas, l'héritier aura le choix d'acquérir la chose pour en faire la délivrance au légataire, ou de lui en payer le prix.

Cependant le legs sera indistinctement valable, si la chose léguée, quoique appartenant à autrui à l'époque du testament, était la propriété du testateur au temps de son décès.

665. Dans tous les cas, le legs de la chose appartenant à celui qui est chargé d'acquitter le legs, est valable ; mais celui-ci aura le choix de livrer la chose ou d'en payer la valeur.

666. Si le testateur ou la personne chargée d'acquitter le legs, ne sont propriétaires que d'une portion de la chose léguée, ou n'ont qu'un simple

droit sur cette chose, le legs ne sera valable que relativement à cette portion ou à ce droit, à moins qu'il ne conste de la volonté du testateur de léguer la chose en entier, conformément à l'article 664.

667. Si l'un des époux, entre lesquels il y a communauté d'acquêts, lègue une chose appartenant à cette communauté, le légataire pourra réclamer cette chose si, lors du partage de la communauté, elle tombe au lot des héritiers du testateur; dans le cas contraire, il pourra en réclamer la valeur.

668. Le legs d'une chose mobilière indéterminée, comprise dans un genre ou dans une espèce, sera indistinctement valable, quoique la chose ne se trouverait pas dans les biens du testateur lors de son décès, soit qu'il en ait existé ou non du même genre ou de la même espèce à l'époque du testament.

669. Lorsque le testateur aura légué comme lui appartenant, une chose individuellement désignée, ou comprise dans un genre ou dans une espèce déterminée, le legs sera nul, si, à l'époque de son décès, cette chose ne se trouve pas dans sa succession.

Si, à cette époque, la chose existe dans la succession, mais qu'elle ne s'y trouve pas dans la quantité déterminée par le testateur, le légataire ne pourra rien prétendre au-delà de ce qui s'y trouve.

670. Est nul le legs d'une chose qui appartenait déjà au légataire à l'époque du testament.

S'il l'a acquise du testateur ou de tout autre depuis le testament, le prix lui en sera dû, pourvu qu'il y ait la réunion des circonstances exigées par l'article 664, et nonobstant la disposition de l'article 678; mais, dans les deux cas, le legs sera sans effet, si la chose est parvenue au légataire à titre purement gratuit.

671. Toute disposition à titre universel ou particulier, peut être faite purement et simplement, ou sous condition.

672. Dans toute disposition testamentaire, les conditions impossibles, celles qui sont contraires aux lois ou aux bonnes mœurs, sont réputées non écrites.

673. Toute condition qui empêcherait quelqu'un de se marier ou de se remarier, est contraire à la loi.

Toutefois celui à qui on aurait légué un usufruit, un droit d'usage ou d'habitation, une pension ou autre redevance périodique, dans le cas où il serait célibataire ou veuf, ou pour le temps qu'il resterait tel, ne pourra en jouir que pendant la durée de son célibat ou de sa viduité.

La condition de viduité apposée dans les dispositions testamentaires de l'un des époux au profit de l'autre, sera également valable. Cette condition,

quoique non exprimée, sera toujours censée apposée, lorsque le disposant aura laissé des enfans ou descendans.

674. Dans toute disposition à titre universel, la désignation du jour auquel l'institution d'héritier doit commencer ou cesser, sera pareillement réputée non écrite.

675. Toute disposition à titre universel ou à titre particulier sera nulle, si elle est faite sous la condition que l'héritier ou le légataire fera aussi dans son testament un avantage au testateur.

676. Toute disposition testamentaire faite sous une condition dépendant d'un événement incertain, et tel que, dans l'intention du testateur, cette disposition ne doive être exécutée qu'autant que l'événement arrivera ou n'arrivera pas, sera caduque, si l'héritier ou le légataire décède avant l'accomplissement de la condition.

677. La condition qui, dans l'intention du testateur, ne fait que suspendre l'exécution de la disposition, n'empêchera pas l'héritier institué ou le légataire d'avoir un droit acquis et transmissible à ses héritiers.

678. Toute aliénation, celle même par vente avec faculté de rachat ou par échange, que fera le testateur de tout ou de partie de la chose léguée, emportera la révocation du legs pour tout ce qui a

été aliéné, encore que l'aliénation soit nulle, et que l'objet soit rentré dans la main du testateur.

Il en sera de même de l'expropriation forcée.

Si l'aliénation est faite par le procureur à l'insu du testateur, par son tuteur ou curateur, le légataire pourra réclamer la valeur de l'objet aliéné.

679. Le legs est censé révoqué, si le testateur a fait subir à la chose léguée des modifications telles qu'elle ne conserve plus ni la forme qu'elle avait précédemment, ni sa première dénomination.

Le simple changement de culture ne sera pas considéré comme changement de forme.

680. Le legs sera caduc, si la chose léguée a totalement péri pendant la vie du testateur. Il en sera de même si elle a péri depuis sa mort sans le fait ni la faute de l'héritier, quoique celui-ci ait été mis en demeure de la délivrer, lorsqu'elle eut également dû périr entre les mains du légataire.

681. Si plusieurs choses ont été léguées alternativement, le legs subsistera quoiqu'il n'en resterait qu'une seule.

682. Toute disposition testamentaire sera caduque, si celui en faveur de qui elle est faite n'a pas survécu au testateur.

683. La disposition testamentaire sera caduque, relativement à l'héritier institué ou au légataire qui la répudiera, ou qui se trouvera incapable de la recueillir.

684. Les dispositions, soit à titre universel, soit à titre particulier, faites par celui qui, à l'époque du testament, n'avait ni enfans ni descendans, ou ignorerait d'en avoir, seront révoquées de plein droit par l'existence ou par la survenance d'un enfant ou descendant légitime, même posthume, ou par la légitimation d'un enfant naturel par mariage subséquent.

Cette révocation aura lieu, lors même que l'enfant du testateur aurait déjà été conçu à l'époque du testament, ou que l'enfant naturel serait né avant le testament et seulement légitimé depuis.

Toutefois la révocation n'aura point lieu si le testateur a pourvu au cas d'existence ou de survenance d'enfans ou descendans, ou s'il résulte du testament que le testateur connaissait la grossesse de sa femme au moment du testament.

685. La disposition aura néanmoins son effet, si les enfans ou descendans qui donnent lieu à la révocation, conformément à l'article précédent, viennent à prédécéder au testateur.

686. Le legs d'une créance, ou celui qui porte libération d'une dette, n'aura d'effet que pour la portion de cette dette ou de cette créance qui existera à l'époque du décès du testateur.

L'héritier ne sera tenu de céder au légataire que les actions qui compétaient au testateur sur la créance léguée.

687. Le legs d'une chose ou d'une quantité à

prendre dans un lieu déterminé, n'a d'effet que pour la portion qui se trouve dans le lieu désigné par le testateur.

688. Lorsque le testateur aura légué une chose ou une somme déterminée, comme étant par lui due au légataire, le legs sera valable, encore que la chose ou la somme léguée ne soit point due.

Si la dette du testateur existait réellement, le légataire acquerra une nouvelle action pour exiger sa créance, sans être obligé d'attendre l'échéance du terme fixé pour le paiement, ou l'événement de la condition qui y était apposée. Toutefois le legs serait sans effet, si le testateur a acquitté la dette depuis le testament.

689. Le legs fait au créancier, sans que le testateur ait fait mention de sa dette, ne sera pas censé en compensation de la créance.

690. Tout legs pur et simple donnera au légataire, dès le jour du décès du testateur, un droit à la chose léguée, droit transmissible à ses héritiers.

691. Lorsque le legs sera d'une chose indéterminée comprise dans un certain genre ou dans une certaine espèce, l'option appartiendra à l'héritier, qui ne sera pas obligé de la donner de la meilleure qualité, et qui ne pourra l'offrir de la plus mauvaise.

692. On observera la même règle, lorsque le choix aura été laissé à l'arbitrage d'un tiers.

693. Si ce tiers est décédé, s'il refuse de faire

le choix, ou qu'il en soit empêché, le juge y procédera en se conformant à ce qui est ci-dessus prescrit.

694. Mais si l'option est réservée au légataire, celui-ci pourra choisir, parmi les choses de même espèce qui se trouveraient dans la succession, celle qui sera de la meilleure qualité; s'il ne s'en trouve aucune de la même espèce, on observera à l'égard du légataire ce qui est prescrit pour le choix laissé à l'héritier.

695. En cas de legs alternatif, l'option est censée avoir été laissée à l'héritier.

696. Si l'héritier ou le légataire n'ont pu se prévaloir de l'option dans les cas où elle leur est respectivement attribuée, ce droit passe à leurs héritiers, et l'option une fois faite est irrévocable.

Lorsqu'il n'existera dans les biens du testateur qu'une seule chose de l'espèce ou du genre légué, l'héritier ou le légataire ne pourra, quoiqu'il ait le droit d'option, prétendre d'en choisir une autre hors de ces biens, à moins que, par une disposition expresse, le testateur ne lui ait donné cette faculté.

697. Le legs portant libération de dettes ne comprend que celles qui existaient à l'époque du testament, et non celles contractées depuis.

698. Le legs des alimens comprend la nourriture, l'habillement, l'habitation, et tout ce qui est

nécessaire à l'entretien du légataire pendant sa vie; il peut même, eu égard aux circonstances, comprendre l'instruction convenable à sa condition.

699. Le légataire ne pourra se mettre en possession de la chose léguée, sans en demander la délivrance aux héritiers.

700. Il ne pourra en prétendre les fruits ou les intérêts, qu'à compter du jour où il en aurait fait la demande en justice, ou du jour auquel la délivrance lui en aurait été volontairement consentie.

701. Les intérêts ou les fruits de la chose léguée courront au profit du légataire, dès le jour du décès, et sans qu'il ait formé sa demande en justice;

1^o Lorsque le testateur aura expressément déclaré sa volonté, à cet égard, dans le testament;

2^o Lorsqu'une rente viagère ou une pension aura été léguée à titre d'alimens.

702. Si le testateur a légué une quantité déterminée pour être acquittée à des époques fixes, par exemple, chaque année, chaque mois, ou en tout autre temps, la première époque courra dès le décès du testateur, et la quantité léguée sera acquise en entier au légataire pour toute la période, quoiqu'il serait décédé aussitôt après qu'elle a commencé.

Le legs ne sera cependant exigible qu'à l'échéance du terme; mais il pourra être exigé dès que le

terme aura commencé, s'il a été fait à titre d'alimens.

703. Les frais nécessaires pour la délivrance du legs seront à la charge de la succession, sans néanmoins qu'il puisse en résulter de réduction dans la réserve légale.

704. La chose léguée sera délivrée avec les accessoires nécessaires, et dans l'état où elle se trouvera au jour du décès du testateur.

705. Lorsque celui qui a légué la propriété d'un immeuble, l'a ensuite augmentée par des acquisitions; ces acquisitions, fussent-elles contiguës, ne seront pas censées, sans une nouvelle disposition, faire partie du legs.

Il en sera autrement des embellissemens, des constructions nouvelles faites sur le fonds légué, ou d'un enclos dont le testateur aurait augmenté l'enceinte.

706. Si la chose léguée est grevée d'une redevance, d'une rente foncière, d'un usufruit, d'une servitude ou d'une autre charge qui y est inhérente, le légataire en supportera le poids.

Mais si, avant le testament ou depuis, la chose léguée a été hypothéquée pour une dette de la succession, ou même pour la dette d'un tiers, celui qui doit acquitter le legs sera tenu de la dégager, à moins que le légataire n'ait été chargé d'acquitter la dette par une disposition expresse du testateur.

707. Dans le cas où il y aurait plusieurs héritiers, soit testamentaires soit *ab intestat*, si le testateur n'a chargé aucun d'eux en particulier de l'acquittement du legs, ils seront tous personnellement tenus de l'acquitter, chacun au prorata de ce qui lui est échu dans la succession.

Ils en seront tenus hypothécairement pour le tout, jusqu'à concurrence de la valeur des immeubles de la succession, dont ils seront détenteurs.

708. Si l'un des héritiers a été particulièrement chargé de payer le legs, il sera seul personnellement tenu de l'acquitter.

Dans ce cas, le légataire ne pourra exercer son action hypothécaire que sur les immeubles laissés à l'héritier grevé, ou sur la quote part qui lui en reviendra dans l'hérédité.

Si on a légué la chose d'un des cohéritiers, son cohéritier ou ses cohéritiers seront tenus de l'indemniser en argent ou en fonds héréditaires, au prorata de leur part dans la succession, à moins que le testateur n'ait manifesté une volonté contraire.

709. Lorsqu'une hérédité ou un legs aura été laissé sous la condition de ne pas faire ou de ne pas donner, l'héritier ou le légataire sera tenu de donner caution, ou de fournir toute autre sûreté propre à garantir l'exécution de la volonté du testateur, dans l'intérêt de ceux auxquels l'hérédité ou le legs serait dévolu si l'on contrevient à la condition.

710. Si un legs a été fait sous condition, ou pour n'avoir lieu qu'après un certain temps, le légataire pourra obliger celui qui sera tenu de l'acquitter à donner caution, ou à fournir à cet effet toute autre sûreté suffisante.

La même disposition est applicable à l'institution d'héritier faite sous condition.

CHAPITRE VI.

Du droit d'accroissement.

711. Lorsqu'il y a deux ou plusieurs héritiers institués sans portion déterminée et que l'un d'eux ne peut ou ne veut pas recueillir sa part, cette part accroît aux autres héritiers institués.

712. Les parts ne seront censées avoir été déterminées que dans le cas où le testateur aura expressément désigné la quotité de la succession qui doit appartenir à chacun des cohéritiers. Les simples expressions *par égales parts et portions* n'excluent pas le droit d'accroissement.

713. Les cohéritiers, auxquels la portion du cohéritier qui ne participe pas à la succession, sera dévolue en vertu du droit d'accroissement, supporteront toutes les obligations et charges auxquelles il aurait été soumis; à moins que ces charges et obligations ne se rapportent exclusivement aux actes personnels du cohéritier qui ne succède pas.

714. Le cohéritier auquel accroîtra la portion de celui qui ne participe pas à la succession, ne pourra la répudier, s'il ne renonce en même temps à la portion héréditaire qui lui a été déférée.

715. Lorsqu'il n'y aura pas lieu à accroissement, la portion de l'héritier qui ne participera pas à la succession, sera dévolue aux héritiers légitimes du testateur.

Ceux-ci devront supporter les charges et obligations auxquelles l'héritier susdit aurait été soumis, sous la restriction mentionnée à l'article 712.

716. Il y aura lieu à accroissement entre les légataires à titre particulier, dans le cas où le legs sera fait à plusieurs conjointement.

Le legs sera réputé fait conjointement, lorsqu'il le sera par le même acte, et que le testateur n'aura pas assigné la part de chacun des colégataires dans la chose léguée.

717. Lorsqu'un usufruit aura été légué à plusieurs personnes, et que, d'après les règles prescrites ci-dessus, il y aura lieu à accroissement entre elles, la portion de l'usufruitier qui n'a pas profité du legs, ou qui est décédé, ou a cessé d'y participer après l'avoir accepté, accroît toujours aux autres usufruitiers.

Mais s'il n'y a pas lieu à accroissement, cette portion se consolide à la propriété.

718. Lorsqu'il n'y aura pas lieu à accroissement

entre les légataires, la portion de celui qui ne participera pas au legs appartiendra à l'héritier ou au légataire personnellement chargé de l'acquitter; mais si le legs est à la charge de la succession, cette portion profitera à tous les héritiers ou légataires, au prorata de leur part héréditaire.

719. Les règles établies par les articles 713 et 714, relativement aux obligations auxquelles aurait été soumis le cohéritier qui ne recueille pas, sont également applicables au colégataire qui profite du legs en vertu du droit d'accroissement, et à l'héritier à qui il appartiendrait en cas de caducité.

CHAPITRE VII.

Des substitutions.

720. On peut substituer une autre personne à l'héritier institué ou au légataire, pour le cas où l'un d'eux ne recueillerait pas l'hérédité ou le legs. Cette substitution est appelée *substitution vulgaire*.

721. On peut substituer plusieurs personnes à une seule, ou une seule personne à plusieurs.

722. Lorsque, dans une substitution, on n'a exprimé que le cas où le premier appelé ne pourrait recueillir, ou seulement celui où il ne voudrait pas recueillir l'hérédité ou le legs, le cas non exprimé sera censé compris dans celui qui est exprimé, si le disposant n'a déclaré le contraire.

723. Les substitués supporteront les charges imposées à ceux auxquels ils sont substitués, à moins qu'il ne résulte que l'intention du testateur a été de n'y soumettre que les premiers appelés.

Toutefois les conditions mises à l'institution de l'héritier ou au legs, ou spécialement imposées à la personne de l'héritier ou du légataire, ne seront censées répétées à l'égard du substitué que lorsque le testateur l'aura expressément déclaré.

724. Lorsque des cohéritiers ou légataires dont les parts sont inégales, auront été substitués réciproquement, la proportion établie dans les parts qui leur sont attribuées par la première disposition sera censée répétée dans la substitution.

Mais si, outre les premiers appelés, une autre personne a été comprise dans la substitution, tous ceux qui sont substitués auront une égale part à la portion vacante.

725. La disposition par laquelle l'héritier institué ou le légataire aura été chargé de conserver et de restituer à un tiers la succession ou le legs, est appelée *substitution fidéicommissaire*.

726. La défense faite par le testateur à l'héritier institué ou au légataire d'aliéner la succession ou le legs, comprend une substitution fidéicommissaire et oblige ceux-ci à transmettre la succession ou le legs à leurs héritiers légitimes.

727. Dans les fidéicommiss de famille, la substi-

tution sera, dans le doute, déférée aux mâles de la descendance masculine, et dans l'ordre réglé pour les successions *ab intestat*.

728. Si l'époque de la restitution n'est pas fixée, elle est présumée devoir se faire après la mort du grevé de substitution.

729. Toute substitution ou-delà du premier degré est prohibée.

Elle est éteinte dès que les biens ont passé de la personne du grevé de substitution à celle du substitué.

730. La disposition par laquelle l'héritier ou le légataire est chargé de restituer la succession ou le legs à un tiers, aura aussi son effet dans le cas où l'héritier ou le légataire ne voudrait ou ne pourrait pas recueillir la succession ou le legs.

731. L'ascendant qui aura institué deux ou plusieurs de ses enfans, peut les substituer les uns aux autres. Cette substitution aura son effet jusqu'au dernier survivant des dits enfans. Dans ce cas, toute autre substitution lui est interdite.

732. On peut substituer une personne qui ne serait pas encore conçue à l'époque du décès du testateur. Il suffit qu'elle soit conçue à l'époque de l'ouverture de la substitution pour pouvoir la recueillir.

Il est dérogé, en ce cas, au dispositif du premier alinéa de l'article 585.

733. L'héritier ou le légataire chargé d'une substitution, jouit d'un droit de propriété limité avec les droits et les obligations d'un usufruitier. Il ne peut ni aliéner ni hypothéquer les immeubles grevés de substitution. Il ne peut les détériorer en les soumettant à des services fonciers onéreux.

734. Il donne caution pour la restitution des créances, argent et biens meubles. S'il ne veut ou ne peut satisfaire à cette obligation, ces biens seront administrés par un curateur nommé à l'instance des parties intéressées ou de leurs représentans, ou d'office par le juge.

735. Les droits des substitués seront ouverts à l'époque où, par quelque cause que ce soit, la jouissance du grevé de substitution cessera.

L'abandon anticipé de la jouissance au profit du substitué ne pourra préjudicier aux créanciers du grevé, antérieurs à l'abandon, ni à ceux qui seraient appelés à la substitution à l'époque fixée par le testament.

736. Si le substitué vient à mourir avant l'héritier ou le légataire grevé de substitution, la substitution sera éteinte.

737. La substitution faite par le testateur à l'un de ses descendans, au moment où celui-ci n'avait point d'enfans, s'éteint dans le cas où le grevé de substitution laisse des descendans légitimes.

738. Celui qui sera appelé à une substitution fi-

décommissaire, pourra y renoncer, soit avant, soit après qu'elle aura été ouverte à son profit, mais dans aucun cas il ne pourra y renoncer pour ceux qui seraient appelés à son défaut.

739. Après le décès du testateur, les intéressés pourront réclamer qu'il soit fait inventaire de tous les biens et effets sujets à substitution. Le juge pourra aussi l'ordonner d'office.

740. La disposition par laquelle on aura laissé un usufruit à plusieurs personnes successivement, n'aura d'effet qu'au profit des premiers qui sont appelés à en jouir au décès du testateur.

Il en sera de même de toute disposition qui emporterait charge de payer des annuités à plusieurs personnes successivement, soit à perpétuité, soit pour un temps déterminé.

On pourra cependant imposer à quelqu'un la charge de payer annuellement un revenu destiné, à perpétuité ou pour un temps, à secourir l'indigence. Toutefois cette charge pourra être rachetée aux conditions qui seront déterminées par la loi.

CHAPITRE VIII.

Des exécuteurs testamentaires.

741. Le testateur peut nommer un ou plusieurs exécuteurs testamentaires.

742. Ne peuvent être exécuteurs testamentaires

ceux qui n'ont pas la libre disposition de leurs biens.

743. Les exécuteurs testamentaires veilleront à ce que le testament soit exécuté, et ils pourront, en cas de contestation sur son exécution, intervenir pour en soutenir la validité.

744. Les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire ne passent point à ses héritiers.

745. S'il y a plusieurs exécuteurs testamentaires qui aient accepté, un seul pourra agir à défaut des autres.

746. Les frais faits par l'exécuteur testamentaire, relatifs à ses fonctions, seront à la charge de la succession.

747. Le testateur pourra charger l'exécuteur testamentaire du paiement des legs. Il pourra, à cet effet, lui donner la saisine de tout ou partie de ses meubles; mais l'exécuteur testamentaire ne pourra en prendre possession qu'après avoir fait procéder à leur inventaire.

Si le testateur ne lui a pas donné la saisine, il ne pourra l'exiger.

748. Dans le cas de l'article précédent, l'exécuteur testamentaire devra, après avoir interpellé l'héritier, et si celui-ci ne s'y oppose pas, acquitter le legs.

En cas d'opposition de la part de l'héritier, il doit

suspendre tout paiement, jusqu'à ce que la contestation soit jugée définitivement.

749. A défaut de deniers suffisans pour acquitter les legs, l'exécuteur testamentaire provoquera la vente des meubles, et si ceux-ci ne suffisent pas, il se pourvoira pour faire vendre les immeubles.

750. Si les héritiers sont tous majeurs et présents, les ventes se feront dans les formes et par l'acte que les parties croiront convenables. Si, parmi eux, il y a des mineurs, des interdits, des absens, ou des corps administrés, on observera, pour les ventes, les formalités prescrites par les lois relatives aux aliénations des biens qui appartiennent à ces personnes.

751. L'héritier pourra, soit faire cesser la saisine, soit empêcher la vente mentionnées aux articles 747 et 749, en offrant de remettre à l'exécuteur testamentaire une somme suffisante pour le paiement des legs mobiliers, ou en justifiant de ce paiement.

CHAPITRE IX.

De la révocation des testamens.

752. On ne peut renoncer, en aucune manière, à la liberté de révoquer ou de changer les dispositions faites par testament.

753. Les testamens pourront être révoqués en

tout ou en partie, par un testament postérieur, ou par une simple déclaration de changement de volonté.

Cette déclaration pourra se faire par acte olographe, dans la forme prescrite à l'article 621, ou par acte reçu par un notaire, en présence de deux témoins. Elle pourra aussi se faire dans les formes prescrites pour les testamens privilégiés, dans les cas où la loi admet les dispositions de cette espèce. Dans ce dernier cas, l'acte portant révocation d'un testament sera soumis à toutes les règles prescrites pour les testamens privilégiés.

754. Le testament olographe peut aussi être révoqué par sa cancellation; sauf le cas de fraude où il serait démontré que ce n'est pas le testateur qui l'a cancellé.

Si le testament a été fait en deux doubles, la cancellation de l'un des doubles ne suffit pas pour révoquer le testament.

755. Le testament subsiste, si l'acte qui l'a révoqué est déclaré nul.

756. Les dispositions révoquées comme il est dit ci-dessus, ne peuvent renaître qu'en vertu d'un nouveau testament.

757. Le testament postérieur qui ne révoquera pas d'une manière expresse le précédent ou les précédens, n'annulera dans ceux-ci que les dispositions qui se trouveront incompatibles avec les nouvelles ou qui seront contraires.

Deux institutions d'héritiers faites dans deux testaments sont réputées incompatibles.

Il en serait de même dans le cas où le testateur léguerait, dans un testament postérieur, une chose qu'il avait léguée à une autre personne dans un testament antérieur; n'importe que le testateur fasse ou non mention, dans le second testament, du legs fait dans le premier.

758. La révocation faite dans un testament postérieur aura tout son effet, quoique ce nouvel acte reste sans exécution par l'incapacité de l'héritier institué, ou du légataire, ou par leur renonciation à l'hoirie ou au legs.

TITRE III.

DES SUCCESSIONS AB INTESTAT.

Dispositions générales.

759. La succession est déférée *ab intestat*, en tout ou en partie, lorsqu'il n'y a pas de testament, ou que celui qui existe est nul; lorsque le défunt n'a pas disposé de tout son patrimoine; lorsque les héritiers institués ne peuvent ou ne veulent accepter; enfin lorsqu'il y a plusieurs cohéritiers entre lesquels il n'y a pas lieu à accroissement.

760. La loi défère la succession aux descendans, aux ascendans, aux parens collatéraux, aux enfans naturels, au conjoint et au fisc, dans l'ordre et d'après les règles ci-après établies.

761. Pour régler la succession, la loi ne considère ni la nature ni l'origine des biens.

762. Toute succession échue à des ascendans ou à des collatéraux se divise en deux parts égales; l'une pour les parens de la ligne paternelle, l'autre pour les parens de la ligne maternelle.

Il ne se fait de dévolution d'une ligne à l'autre que lorsqu'il ne se trouve aucun ascendant ni collatéral dans l'une des deux lignes.

763. Cette première division opérée entre les lignes paternelle et maternelle, il ne se fait plus de division entre les diverses branches: mais la part dévolue à chaque ligne appartient à ceux des parens de chacune des deux lignes qui sont appelés à succéder conformément aux règles établies à la section II du chapitre suivant.

764. La proximité de parenté s'établit par le nombre de générations.

765. Chaque génération forme un degré.

766. La suite des degrés forme la ligne: on appelle ligne directe la suite des degrés entre personnes qui descendent l'une de l'autre; ligne collatérale, la suite des degrés entre personnes qui ne descendent pas les unes des autres, mais qui descendent d'un auteur commun.

On distingue la ligne directe, en ligne directe descendante et ligne directe ascendante.

La première est celle qui lie le chef avec ceux qui descendent de lui; la deuxième est celle qui lie une personne avec ceux dont elle descend.

767. En ligne directe, on compte autant de degrés qu'il y a de générations, non compris l'auteur commun.

768. En ligne collatérale, les degrés se comptent par les générations, depuis l'un des parens jusque et non compris l'auteur commun, et depuis celui-ci jusqu'à l'autre parent.

769. Les personnes incapables ou indignes de recevoir par testament, pour les causes énoncées au chapitre II *de la capacité de disposer et de recevoir par testament*, Titre des successions testamentaires, sont pareillement incapables ou indignes de succéder *ab intestat*.

Sont aussi incapables de succéder, comme indignes, les personnes qui auraient empêché le défunt de tester.

Les enfans et descendans de l'indigne pour les causes mentionnées ci-dessus, ne sont point exclus de la succession par la faute de leur père, lors même qu'il serait vivant, s'ils y viennent de leur chef; mais s'ils ne peuvent y être admis qu'avec le secours de la représentation, ils n'auront droit qu'à la part légitimaire qui aurait compété à l'indigne. Celui-ci ne peut, en aucun cas, réclamer l'usufruit ni l'administration des biens de cette succession; il ne peut même, quant à ces biens, succéder *ab intestat* à ses enfans ou descendans, conformément à ce qui est prescrit par les articles 592 et 617.

770. A l'égard des personnes qui appartiennent à des corporations religieuses, la capacité ou l'incapacité de recueillir ou revendiquer les successions *ab intestat*, est déterminée d'après les règles établies pour les successions et dispositions testamentaires, par l'article 594.

771. L'effet de la représentation est de faire

entrer les représentans dans la place, dans le degré et dans les droits du représenté.

772. La représentation a lieu à l'infini dans la ligne directe descendante. Elle est admise dans tous les cas, soit que les enfans du défunt concourent avec les descendans d'un autre enfant prédécédé, soit que tous les enfans du défunt étant décédés avant lui, les descendans de ces enfans se trouvent entre eux en degrés égaux ou inégaux, et lors même que, les enfans étant en degrés égaux, le nombre n'en serait pas le même dans chaque souche.

773. La représentation n'a pas lieu en faveur des ascendans; le plus proche, dans chacune des deux lignes, exclut toujours le plus éloigné.

774. En ligne collatérale, la représentation est admise en faveur des enfans et des descendans des frères ou sœurs du défunt, soit qu'ils viennent à sa succession concurremment avec des oncles ou tantes, soit que tous les frères ou sœurs du défunt étant prédécédés, la succession se trouve dévolue à leurs descendans en degrés égaux ou inégaux.

Elle est encore admise en faveur des enfans et descendans des frères et sœurs de ceux qui sont appelés à succéder de leur chef, lors même que ces enfans ou descendans ne se trouveraient plus au degré successible, et qu'ils ne seraient pas admis à succéder s'ils n'étaient conduits par leurs oncles ou tantes.

Ce droit de représentation aura lieu même dans le cas où les oncles ou tantes seraient exclus de la succession pour cause d'incapacité personnelle.

775. Dans tous les cas où la représentation est admise, le partage se fait par souches.

Si une même souche a produit plusieurs branches, la subdivision se fait aussi par souche dans chaque branche, et les membres de la même branche partagent entre eux par tête.

776. On ne représente pas les personnes vivantes, à moins qu'il ne s'agisse de celles qui sont absentes ou qui ont encouru la perte des droits civils, ou qui ont renoncé à la succession.

Leurs enfans ou descendans sont admis à les représenter dans les cas prévus et suivant les règles établies aux articles 772 et 774.

Les enfans et descendans des exclus pour cause d'indignité, ou de ceux qui ont été exhérédés, peuvent aussi les représenter, mais seulement dans les cas et suivant les règles déterminées aux articles 592, 617 et 769.

777. On peut représenter celui à la succession duquel on a renoncé.

CHAPITRE I^{er}.*Des divers ordres de succession.*

SECTION I.

Des successions déferées aux descendans.

778. Les enfans légitimes, ceux légitimés par mariage subséquent, ou leurs descendans succèdent à leurs père et mère ou autres ascendans, encore qu'ils soient issus de différens mariages.

Ils succèdent par tête, quand ils sont tous au premier degré; ils succèdent par souche, lorsqu'ils viennent tous ou en partie par représentation.

SECTION II.

Des successions déferées aux ascendans et aux collatéraux.

779. A défaut de descendans, la succession se divise en deux portions égales, conformément à l'article 762.

La moitié affectée à la ligne paternelle est déferée au père du défunt. Si celui-ci est prédécédé, elle est déferée aux frères et sœurs, germains ou consanguins du défunt, ou à leurs descendans; à leur défaut, aux ascendans paternels; et à défaut de ceux-ci, aux collatéraux de la même ligne.

La moitié affectée à la ligne maternelle est déférée à la mère du défunt. Si celle-ci est prédécédée, elle est déférée aux frères et sœurs, germains ou utérins du défunt, ou à leurs descendants; à leur défaut, aux ascendans maternels; et à défaut de ceux-ci, aux collatéraux de cette ligne.

780. Dans chaque ligne, l'ascendant le plus proche recueille la moitié affectée à sa ligne, à l'exclusion de tous autres.

Si dans la même ligne, il y a plusieurs ascendans au même degré, ils succèdent par tête.

781. Les frères et sœurs du défunt succèdent par tête, leurs enfans ou descendants succèdent par souche, conformément aux articles 774 et 775.

Parmi les autres collatéraux, la succession est déférée à ceux qui ont avec le défunt la souche commune la plus rapprochée.

Parmi les descendants de cette souche, les plus proches excluent les plus éloignés, sauf le droit de représentation établi à l'article 774.

Ceux qui sont au même degré succèdent par tête.

782. Les parens au-delà du huitième degré ne succèdent pas, sauf ce qui est dit à l'article 774.

A défaut de parens au degré successible dans une ligne, les parens de l'autre ligne succèdent pour le tout.

CHAPITRE II.

Des successions irrégulières.

SECTION I.

Des droits des enfans naturels sur les biens de leurs père et mère, et de la succession aux enfans naturels décédés sans postérité.

783. L'enfant naturel succède à sa mère, sous les modifications établies ci-après. Il succède aussi à son père, sous les mêmes modifications, mais dans le cas seulement où celui-ci l'aurait reconnu conformément à l'article 138.

784. Le droit de l'enfant naturel sur les biens de ses père ou mère morts *ab intestat*, est du tiers de la part qu'il aurait eue s'il eut été légitime, lorsque le défunt laisse des parens au degré successible dans les deux lignes.

A défaut de parens au degré successible dans l'une ou l'autre ligne, l'enfant naturel recueille en entier la moitié affectée à cette ligne.

A défaut de parens au degré successible dans les deux lignes, l'enfant naturel a droit à la totalité de la succession.

785. L'enfant naturel est tenu d'imputer, sur la part à laquelle il succède, tout ce qu'il a reçu du

père ou de la mère et qui serait sujet à rapport d'après les règles établies ci-après au Chapitre IV, Titre *des dispositions communes aux successions testamentaires et ab intestat*.

786. En cas de prédécès de l'enfant naturel, ses enfans ou descendans légitimes ou légitimés peuvent réclamer les droits accordés à leur père ou mère par les articles précédens.

787. L'enfant naturel, quoique reconnu, n'a aucun droit sur les biens des parens de ses père et mère, ni ces parens sur les biens de l'enfant naturel, sauf ce qui est dit à l'article 792.

788. Les dispositions des articles précédens ne sont pas applicables aux enfans dont il est fait mention en l'article 134, de quelque manière que leur filiation soit établie.

La loi ne leur accorde que des alimens.

789. Ces alimens sont réglés, eu égard aux facultés du père ou de la mère, au nombre et à la qualité des héritiers légitimes.

790. Lorsque le père ou la mère des enfans désignés en l'article 134 auront fait apprendre un art mécanique, ou lorsque l'un d'eux leur aura assuré des alimens de son vivant, ces enfans ne pourront élever aucune réclamation à cet égard.

791. La succession de l'enfant naturel, décédé sans postérité légitime ou naturelle, se divise par moitié entre son père, qui l'a reconnu, et sa mère,

si la maternité est constatée. En cas de prédécès de l'un d'eux, cette succession appartient en entier au survivant, sauf ce qui est dit à l'article suivant.

792. En cas de prédécès des père et mère de l'enfant naturel mort sans postérité, ou de l'un d'eux, les biens qu'il en avait reçus, ou leur valeur, passent aux frères et sœurs légitimes ou légitimés et à leurs descendans; et, à leur défaut, à ceux des parens du côté du père ou de la mère prédécédé qui seraient appelés à la succession en cas de parenté légitime. Tous les autres biens passent aux frères et sœurs naturels ou à leurs descendans.

SECTION II.

Des droits du conjoint survivant et de l'Etat.

793. Le conjoint survivant a l'usufruit de la moitié des biens de son conjoint décédé, lorsque celui-ci a laissé des descendans légitimes ou légitimés. A défaut de ces enfans, l'usufruit s'étend sur la totalité des biens.

794. L'usufruit accordé au conjoint survivant est réduit de moitié, s'il convole en secondes noces.

Il en est de même dans le cas où la femme survivante mènerait une vie dissolue.

795. Le conjoint survivant ne peut, en aucun cas, prétendre à l'usufruit des biens dont le conjoint

prédécedé avait la nue propriété au moment de son décès.

Toute stipulation contraire est nulle.

796. Les donations entre-vifs ou testamentaires faites par l'époux prédécédé ne pourront pas réduire l'usufruit du conjoint survivant au-delà de moitié de celui qui lui eût appartenu, si aucune disposition n'eût été faite.

797. Lorsque le défunt n'a laissé ni parens successibles dans l'une ou l'autre ligne, ni enfans naturels, sa succession appartient au conjoint qui lui survit.

798. A défaut de parens successibles, d'enfans naturels et de conjoint survivant, la succession est acquise à l'Etat.

TITRE IV.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX SUCCESSIONS TESTAMENTAIRES ET AB INTESTAT.

CHAPITRE I^{er}.

De l'ouverture des successions, de la saisine, et de l'envoi en possession des héritiers.

799. Les successions testamentaires et *ab intestat* s'ouvrent au moment de la mort.

800. Les héritiers légitimes sont immédiatement et de plein droit saisis des biens, droits et actions du défunt, lors même qu'ils n'auraient pas encore pris possession réelle de l'hoirie.

801. Les héritiers testamentaires et les enfans naturels, qui ont droit à une part de la succession, doivent en demander la délivrance aux parens successibles.

Néanmoins, ils auront droit à la jouissance de leur part héréditaire, à compter du jour du décès, si la demande en délivrance a été faite dans l'année depuis cette époque; sinon, cette jouissance ne commencera que du jour de la demande judiciaire, ou

du jour que la délivrance aurait été volontairement consentie.

802. Lorsque, à défaut d'héritiers légitimes, la succession est dévolue aux héritiers testamentaires, aux enfans naturels, au conjoint survivant ou à l'Etat, ils doivent demander la délivrance au juge de première instance du lieu où la succession est ouverte.

Le juge ne peut statuer sur cette demande qu'après avoir rempli les formalités prescrites par le Code de procédure civile.

803. Dans le cas prévu à l'article précédent, le juge doit, d'office, faire apposer les scellés, faire faire inventaire, et prendre les mesures nécessaires d'administration provisoire.

804. L'héritier testamentaire, l'enfant naturel et l'époux survivant sont tenus de faire emploi du mobilier ou de donner des garanties suffisantes pour en assurer la restitution, au cas où il se présenterait des héritiers légitimes du défunt. Mais après cinq ans les sûretés données seront libérées, si la succession n'a pas été réclamée dans cet intervalle.

805. La succession s'ouvre encore par l'émission des vœux, même temporaires, dans les ordres monastiques.

806. Néanmoins les religieux qui auront émis des vœux perpétuels ou temporaires, et qui, en étant légitimement déliés, rentreront dans le monde dans

les dix ans depuis l'émission des vœux, auront droit de demander la restitution de leurs biens, et les revenus d'une année seulement.

Les héritiers, auxquels pareilles successions seront déférées, devront faire procéder à l'inventaire des biens, et se conformer, pendant les dix années ci-dessus fixées, aux règles d'administration prescrites en cas de mise en possession des biens d'un absent.

Il en sera de même toutes les fois qu'une succession s'ouvrira au profit des religieux susdits, pendant les dix années depuis l'émission des vœux.

807. Si les religieux rentrent dans le monde après les dix ans mentionnés à l'article précédent, ceux qui auront été mis en possession de leur biens, seront tenus de leur fournir des alimens, mais jusqu'à concurrence seulement du revenu de ces biens.

Pour la sûreté de cette prestation, les religieux auront droit de prendre inscription hypothécaire tant sur les immeubles qu'ils possédaient à l'époque de l'émission des vœux, que sur ceux qui leur écherront postérieurement, et de réclamer des garanties suffisantes pour la conservation des créances.

Si les héritiers ne veulent ou ne peuvent fournir ces garanties, les créances seront mises en séquestre, dont les rentes appartiendront aux héritiers, sous l'obligation ci-dessus mentionnée.

CHAPITRE II.

De l'acceptation et de la répudiation des successions.

SECTION I.

De l'acceptation.

808. Une succession peut être acceptée purement et simplement, ou sous bénéfice d'inventaire.

809. Nul n'est tenu d'accepter une succession qui lui est échue.

810. Les femmes mariées ne peuvent pas valablement accepter une succession sans les autorisations requises par les articles 93 et suivans.

Lorsque, sur le refus du mari, la femme est autorisée par la chambre pupillaire, les créanciers, en cas d'insuffisance des biens de la succession, ne peuvent poursuivre leur paiement sur les autres biens de la femme qu'en respectant la jouissance qui en appartient au mari.

Les filles et les veuves majeures ne peuvent accepter une succession qu'avec le consentement de leur conseil judiciaire.

811. Les successions échues aux mineurs et aux interdits, ne peuvent valablement être acceptées que conformément aux dispositions du Titre *de la minorité, de la tutelle et de l'émancipation.*

812. Les successions échues aux mineurs sou-

mis à la puissance paternelle, ne pourront être acceptées par le père qu'avec l'autorisation de la chambre pupillaire.

S13. L'effet de l'acceptation remonte au jour de l'ouverture de la succession.

S14. La faculté d'accepter une succession se prescrit par le laps de trente ans.

S15. L'acceptation d'une succession ne se présume pas.

Elle peut être expresse ou tacite.

Elle est expresse, quand on prend le titre ou la qualité d'héritier dans un acte authentique ou sous seing privé.

Elle est tacite, quand l'héritier fait un acte qui suppose nécessairement son intention d'accepter, et qu'il n'aurait droit de faire qu'en sa qualité d'héritier.

S16. Les actes purement conservatoires, de surveillance et d'administration provisoire, ne sont pas des actes d'addition d'hérédité, si l'on n'y a pas pris le titre ou la qualité d'héritier.

S17. La donation, la vente ou le transport que fait de ses droits successifs un des cohéritiers, soit à un étranger, soit à tous ses cohéritiers, soit à quelqu'un d'eux, emporte de sa part acceptation de la succession.

S18. Il en est de même de la renonciation, même gratuite, que fait un des héritiers au profit d'un ou de plusieurs de ses cohéritiers, ainsi que de la re-

nonciation qu'il fait, même au profit de tous les cohéritiers indistinctement, lorsqu'il en reçoit le prix.

S19. La renonciation n'emporte point acceptation de la succession, lorsqu'elle est faite gratuitement au profit de tous les cohéritiers testamentaires ou ab intestat, auxquels la portion du renonçant serait dévolue à son défaut.

S20. Lorsque celui à qui une succession est échue, est décédé sans l'avoir répudiée ou acceptée expressément ou tacitement, il transmet à ses héritiers le droit de l'accepter ou de la répudier.

S21. Si ces héritiers ne sont pas d'accord pour accepter ou pour répudier la succession, elle doit être acceptée sous bénéfice d'inventaire.

S22. Les héritiers qui ont accepté la succession du défunt peuvent néanmoins répudier la succession qui lui était échue et qu'il n'avait point encore acceptée; mais la renonciation à la succession du défunt emporte la renonciation à toute succession qui lui aurait été déférée,

S23. L'héritier ne peut attaquer l'acceptation expresse ou tacite qu'il a faite d'une succession, que dans le cas où cette acceptation aurait été la suite d'un dol pratiqué envers lui.

Il ne peut jamais réclamer sous prétexte de lésion, si ce n'est envers les légataires, et dans le cas seulement où la succession se trouverait absorbée ou diminuée du plus du tiers, par la décou-

verte d'un testament inconnu au moment de l'acceptation.

SECTION II.

De la renonciation aux successions.

824. La renonciation à une succession ne se présume pas.

Elle ne peut avoir lieu que par une déclaration faite au juge de première instance du lieu où la succession s'est ouverte, assisté de son greffier.

Elle sera rendue publique par le juge, dans les formes prescrites par le Code de procédure civile.

825. L'héritier qui renonce est censé n'avoir jamais été héritier.

Néanmoins, sa renonciation ne le prive pas du droit de réclamer les legs faits à son profit.

826. Dans les successions *ab intestat*, la part du renonçant est dévolue à ceux qui y seraient appelés si le renonçant n'existait pas.

827. Dans les successions testamentaires, la part du renonçant est dévolue à ses cohéritiers, ou aux héritiers légitimes, d'après les principes posés aux articles 711 et 715 et à l'article précédent.

828. Dans les successions *ab intestat*, le cohéritier auquel est dévolue la part du renonçant, peut la répudier, tout en conservant la part à laquelle il est appelé directement.

829. Les créanciers de celui qui renonce au préjudice de leurs droits, peuvent accepter la succession du chef de leur débiteur, et en son lieu et place.

Cette acceptation aura lieu sous bénéfice d'inventaire.

Dans ce cas la renonciation n'est annulée qu'en faveur des créanciers, et jusqu'à concurrence seulement de leurs créances; elle ne l'est pas au profit de l'héritier qui a renoncé.

830. La succession peut toujours être répudiée, tant qu'il n'y a pas eu d'acceptation expresse ou tacite.

Cependant si l'héritier ne se déclare pas sur l'acceptation ou la renonciation dans les trois mois dès l'ouverture de la succession, ceux qui sont appelés à succéder à son défaut peuvent l'obliger à le faire dans un nouveau délai de six mois, à peine d'être déchu de son droit de successibilité.

L'héritier qui ne se déclare pas sur l'acceptation ou la renonciation dans les trois mois dès l'ouverture de la succession, est de plus passible des frais de poursuites dirigées contre lui, à moins qu'il ne justifie qu'il n'a pas eu connaissance du décès du défunt; dans quel cas les frais sont à la charge de la succession.

831. Tant que la prescription du droit d'accepter n'est pas acquise contre les héritiers qui ont

renoncé, ils ont la faculté d'accepter encore la succession, si elle n'a pas déjà été acceptée par d'autres héritiers, le conjoint survivant, l'enfant naturel ou l'Etat; sans préjudice néanmoins des droits qui peuvent être acquis à des tiers sur les biens de la succession, soit par prescription, soit par actes valablement faits avec le curateur à la succession vacante.

832. On ne peut, même par contrat de mariage, renoncer à la succession d'un homme vivant, ni aliéner les droits éventuels qu'on peut avoir à cette succession.

833. Les héritiers qui auraient diverti ou recelé des effets d'une succession, sont déchus de la faculté d'y renoncer : ils demeurent héritiers purs et simples, nonobstant leur renonciation.

SECTION III.

Du bénéfice d'inventaire, de ses effets, et des obligations de l'héritier bénéficiaire.

834. Un héritier peut demander à être admis au bénéfice d'inventaire, quelle que soit la défense faite à cet égard par le testateur, et lors même que d'autres héritiers auraient accepté la succession purement et simplement.

835. Tant que la faculté d'accepter la succession n'est pas prescrite, l'héritier conserve le droit

de demander le bénéfice d'inventaire, s'il n'a pas d'ailleurs fait acte d'héritier.

836. La demande du bénéfice d'inventaire doit être faite au juge de première instance du lieu où la succession s'est ouverte, assisté de son greffier.

837. Ensuite de la demande du bénéfice d'inventaire, le juge devra désigner d'office une personne chargée d'administrer les biens.

Cette administration sera confiée de préférence à l'héritier, s'il présente des garanties suffisantes.

838. Le juge devra également faire procéder, d'office, à l'inventaire fidèle et exact des biens de la succession, et inviter les créanciers et les légataires, d'après les formalités prescrites par le Code de procédure civile pour les discussions, à faire inscrire leurs prétentions au greffe, sous la peine portée à l'article 843.

839. S'il existe dans la succession des objets susceptibles de dé périr ou dispendieux à conserver, l'administrateur de la succession fera procéder à la vente de ces effets, après y avoir été autorisé par le juge.

Cette vente se fera dans les formes prescrites pour la vente des meubles en cas de discussion.

840. Dans les trois mois dès que les vérifications des inscriptions seront terminées, l'héritier bénéficiaire sera tenu d'accepter la succession ou d'y renoncer.

Pendant ce délai, il ne pourra être obtenu de condamnation contre l'héritier.

841. Si l'héritier ne se déclare pas dans le terme fixé à l'article précédent, il sera censé avoir renoncé à la succession, et, s'il n'y a pas d'héritiers purs et simples, il sera procédé à la discussion de la succession.

842. L'héritier qui s'est rendu coupable de recelé, ou qui a omis, sciemment et de mauvaise foi, de comprendre dans l'inventaire des effets de la succession, est déchu du bénéfice d'inventaire.

843. L'effet du bénéfice d'inventaire est de mettre l'héritier bénéficiaire à portée de connaître la valeur de la succession, et, en cas d'acceptation, de n'être tenu, envers les créanciers et les légataires qui n'ont pas fait inscrire leurs prétentions, ou dont les prétentions n'ont pas été admises par défaut de vérifications, que jusqu'à concurrence de la valeur des biens qu'il a recueillis.

844. Si les héritiers ou successeurs à titre universel n'ont pas fait usage du bénéfice d'inventaire, ils sont tenus au paiement de toutes les dettes héréditaires, lors même qu'elles excèderaient la valeur des biens de la succession; mais pour réclamer la réduction des donations et des legs, il suffira qu'ils puissent établir de toute autre manière la consistance de ces biens.

845. Les créanciers hypothécaires qui, ensuite

de l'invitation mentionnée à l'article 838 ne feraient pas inscrire leurs prétentions, ou dont les prétentions ne seraient pas admises par défaut de vérifications, sont déchus de leur droit d'hypothèque.

846. Les frais occasionnés par la demande du bénéfice d'inventaire sont à la charge de toute la succession, à moins qu'il n'y ait des héritiers purs et simples, dans quel cas ces frais seront payés sur la part afférente aux héritiers bénéficiaires.

SECTION IV.

Des successions vacantes.

847. Lorsque les héritiers légitimes auront laissé écouler le délai de trois mois sans se mettre en possession de la succession, sans y renoncer ou sans demander le bénéfice d'inventaire, le juge du lieu où la succession est ouverte, nommera d'office ou à la demande des intéressés, un curateur à la succession, et invitera, d'après les formalités prescrites par le Code de procédure civile, tous les prétendants à titre d'héritiers à faire inscrire leurs prétentions au greffe.

Dans le cas d'urgence, le curateur sera nommé dès que les circonstances l'exigeront.

848. Le curateur à la succession est tenu, avant tout, d'en faire constater l'état par un inventaire ; il

en exerce et poursuit les droits; il répond aux demandes formées contre elle, et en administre les biens.

849. Si aucun héritier ne s'est présenté ensuite de l'invitation mentionnée à l'article 847, la succession est réputée vacante, et il sera procédé à la discussion.

L'excédant, s'il y en a, sera versé à la caisse d'Etat, sauf aux ayant-droit la faculté de le réclamer.

CHAPITRE III.

Du partage.

850. Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision; et le partage peut être toujours provoqué, nonobstant prohibitions ou conventions contraires.

On peut cependant convenir de suspendre le partage pendant un temps limité : cette convention ne peut être obligatoire au-delà de cinq ans; mais elle peut être renouvelée.

Le testateur peut aussi défendre le partage de la portion disponible pendant un temps qui n'excèdera pas cinq ans.

851. L'action en partage, à l'égard des fils de famille, des mineurs ou des interdits, peut être exercée par leurs pères, tuteurs ou curateurs spécialement autorisés par la chambre pupillaire.

S'il y a plusieurs mineurs qui aient des intérêts opposés dans le partage, il doit leur être donné à chacun un tuteur spécial et particulier.

852. La femme majeure mariée à un majeur non interdit, ne peut provoquer le partage sans le consentement de son mari.

Si le mari refuse son consentement, ou si la femme est mineure, elle ne peut provoquer le partage sans l'autorisation de la chambre pupillaire.

Si le mari, par un motif quelconque, n'a pas l'administration des biens de sa femme, celle-ci exerce l'action en partage avec l'autorisation qui serait nécessaire si elle n'était pas mariée.

La fille et la veuve majeures intentent cette action avec le consentement de leur conseil judiciaire.

853. L'action en partage, à l'égard du cohéritier en état de présomption d'absence, est exercée par le curateur aux biens du présumé absent, avec l'autorisation de la chambre pupillaire.

A l'égard du cohéritier dont l'absence est déclarée, l'action appartient aux parens envoyés en possession.

854. Le mari ne peut, sans le concours de sa femme, provoquer le partage des biens à elle échus; il peut seulement, s'il a le droit de jouir de ces biens, demander un partage provisionnel.

Les cohéritiers de la femme ne peuvent provo-

quer le partage définitif qu'en mettant en cause le mari et la femme.

855. L'action en partage, et les contestations qui peuvent s'élever entre les copartageans dans le cours des opérations; celles auxquelles peut donner lieu l'exécution du partage; ou celles qui auraient pour objet de le faire rescinder, sont soumises au tribunal du lieu de l'ouverture de la succession.

856. Si l'un des cohéritiers refuse de consentir au partage, ou s'il s'élève des contestations soit sur le mode d'y procéder, soit sur la manière de le terminer, le juge prononce comme en matière sommaire.

Il peut, au besoin, désigner quelqu'un pour représenter les cohéritiers qui refusent d'y procéder.

857. Chacun des cohéritiers peut demander sa part, en nature, des meubles et immeubles de la succession.

858. Si les immeubles ne peuvent pas se partager commodément, ils doivent être vendus aux enchères publiques, en la forme établie pour la vente des immeubles des mineurs.

Néanmoins si les copartageans sont tous majeurs, non interdits et qu'ils y consentent, la vente peut se faire par licitation entre eux.

859. Chaque cohéritier fait rapport à la masse, suivant les règles qui seront ci-après établies, des

dons qui lui ont été faits et des sommes dont il est débiteur.

860. Si le rapport n'est pas fait en nature, les cohéritiers à qui il est dû, prélèvent une portion égale sur la masse de la succession.

Les prélèvements se font, autant que possible, en objets de même nature, qualité et bonté que les objets non rapportés en nature.

861. Après ces prélèvements, il est procédé sur ce qui reste dans la masse, à la composition d'autant de lots égaux qu'il y a d'héritiers copartageans ou de souches copartageantes.

862. Dans la formation et composition des lots, on doit éviter autant que possible de morceler les fonds; et il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur.

863. L'inégalité des lots en nature se compense par un retour, soit en créances, soit en argent.

864. Les lots sont faits par les héritiers, et, s'ils ne peuvent convenir entre eux, par un ou plusieurs experts.

Ils sont ensuite tirés au sort.

865. Avant de procéder au tirage des lots, chaque copartageant est admis à proposer ses réclamations contre leur formation.

Il pourra aussi demander une révision de taxe.

S66. Les règles établies pour la division des masses à partager, sont également observées dans la subdivision à faire entre les souches copartageantes.

S67. Tout partage qui a pour objet des immeubles, et dans lequel des femmes mariées, des mineurs, des interdits ou des absens sans procureur sont intéressés, sera écrit par le greffier, en présence du juge, ou par un notaire, à peine de nullité.

S68. Toute personne, même parente du défunt, qui n'est pas son successible, et à laquelle un cohéritier aurait cédé son droit à la succession, peut être écartée du partage, soit par tous les cohéritiers, soit par un seul, en lui remboursant le prix de la cession.

S69. Après le partage, remise doit être faite à chacun des copartageans, des titres particuliers aux objets qui lui seront échus.

Les titres d'une propriété divisée restent à celui qui a la plus grande part, à la charge d'en aider ceux de ses copartageans qui y auront intérêt, quand il en sera requis.

Les titres communs à toute l'hérédité sont remis à celui que tous les héritiers ont choisi pour en être le dépositaire, à la charge d'en aider les copartageans, à toute réquisition.

S'il y a difficulté sur ce choix, il est réglé par le juge.

870. Les créanciers d'un copartageant, pour éviter que le partage ne soit fait en fraude de leurs droits, peuvent s'opposer à ce qu'il y soit procédé hors de leur présence : ils ont le droit d'y intervenir à leurs frais ; ils ne peuvent attaquer un partage consommé, à moins, toutefois, qu'il n'y ait été procédé sans eux, et au préjudice d'une opposition qu'ils auraient formée.

CHAPITRE IV.

Des rapports et des imputations.

871. Les donations entre-vifs faites par un ascendant à un descendant successible, sont censées faites à titre d'avancement d'hoirie, et doivent être rapportées à la masse par le donataire venant à la succession de l'ascendant, même en qualité d'héritier bénéficiaire, avec ses frères ou sœurs ou descendants d'eux, à moins que le donateur n'ait autrement disposé.

872. Lors même que dans le cas de l'article précédent, l'enfant ou descendant aurait été expressément dispensé du rapport, il ne pourra retenir la donation que jusqu'à concurrence de la portion disponible : l'excédant est sujet à rapport.

873. L'héritier qui renonce à la succession peut

cependant réclamer le legs à lui fait. Il peut aussi retenir la donation entre-vifs jusqu'à concurrence de la portion disponible, si la donation a été faite à titre de préciput et hors part; et jusqu'à concurrence de la part héréditaire à laquelle il aurait eu droit en cas d'acceptation, si la donation a été faite à titre d'avancement d'hoirie.

874. Le don fait à celui qui n'était pas héritier présomptif du donateur lors de la donation, mais qui se trouve successible au jour de l'ouverture de la succession, n'est pas sujet à rapport.

875. Les donations faites au descendant de celui qui se trouve successible à l'époque de l'ouverture de la succession, sont toujours réputées faites avec dispense de rapport.

L'ascendant venant à la succession du donateur n'est pas tenu de les rapporter.

876. Pareillement, le descendant venant de son chef à la succession du donateur, n'est pas tenu de rapporter le don fait à son ascendant, même quand il aurait accepté la succession de celui-ci.

Mais s'il ne vient que par représentation, il doit rapporter ce qui avait été donné à l'ascendant, même dans le cas où il aurait répudié sa succession.

877. Les donations faites au conjoint d'un descendant, sont réputées faites avec dispense du rapport.

Si les donations sont faites conjointement à deux

époux, dont l'un seulement est descendant du donateur, la portion qui lui est donnée est seule sujette à rapport.

878. Le rapport est dû de ce qui a été employé pour l'établissement d'un des cohéritiers et pour le paiement de ses dettes.

879. Tout ce qui est laissé par testament est dispensé du rapport, à moins que le testateur n'ait ordonné le contraire, et sauf l'exception établie à l'article 895.

880. Les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage, les frais ordinaires d'équipement, ceux de noces et les présens d'usage ne doivent pas être rapportés.

881. L'immeuble qui a péri par cas fortuit et sans la faute du donataire, n'est pas sujet à rapport.

Si l'immeuble qui a péri avait été aliéné par le donataire, celui-ci devrait en rapporter le prix.

882. Les fruits et les intérêts des choses sujettes à rapport ne sont dûs qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession.

883. Le rapport n'est dû que par l'héritier en ligne descendante à son cohéritier, conformément à la disposition de l'art. 871 ; il n'est dû ni aux autres héritiers, ni aux légataires, ni aux créanciers de l'hoirie, à moins que le donateur ou le testateur ne l'ait ordonné, et sauf ce qui est prescrit par les articles 607 et 895.

SS4. Le rapport se fait en nature ou en moins prenant, au choix du donataire.

SS5. Le rapport n'a lieu qu'en moins prenant, quand le donataire a aliéné ou hypothéqué l'immeuble avant l'ouverture de la succession.

SS6. Le rapport en moins prenant est dû de la valeur de l'immeuble à l'époque de l'ouverture de la succession.

SS7. Dans tous les cas, il doit être tenu compte au donataire, des impenses qui ont amélioré la chose, eu égard à ce dont sa valeur se trouve augmentée au temps du partage.

SS8. Il doit être pareillement tenu compte au donataire des impenses nécessaires qu'il a faites pour la conservation de la chose, encore qu'elles n'aient point amélioré le fonds.

SS9. Le donataire, de son côté, doit tenir compte des dégradations et détériorations qui ont diminué la valeur de l'immeuble, par son fait ou par sa faute ou négligence.

SS10. Dans le cas où l'immeuble a été aliéné par le donataire, les améliorations et dégradations faites par l'acquéreur doivent être imputées conformément aux trois articles précédens.

SS11. Lorsque le don d'un immeuble fait à un descendant successible avec dispense du rapport, excède la quotité disponible, le donataire peut, à son choix, ou rapporter l'immeuble en nature, ou le

retenir en totalité, sauf à moins prendre et à récompenser ses cohéritiers en argent ou autrement.

892. Le cohéritier qui fait le rapport en nature d'un immeuble, peut en retenir la possession jusqu'au remboursement effectif des sommes qui lui sont dues pour impenses ou améliorations.

893. Le rapport du mobilier ne se fait qu'en moins prenant. Il se fait sur le pied de la valeur du mobilier lors de la donation, d'après l'état estimatif annexé à l'acte; et, à défaut de cet état, d'après une estimation par experts, à juste prix.

894. Le rapport de l'argent donné se fait en moins prenant dans le numéraire de la succession.

En cas d'insuffisance, le donataire peut se dispenser de rapporter du numéraire, en abandonnant, jusqu'à due concurrence, du mobilier, et, à défaut de mobilier, des immeubles de la succession.

895. Nonobstant ce qui est porté aux articles 879 et 883, lorsque le donataire ou le légataire ayant droit à la portion réservée par la loi, demande la réduction des dispositions faites au profit d'un cohéritier ou d'un légataire même étranger, en soutenant qu'elles excèdent la portion disponible, il doit imputer sur sa réserve les donations et les legs qui lui ont été faits, à moins qu'il n'en ait été formellement dispensé.

La dispense d'imputation ne pourra cependant

avoir aucun effet au préjudice d'un donataire antérieur.

Tout autre objet dont le rapport ne serait pas dû d'après les règles précédemment établies, sera pareillement dispensé de l'imputation.

CHAPITRE V.

Du paiement des dettes.

896. Les héritiers ou successeurs à titre universel sont tenus des dettes et charges de la succession, personnellement pour la part et portion qu'ils y prennent, et hypothécairement pour le tout ; sauf leur recours, s'il y a lieu, contre les autres héritiers ou successeurs à titre universel, à raison de la part pour laquelle chacun d'eux doit y contribuer.

897. Le cohéritier ou successeur à titre universel qui, par l'effet de l'hypothèque, a payé au-delà de sa part de la dette commune, n'a de recours contre les autres cohéritiers ou successeurs à titre universel, que pour la part que chacun d'eux doit personnellement en supporter, même dans le cas où le cohéritier, qui a payé la dette, se serait fait subroger aux droits des créanciers ; néanmoins, le cohéritier conservera la faculté de réclamer le paiement de sa créance personnelle, comme tout autre

créancier, sous la déduction de la part de cette créance qui serait à sa charge comme héritier.

898. En cas d'insolvabilité d'un des héritiers, sa part dans la dette hypothécaire est répartie sur tous les autres au prorata de la portion héréditaire de chacun.

899. Les créanciers et légataires de la succession peuvent demander, dans tous les cas, la séparation du patrimoine du défunt d'avec le patrimoine de l'héritier.

900. Ce droit ne peut cependant plus être exercé lorsqu'il y a novation dans la créance contre le défunt, par l'acceptation de l'héritier pour débiteur.

901. Le droit de séparation se conserve sur les immeubles de la succession, par la seule inscription prise sur chacun de ces immeubles, dans les six mois dès l'ouverture de la succession, sans qu'il soit nécessaire que cette inscription soit précédée ou accompagnée d'une demande adressée à qui que ce soit.

Ce droit, en ce qui concerne les meubles, ne peut être exercé que tant qu'ils sont possédés par l'héritier, et il se prescrit par le laps de trois ans.

902. Dans les six mois mentionnés à l'article précédent, aucune aliénation des immeubles de la succession ne peut avoir lieu au préjudice du droit de séparation des patrimoines.

Toutefois, ce droit pourra encore être exercé après les six mois quant aux immeubles qui existent dans la main de l'héritier, ou quant au prix qui serait encore dû de ceux qui auraient été aliénés; mais sans préjudice du droit que des tiers auraient acquis sur ces biens dans l'intervalle.

903. L'inscription prise sur les immeubles de la succession en vertu du droit de séparation des patrimoines, donne à ceux qui l'ont requise le droit de les suivre entre les mains des tiers détenteurs.

904. Si l'inscription a été prise dans le terme mentionné à l'article 901, ou même après ce terme, mais avant le partage de la succession, le créancier qui l'a requise peut agir hypothécairement, pour la totalité de sa créance, contre l'héritier au lot duquel est échu l'immeuble sur lequel l'inscription a été prise.

Si ce droit n'a été exercé qu'après les termes ci-dessus mentionnés, le créancier ne peut agir contre chacun des héritiers que pour leur part héréditaire.

905. Les créanciers de la succession qui ont demandé la séparation des patrimoines, sont préférés, jusqu'à concurrence de l'inscription qu'ils ont prise, tant aux créanciers de l'héritier qu'aux créanciers chirographaires de la succession qui n'ont pas fait usage de ce droit. Mais en cas d'insuffisance de ces biens, ils n'auront recours sur ceux de l'héri-

tier qu'après que tous les créanciers personnels de ce dernier, antérieurs à la demande en séparation, auront été satisfaits.

906. Les créanciers de l'héritier ne sont point admis à demander la séparation des patrimoines contre les créanciers de la succession.

907. Le légataire particulier n'est pas tenu du paiement des dettes de la succession, sans préjudice néanmoins de l'action hypothécaire des créanciers sur le fonds légué, et sauf le droit de séparation de patrimoine établi ci-dessus ; mais le légataire qui a acquitté la dette dont l'immeuble légué était grevé, demeure subrogé aux droits du créancier contre les héritiers.

CHAPITRE VI.

Des effets du partage et de la garantie des lots.

908. Chaque cohéritier est censé avoir succédé seul et immédiatement à tous les effets compris dans son lot, ou à lui échus sur licitation, et n'avoir jamais eu la propriété des autres effets de la succession.

909. Les cohéritiers demeurent respectivement garans, les uns envers les autres, des troubles et évictions seulement qui procèdent d'une cause antérieure au partage.

La garantie n'a pas lieu, si l'espèce d'éviction

soufferte a été exceptée par une clause particulière et expresse de l'acte de partage ; elle cesse, si c'est par sa faute que le cohéritier souffre l'éviction.

910. Chacun des cohéritiers est personnellement obligé, en proportion de sa part héréditaire, d'indemniser son cohéritier de la perte que lui a causée l'éviction.

Si l'un des cohéritiers se trouve insolvable, la portion dont il est tenu doit être également répartie entre le garanti et tous les héritiers solvables.

911. Les héritiers sont tenus, les uns envers les autres, à la garantie de la solvabilité des débiteurs de la succession.

Cette garantie ne peut être exercée que dans les cinq ans qui suivent le partage.

Il n'y a pas lieu à garantie à raison de l'insolvabilité du débiteur, quand elle n'est survenue que depuis le partage consommé.

CHAPITRE VII.

De la rescision en matière de partage.

912. Les partages peuvent être rescindés pour cause de violence ou de dol.

Il peut aussi y avoir lieu à rescision, lorsqu'un des cohéritiers établit, à son préjudice, une lésion de plus du quart. La simple omission d'un objet de la succession ne donne pas ouverture à l'action en

rescision, mais seulement à un supplément à l'acte de partage.

913. L'action en rescision est admise contre tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre cohéritiers, encore qu'il fût qualifié de vente, d'échange et de transaction, ou de toute autre manière.

Mais après le partage ou l'acte qui en tient lieu, l'action en rescision n'est plus admissible contre la transaction faite sur les difficultés réelles que présentait le premier acte, même quand il n'y aurait pas eu à ce sujet de procès commencé.

914. L'action en rescision n'est pas admise contre une vente de droit successif faite sans fraude à l'un des cohéritiers, à ses risques et périls, par ses autres cohéritiers, ou par l'un d'eux.

915. Pour juger s'il y a eu lésion, on estime les objets suivant leur état et leur valeur à l'époque du partage.

916. Le défendeur à la demande en rescision pour cause de lésion, peut en arrêter le cours et empêcher un nouveau partage, en offrant et en fournissant au demandeur le supplément de sa portion héréditaire, soit en numéraire, soit en nature.

917. Le cohéritier qui a aliéné son lot en tout ou en partie, n'est plus recevable à intenter l'action en rescision pour cause de lésion.

Il n'est pas recevable non plus à intenter l'action

en rescision pour dol ou violence, si l'aliénation qu'il a faite est postérieure à la découverte du dol ou à la cessation de la violence.

918. L'action en rescision pour cause de lésion se prescrit par deux années à compter du partage; celle en rescision pour dol ou violence se prescrit par quatre années depuis la découverte du dol ou la cessation de la violence.



TITRE V.

DES DONATIONS ENTRE-VIFS.

919. La donation entre-vifs est un acte spontané de libéralité, par lequel le donateur se dépouille actuellement et irrévocablement de la chose donnée, en faveur du donataire qui l'accepte.

920. Est aussi réputé donation tout acte de libéralité ayant pour cause la reconnaissance du donateur, le mérite du donataire, les services particuliers qu'on veut récompenser, ainsi que tout acte de libéralité par lequel on imposerait quelque charge au donataire.

CHAPITRE I^{er}.*De la forme des donations entre-vifs.*

921. Toute donation entre-vifs doit être faite par acte passé devant notaire, dans la forme ordinaire des contrats, sous peine de nullité.

Cette disposition n'est pas applicable au don manuel de meubles corporels.

922. La donation entre-vifs n'engagera le donateur et ne produira son effet que du jour où elle aura été acceptée en termes exprès.

L'acceptation pourra être faite ou dans l'acte même, ou par un acte devant notaire passé postérieurement et du vivant du donateur; mais, dans ce dernier cas, la donation n'aura d'effet, à l'égard du donateur, que du jour où l'acte d'acceptation lui aura été notifié.

923. Si le donataire est majeur, l'acceptation doit être faite par lui, ou en son nom, par la personne fondée de sa procuration, portant pouvoir exprès d'accepter la donation faite, ou un pouvoir général d'accepter les donations qui auraient été ou qui pourraient lui être faites.

924. La femme mariée ne pourra accepter une donation sans l'autorisation de son mari.

Si la femme est mineure, et s'il s'agit d'une do-

nation qui impose quelque obligation au donataire, il faut de plus l'autorisation de la chambre pupillaire.

925. Si le mari refuse d'autoriser sa femme, la chambre pupillaire pourra l'autoriser, après avoir entendu ou appelé le mari.

926. Si le mari se trouve dans l'un des cas prévus à l'article 96, les donations ne pourront être acceptées par la femme qu'avec l'autorisation qui serait nécessaire si elle n'était pas mariée.

927. La fille majeure ne peut accepter une donation sans le consentement de son conseil judiciaire, ou en cas de refus de sa part, sans l'autorisation de la chambre pupillaire.

928. La donation faite à un mineur ou à un interdit, doit être acceptée par le père, sous la puissance duquel se trouve le mineur, ou, dans les autres cas, par le tuteur ou le curateur.

En cas de refus de leur part, ou s'il s'agit d'une donation qui impose quelque obligation au donataire, l'acceptation aura lieu sous l'autorisation de la chambre pupillaire.

929. Les donations faites aux personnes ou corps moraux seront acceptées par les administrateurs qui y seront autorisés par les réglemens respectifs, en se conformant à ce qui est prescrit par l'article 595 pour les donations testamentaires.

930. La donation dûment acceptée sera parfaite entre les parties, et la propriété des objets sera

transférée au donataire, sans qu'il soit besoin de tradition.

Les donations en vue d'un mariage certain et déterminé, faites avant sa célébration, soit par les conjoints l'un à l'autre, soit par tout autre en faveur de ceux-ci et des descendants à naître de leur mariage, ne pourront être attaquées par défaut d'acceptation.

931. Lorsque la donation d'immeubles sera acceptée par acte séparé, cet acte ainsi que sa notification, faite conformément à l'article 922, seront transcrits au bureau de la conservation des hypothèques dans chaque arrondissement de la situation des biens; et mentionnés en marge de la transcription de l'acte de donation.

932. La donation entre-vifs ne pourra comprendre que les biens présents du donateur; si elle comprend des biens à venir, elle sera nulle à cet égard, sauf ce qui est établi pour les donations en vue de mariage.

Si la donation consiste dans l'obligation de payer une somme, ou autre chose déterminée seulement par le genre auquel elle appartient, elle sera considérée comme donation de biens présents, lors même que le paiement ne devrait se faire qu'à la mort du donateur et sur les biens qu'il laissera à son décès.

933. Toute donation faite sous une condition

impossible, contraire aux lois et aux bonnes mœurs, sera nulle.

934. En cas que le donateur se soit réservé la liberté de disposer d'un effet compris dans la donation, ou d'une somme fixe sur les biens donnés, s'il meurt sans en avoir disposé, le dit effet ou la dite somme appartiendra aux héritiers du donateur, nonobstant toutes clauses ou stipulations contraires.

935. Le donateur pourra stipuler le droit de retour des objets donnés, soit pour le cas de prédécès du donataire seul, soit pour le cas de prédécès du donataire et de ses descendants,

Le droit de retour ne peut être stipulé que dans les limites dans lesquelles il est permis de substituer.

936. L'effet du droit de retour sera de résoudre toutes les aliénations des biens donnés et de faire revenir ces biens au donateur francs et quittes de toutes charges et hypothèques.

937. Les substitutions ne sont permises par donations entre-vifs, que dans les cas et dans les limites déterminées pour les actes de dernière volonté.

La nullité de la substitution ne portera aucune atteinte à la validité de la donation.

938. Le donateur pourra réserver à son profit, ou au profit d'une ou de plusieurs autres personnes, mais non pas successivement, l'usage ou l'usufruit

des biens meubles ou immeubles compris dans la donation.

939. Lorsque la donation d'effets mobiliers aura été faite avec réserve d'usufruit, au profit du donateur ou d'un tiers, le donataire sera tenu, à l'expiration de l'usufruit, de prendre les effets donnés qui existeront en nature, dans l'état où ils seront, non détériorés par le dol ou par la faute de l'usufruitier, et il aura action contre ce dernier pour les objets non existans, à moins qu'ils n'aient péri sans sa faute.

CHAPITRE II.

De la capacité de disposer et de recevoir par donation entre-vifs.

940. Sont incapables de disposer par donation entre-vifs :

Celui qui ne peut pas tester ;

Les mineurs, les interdits et les personnes placées sous conseil judiciaire, conformément à l'article 325. Cependant les fils de famille pourront, avec l'autorisation de leur père majeur et non interdit, et les autres incapables ci-dessus mentionnés, avec l'autorisation de la chambre pupillaire, donner par contrat de mariage à l'autre époux, tout ce que la loi permet à l'époux majeur et non interdit de donner à l'autre conjoint.

941. La femme majeure ne pourra donner entre-vifs sans l'autorisation de la chambre pupillaire.

Cependant elle pourra, avec la seule autorisation de son mari, faire des donations en vue d'un mariage certain et déterminé, à moins que ce ne soit au profit des parens du mari jusqu'au troisième degré inclusivement; dans quel cas l'autorisation de la chambre pupillaire est pareillement nécessaire.

942. Lorsque la donation faite par la femme aura eu lieu sans le consentement du mari, elle ne préjudiciera pas à son droit de jouissance.

943. La fille majeure ne pourra donner entre-vifs sans le consentement de son conseil judiciaire.

Elle pourra cependant, par contrat de mariage, donner à son mari sans ce consentement; mais cette donation ne pourra, dans aucun cas, excéder la moitié de ses biens.

944. Les personnes incapables de recevoir par testament, ne peuvent acquérir par donation entre-vifs, même sous le nom de personnes interposées, dans les cas déterminés et suivant ce qui est réglé au Titre *des successions testamentaires*, Chapitre *de la capacité de disposer et de recevoir par testament*.

945. Toute donation entre-vifs au profit d'un incapable est nulle, quoiqu'elle soit déguisée sous la forme d'un contrat onéreux.

L'incapacité résultant de la perte des droits civils

ou de l'exercice de ces mêmes droits, en vertu d'un jugement de condamnation, même prononcé en contumace, rend également la donation nulle, lors même que l'incapacité qui existait au temps de la donation, aurait cessé à l'époque de l'acceptation.

CHAPITRE III.

De la réduction des donations entre-vifs.

946. Les donations entre-vifs, celles même qui, en vue de mariage, seraient faites soit entre époux, soit par des tiers aux époux ou aux enfans à naître, seront réductibles à la quotité disponible, suivant les règles établies au Titre *des successions testamentaires*, Chapitre *de la portion dont on peut disposer par testament*, lorsqu'à l'époque du décès du donateur elles excéderont cette quotité.

On observera pour la réduction des donations entre-vifs, ce qui est prescrit par l'article 604 et par les articles 606 et suivans de la Section II du même chapitre, pour la réduction des dispositions testamentaires.

947. La réduction des donations entre-vifs ne peut être demandée que par ceux au profit desquels la loi établit une légitime ou réserve, par leurs héritiers ou ayant-cause.

Les donataires, les légataires ni les créanciers du défunt ne peuvent demander cette réduction ni en profiter.

948. Il n'y aura jamais lieu à réduire les donations entre-vifs, qu'après avoir épuisé la valeur de tous les biens compris dans les dispositions testamentaires, et lorsqu'il y aura lieu à cette réduction, elle se fera en commençant par la dernière donation, et ainsi de suite, en remontant des dernières aux plus anciennes.

949. Le donataire restituera les fruits de ce qui excèdera la portion disponible, à compter du jour du décès du donateur, si la demande judiciaire en réduction a été faite dans l'année, sinon du jour de la demande.

950. Les immeubles à recouvrer par l'effet de la réduction, le seront sans hypothèques ou autres charges créées par le donataire.

951. L'action en réduction ou revendication pourra être exercée par les héritiers contre les tiers détenteurs des immeubles faisant partie des donations et aliénés par les donataires, de la même manière et dans le même ordre que contre les donataires eux-mêmes. Cependant les donataires ou leurs ayant-cause pourront empêcher la revendication en payant en argent ce qui pourrait être dû pour les réserves.

Cette action devra être exercée suivant l'ordre des dates des aliénations, en commençant par la plus récente.

CHAPITRE IV.

*Des exceptions à la règle de l'irrévocabilité
des donations entre-vifs.*

952. La donation entre-vifs ne pourra être révoquée que pour cause d'inexécution des conditions sous lesquelles elle aura été faite, pour cause d'ingratitude et pour cause de survenance d'enfans.

Cette révocation aura lieu avec ou sans charges créées par le donataire, conformément aux articles suivans; et ce encore que la donation n'aurait pas été transcrite.

953. Dans le cas de révocation pour cause d'inexécution des conditions, les biens rentreront dans les mains du donateur, libres de toutes charges et hypothèques du chef du donataire, et le donateur aura, contre les tiers détenteurs des immeubles donnés, tous les droits qu'il aurait contre le donataire lui-même.

954. La donation entre-vifs ne pourra être révoquée pour cause d'ingratitude, que dans les cas suivans :

- Si le donataire a attenté à la vie du donateur;
S'il s'est rendu coupable envers lui de sévices,
délits ou injures graves;
S'il lui refuse des alimens.

955. La révocation pour cause d'inexécution des conditions, ou pour cause d'ingratitude, n'aura jamais lieu de plein droit.

956. La demande en révocation pour cause d'ingratitude devra être formée dans l'année, à compter du jour du fait imputé par le donateur au donataire, ou du jour que ce fait aura pu être connu par le donateur.

957. La révocation pour cause d'ingratitude ne pourra être demandée par le donateur contre les héritiers du donataire, ni par les héritiers du donateur contre le donataire. Cependant si l'action avait été intentée par le donateur contre le donataire, et que l'un ou l'autre fut décédé pendant l'instance, il pourra y être donné suite par les héritiers et contre les héritiers.

L'action pourra aussi être intentée par les héritiers du donateur, si celui-ci est décédé dans l'année du fait imputé. Mais si le donateur est décédé sans avoir eu connaissance de ce fait, le délai mentionné à l'article précédent ne commencera à courir contre les héritiers du donateur qu'à dater du décès de ce dernier, ou du jour où ils auront pu connaître le fait d'ingratitude.

958. La révocation pour cause d'ingratitude ne préjudiciera ni aux aliénations faites par le donataire, ni aux hypothèques et autres charges réelles

qu'il aura pu imposer sur les biens compris dans la donation, pourvu que le tout soit antérieur à la transcription mentionnée à l'article suivant.

Dans le cas de révocation, le donataire sera condamné à restituer la valeur des objets aliénés, eu égard au temps de la demande, et les fruits, à compter du jour de cette demande.

959. La demande en révocation pour cause d'ingratitude sera transcrite au bureau des hypothèques, en désignant les immeubles qui en font l'objet, conformément à l'article 1892, et sera rappelée en marge de la transcription de la donation.

960. Les donations en faveur de mariage ne seront pas révocables pour cause d'ingratitude.

961. Toutes donations entre-vifs faites par des personnes qui n'avaient point d'enfans ou descendans légitimes, vivans au temps de la donation, de quelque valeur que ces donations puissent être, et à quelque titre qu'elles aient été faites, et encore qu'elles fussent mutuelles ou rémunératoires, même celles qui auraient été faites en faveur de mariage, par toute autre personne que par les conjoints l'un à l'autre, demeureront révoquées de plein droit par la survenance d'un enfant légitime du donateur, même d'un posthume, ou par la légitimation d'un enfant naturel par mariage subséquent, s'il est né depuis la donation.

S'il s'agit de donations mutuelles, et qu'il sur-

viennent un enfant à l'un des donateurs, la donation faite par l'autre est également révoquée.

962. Cette révocation aura lieu encore que l'enfant du donateur fût conçu au temps de la donation.

963. La survenance d'un enfant né d'un mariage nul, contracté de bonne foi au moins par l'un des époux, opérera aussi la révocation même de la donation faite par l'époux qui a contracté de mauvaise foi.

964. La donation demeurera pareillement révoquée, lors même que le donataire serait entré en possession des biens donnés, et qu'il y aurait été laissé par le donateur depuis la survenance de l'enfant; sans néanmoins que le donataire soit tenu de restituer les fruits par lui perçus, de quelque nature qu'ils soient, si ce n'est du jour de la demande judiciaire pour recouvrer la possession des biens donnés.

965. Les biens compris dans la donation révoquée de plein droit, rentreront dans le patrimoine du donateur libres de toutes charges et hypothèques du chef du donataire ou de ses ayant-droit, sans qu'ils puissent demeurer affectés, même subsidiairement à la reprise des apports de la femme ou à l'exercice des droits résultant des conventions matrimoniales : ce qui aura lieu quand même la donation aurait été faite en faveur du mariage du donataire, et insérée dans le contrat, et que le do-

nateur se serait obligé, comme caution, à l'exécution du contrat de mariage.

966. Les donations ainsi révoquées ne pourront revivre ou avoir de nouveau leur effet, ni par la mort de l'enfant du donateur, ni par aucun acte confirmatif; et si le donateur veut donner les mêmes biens au même donataire, soit avant ou après la mort de l'enfant par la naissance duquel la donation a été révoquée, il ne le pourra faire que par une nouvelle disposition.

967. Toute clause ou convention par laquelle le donateur aurait renoncé à la révocation de la donation pour survenance d'enfant, sera regardée comme nulle, et ne pourra produire aucun effet.

968. Le donataire, ses héritiers ou ayant-cause, ou autres détenteurs des choses données ne pourront opposer la prescription pour faire valoir la donation révoquée par la survenance d'enfant, qu'après une possession de trente années, qui ne pourront commencer à courir que du jour de la naissance du dernier enfant du donateur, même posthume; et ce, sans préjudice des causes légitimes qui interrompent ou qui suspendent le cours de la prescription.

CHAPITRE V.

Des donations faites en vue de mariage aux époux et aux enfans à naître et des donations entre époux.

969. Les donations en vue d'un mariage certain et déterminé, au profit des époux et des enfans à naître du mariage, pourront, nonobstant les dispositions de l'article 932, comprendre les biens que le donateur laissera au jour de son décès.

Pareille donation, quoique faite seulement au profit des époux ou de l'un d'eux, sera présumée faite au profit des enfans et descendans à naître du mariage, dans le cas où le donateur survivrait à l'époux donataire.

970. La donation mentionnée en l'article précédent sera irrévocable, en ce sens seulement que le donateur ne pourra plus disposer à titre gratuit des objets compris dans la donation, si ce n'est pour des sommes modiques, à titre de récompense ou autrement, à moins qu'il ne se soit réservé une plus ample faculté de disposer.

971. La donation de biens à venir faite en vue de mariage, aura son effet sur les biens que le donateur laissera à son décès, déduction faite des dettes et charges de la succession.

972. La donation en vue d'un mariage certain

et déterminé, dont il est parlé aux articles précédens, pourra être faite cumulativement des biens présens et à venir; auquel cas il sera libre au donataire, lors du décès du donateur, de s'en tenir aux biens présens, en renonçant au surplus des biens du donateur, pourvu que la donation ait été légalement transcrite et que les biens présens y aient été désignés conformément à l'article 1892.

A défaut de cette transcription, le donataire ne pourra réclamer que les biens qui se trouveront existans au jour du décès du donateur, déduction faite de toutes les dettes et charges de la succession.

973. Dans les donations, même de biens présens, faites en vue de mariage, la jouissance des biens donnés sera toujours censée réservée au donateur pendant sa vie, à moins de stipulation contraire.

974. Lorsque, dans une donation soit des biens présens, soit des biens à venir, faite en vue d'un mariage certain et déterminé, le donateur se sera réservé la faculté de disposer d'un des effets donnés, d'une quotité ou d'une somme fixe à prendre sur les mêmes biens, la propriété en restera au donataire, si le donateur est décédé sans en avoir disposé.

975. Toute donation faite en vue de mariage sera sans effet, si le mariage ne s'ensuit pas.

976. La donation, faite à l'un des époux, des biens à venir, ou d'une partie des biens que le donateur laissera à son décès, demeurera sans effet, si celui-ci survit à l'époux donataire, et aux enfans issus du mariage en vue duquel la donation a été faite.

977. Les époux pourront, par contrat de mariage, se faire réciproquement, ou l'un des deux à l'autre, donation de tout ce dont il est permis de disposer par testament, conformément aux articles 597 et suivans du Titre *des successions testamentaires*, Section I, du Chapitre III, sans préjudice des dispositions portées aux articles 940 et 943.

978. Toute donation de biens présens, faite entre époux par contrat de mariage, ne sera point censée faite sous la condition de survie du donataire, si cette condition n'est formellement exprimée.

979. La donation de biens à venir, faite entre époux par contrat de mariage, soit simple, soit réciproque, sera soumise aux règles ci-devant établies à l'égard des donations pareilles qui leur seront faites par des tiers; sauf qu'elle ne sera point transmissible aux enfans issus du mariage, en cas de décès de l'époux donataire avant l'époux donateur.

980. Les époux ne pourront, pendant le mariage, se faire aucune libéralité, si ce n'est par actes de dernière volonté, dans les formes et suivant les règles prescrites pour ces actes.

CHAPITRE VI.

Dispositions particulières.

981. Les dispositions relatives aux donations entre-vifs ne sont pas applicables aux renonciations qui ont lieu à l'occasion de l'entrée en religion. Ces renonciations seront valables quoique faites par des mineurs, lesquels seront réputés majeurs, pourvu qu'ils aient atteint l'âge où il leur est permis de tester.

Ces renonciations pourront comprendre même les biens à venir que le renonçant acquerrait dans l'intervalle de temps écoulé entre sa renonciation et sa profession religieuse.

982. Elles cesseront d'avoir leur effet, et seront réputées comme non avenues, si le renonçant n'a pas pris l'habit religieux dans les six mois à dater de sa renonciation.

Leur effet cessera pareillement, si le renonçant, après avoir été légitimement délié des vœux qu'il a faits, rentre dans le monde dans les dix ans depuis l'émission des vœux.

983. Dans les cas prévus aux deux articles précédens, ceux au profit desquels les renonciations auront eu lieu, devront se conformer aux mesures conservatoires prescrites par l'article 806.

TITRE VI.

DES CONTRATS OU DES OBLIGATIONS CONVENTIONNELLES EN GÉNÉRAL.

CHAPITRE I^{er}.

Dispositions préliminaires.

984. Le contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent, envers une ou plusieurs autres, à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose.

985. Le contrat est *synallagmatique* ou *bilatéral*, lorsque les contractans s'obligent réciproquement les uns envers les autres.

986. Il est *unilatéral*, lorsqu'une ou plusieurs personnes sont obligées envers une ou plusieurs autres, sans que de la part de ces dernières il y ait d'engagement.

987. Lorsque chacune des parties se soumet à l'accomplissement de quelque obligation, le contrat est à *titre onéreux*.

Le contrat de *bienfaisance* est celui dans lequel une des parties procure à l'autre un avantage gratuit.

988. Lorsque l'équivalent consiste dans la chance de gain ou de perte pour chacune des parties, d'après un événement incertain, le contrat est *aléatoire*.

989. Les contrats, soit qu'ils aient une dénomination propre, soit qu'ils n'en aient pas, sont soumis à des règles générales qui forment l'objet du présent titre.

Les règles particulières à certains contrats sont ci-après établies sous les titres relatifs à chacun d'eux.

CHAPÎTRE II.

Des conditions essentielles pour la validité des conventions.

990. Les conditions essentielles pour la validité d'une convention sont :

Le consentement des parties ;

La capacité de contracter ;

Un objet certain qui forme la matière de l'engagement ;

Une cause licite dans l'obligation.

SECTION I.

Du consentement.

991. Il n'y a point de consentement valable, s'il n'a été donné que par erreur, ou s'il a été extorqué par violence, ou surpris par dol.

992. L'erreur n'est une cause de nullité de la convention, que lorsqu'elle tombe sur la substance même de la chose qui en est l'objet.

Elle n'est point une cause de nullité, lorsqu'elle ne tombe que sur la personne avec laquelle on a intention de contracter, à moins que la considération de cette personne ne soit la cause principale de la convention.

993. La violence exercée contre celui qui a contracté l'obligation est une cause de nullité, encore qu'elle ait été exercée par une personne autre que celle au profit de laquelle la convention a été faite.

994. Le consentement est censé arraché par la violence, lorsque celle-ci est de nature à faire impression sur une personne raisonnable, et à lui inspirer une juste crainte d'exposer sa personne ou ses biens à un mal considérable et présent.

On a égard, en cette matière, à l'âge, au sexe et à la condition des personnes.

995. La violence est une cause de nullité du contrat, non seulement lorsqu'elle a été exercée sur la partie contractante, mais encore lorsqu'elle l'a été sur son époux ou sur son épouse, sur ses descendants ou ses ascendants.

996. La seule crainte révérentielle envers le père, la mère, les autres ascendants ou le mari, sans qu'il y ait eu de violence exercée, ne suffit point pour annuler le contrat.

997. Un contrat ne peut plus être attaqué pour cause de violence, si, depuis que la violence a cessé, ce contrat a été approuvé, soit expressément, soit tacitement, ou si on a laissé passer le temps que la loi a fixé pour l'attaquer.

998. Le dol est une cause de nullité de la convention, lorsque les manœuvres pratiquées par l'une des parties sont telles, qu'il est évident que, sans ces manœuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté.

Le dol ne se présume pas, il doit être prouvé.

999. La convention contractée par erreur, violence ou dol, n'est point nulle de plein droit; elle donne seulement lieu à une action en nullité ou en rescision, dans les cas et de la manière expliqués à la Section VII du Chapitre V du présent titre.

1000. La lésion ne vicie les conventions que dans les cas spécialement exprimés dans le présent Code.

1001. On ne peut, en général, s'engager ni stipuler en son propre nom que pour soi-même.

1002. Néanmoins on peut s'obliger envers un autre en promettant le fait d'un tiers; mais cette promesse ne donne lieu qu'à une indemnité contre celui qui s'est obligé ou qui a promis de faire ratifier, si le tiers refuse de tenir l'engagement.

1003. On peut pareillement stipuler au profit d'un tiers, lorsque telle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même ou d'une donation que l'on fait à un autre. Celui qui a fait cette stipulation ne peut plus la révoquer, si le tiers a déclaré vouloir en profiter.

1004. On est censé avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers et ayant-cause, à moins que le contraire ne soit exprimé ou ne résulte de la nature de la convention.

SECTION II.

De la capacité des parties contractantes.

1005. Toute personne peut contracter, si elle n'en est pas déclarée incapable par la loi.

1006. Sont incapables de contracter, sauf dans les cas prévus par la loi:

Les mineurs,

Les interdits,

Les femmes et les filles majeures,
Et généralement tous ceux à qui la loi interdit
certains contrats.

1007. Les personnes capables de s'engager ne peuvent opposer l'incapacité des personnes avec lesquelles elles ont contracté.

SECTION III.

De l'objet et de la matière des contrats.

1008. Tout contrat a pour objet une chose qu'une partie s'oblige à donner, ou qu'une partie s'oblige à faire ou à ne pas faire.

1009. Le simple usage ou la simple possession d'une chose peut être, comme la chose même, l'objet du contrat.

1010. Il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui puissent être l'objet des conventions.

1011. Il faut que l'obligation ait pour objet une chose au moins déterminée quant à son espèce.

La quotité de la chose peut être incertaine, pourvu qu'elle puisse être déterminée.

1012. Les choses futures peuvent être l'objet d'une obligation.

On ne peut cependant renoncer à une succession non ouverte, ni faire aucune stipulation sur une pareille succession, soit avec la personne de la succession de laquelle il s'agit, soit avec des tiers,

quoique du consentement de cette personne, si ce n'est dans le cas prévu par l'article 981.

SECTION IV.

De la cause des contrats.

1013. L'obligation sans cause, ou sur une fausse cause, ou sur une cause illicite, ne peut avoir aucun effet.

1014. La convention n'est pas moins valable, quoique la cause n'en soit pas exprimée.

1015. Toute convention est présumée avoir une cause, à moins que la partie qui s'est obligée ne prouve le contraire.

1016. La cause est illicite quand elle est prohibée par la loi, quand elle est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.

CHAPITRE III.

De l'effet des obligations.

SECTION I.

Dispositions générales.

1017. Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

Elles ne peuvent être révoquées que de leur con-

sentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise.

Elles doivent être exécutées de bonne foi.

1018. Les conventions obligent non-seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature.

SECTION II.

De l'obligation de donner.

1019. L'obligation de donner emporte celle de livrer la chose et de la conserver jusqu'à la livraison, à peine de dommages et intérêts envers le créancier.

1020. L'obligation de veiller à la conservation de la chose, soit que la convention n'ait pour objet que l'utilité de l'une des parties, soit qu'elle ait pour objet leur utilité commune, soumet celui qui en est chargé à y apporter tous les soins d'un bon père de famille.

Cette obligation est plus ou moins étendue relativement à certains contrats, dont les effets, à cet égard, sont expliqués sous les titres qui les concernent.

1021. L'obligation de livrer la chose est parfaite par le seul consentement des parties contractantes légitimement exprimé.

Elle rend le créancier propriétaire et met la chose à ses risques dès l'instant où l'obligation a été contractée, encore que la tradition n'en ait point été faite, à moins que le débiteur ne soit en demeure de la livrer ; auquel cas la chose reste aux risques de ce dernier.

1022. Le débiteur est constitué en demeure soit par une sommation ou par un autre acte équivalent, soit par l'effet de la convention, lorsqu'elle porte que, sans qu'il soit besoin d'acte et par la seule échéance du terme, le débiteur sera en demeure.

1023. Les effets de l'obligation de donner ou de livrer un immeuble sont réglés au Titre *de la vente*, et au Titre *des privilèges et hypothèques*.

1024. Si la chose qu'on s'est obligé de donner ou de livrer à une personne et successivement à une autre, par des actes distincts, est purement mobilière, celle des deux qui en a été mise en possession réelle est préférée et en demeure propriétaire, encore que son titre soit postérieur en date, pourvu toutefois que la possession soit de bonne foi.

SECTION III.

De l'obligation de faire ou de ne pas faire.

1025. Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages et intérêts, en cas d'inexécution de la part du débiteur.

1026. Néanmoins le créancier a le droit de demander que ce qui aurait été fait par contravention à l'engagement soit détruit; et il peut se faire autoriser à le détruire aux dépens du débiteur, sans préjudice des dommages et intérêts, s'il y a lieu.

1027. Le créancier peut aussi, en cas d'inexécution, être autorisé à faire exécuter lui-même l'obligation aux dépens du débiteur.

1028. Si l'obligation est de ne pas faire, celui qui y contrevient doit les dommages et intérêts par le seul fait de la contravention.

SECTION IV.

Des dommages et intérêts résultant de l'inexécution de l'obligation.

1029. Les dommages et intérêts ne sont dûs que lorsque le débiteur est en demeure de remplir son obligation, ou lorsque la chose qu'il s'était obligé de donner ou de faire, ne pouvait être donnée ou faite que dans un certain temps qu'il a laissé passer.

1030. Le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement des dommages et intérêts, soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution ou le retard provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part.

1031. Il n'y a lieu à aucuns dommages et intérêts, lorsque, par suite d'une force majeure ou d'un cas fortuit, le débiteur a été empêché de donner ou de faire ce à quoi il était obligé, ou a fait ce qui lui était interdit.

1032. Les dommages et intérêts dûs au créancier sont, en général, de la perte qu'il a faite et du gain dont il a été privé, sauf les exceptions et modifications ci-après.

1033. Le débiteur n'est tenu que des dommages et intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat, lorsque ce n'est point par son dol que l'obligation n'est pas exécutée.

1034. Dans le cas même où l'inexécution de la convention résulte du dol du débiteur, les dommages et intérêts ne doivent comprendre, à l'égard de la perte éprouvée par le créancier et du gain dont il a été privé, que ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention.

1035. Lorsque la convention porte que celui qui manquera de l'exécuter paiera une certaine somme à titre de dommages et intérêts, il ne peut être alloué à l'autre partie une somme plus forte ni moindre, à moins qu'il ne résulte évidemment que la somme est énormément excessive, auquel cas le juge pourra la réduire.

1036. Dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages et

intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts fixés par la loi; sauf les règles particulières au cautionnement et à la société.

Ces dommages et intérêts sont dûs sans que le créancier soit tenu de justifier d'aucune perte.

Ils ne sont dûs que du jour de la demande judiciaire, excepté dans les cas où la loi les fait courir de plein droit.

1037. Les intérêts échus des capitaux ne peuvent produire des intérêts, ni par une demande judiciaire, ni par la convention des parties.

Ces intérêts sont cependant susceptibles d'en produire d'autres lorsqu'ils ont pris le caractère d'un capital, soit par la substitution d'une dette nouvelle et d'espèce différente à l'ancienne dette, soit par un changement dans la personne du débiteur ou du créancier.

1038. Les revenus échus, tels que fermages, loyers, arrérages de rentes perpétuelles ou viagères, produisent intérêt du jour de la demande judiciaire ou de la convention.

La même règle s'applique aux restitutions de fruits, et aux intérêts payés par un tiers au créancier en acquit du débiteur.

SECTION V.

De l'interprétation des conventions.

1039. On doit dans les conventions rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes.

1040. Lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet, que dans le sens avec lequel elle n'en pourrait produire aucun.

1041. Les termes susceptibles de deux sens doivent être pris dans le sens qui convient le plus à la matière du contrat.

1042. Ce qui est ambigu s'interprète par ce qui est d'usage dans le pays où le contrat est passé.

1043. On doit suppléer dans le contrat les clauses qui y sont d'usage, quoiqu'elles n'y soient pas exprimées.

1044. Toutes les clauses des conventions s'interprètent les unes par les autres, en donnant à chacune le sens qui résulte de l'acte entier.

1045. Dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé, et en faveur de celui qui a contracté l'obligation.

1046. Quelque généraux que soient les termes

dans lesquels une convention est conçue, elle ne comprend que les choses sur lesquelles il paraît que les parties se sont proposé de contracter.

1047. Lorsque dans un contrat on a exprimé un cas pour l'explication de l'obligation, on n'est pas censé avoir voulu par là restreindre l'étendue que l'engagement reçoit de droit aux cas non exprimés.

SECTION VI.

De l'effet des conventions à l'égard des tiers.

1048. Les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes ; elles ne nuisent point au tiers, et elles ne lui profitent que dans le cas prévu par l'article 1003.

1049. Néanmoins les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leur débiteur, à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne.

1050. Ils peuvent aussi, en leur nom personnel, attaquer les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits.

Si les contrats sont à titre onéreux, il faut prouver qu'il y a eu fraude de la part des deux parties contractantes ; s'ils sont à titre gratuit, il suffit qu'il y ait eu fraude de la part du débiteur.

CHAPITRE IV.

Des diverses espèces d'obligations.

SECTION I.

Des obligations conditionnelles.

§ 1.

De la condition en général et de ses diverses espèces.

1051. L'obligation est *conditionnelle* lorsqu'on la fait dépendre d'un événement futur et incertain, soit en la suspendant jusqu'à ce que l'événement arrive, soit en la résiliant, selon que l'événement arrivera ou n'arrivera pas.

1052. La condition *casuelle* est celle qui dépend du hasard, et qui n'est nullement au pouvoir du créancier ni du débiteur.

1053. La condition *potestative* est celle qui fait dépendre l'exécution de la convention d'un événement qu'il est au pouvoir de l'une ou de l'autre des parties contractantes de faire arriver ou d'empêcher.

1054. La condition *mixte* est celle qui dépend tout à la fois de la volonté d'une des parties contractantes, et de la volonté d'un tiers ou du hasard.

1055. Toute condition d'une chose impossible, ou contraire aux bonnes mœurs, ou prohibée par la loi, est nulle, et rend nulle la convention qui en dépend.

1056. La condition de ne pas faire une chose physiquement impossible ne rend pas nulle l'obligation contractée sous cette condition.

1057. Toute obligation est nulle, lorsqu'elle a été contractée sous une condition qui en fait dépendre le lien de la seule volonté de celui qui s'oblige.

1058. Toute condition doit être accomplie de la manière que les parties ont vraisemblablement voulu et entendu qu'elle le fût.

1059. Lorsqu'une obligation est contractée sous la condition qu'un événement arrivera dans un temps fixe, cette condition est censée défaillie lorsque le temps est expiré sans que l'événement soit arrivé. S'il n'y a point de temps fixe, la condition peut toujours être accomplie; et elle n'est censée défaillie que lorsqu'il est devenu certain que l'événement n'arrivera pas.

1060. Lorsqu'une obligation est contractée sous la condition qu'un événement n'arrivera pas dans un temps fixe, cette condition est accomplie lorsque ce temps est expiré sans que l'événement soit arrivé. Elle l'est également, si avant le terme, il est certain que l'événement n'arrivera pas; et s'il n'y a pas de temps déterminé, elle n'est accomplie que lorsqu'il est certain que l'événement n'arrivera pas.

1061. La condition est réputée accomplie lors-

que c'est le débiteur, obligé sous cette condition, qui en a empêché l'accomplissement.

1062. La condition accomplie a un effet rétro-actif au jour auquel l'engagement a été contracté : si le créancier est mort avant l'accomplissement de la condition, ses droits passent à son héritier.

1063. Le créancier peut, avant que la condition soit accomplie, exercer tous les actes conservatoires de son droit.

§ 2.

De la condition suspensive.

1064. L'obligation contractée sous une condition *suspensive* est celle qui dépend ou d'un événement futur et incertain, ou d'un événement actuellement arrivé, mais encore inconnu des parties.

Dans le premier cas l'obligation ne produit son effet qu'après l'événement.

Dans le second cas l'obligation a son effet du jour où elle a été contractée.

1065. Lorsque l'obligation a été contractée sous une condition suspensive, la chose qui fait la matière de la convention demeure aux risques du débiteur qui ne s'est obligé de la livrer que dans le cas de l'événement de la condition.

Si la chose est entièrement périée sans la faute du débiteur, l'obligation est éteinte.

Si la chose est entièrement périée par la faute du

débiteur, celui-ci est tenu à des dommages et intérêts envers le créancier.

Si la chose s'est détériorée sans la faute du débiteur, le créancier a le choix ou de résoudre l'obligation, ou d'exiger la chose dans l'état où elle se trouve, sans diminution du prix.

Si la chose s'est détériorée par la faute du débiteur, le créancier a le droit ou de résoudre l'obligation, ou d'exiger la chose dans l'état où elle se trouve, avec des dommages et intérêts.

§ 3.

De la condition résolutoire.

1066. La condition *résolutoire* est celle qui, lorsqu'elle s'accomplit, opère la révocation de l'obligation, et qui remet les choses au même état que si l'obligation n'avait pas existé.

Elle ne suspend point l'exécution de l'obligation ; elle oblige seulement le créancier à restituer ce qu'il a reçu, dans le cas où l'événement prévu par la condition arrive.

1067. La condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques, pour le cas où l'une des parties ne satisfera point à son engagement, sauf l'exception établie au Titre *de la vente*.

Dans ce cas, le contrat n'est point résolu de plein droit. La partie envers laquelle l'engagement n'a

point été exécuté, a le choix ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages et intérêts.

La résolution doit être demandée en justice ; et il peut être accordé au défendeur un délai, selon les circonstances.

SECTION II.

Des obligations à terme.

1068. Le *terme* diffère de la condition, en ce qu'il ne suspend point l'engagement, dont il retarde seulement l'exécution.

1069. Ce qui n'est dû qu'à terme ne peut être exigé avant l'échéance du terme ; mais ce qui a été payé d'avance ne peut être répété.

1070. Le terme est toujours présumé stipulé en faveur du débiteur, à moins qu'il ne résulte de la stipulation, ou des circonstances, qu'il a aussi été convenu en faveur du créancier.

1071. Le débiteur ne peut plus réclamer le bénéfice du terme lorsqu'il est en discussion, ou lorsque, par son fait, il a diminué les sûretés qu'il avait données par le contrat à son créancier.

SECTION III

Des obligations alternatives.

1072. Le débiteur d'une obligation *alternative* est libéré par la délivrance de l'une des deux choses qui étaient comprises dans l'obligation ; mais il ne peut forcer le créancier à recevoir une partie de l'une et une partie de l'autre.

1073. Le choix appartient au débiteur, s'il n'a pas été expressément accordé au créancier.

1074. L'obligation est pure et simple, quoique contractée d'une manière alternative, si l'une des deux choses promises ne pouvait être le sujet de l'obligation.

1075. L'obligation alternative devient pure et simple, si l'une des deux choses promises périt et ne peut plus être livrée, même par la faute du débiteur.

Le prix de cette chose ne peut pas être offert à sa place.

Si toutes deux sont périées, et que le débiteur soit en faute à l'égard de l'une d'elles, il doit payer le prix de celle qui a péri la dernière.

1076. Lorsque, dans les cas prévus par l'article précédent, le choix avait été déféré par la convention au créancier ;

Ou l'une des choses seulement est périée ; et alors,

si c'est sans la faute du débiteur, le créancier doit avoir celle qui reste; si le débiteur est en faute, le créancier peut demander la chose qui reste, ou le prix de celle qui est périée ;

Ou les deux choses sont périées; et alors, si le débiteur est en faute à l'égard des deux, ou même à l'égard de l'une d'elles seulement, le créancier peut demander le prix de l'une ou de l'autre, à son choix.

1077. Si les deux choses sont périées sans la faute du débiteur, et avant qu'il soit en demeure, l'obligation est éteinte, conformément à l'article 1172.

1078. Les mêmes principes s'appliquent aux cas où il y a plus de deux choses comprises dans l'obligation alternative.

SECTION IV.

Des obligations solidaires.

§ 1.

De la solidarité entre les créanciers.

1079. L'obligation est *solidaire* entre plusieurs créanciers, lorsque le titre donne expressément à chacun d'eux le droit de demander le paiement du total de la créance, et que le paiement fait à l'un d'eux libère le débiteur, encore que le bénéfice de

l'obligation soit partageable et divisible entre les divers créanciers.

1080. Il est au choix du débiteur de payer à l'un ou à l'autre des créanciers solidaires, tant qu'il n'a pas été prévenu par les poursuites de l'un d'eux.

Néanmoins la remise qui n'est faite que par l'un des créanciers solidaires, ne libère le débiteur que pour la part de ce créancier.

1081. Tout acte qui interrompt la prescription à l'égard de l'un des créanciers solidaires, profite aux autres créanciers.

§. 2.

De la solidarité de la part des débiteurs.

1082. Il y a *solidarité* de la part des débiteurs, lorsqu'ils sont obligés à une même chose, de manière que chacun puisse être contraint pour la totalité, et que le paiement fait par un seul libère les autres envers le créancier.

1083. L'obligation peut être solidaire, quoique l'un des débiteurs soit obligé différemment de l'autre au paiement de la même chose; par exemple, si l'un n'est obligé que conditionnellement, tandis que l'engagement de l'autre est pur et simple; ou si l'un a pris un terme qui n'est point accordé à l'autre.

1084. La solidarité ne se présume point; il faut qu'elle soit expressément stipulée.

Cette règle ne cesse que dans le cas où la solidarité a lieu de plein droit, en vertu d'une disposition de la loi.

1085. Le créancier d'une obligation contractée solidairement peut s'adresser à celui des débiteurs qu'il veut choisir, sans que celui-ci puisse lui opposer le bénéfice de division.

1086. Les poursuites faites contre l'un des débiteurs n'empêchent pas le créancier d'en exercer de pareilles contre les autres.

1087. Si la chose due a péri par la faute ou pendant la demeure de l'un ou de plusieurs des débiteurs solidaires, les autres codébiteurs ne sont point déchargés de l'obligation de payer le prix de la chose; mais ceux-ci ne sont point tenus des dommages et intérêts.

Le créancier peut seulement répéter les dommages et intérêts tant contre les débiteurs par la faute desquels la chose a péri, que contre ceux qui étaient en demeure.

1088. Les poursuites faites contre l'un des débiteurs solidaires interrompent la prescription à l'égard de tous.

1089. La demande d'intérêts formée contre l'un des débiteurs solidaires, fait courir les intérêts à l'égard de tous.

1090. Le codébiteur solidaire, poursuivi par le créancier, peut opposer toutes les exceptions qu'il

résultent de la nature de l'obligation, et toutes celles qui lui sont personnelles, ainsi que celles qui sont communes à tous les codébiteurs.

Il ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles à quelques-uns des autres codébiteurs.

1091. Lorsque l'un des débiteurs devient héritier unique du créancier, ou lorsque le créancier devient l'unique héritier de l'un des débiteurs, la confusion n'éteint la créance solidaire que pour la part et portion du débiteur ou du créancier.

1092. Le créancier qui consent à la division de la dette à l'égard de l'un des codébiteurs, conserve son action solidaire contre les autres, mais sous la déduction de la part du débiteur qu'il a déchargé de la solidarité.

1093. Le créancier qui reçoit divisément la part de l'un des débiteurs, sans réserver dans la quittance la solidarité ou ses droits en général, ne renonce à la solidarité qu'à l'égard de ce débiteur.

Le créancier n'est pas censé remettre la solidarité au débiteur, lorsqu'il reçoit de lui une somme égale à la portion dont il est tenu, si la quittance ne porte pas que c'est *pour sa part*.

Il en est de même de la simple demande formée contre l'un des débiteurs *pour sa part*, si celui-ci n'a pas acquiescé à la demande, ou s'il n'est pas intervenu un jugement de condamnation.

1094. Le créancier qui reçoit divisément et sans réserve la portion de l'un des codébiteurs dans les arrérages ou intérêts de la dette, ne perd la solidarité que pour les arrérages ou intérêts échus, et non pour ceux à échoir, ni pour le capital, à moins que le paiement divisé n'ait été continué pendant dix ans consécutifs.

1095. L'obligation contractée solidairement envers le créancier se divise de plein droit entre les débiteurs, qui n'en sont tenus entre eux que chacun pour sa part et portion.

1096. Le codébiteur d'une dette solidaire, qui l'a payée en entier, ne peut répéter contre les autres que les part et portion de chacun d'eux.

Si l'un d'eux se trouve insolvable, la perte qu'occasionne son insolvabilité se répartit par contribution entre tous les autres codébiteurs solvables et celui qui a fait le paiement.

1097. Dans le cas où le créancier a renoncé à l'action solidaire envers l'un des débiteurs, si l'un ou plusieurs des autres codébiteurs deviennent insolvable, la portion des insolvable sera contributoirement répartie entre tous les débiteurs, même entre ceux précédemment déchargés de la solidarité par le créancier.

1098. Si l'affaire pour laquelle la dette a été contractée solidairement ne concernait que l'un des

coobligés solidaires, celui-ci serait tenu de toute la dette vis-à-vis des autres codébiteurs, qui ne seraient considérés par rapport à lui que comme ses cautions.

SECTION V.

Des obligations divisibles et indivisibles.

1099. L'obligation est *divisible* ou *indivisible*, selon qu'elle a pour objet ou une chose qui, dans sa livraison, ou un fait qui, dans l'exécution, est ou n'est pas susceptible de division.

1100. L'obligation est indivisible, quoique la chose ou le fait qui en est l'objet soit divisible par sa nature, si le rapport sous lequel il est considéré dans l'obligation ne le rend pas susceptible d'exécution partielle.

1101. La solidarité stipulée ne donne point à l'obligation le caractère d'indivisibilité.

§ 1.

Des effets de l'obligation divisible.

1102. L'obligation qui est susceptible de division, doit être exécutée entre le créancier et le débiteur, comme si elle était indivisible.

La divisibilité n'a d'application qu'à l'égard de leurs héritiers, qui ne peuvent demander la dette,

ou qui ne sont tenus de la payer que pour les parts dont ils sont saisis, ou dont ils sont tenus comme représentant le créancier ou le débiteur.

1103. Le principe établi dans l'article précédent reçoit exception à l'égard des héritiers du débiteur, lorsque la dette a pour objet un corps certain, qui se trouve, par suite du partage, entre les mains de l'un d'eux.

§ 2.

Des effets de l'obligation indivisible.

1104. Chacun de ceux qui ont contracté conjointement une dette indivisible, en est tenu pour le total, encore que l'obligation n'ait pas été contractée solidairement.

1105. Il en est de même à l'égard des héritiers de celui qui a contracté une pareille obligation.

1106. Chaque héritier du créancier peut exiger en totalité l'exécution de l'obligation indivisible, en donnant une caution solvable pour la part afférente à ses cohéritiers.

Il ne peut seul faire la remise de la totalité de la dette; il ne peut seul recevoir le prix au lieu de la chose.

Si l'un des héritiers a seul remis la dette ou reçu le prix de la chose, son cohéritier ne peut demander la chose indivisible qu'en tenant compte de la

portion du cohéritier qui a fait la remise ou qui a reçu le prix.

1107. L'héritier du débiteur, assigné pour la totalité de l'obligation, peut demander un délai pour mettre en cause ses cohéritiers. Toutefois, si la dette est de nature à ne pouvoir être acquittée que par l'héritier assigné, celui-ci peut être condamné seul, sauf son recours en indemnité contre ses cohéritiers.

SECTION VI.

Des obligations avec clause pénale.

1108. La *clause pénale* est celle par laquelle une personne, pour assurer l'exécution d'une convention, s'engage à quelque chose en cas d'inexécution.

1109. La nullité de l'obligation principale entraîne celle de la clause pénale.

La nullité de celle-ci n'entraîne point celle de l'obligation principale.

1110. Le créancier, au lieu de demander la peine stipulée contre le débiteur qui est en demeure, peut poursuivre l'exécution de l'obligation principale.

1111. La clause pénale est la compensation des dommages et intérêts que le créancier souffre de l'inexécution de l'obligation principale.

Il ne peut demander en même temps le principal et la peine, à moins qu'elle n'ait été stipulée pour le simple retard.

1112. Soit que l'obligation principale contienne, soit qu'elle ne contienne pas un terme dans lequel elle doit être accomplie, la peine n'est encourue que lorsque celui qui s'est obligé soit à livrer, soit à recevoir, soit à faire, est en demeure.

1113. La peine peut être modifiée par le juge, lorsque l'obligation principale a été exécutée en partie.

1114. Lorsque l'obligation principale, contractée avec une clause pénale, est d'une chose indivisible, la peine est encourue par la contravention d'un seul des héritiers du débiteur; et elle peut être demandée, soit en totalité contre celui qui a fait la contravention, soit contre chacun des cohéritiers pour leur part et portion, et hypothécairement pour le tout, sauf leur recours contre celui qui a fait encourir la peine.

1115. Lorsque l'obligation principale, contractée sous une peine, est divisible, la peine n'est encourue que par celui des héritiers du débiteur qui contre-vient à cette obligation, et pour la part seulement dont il étoit tenu dans l'obligation principale, sans qu'il y ait d'action contre ceux qui l'ont exécutée.

Cette règle reçoit exception lorsque, la clause pénale ayant été ajoutée dans l'intention que le paie-

ment ne pût se faire partiellement, un cohéritier a empêché l'exécution de l'obligation pour la totalité : en ce cas, la peine entière peut être exigée contre lui, et contre les autres héritiers pour leur portion seulement, sauf leur recours.

CHAPITRE V.

De l'extinction des obligations.

1116. Les obligations s'éteignent

Par le paiement ;

Par la novation ;

Par la remise volontaire ;

Par la compensation ;

Par la confusion ;

Par la perte de la chose ;

Par la déclaration de nullité ou par la rescission ;

Par l'effet de la condition résolutoire, qui a été expliquée au chapitre précédent ;

Et par la prescription, qui fera l'objet d'un titre particulier.

SECTION I.

Du paiement.

§ 1.

Du paiement en général.

1117. Tout *paiement* suppose une dette : ce qui a été payé sans être dû, est sujet à répétition.

La répétition n'est pas admise à l'égard des obligations naturelles qui ont été volontairement acquittées.

1118. Une obligation peut être acquittée par toute personne qui y est intéressée, telle qu'un co-obligé ou une caution.

L'obligation peut même être acquittée par un tiers qui n'y est point intéressé, pourvu que ce tiers agisse au nom et en l'acquit du débiteur, ou que, s'il agit en son nom propre, il ne soit pas subrogé aux droits du créancier.

1119. L'obligation de faire ne peut être acquittée par un tiers contre le gré du créancier, lorsque ce dernier a intérêt qu'elle soit remplie par le débiteur lui-même.

1120. Pour payer valablement, il faut être propriétaire de la chose donnée en paiement, et capable de l'aliéner.

Néanmoins le paiement d'une somme en argent, ou autre chose qui se consomme par l'usage, ne peut être répété contre le créancier qui l'a consommée de bonne foi, quoique le paiement en ait été fait par celui qui n'était pas propriétaire, ou qui n'était pas capable de l'aliéner.

1121. Le paiement doit être fait au créancier ou à quelqu'un ayant pouvoir de lui, ou qui soit autorisé par justice ou par la loi à recevoir pour lui.

Le paiement fait à celui qui n'aurait pas pouvoir de recevoir pour le créancier, est valable, si celui-ci le ratifie, ou s'il en a profité.

1122. Le paiement fait de bonne foi à celui qui est en possession de la créance, est valable, encore que le possesseur en soit par la suite évincé.

1123. Le paiement fait au créancier n'est point valable, s'il était incapable de le recevoir, à moins que le débiteur ne prouve que la chose payée a tourné au profit du créancier.

1124. Le paiement fait par le débiteur à son créancier au préjudice d'un séquestre, n'est pas valable à l'égard des créanciers qui ont opéré le séquestre : ceux-ci peuvent, selon leur droit, le contraindre à payer de nouveau, sauf, en ce cas seulement, son recours contre le créancier.

1125. Le créancier ne peut être contraint de recevoir une autre chose que celle qui lui est due,

quoique la valeur de la chose offerte soit égale ou même plus grande.

1126. Le débiteur ne peut point forcer le créancier à recevoir en partie le paiement d'une dette, même divisible.

1127. Le débiteur d'un corps certain et déterminé est libéré par la remise de la chose en l'état où elle se trouve lors de la livraison, pourvu que les détériorations qui y sont survenues, ne viennent point de son fait ou de sa faute, ni de celle des personnes dont il est responsable, ou qu'avant ces détériorations il ne fut pas en demeure.

1128. Si la dette est d'une chose qui ne soit déterminée que par son espèce, le débiteur ne sera pas tenu, pour être libéré, de la donner de la meilleure espèce, mais il ne pourra l'offrir de la plus mauvaise.

1129. Le paiement doit être exécuté dans le lieu désigné par la convention. Si le lieu n'y est pas désigné, le paiement, lorsqu'il s'agit d'un corps certain et déterminé, doit être fait dans le lieu où était, au temps de l'obligation, la chose qui en fait l'objet.

Hors ces deux cas, le paiement doit être fait au domicile du créancier, s'il se trouve dans le Canton, ou à celui de son fondé de pouvoir, s'il réside hors du Canton. Il doit être fait dans le domicile du débiteur, si le créancier réside hors du Canton et n'y a pas de fondé de pouvoir.

1130. Les frais du paiement sont à la charge du débiteur.

§ 2.

Du paiement avec subrogation.

1131. La *subrogation* dans les droits du créancier, au profit d'une tierce personne qui le paie, est ou *conventionnelle* ou *légale*.

1132. Cette subrogation est conventionnelle,

1⁰ Lorsque le créancier, recevant son paiement d'une tierce personne, la subroge dans ses droits, actions, privilèges ou hypothèques contre le débiteur. Cette subrogation doit être expresse, et faite en même temps que le paiement ;

2⁰ Lorsque le débiteur emprunte une somme à l'effet de payer sa dette, et de subroger le prêteur dans les droits du créancier. Il faut, pour que cette subrogation soit valable, que l'acte d'emprunt et la quittance soient passés devant notaire ; que dans l'acte d'emprunt il soit déclaré que la somme a été empruntée pour faire le paiement, et que dans la quittance il soit déclaré que le paiement a été fait des deniers fournis à cet effet par le nouveau créancier. Cette subrogation s'opère sans le concours de la volonté du créancier.

1133. La subrogation a lieu de plein droit,

1^o Au profit de celui qui, étant lui-même créancier, paie un autre créancier qui lui est préférable à raison de ses privilèges ou hypothèques ;

2^o Au profit de l'acquéreur d'un immeuble, qui emploie le prix de son acquisition au paiement des créanciers auxquels cet immeuble était hypothéqué ;

3^o Au profit de celui qui, étant tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette, avait intérêt de l'acquitter.

1134. La subrogation établie par les articles précédens a lieu tant contre les cautions que contre les débiteurs : elle ne peut nuire au créancier lorsqu'il n'a été payé qu'en partie ; en ce cas il peut exercer ses droits pour ce qui lui reste dû, par préférence à celui dont il n'a reçu qu'un paiement partiel.

§ 3.

De l'imputation des paiemens.

1135. Le débiteur de plusieurs dettes a le droit de déclarer, lorsqu'il paie, quelle dette il entend acquitter.

1136. Le débiteur d'une dette qui porte intérêt ou produit des arrérages, ne peut point, sans le con-

sentement du créancier, imputer le paiement qu'il fait sur le capital par préférence aux arrérages ou intérêts : le paiement fait sur le capital et intérêts, mais qui n'est point intégral, s'impute d'abord sur les intérêts.

1137. Lorsque le débiteur de diverses dettes a accepté une quittance par laquelle le créancier a imputé ce qu'il a reçu sur l'une de ces dettes spécialement, le débiteur ne peut plus demander l'imputation sur une dette différente; à moins qu'il n'y ait eu dol ou surprise de la part du créancier.

1138. Lorsque la quittance ne porte aucune imputation, le paiement doit être imputé sur la dette que le débiteur avait pour lors le plus d'intérêt d'acquitter entre celles qui sont pareillement échues; sinon, sur la dette échue, quoique moins onéreuse que celles qui ne le sont point.

Si les dettes sont d'égale nature, l'imputation se fait sur la plus ancienne : toutes choses égales, elle se fait proportionnellement.

§ 4.

Des offres de paiement et de la consignation.

1139. Lorsque le créancier refuse de recevoir son paiement, le débiteur peut lui faire des offres réelles, et, au refus du créancier de les accepter, consigner la somme ou la chose offerte.

Les offres réelles, suivies d'une consignation, libèrent le débiteur; elles tiennent lieu à son égard de paiement, lorsqu'elles sont valablement faites, et la chose ainsi consignée demeure aux risques du créancier.

1140. Pour que les offres réelles soient valables, il faut,

- 1^o Qu'elles soient faites au créancier ayant capacité de recevoir, ou à celui qui a pouvoir de recevoir pour lui;
- 2^o Qu'elles soient faites par une personne capable de payer;
- 3^o Qu'elles soient de la totalité de la somme exigible, des arrérages ou intérêts dûs, des frais liquidés, et d'une somme pour les frais non liquidés, sauf à la parfaire;
- 4^o Que le terme soit échu, s'il a été stipulé en faveur du créancier;
- 5^o Que la condition sous laquelle la dette a été contractée soit arrivée;
- 6^o Que les offres soient faites au lieu dont on est convenu pour le paiement, et que, s'il n'y a pas de convention spéciale sur le lieu du paiement, et si le créancier a un domicile dans le Canton, elles soient faites à la personne du créancier, ou à son domicile, ou au domicile élu pour l'exécution de la convention; et s'il n'a pas de domicile dans le

Canton, et n'y a pas de fondé de pouvoirs, la notification de l'offre de paiement soit faite sous l'autorité du juge du débiteur ;

7^o Que les offres soient faites en présence du juge, ou du greffier, ou de l'huissier, qui en dressera procès-verbal.

1141. Pour que la consignation soit valable, il suffit :

1^o Qu'elle ait été précédée d'une signification faite par exploit au créancier, contenant l'indication du jour, de l'heure et du lieu où la chose offerte sera déposée ;

2^o Que le débiteur se soit dessaisi de la chose offerte, en la remettant au juge, avec les intérêts, s'ils sont dûs, jusqu'au jour du dépôt.

1142. Les frais des offres réelles et de la consignation sont à la charge du créancier, si elles sont valables.

1143. Tant que la consignation n'a point été acceptée, le débiteur peut la retirer ; et, s'il la retire, l'obligation renaît avec tous ses accessoires.

1144. Lorsque le créancier a accepté les offres et la consignation de son débiteur, ou que par un jugement passé en force de chose jugée, les offres et la consignation de ce débiteur ont été déclarées bonnes et valables, celui-ci ne peut plus, même du consentement du créancier, retirer sa consignation, au préjudice de ses codébiteurs ou de ses cautions.

1145. Le créancier qui a consenti que le débiteur retirât sa consignation, après l'avoir acceptée, ou après qu'elle a été déclarée valable par un jugement qui a acquis force de chose jugée, ne peut plus, pour le paiement de sa créance, exercer les privilèges et hypothèques qui y étaient attachés, au préjudice des tiers qui auraient pris inscription dans l'intervalle.

1146. Si la chose due est un corps certain qui doit être livré au lieu où il se trouve, le débiteur doit faire sommation au créancier de l'enlever, par acte notifié à sa personne ou à son domicile, ou au domicile élu pour l'exécution de la convention, ou au domicile du débiteur, s'il n'y a pas de convention sur le lieu du paiement et si le créancier réside hors du Canton et n'y a pas de fondé de pouvoirs. Cette sommation faite, si le créancier n'enlève pas la chose, le débiteur peut obtenir de la justice la permission de la mettre en dépôt dans quelque autre lieu.

SECTION II.

De la novation.

1147. La *novation* s'opère de trois manières :

- 1^o Lorsque le débiteur contracte envers son créancier une nouvelle dette qui est substituée à l'ancienne, laquelle est éteinte ;

- 2^o Lorsqu'un nouveau débiteur est substitué à l'ancien, qui est déchargé par le créancier;
3^o Lorsque, par l'effet d'un nouvel engagement, un nouveau créancier est substitué à l'ancien, envers lequel le débiteur se trouve déchargé.

1148. La novation ne peut s'opérer qu'entre personnes capables de contracter.

1149. La novation ne se présume point; il faut que la volonté de l'opérer résulte clairement de l'acte.

1150. La novation par la substitution d'un nouveau débiteur, peut s'opérer sans le concours du premier débiteur.

1151. La simple indication faite par le débiteur, d'une personne qui doit payer à sa place, n'opère point de novation.

Il en est de même de la simple indication faite par le créancier, d'une personne qui doit recevoir pour lui.

1152. Les privilèges et hypothèques de l'ancienne créance ne passent point à celle qui lui est substituée, à moins que le créancier ne les ait expressément réservés.

1153. Lorsque la novation s'opère par la substitution d'un nouveau débiteur, les privilèges et hypothèques primitifs de la créance ne passent point sur les biens du nouveau débiteur.

1154. Par la novation faite entre le créancier et l'un des débiteurs solidaires, les codébiteurs sont libérés.

La novation opérée à l'égard du débiteur principal libère les cautions.

Néanmoins si le créancier a exigé, dans le premier cas, l'accession des codébiteurs, ou, dans le second, celle des cautions, l'ancienne créance subsiste, si les codébiteurs ou les cautions refusent d'accéder au nouvel engagement.

SECTION III.

De la remise de la dette.

1155. La remise volontaire du titre original sous signature privée fait preuve de la libération, soit au profit du débiteur à qui elle a été faite, soit au profit de ses codébiteurs solidaires.

1156. La remise ou décharge conventionnelle au profit de l'un des codébiteurs solidaires libère tous les autres, à moins que le créancier n'ait expressément réservé ses droits contre ces derniers.

Dans ce dernier cas, il ne peut plus répéter la dette que déduction faite de la part de celui auquel il a fait la remise.

1157. La remise de la chose donnée en nantissement ne suffit point pour faire présumer la remise de la dette.

1158. La remise ou décharge conventionnelle accordée au débiteur principal, libère les cautions ;

Celle accordée à la caution ne libère pas le débiteur principal ;

Celle accordée à l'une des cautions, ne libère pas les autres de ce qui, dans la dette, excède la part de cette caution.

SECTION IV.

De la compensation.

1159. Lorsque deux personnes se trouvent débitrices l'une envers l'autre, il s'opère entre elles une *compensation* qui éteint les deux dettes, de la manière et dans les cas ci-après exprimés.

1160. La compensation s'opère de plein droit par la seule force de la loi, même à l'insu des débiteurs ; les deux dettes s'éteignent réciproquement, à l'instant même où elles existent simultanément, jusqu'à concurrence de la plus faible.

1161. La compensation n'a lieu qu'entre deux dettes qui ont également pour objet une somme d'argent, ou une certaine quantité de choses fongibles de la même espèce, et qui sont également liquides et exigibles.

1162. Le terme accordé gratuitement par le créancier, n'est point un obstacle à la compensation.

1163. La compensation a lieu, quelles que soient les causes de l'une ou de l'autre des dettes, excepté dans le cas,

- 1^o De la demande en restitution d'une chose dont le propriétaire a été injustement dépouillé;
- 2^o De la demande en restitution d'un dépôt ou d'un prêt à usage;
- 3^o D'une dette qui a pour cause des alimens déclarés insaisissables.

1164. La caution peut opposer la compensation de ce que le créancier doit au débiteur principal;

Mais le débiteur principal ne peut opposer la compensation de ce que le créancier doit à la caution;

Le débiteur solidaire ne peut pareillement opposer la compensation de ce que le créancier doit à son codébiteur.

1165. Le débiteur qui a accepté purement et simplement la cession qu'un créancier a faite de ses droits à un tiers, ne peut plus opposer au cessionnaire la compensation qu'il eût pu, avant l'acceptation, opposer au cédant.

A l'égard de la cession qui n'a point été acceptée par le débiteur, mais qui lui a été signifiée, elle n'empêche que la compensation des créances postérieures à cette notification.

1166. Lorsque les deux dettes ne sont pas

payables au même lieu, on n'en peut opposer la compensation qu'en faisant raison des frais de transport au lieu du paiement.

1167. Lorsqu'il y a plusieurs dettes compensables dues par la même personne, on suit, pour la compensation, les règles établies pour l'imputation par l'article 1138.

1168. La compensation n'a pas lieu au préjudice des droits acquis à un tiers. Ainsi, celui qui, étant débiteur, est devenu créancier depuis le séquestre fait par un tiers entre ses mains, ne peut, au préjudice de celui qui a opéré le séquestre, opposer la compensation.

1169. Celui qui a payé une dette qui était, de droit, éteinte par la compensation, ne peut plus, en exerçant la créance dont il n'a point opposé la compensation, se prévaloir, au préjudice des tiers, des privilèges ou hypothèques, ni des cautionnemens qui y étaient attachés, à moins qu'il n'ait eu une juste cause d'ignorer la créance qui devait compenser sa dette.

SECTION V.

De la confusion.

1170. Lorsque les qualités de créancier et de débiteur se réunissent dans la même personne, il se fait une *confusion* de droits qui éteint la dette et la créance.

1171. La confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal, profite à ses cautions.

Celle qui s'opère dans la personne de la caution; n'entraîne point l'extinction de l'obligation principale;

Celle qui s'opère dans la personne de l'un des débiteurs solidaires, ne profite à ses codébiteurs que pour la portion dont il était débiteur.

SECTION VI.

De la perte de la chose due.

1172. Lorsque le corps certain et déterminé qui était l'objet de l'obligation vient à périr, est mis hors du commerce, ou se perd de manière qu'on en ignore absolument l'existence, l'obligation est éteinte, si la chose a péri, a été mise hors du commerce, ou a été perdue sans la faute du débiteur, et avant qu'il fut en demeure.

Lors même que le débiteur est en demeure, et s'il ne s'est pas chargé des cas fortuits, l'obligation est éteinte dans le cas où la chose fût également périée chez le créancier, si elle lui eût été livrée.

Le débiteur est tenu de prouver le cas fortuit qu'il allègue.

De quelque manière que la chose volée ait péri ou ait été perdue, sa perte ne dispense pas celui qui l'a soustraite de la restitution du prix.

1173. Lorsque la chose est périe, mise hors du commerce ou perdue sans la faute du débiteur, il est tenu, s'il a quelques droits ou actions en indemnité par rapport à cette chose, de les céder à son créancier.

SECTION VII.

De l'action en nullité ou en rescision des conventions.

1174. L'action en nullité ou en rescision d'une convention dure quatre ans, dans tous les cas où elle n'est pas limitée à un moindre temps par une loi particulière.

Ce temps ne court, dans le cas de violence, que du jour où elle a cessé; dans le cas d'erreur ou de dol, du jour où ils ont été découverts; et pour les actes passés par des personnes incapables de contracter, du jour où l'incapacité a cessé.

1175. Cette action est transmissible aux héritiers, qui ne peuvent toutefois l'exercer que pendant la durée du terme qui restait à courir au profit de leurs auteurs, sans préjudice des dispositions relatives à l'interruption ou à la suspension des prescriptions.

1176. La simple déclaration de majorité, faite par le mineur, ne fait point obstacle à la demande en nullité ou en rescision.

1177. L'incapable qui est commerçant ou artisan, n'est point restituable contre les engagements qu'il a pris à raison de son commerce ou de son art.

1178. L'incapable n'est pas non plus restituable contre les obligations résultant de son délit ou quasi-délit.

1179. Il n'est pas recevable à revenir contre l'engagement qu'il avait souscrit dans l'état d'incapacité, lorsqu'il l'a ratifié étant parvenu à celui de capacité, soit que cet engagement fut nul en sa forme, soit qu'il fut seulement sujet à restitution.

1180. Lorsque les personnes incapables sont admises à se faire restituer contre leurs engagements, le remboursement de ce qui aurait été, en conséquence de ces engagements, payé pendant l'état d'incapacité, ne peut en être exigé, à moins qu'il ne soit prouvé que ce qui a été payé a tourné à leur profit.

1181. Lorsque les formalités requises à l'égard de la personne incapable de contracter soit pour aliénation d'immeubles, soit pour l'acceptation ou le partage d'une succession, soit pour tout autre acte ont été remplies, elle est, relativement à ces actes, considérée comme si elle les avait faits dans l'état de capacité.

1182. L'exception de nullité peut être opposée par toute personne qui est poursuivie pour l'exécution de l'obligation, dans tous les cas où cette per-

sonne aurait été admissible à agir par voie de nullité ou de rescision.

Cette exception n'est point sujette à la prescription établie par l'article 1174.

CHAPITRE VI.

De la preuve des obligations, et de celle du paiement.

1183. Celui qui réclame l'exécution d'une obligation, doit la prouver.

Réciproquement, celui qui se prétend libéré, doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation.

1184. Les règles qui concernent la preuve littérale, la preuve testimoniale, les présomptions, l'aveu de la partie et le serment, sont expliquées dans les sections suivantes.

SECTION I.

De la preuve littérale.

1185. La preuve littérale dérive d'un titre authentique ou d'un titre sous seing privé.

§ 1.

Du titre authentique.

1186. L'acte authentique est celui qui a été reçu, selon les formes prescrites, par un notaire, ou par un autre officier public ayant, dans le lieu où il l'a rédigé, le pouvoir de donner à cet acte le caractère de l'authenticité.

1187. L'acte qui n'est point authentique par l'incompétence ou l'incapacité de l'officier, ou par un défaut de forme, vaut comme écriture privée, s'il a été signé des parties.

1188. L'acte authentique fait pleine foi de la convention et des faits qui se sont passés en présence du notaire ou de l'officier public qui l'a reçu.

Néanmoins, en cas de plainte en faux principal, ou en cas d'inscription de faux faite incidemment, les tribunaux devront suspendre provisoirement l'exécution de l'acte.

1189. L'acte, soit authentique, soit sous seing privé, fait foi entre les parties, même de ce qui n'y est exprimé qu'en termes énonciatifs, pourvu que l'énonciation ait un rapport direct à la disposition.

Les énonciations étrangères à la disposition ne peuvent servir que d'un commencement de preuve.

1190. Les contre-lettres ne peuvent avoir leur effet qu'entre les parties contractantes : elles n'ont point d'effet contre les tiers.

§ 2.

De l'acte sous seing privé.

1191. L'acte sous seing privé, reconnu par celui auquel on l'oppose, ou légalement tenu pour reconnu, a, entre ceux qui l'ont souscrit et entre leurs héritiers et ayant-cause, la même foi que l'acte authentique.

1192. Celui auquel on oppose un acte sous seing privé, est obligé d'avouer ou de désavouer formellement son écriture ou sa signature.

Ses héritiers ou ayant-cause peuvent se contenter de déclarer qu'ils ne connaissent point l'écriture ou la signature de leur auteur.

1193. Dans le cas où la partie désavoue son écriture ou sa signature, et dans le cas où ses héritiers ou ayant-cause déclarent ne les point connaître, la vérification en est ordonnée en justice.

1194. Le billet ou la promesse sous seing privé, par lequel une partie s'engage envers l'autre à lui payer une somme d'argent, ou à lui livrer une chose appréciable, doit être écrit en entier de la main de celui qui le souscrit ; ou du moins, il faut, qu'outre sa signature, il ait écrit de sa main un *bon* ou un *approuvé* portant en toutes lettres la somme ou la quantité de la chose.

1195. Lorsque la somme exprimée au corps de l'acte est différente de celle exprimée au *bon*, l'obli-

gation est présumée n'être que de la somme moindre, lors même que l'acte ainsi que le *bon* sont écrits en entier de la main de celui qui s'est obligé, à moins qu'il ne soit prouvé de quel côté est l'erreur.

1196. Les actes sous seing privé n'ont de date contre les tiers que du jour où ils ont été légalisés ou visés par un notaire certificateur, du jour de la mort de celui ou de l'un de ceux qui les ont souscrits, ou du jour où leur substance est constatée dans des actes dressés par des officiers publics, tels que procès-verbaux de scellé ou d'inventaire.

1197. Les livres de ceux qui exercent un art ou une profession font foi, sauf preuve contraire, des fournitures qui y sont portées, comme suit :

Les livres des artisans jusqu'à 35 frs.

Ceux des aubergistes jusqu'à 60 frs.

Ceux des boulangers jusqu'à 75 frs.

Ceux des bouchers et des marchands domiciliés dans le pays jusqu'à 120 frs.

1198. Pour que ces livres fassent foi, il faut :

1^o Que ceux qui en font usage soient d'une probité reconnue ;

2^o Qu'ils inscrivent leurs crédits dans un journal dans un ordre exact, date après date, sans ratures ni blancs suspects ;

3^o Que ce journal soit visé et daté par un notaire certificateur et que de plus il soit par lui côté et signé à chaque feuille ;

4^o Qu'il indique l'objet vendu, et qu'il contienne la date de l'an et du jour de la livraison, les noms et prénoms de la personne à laquelle le crédit a été fait, ainsi que ceux de la personne à laquelle la chose a été délivrée ;

5^o Que celui qui veut en faire usage prête serment que la somme lui est bien due, s'il en est requis par le juge ou la partie.

Ces livres font foi pendant un an à compter du jour où le crédit a été fait.

1199. Les livres des marchands font preuve contre eux ; mais celui qui veut en tirer avantage, ne peut les diviser en ce qu'ils contiennent de contraire à sa prétention.

1200. Les registres et papiers domestiques ne font point preuve en faveur de celui qui les a écrits. Ils font foi contre lui,

1^o Dans tous les cas où ils énoncent formellement un paiement reçu ;

2^o Lorsqu'ils contiennent la mention expresse que la note a été faite pour suppléer le défaut de titre ou document en faveur de celui au profit duquel ils énoncent une obligation.

1201. L'écriture mise par le créancier à la suite, en marge ou au dos d'un titre qui est toujours resté en sa possession, fait foi quoique non signée ni datée par lui, lorsqu'elle tend à établir la libération du débiteur.

Il en est de même de l'écriture mise par le créancier au dos, ou en marge, ou à la suite du double d'un titre ou d'une quittance, pourvu que ce double soit entre les mains du débiteur.

§ 3.

Des tailles.

1202. Les tailles corrélatives à leurs échantillons font foi entre les personnes qui sont dans l'usage de constater ainsi les fournitures qu'elles font ou reçoivent en détail.

§ 4.

Des copies des titres.

1203. Les copies des actes publics font la même foi que l'original, lorsqu'elles ont été tirées sur la minute, et certifiées par le notaire ou autre officier public qui a reçu ces actes, ou par celui qui est légalement autorisé à en délivrer des copies authentiques.

1204. La représentation du titre original, lorsqu'il existe, peut toujours être exigée.

1205. A défaut de la minute, les copies authentiques délivrées conformément à l'article 1203 font pleine foi, pourvu qu'elles ne présentent ni altération, ni aucun motif de suspicion.

1206. Les copies qui, à défaut de l'original, ont

été tirées par des officiers publics sans qualité pour le faire, ne font aucune foi, à moins qu'il ne s'agisse de copies de titres anciens faites depuis plus de trente ans : dans ce cas, elles peuvent servir d'indication ou de commencement de preuve plus ou moins forte, suivant les circonstances.

Les copies qui sont simplement transcrites sur les registres publics, ne peuvent servir que d'un commencement de preuve par écrit.

1207. Hors les cas spécifiés dans l'article précédent, les copies des copies ne font aucune foi.

1208. La copie authentique du testament olographe, tirée de l'original déposé chez un notaire, conformément aux articles 622 et 625, fait la même foi que l'original, sans préjudice cependant du droit d'en demander la collation avec l'original, s'il existe.

§ 5.

Des actes récongnitifs et confirmatifs.

1209. L'acte récongnitif fait preuve contre le débiteur, ses héritiers et ayant-droit, à moins que ceux-ci, par la représentation du titre primordial, ne prouvent qu'il y a eu dans l'acte récongnitif erreur ou augmentation de la dette primitive.

S'il y a plusieurs actes récongnitifs, le plus récent doit prévaloir.

1210. L'acte de confirmation ou ratification d'une

obligation contre laquelle la loi admet l'action en nullité ou en rescision, n'est valable que lorsqu'on y trouve la substance de cette obligation, la mention du motif de l'action en rescision et l'intention de réparer le vice sur lequel cette action est fondée.

A défaut d'acte de confirmation ou ratification, il suffit que l'obligation soit exécutée volontairement en tout ou en grande partie, après l'époque à laquelle l'obligation pouvait être valablement confirmée ou ratifiée.

La confirmation, ratification ou exécution volontaire, dans les formes et à l'époque déterminées par la loi, emporte la renonciation aux moyens et exceptions que l'on pouvait opposer contre l'obligation, sans préjudice néanmoins du droit des tiers.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent point à l'action en rescision qui est fondée sur la lésion.

1211. Le donateur ne peut réparer par aucun acte confirmatif les vices d'une donation entre-vifs, nulle en la forme; il faut qu'elle soit refaite en la forme légale.

1212. La confirmation, ratification ou exécution volontaire d'une donation ou d'une disposition testamentaire par les héritiers ou ayant-droit du donateur ou du testateur, après son décès, emporte leur renonciation à opposer soit les vices de forme, soit toute autre exception.

SECTION II.

De la preuve testimoniale.

1213. Il n'est reçu aucune preuve par témoins d'une convention dont l'objet ou la valeur excède la somme de trois cents francs, même pour dépôts volontaires ; cette preuve n'est pas non plus admise contre et outre le contenu aux actes, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes, encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de trois cents francs.

1214. La règle ci-dessus s'applique au cas où l'action contient, outre la demande du capital, une demande d'intérêts qui, réunis au capital, excèdent la somme de trois cents francs.

1215. Celui qui a formé une demande excédant trois cents francs, ne peut plus être admis à la preuve testimoniale, même en restreignant sa demande primitive.

1216. La preuve testimoniale, sur la demande d'une somme même moindre de trois cents francs, ne peut être admise, lorsque cette somme est déclarée être le restant ou faire partie d'une créance plus forte qui n'est point prouvée par écrit.

1217. Si dans la même instance une partie fait plusieurs demandes dont il n'y ait point de titre par écrit, et que, jointes ensemble, elles excèdent la

somme de trois cents francs, la preuve par témoins ne peut être admise, encore que la partie allègue que ces créances proviennent de différentes causes, et qu'elles se soient formées en différens temps, si ce n'était que ces droits procédassent par succession, donation ou autrement de personnes différentes.

1218. Les règles ci-dessus reçoivent exception lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit.

On appelle ainsi tout écrit émané de celui contre lequel la demande est formée, ou de celui qu'il représente et qui rend vraisemblable le fait allégué.

1219. Elles reçoivent encore exception toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation qui a été contractée envers lui.

Cette seconde exception s'applique :

- 1^o Aux obligations qui naissent des quasi-contrats, et des délits ou quasi-délits ;
- 2^o Aux dépôts nécessaires faits en cas d'incendie, ruine, tumulte ou naufrage, et à ceux faits par les voyageurs dans les hôtelleries où ils logent, ou aux voituriers qui les conduisent, le tout suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait ;
- 3^o Aux obligations contractées en cas d'accidens imprévus qui n'auraient pas permis de faire des actes par écrit ;

- 4^o Au cas où le créancier a perdu le titre qui lui servait de preuve littérale, par suite d'un cas fortuit, imprévu et résultant d'une force majeure.

SECTION III.

Des présomptions.

1220. Les présomptions sont des conséquences que la loi ou le juge tire d'un fait connu à un fait inconnu.

§ 1.

Des présomptions établies par la loi.

1221. La *présomption légale* est celle qui est attachée par une loi spéciale à certains actes ou à certains faits : tels sont,

- 1^o Les actes que la loi déclare nuls, comme présumés faits en fraude de ses dispositions, d'après leur seule qualité;
- 2^o Les cas dans lesquels la loi déclare la propriété ou la libération résulter de certaines circonstances déterminées;
- 3^o L'autorité que la loi attribue à la chose jugée;
- 4^o La force que la loi attache à l'aveu ou au serment de la partie.

1222. L'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à

l'égard de ce qui a fait l'objet du jugement. Il faut que la chose demandée soit la même; que la demande soit fondée sur la même cause; que la demande soit entre les mêmes parties, et formée par elles et contre elles en la même qualité.

1223. La présomption légale dispense de toute preuve celui au profit duquel elle existe.

1224. Quant aux jugemens rendus en pays étrangers, on agira de la même manière qu'on en use dans ces pays à l'égard des jugemens rendus par les tribunaux du Valais.

§. 2.

Des présomptions qui ne sont point établies par la loi.

1225. Les présomptions qui ne sont point établies par la loi, sont abandonnées à la prudence du juge, qui ne doit admettre que des présomptions graves, précises et concordantes, et dans le cas seulement où la loi admet la preuve testimoniale, à moins que l'acte ne soit attaqué pour cause de fraude ou de dol.

SECTION IV.

De l'aveu de la partie.

1226. L'aveu qui est opposé à une partie est *extrajudiciaire* ou *judiciaire*.

1227. L'allégation d'un aveu extrajudiciaire purement verbal est inutile toutes les fois qu'il s'agit d'une demande dont la preuve testimoniale ne serait point admissible.

1228. S'il s'agit d'une demande dont la preuve testimoniale est admissible, l'aveu extrajudiciaire fait preuve s'il a été fait en présence de celui auquel il profite.

1229. L'aveu judiciaire est la déclaration que la partie fait en justice.

Il fait pleine foi contre celui qui l'a fait;

Il ne peut être divisé contre lui;

Il ne peut être révoqué, à moins qu'on ne prouve qu'il a été la suite d'une erreur de fait;

Il ne peut être révoqué sous prétexte d'une erreur de droit.

1230. L'aveu judiciaire de l'avocat ou du mandataire fait la même foi que celui de la partie elle-même.

Cependant cet aveu pourra être révoqué avant le jugement, en payant les frais frustratoires.

1231. L'aveu judiciaire ne produit les effets qui lui sont attribués par l'article 1229 que lorsqu'il est fait par une personne capable de s'obliger.

L'aveu des tuteurs et administrateurs ne préjudicie aux personnes placées sous leur autorité, que lorsqu'il est fait dans les cas où la loi leur permet

d'obliger ces personnes, et en suivant les formes qu'elle détermine.

SECTION V.

Du serment.

1232. Le serment, de quelque espèce qu'il soit, doit être prêté par la personne même, et non par un fondé de pouvoir.

1233. Le serment *judiciaire* est de deux espèces :

1^o Celui qu'une partie défère à l'autre pour en faire dépendre le jugement de la cause ; il est appelé *décisoire* ;

2^o Celui qui est déféré par le juge à l'une des parties, soit d'office soit à la demande de celle-ci, par suite d'une disposition expresse de la loi.

§ 1.

Du serment décisoire.

1234. Le serment décisoire peut être déféré sur quelque espèce de contestation civile que ce soit.

Il ne peut avoir pour objet un fait incriminé par la loi.

1235. Il ne peut être déféré que sur un fait personnel à la partie à laquelle on le défère ; il peut l'être cependant sur la simple *science* d'un fait.

1236. Il peut être déféré en tout état de cause, et encore qu'il n'existe aucun commencement de preuve de la demande ou de l'exception sur laquelle il est provoqué.

1237. Celui auquel le serment est déféré, qui le refuse ou ne consent pas à le référer à son adversaire, ou l'adversaire à qui il a été référé, et qui le refuse, doit succomber dans sa demande ou dans son exception.

1238. La partie à laquelle le serment a été déféré, ne peut plus le référer, si elle a déclaré être prête à faire ce serment.

1239. Le serment ne peut être référé quand le fait qui en est l'objet n'est point celui des deux parties, mais est purement personnel à celui auquel le serment avait été déféré.

1240. Lorsque le serment déféré ou référé a été fait, l'adversaire n'est point recevable à en prouver la fausseté.

Si cependant la fausseté en a été établie par un jugement criminel, les effets civils du serment décisoire n'en subsistent pas moins, sauf à celui au préjudice duquel il a été fait, à exercer l'action en dommages et intérêts qu'il peut avoir en vertu du jugement criminel.

1241. La partie qui a déféré ou référé le serment, ne peut plus se retracter lorsque l'adversaire a déclaré qu'il est prêt à faire ce serment.

1242. Celui qui a déféré ou référé le serment, peut en dispenser l'adversaire qui a déclaré être prêt à le faire; dans ce cas, le serment est censé fait.

1243. Le serment fait ne forme preuve qu'au profit de celui qui l'a déféré ou contre lui, et au profit de ses héritiers ou ayant-cause ou contre eux.

Néanmoins, le serment déféré par l'un des créanciers solidaires au débiteur ne libère celui-ci que pour la part de ce créancier;

Le serment déféré au débiteur principal libère également les cautions;

Celui déféré à l'un des débiteurs solidaires profite aux codébiteurs;

Et celui déféré à la caution profite au débiteur principal.

Dans ces deux derniers cas, le serment du codébiteur solidaire ou de la caution ne profite aux autres codébiteurs ou au débiteur principal, que lorsqu'il a été déféré sur la dette, et non sur le fait de la solidarité ou du cautionnement.

§ 2.

Du serment déféré par le juge.

1244. Le serment qui est déféré par le juge à l'une des parties a pour but ou de compléter une preuve, et il est appelé *supplétif*, ou de déterminer le montant de la condamnation.

1245. Hors le cas prévu à l'article 1198, le serment supplétif ne peut être déféré que sous les deux conditions suivantes : il faut,

- 1^o Que la demande ou l'exception ne soit pas pleinement justifiée;
- 2^o Qu'elle soit appuyée sur la déposition d'un témoin non récusable.

1246. Le serment supplétif n'est pas admis :

- 1^o Lorsque la demande en capital et intérêts excède cent cinquante francs, sauf dans les cas prévus à l'article 1219;
- 2^o Lorsque, après avoir formé une demande excédant cent cinquante francs, l'on restreint la demande primitive;
- 3^o Lorsque la somme réclamée est le restant ou fait partie d'une valeur excédant cent cinquante francs.

1247. Le serment déféré par le juge à l'une des parties, ne peut être par elle référé à l'autre.

1248. Le serment sur la valeur de la chose demandée ne peut être déféré par le juge au demandeur, que lorsqu'il est d'ailleurs impossible, par la faute du défendeur, de constater autrement cette valeur.

Le juge doit même, en ce cas, déterminer la somme jusqu'à concurrence de laquelle le demandeur en sera cru sur son serment.

TITRE VII.

DES ENGAGEMENTS QUI SE FORMENT SANS CONVENTION.

1249. Certains engagements se forment sans qu'il intervienne aucune convention, ni de la part de celui qui s'est obligé, ni de la part de celui envers lequel il est obligé.

Les uns résultent de l'autorité seule de la loi ; les autres naissent d'un fait personnel à celui qui se trouve obligé.

Les premiers sont les engagements formés involontairement, tels que ceux entre propriétaires voisins, ou ceux des tuteurs ou autres administrateurs qui ne peuvent refuser la fonction qui leur est déferée.

Les engagements qui naissent d'un fait personnel à celui qui se trouve obligé, résultent des quasi-contrats, ou des délits ou quasi-délits.

Ils font la matière du présent titre.

CHAPITRE I^{er}.*Des quasi-contrats.*

1250. Les quasi-contrats sont les faits purement volontaires de l'homme, dont il résulte un engagement quelconque envers un tiers, et quelquefois un engagement réciproque des deux parties.

1251. Lorsque volontairement on gère l'affaire d'autrui, soit que le propriétaire connaisse la gestion, soit qu'il l'ignore, celui qui gère contracte l'engagement tacite de continuer la gestion qu'il a commencée, et de ne pas l'abandonner intempestivement et de manière à causer du préjudice au propriétaire ; il doit se charger également de toutes les dépenses de cette même affaire.

Il se soumet à toutes les obligations qui résulteraient d'un mandat exprès que lui aurait donné le propriétaire.

1252. Il est obligé de continuer sa gestion, encore que le maître vienne à mourir avant que l'affaire soit consommée, jusqu'à ce que l'héritier ait pu en prendre la direction.

1253. Il est tenu d'apporter à son administration tous les soins d'un bon père de famille. Néanmoins les circonstances qui l'ont conduit à se charger de l'affaire, peuvent autoriser le juge à modérer les

dommages et intérêts qui résulteraient des fautes ou de la négligence du gérant.

1254. Le maître dont l'affaire a été bien administrée, doit remplir les engagemens que le gérant a contractés en son nom, l'indemniser de tous les engagemens personnels qu'il a pris, et lui rembourser toutes les dépenses utiles ou nécessaires qu'il a faites.

1255. Celui qui reçoit par erreur ou sciemment ce qui ne lui est pas dû, s'oblige à le restituer à celui de qui il l'a indûment reçu.

1256. Lorsqu'une personne qui, par erreur, se croyait débitrice, a acquitté une dette, elle a le droit de répétition contre le créancier.

Néanmoins ce droit cesse dans le cas où le créancier, par suite du paiement, a de bonne foi supprimé son titre ou renoncé aux gages de sa créance, sauf le recours de celui qui a payé contre le véritable débiteur.

1257. S'il y a eu mauvaise foi de la part de celui qui a reçu, il est tenu de restituer, tant le capital que les intérêts ou les fruits, du jour du paiement.

1258. Celui qui a reçu indûment une chose, est tenu de la restituer en nature, si elle existe; si elle est périe ou détériorée, il doit, dans le cas où il l'a reçue de mauvaise foi, en restituer la valeur, lors même que la perte ou la détérioration n'est arrivée

que par cas fortuit; s'il l'a reçue de bonne foi, il n'est tenu à en restituer la valeur que jusqu'à concurrence de ce dont il a profité.

1259. Si celui qui a reçu de bonne foi, a vendu la chose, il ne doit que restituer le prix de la vente, ou céder l'action qu'il a pour en obtenir le paiement.

1260. Celui auquel la chose est restituée, doit tenir compte, même au possesseur de mauvaise foi, de toutes les dépenses nécessaires et utiles qui ont été faites pour la conservation de la chose.

CHAPITRE II.

Des délits et des quasi-délits.

1261. Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.

1262. Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

1263. On est responsable, non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.

Le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfans mineurs habitant avec eux ;

Les maîtres et les commettans, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés.

La responsabilité ci-dessus n'a point lieu si les père et mère, les maîtres et les commettans, prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

1264. Le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé.

1265. Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien, ou par le vice de sa construction.

1266. Celui qui a un juste motif de craindre que son fonds, ou toute autre chose dont il est en possession, ne soit menacé d'un dommage considérable et prochain, par un bâtiment, par un arbre ou par un autre objet de même nature, qu'un autre individu posséderait dans le voisinage, peut, en exposant le fait au juge, requérir, selon la diversité des circonstances, qu'il prescrive les mesures convenables pour obvier au danger qui est dénoncé, ou que le voisin soit condamné à fournir caution pour le paiement des dommages que l'état actuel des choses pourrait occasionner.

1267. Celui qui a lieu de craindre que le nouvel œuvre qu'un individu aura entrepris sur son propre fonds ou sur celui d'un autre, ne cause du dommage à son fonds, pourra, dans l'année à compter de l'époque où l'ouvrage aura été commencé, et avant qu'il soit terminé, en faire la dénonciation au juge, afin qu'il statue provisoirement, jusqu'à ce qu'il ait été définitivement prononcé sur les droits respectifs des parties.

1268. Le juge, après avoir pris connaissance du fait, pourra, suivant les circonstances, faire suspendre le nouvel œuvre, ou en permettre la continuation : s'il ordonne la suspension des travaux, il exigera, s'il y échet, les sûretés convenables pour le paiement des dommages que l'injonction faite à celui qui les a entrepris peut lui occasionner ; si au contraire il en permet la continuation, il exigera les mêmes sûretés pour le cas de démolition ou de réduction du nouvel œuvre, et pour les dommages que pourrait supporter celui qui en a fait la dénonciation.

TITRE VIII.

DU CONTRAT DE MARIAGE ET DES DROITS RESPECTIFS DES
EPOUX, RELATIVEMENT A LEURS BIENS.CHAPITRE I^{er}.*Dispositions générales.*

1269. Les époux peuvent faire dans leur contrat de mariage, toutes les conventions qu'ils jugent à propos, pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux bonnes mœurs, et, en outre, sous les modifications qui suivent.

1270. Les époux ne peuvent déroger ni aux droits résultant de la puissance maritale sur la personne de la femme et des enfans, ou qui appartiennent au mari comme chef de la famille, ni aux droits conférés au survivant des époux par le Titre *de la puissance paternelle*, et par le Titre *de la minorité, de la tutelle et de l'émancipation*, ni aux dispositions prohibitives du présent Code.

1271. Ils ne peuvent faire aucune convention ou renonciation dont l'objet serait de changer l'ordre légal des successions, soit par rapport à eux-mêmes

dans la succession de leurs enfans où descendans, soit par rapport à leurs enfans entre eux ; sans préjudice des donations entre-vifs ou des dispositions testamentaires qui pourront avoir lieu selon les formes et dans les cas déterminés par le présent Code.

1272. Les époux ne peuvent stipuler, d'une manière générale, que leur contrat de mariage sera réglé par quelqu'une des lois, coutumes ou statuts locaux ci-devant en vigueur en Valais.

1273. Toutes conventions matrimoniales seront rédigées avant le mariage par acte devant notaire, ou par acte sous seing privé ayant date certaine.

1274. Elles ne peuvent recevoir aucun changement après la célébration du mariage.

1275. Les changemens qui y seraient faits avant cette célébration, doivent être constatés par acte passé dans la même forme que le contrat de mariage.

Nul changement ou contre-lettre n'est, au surplus, valable sans la présence et le consentement simultané de toutes les personnes qui ont été parties dans le contrat de mariage.

1276. Le mineur habile à contracter mariage est habile à consentir, sous l'autorisation de son tuteur, toutes les conventions dont ce contrat est suceptible ; et les donations qu'il y a faites, sont valables, pourvu qu'il ait été autorisé conformément à l'article 940.

1277. Le mariage contracté entre deux personnes domiciliées l'une en Valais et l'autre en pays étranger, sera , à défaut de convention contraire , régi , quant aux acquêts, par la loi du lieu où le mari était domicilié à l'époque du mariage.

CHAPITRE II.

Des droits et des obligations du mari à l'égard des biens de sa femme.

1278. Le mari seul a l'administration des biens meubles et immeubles de sa femme pendant le mariage.

Les fruits et les intérêts lui appartiennent.

Cependant il peut être convenu, par le contrat de mariage, que la femme touchera annuellement, sur ses seules quittances, une partie de ses revenus pour ses menues dépenses et ses besoins personnels.

1279. Lorsque la femme aura laissé à son mari la jouissance de la portion des revenus stipulée à son profit, celui-ci n'est tenu, soit sur la demande que sa femme pourrait lui faire, soit à la dissolution du mariage ou en cas de séparation de biens, qu'à la représentation des fruits existans, et il n'est point comptable de ceux qui ont été consommés jusqu'alors.

1280. Le mari a seul le droit de poursuivre les

débiteurs des créances appartenant à sa femme et de recevoir le remboursement des capitaux.

1281. Il peut exercer seul les actions mobilières et possessoires qui appartiennent à sa femme.

Il ne peut aliéner les immeubles de sa femme, ni exercer les actions qui y sont relatives, sans son consentement.

Il est responsable de tout dépérissement des biens de sa femme, causé par défaut d'actes conservatoires.

1282. Les baux que le mari seul a fait des biens de sa femme pour un terme qui excède deux ans, ne sont, en cas de dissolution du mariage ou de séparation de biens, obligatoires vis-à-vis de la femme ou de ses héritiers que pour le temps qui reste à courir soit de la première période de deux ans, si les parties s'y trouvent encore, soit de la seconde et ainsi de suite, de manière que le fermier n'ait que le droit d'achever la période de deux ans où il se trouve.

1283. Les revenus des biens de la femme appartiennent au mari, à la charge par celui-ci :

- 1^o De fournir à sa femme des alimens convenables d'après sa fortune et sa condition; de pourvoir à l'entretien et à l'éducation des enfans communs et de supporter toute autre charge du mariage;

2^o De payer les arrérages et intérêts des rentes ou dettes passives de sa femme, échus durant le mariage.

1284. Le mari est de plus tenu à l'égard des biens de sa femme, de toutes les obligations de l'usufruitier, sauf qu'il est dispensé de fournir caution.

Il est responsable de toutes prescriptions et déteriorations survenues par sa négligence.

1285. Si le mari a bâti sur le fonds de sa femme ou s'il a fait des impenses pour l'amélioration des biens de celle-ci, il peut, à la dissolution du mariage ou en cas de séparation de biens, réclamer une indemnité conformément au dispositif du dernier membre des articles 389 et 395.

CHAPITRE III.

Des acquêts faits et des dettes contractées durant le mariage.

1286. A défaut de contrat, l'association conjugale est soumise, quant aux acquêts, au régime de la communauté, conformément aux règles ci-après expliquées.

1287. Il n'est pas permis aux époux de contracter une communauté universelle de biens, autre que celle des acquêts.

1288. Il est permis aux époux de régler la

communauté d'acquêts par des conventions spéciales, pourvu qu'elles ne soient pas contraires aux articles 1269, 1270, 1271 et 1272 : dans tous les cas, néanmoins, on observera les modifications et les autres dispositions énoncées dans les articles suivans.

1289. La communauté d'acquêts, soit légale soit conventionnelle, commence du jour du mariage : on ne peut stipuler qu'elle commencera à une autre époque.

1290. La communauté d'acquêts comprend tous les biens meubles ou immeubles acquis par les époux ensemble ou séparément durant le mariage, et provenant tant de leur industrie que des économies faites sur les fruits et revenus des biens des deux époux.

1291. On ne peut faire entrer en communauté ni l'actif ni le passif actuel des conjoints, ni les biens qui peuvent leur échoir, pendant sa durée, par succession, legs ou donation.

La communauté comprendra cependant la jouissance de leurs biens tant meubles qu'immeubles, présens et futurs.

1292. Tout bien meuble ou immeuble est réputé acquêt, s'il n'est prouvé que l'un des époux en avait la propriété ou possession légale antérieurement au mariage, ou qu'il lui est échu depuis à titre de succession, legs ou donation.

Cette preuve peut être faite tant par titres que par témoins.

1293. En cas de communauté d'acquêts, les impenses pour améliorations faites aux biens de l'un des époux ou pour constructions sur les dits biens, font partie des avoirs de la communauté, et l'époux auquel elles profitent en doit la récompense conformément au principe posé au dernier alinéa des articles 389 et 395.

Il en est de même toutes les fois que l'un des époux a tiré un profit personnel des biens de la communauté.

1294. Le mari administre seul les biens de la communauté, et exerce en justice les actions qui la concernent : il ne peut néanmoins aliéner ou hypothéquer qu'à titre onéreux les biens dont la propriété tombe dans la communauté.

1295. Les acquêts ne se comptent que sur ce qui reste après que les époux ont prélevé leurs apports, et déduction faite des dettes contractées à un titre quelconque durant le mariage.

Si les biens de la communauté ne suffisent pas à l'acquittement de ces dettes, le mari seul en est tenu.

Toute stipulation contraire est nulle.

1296. Les dettes contractées par la femme avec le consentement du mari, sont censées contractées dans l'intérêt de ce dernier ou dans celui de la com-

munauté, à moins qu'il ne soit prouvé qu'elles l'ont été dans l'intérêt personnel de la femme.

Toutefois les créanciers peuvent en poursuivre le paiement même sur les biens de la femme, sauf la récompense, s'il y a lieu.

1297. Les acquisitions faites durant le mariage par la femme ou en son nom ne constituent des propres de la femme qu'autant qu'il conste qu'elles ont eu lieu en remploi de deniers à elle appartenant.

1298. A défaut de stipulation spéciale, les acquêts faits durant le mariage se partagent par moitié entre les époux ou ceux qui les représentent.

1299. Celui des époux qui aurait diverti ou recélé quelques effets de la communauté, est privé de sa portion dans les dits effets.

1300. Si, lors du partage de la communauté, une dette passive n'a pas été déduite de l'actif, le mari ou ses héritiers auront recours contre la femme ou ses ayant-cause, à raison de la part qu'elle a eue dans l'actif.

1301. Lorsque les époux déclarent qu'ils se marient sans communauté, tous les acquêts appartiennent au mari.

1302. La communauté d'acquêts ne peut être dissoute que par la mort de l'un des époux; par la perte des droits civils ou par la privation de la jouissance de ces mêmes droits, conformément aux dispositions du Titre de la jouissance et de la priva-

tion des droits civils; par la déclaration d'absence ; par la séparation de corps , et par la séparation de biens prononcée en justice.

CHAPITRE IV.

De la séparation de biens.

1303. Lorsque le désordre des affaires du mari donne lieu de craindre que ses biens ne soient point suffisans pour remplir les droits et reprises de la femme, ou que la conduite déréglée du mari expose la femme à perdre tout le fruit de son travail, celle-ci peut demander la séparation de biens.

1304. La séparation de biens sera prononcée par les tribunaux.

Toute séparation volontaire est nulle.

1305. Les créanciers personnels de la femme ne peuvent demander la séparation de biens.

1306. Pour agir en séparation de biens, la femme devra être autorisée par la chambre pupillaire.

1307. Toute séparation de biens doit être rendue publique de la même manière que l'interdiction.

Elle aura son effet vis-à-vis des tiers conformément à ce qui est établi à l'article 332 pour l'interdiction.

Elle remonte, quant à ses effets, vis-à-vis du mari, au jour de la demande.

1308. La femme séparée de biens en reprend

l'administration sous l'autorisation qui serait nécessaire si elle n'était pas mariée.

Cependant elle doit contribuer, proportionnellement à ses facultés et à celles de son mari, tant aux frais du ménage qu'à ceux d'éducation des enfans communs. Elle supporte entièrement ces frais s'il ne reste rien au mari.

1309. Les créanciers du mari peuvent se pourvoir contre la séparation de biens prononcée et même exécutée en fraude de leurs droits : ils peuvent même intervenir dans l'instance sur la demande en séparation, pour la contester.

1310. La séparation de biens peut cesser du consentement des deux parties, constaté par acte passé devant notaire.

A cet effet, la femme devra être autorisée par la chambre pupillaire.

En ce cas, la communauté d'acquêts, si les époux étaient mariés sous ce régime, reprend son effet du jour du mariage ; les choses sont remises au même état que s'il n'y avait point eu de séparation, sans préjudice néanmoins de l'exécution des actes qui, dans cet intervalle, ont pu être faits par la femme.

Toute convention par laquelle les époux rétabliraient leur communauté sous des conditions différentes de celles qui la réglaient antérieurement, est nulle.

1311. Si la séparation de biens est la consé-

quence de la séparation de corps, ses effets cesseront par la réunion des époux opérée conformément à l'article 107.

CHAPITRE V.

De la restitution du bien des femmes et de la récompense.

1312. A la dissolution du mariage, ou en cas de séparation de biens, la femme reprend ses biens qui existent encore en nature, et réclame, quant aux autres, la récompense que le mari ou ses héritiers sont tenus de lui en faire.

1313. Si les meubles appartenant à la femme ont dé péri par l'usage et sans la faute du mari, il ne sera tenu de rendre que ceux qui resteront, et dans l'état où ils se trouveront.

1314. Les créances de la femme, si elles existent, seront reprises en nature; dans le cas contraire, la valeur en sera représentée en argent ou autrement.

Si quelques-unes de ces créances périssent, ou sont perdues par l'insolvabilité des débiteurs, le mari n'en sera pas responsable, si cela est arrivé sans aucune faute ou négligence de sa part.

1315. Le mari est garant et doit la récompense du prix des biens de sa femme aliénés avec son autorisation.

Toutefois la récompense n'est due que de la somme moyennant laquelle l'aliénation a eu lieu, lors même que cette somme serait inférieure à la valeur réelle de l'immeuble aliéné.

1316. L'immeuble acquis par le mari au nom de sa femme ou avec déclaration que l'acquisition est faite en emploi des deniers à elle appartenant, est réputé bien propre de la femme, si ce remploi a été accepté par elle sous l'autorisation de la chambre pupillaire.

L'acceptation du remploi de la part de la femme peut avoir lieu tant que l'immeuble acquis à ce titre est possédé par le mari, et que celui-ci n'a pas révoqué cette déclaration.

1317. Les immeubles acquis par voie d'échange contre des immeubles appartenant à la femme, sont, de plein droit, subrogés à ces derniers, et prennent, indépendamment de toute déclaration, la nature de biens propres de la femme.

1318. La récompense des valeurs que le mari doit à sa femme, s'opère au moyen d'un prélèvement que celle-ci fait d'abord sur l'argent comptant, ensuite sur les biens acquis durant le mariage, au choix de la femme ou de ses héritiers, et, en cas d'insuffisance, sur les biens personnels du mari.

1319. Les fruits naturels et industriels, pendans par branches ou par racines au moment de la séparation de biens ou de la dissolution du mariage, ap-

partiennent à l'époux propriétaire, conformément à la règle établie pour l'usufruit à l'article 421.

Quant aux fruits civils, on se conformera aux dispositions des articles 422 et 423.

TITRE IX.

DE LA VENTE.

CHAPITRE I^{er}.

De la nature et de la forme de la vente.

1320. La vente est une convention par laquelle l'un s'oblige à livrer une chose et l'autre à la payer.

1321. Elle est parfaite entre les parties, et la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ni le prix payé.

1322. La vente peut être faite purement et simplement, ou sous une condition soit suspensive, soit résolutoire.

Elle peut aussi avoir pour objet deux ou plusieurs choses alternatives.

Dans tous les cas, son effet est réglé par les principes généraux des conventions.

1323. Lorsque des marchandises ne sont pas vendues en bloc, mais au poids, au compte ou à la mesure, la vente n'est point parfaite, en ce sens que les choses vendues sont aux risques du vendeur jusqu'à ce qu'elles soient pesées, comptées ou mesurées; mais l'acheteur peut en demander ou la délivrance, ou des dommages-intérêts, s'il y a lieu, en cas d'inexécution de l'engagement.

1324. Si, au contraire, les marchandises ont été vendues en bloc, la vente est parfaite immédiatement.

La vente est censée faite en bloc, lorsqu'elle a lieu pour un prix unique et certain, sans avoir égard au poids, au compte ou à la mesure, ou même lorsqu'on y a seulement égard pour fixer la quotité du prix.

1325. A l'égard du vin, de l'huile et des autres choses que l'on est dans l'usage de goûter avant d'en faire l'achat, il n'y a point de vente tant que l'acheteur ne les a pas goûtées et agréées.

1326. La vente faite à l'essai est toujours présumée faite sous une condition suspensive.

1327. La promesse de vendre ou d'acheter n'aura d'effet que lorsqu'elle sera réciproque, et qu'il y aura consentement sur la chose et sur le prix, sauf ce qui est dit à l'article 1329.

Toutefois, les offres faites dans une enchère sont obligatoires, si elles sont acceptées par le vendeur avant la levée de la séance de l'enchère.

1328. La promesse de vendre ou d'acheter, valablement faite, produit simplement une obligation personnelle, qui a pour effet de faire condamner à des dommages-intérêts la partie qui se refuse à l'accomplissement de sa promesse.

1329. Si la promesse de vendre ou d'acheter ne réunit pas les conditions énoncées à l'article 1327, mais si elle a été faite avec des arrhes, les parties ne peuvent s'en départir ;

Celle qui les a données, qu'en les perdant ;

Et celle qui les a reçues, qu'en restituant le double.

1330. Toute promesse de vendre ou d'acheter, sans limitation de terme, se prescrit par un an.

1331. Dans les ventes ou promesses de vente faites avec arrhes, les dommages-intérêts résultant de l'inexécution de la convention seront toujours censés être au moins de la valeur des arrhes.

1332. Les arrhes en numéraire données par l'acheteur sont imputées sur le prix de vente.

Si les arrhes consistent en autre chose que du numéraire, celui qui les a reçues peut les retenir à titre de gage jusqu'à ce qu'il soit entièrement satisfait.

1333. Le prix de la vente doit être déterminé et désigné par les parties.

1334. Il peut cependant être laissé à l'arbitrage d'un tiers nommé par les parties dans l'acte de vente. On peut aussi stipuler que ce tiers sera choisi d'un commun accord, postérieurement à la vente, pourvu qu'il soit expressément convenu que, à défaut de s'accorder sur le choix, il sera désigné par le juge. — Si le tiers nommé dans l'acte ne veut ou ne peut faire l'estimation, la vente est nulle.

1335. On peut encore, pour la fixation du prix, s'en rapporter à celui résultant des mercuriales d'un lieu ou d'un marché certain et déterminé.

1336. Les frais d'actes et autres accessoires à la vente sont à la charge de l'acheteur, sauf conventions contraires.

CHAPITRE II.

Qui peut acheter ou vendre.

1337. Tous ceux auxquels la loi ne l'interdit pas, peuvent acheter ou vendre.

1338. Le contrat de vente ne peut avoir lieu entre époux.

Cependant, l'un des époux peut céder des biens à l'autre pour l'acquittement d'une dette envers l'époux acquéreur, ou pour l'emploi d'une somme dont ce dernier est reconnu propriétaire ;

Sauf, dans ces cas, le droit des héritiers des parties contractantes, s'il y a avantage indirect pour l'époux.

1339. Ne peuvent se rendre adjudicataires, sous peine de nullité, ni par eux-mêmes, ni par personnes interposées :

Les tuteurs ou curateurs, des biens de ceux dont ils ont la tutelle ou la curatelle ;

Les mandataires, des biens qu'ils sont chargés de vendre ;

Les juges, des biens dont la vente se fait sous leur autorité, ainsi que les greffiers chargés de suivre l'enchère.

1340. Les avocats et les procureurs ne peuvent devenir cessionnaires de procès, actions et droits litigieux, sous peine de nullité et des dépens, dommages et intérêts.

Ils ne peuvent, en outre, sous la même peine, faire avec leurs cliens aucun traité ni contrat de vente, de donation, d'échange, ni autres semblables, sur les choses qui sont l'objet des procès dans lesquels ils prêtent leur ministère.

CHAPITRE III.

Des choses qui peuvent être vendues.

1341. Tout ce qui est dans le commerce peut être vendu, lorsque des lois particulières n'en ont pas prohibé l'aliénation.

1342. La vente des récoltes ne peut pas avoir lieu au préjudice des créanciers du vendeur, avant l'époque à laquelle la loi permet de les saisir.

1343. La vente de la chose d'autrui est nulle : elle peut donner lieu à des dommages-intérêts, lorsque l'acheteur a ignoré que la chose fût à autrui.

1344. On ne peut vendre la succession d'une personne vivante, même de son consentement.

1345. Si, au moment de la vente, la chose vendue était périe en totalité, la vente serait nulle.

Si une partie seulement de la chose est périe, et qu'elle soit de telle importance relativement au tout que l'acquéreur n'eût point acheté sans la partie qui a péri, il est au choix de l'acquéreur d'abandonner la vente, ou de demander la partie conservée, en faisant déterminer le prix par la ventilation.

CHAPITRE IV.

Des obligations du vendeur.

SECTION I.

Dispositions générales.

1346. Le vendeur est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige.

Tout pacte obscur ou ambigu s'interprète contre le vendeur.

1347. Il a deux obligations principales, celle de délivrer et celle de garantir la chose qu'il vend.

SECTION II.

De la délivrance ou tradition de la chose.

1348. La délivrance est le transport de la chose vendue en la puissance et possession de l'acheteur.

1349. A l'égard des immeubles, la délivrance est censé opérée par la remise des clefs, s'il s'agit d'un bâtiment, et par le seul fait de la convention, s'il s'agit de tout autre immeuble.

1350. La délivrance des effets mobiliers s'opère,
Ou par la tradition réelle,

Ou par la remise des clefs des bâtimens qui les contiennent,

Ou même par le seul consentement des parties, si le transport ne peut s'en faire au moment de la vente, ou si l'acheteur les avait déjà en son pouvoir à un autre titre.

1351. La tradition des droits incorporels se fait, ou par la remise des titres, ou par l'usage que l'acquéreur en fait du consentement du vendeur.

1352. Les frais de la délivrance sont à la charge du vendeur, et ceux de l'enlèvement à la charge de l'acheteur, s'il n'y a eu stipulation contraire.

1353. La délivrance doit se faire au lieu où était, au temps de la vente, la chose qui en a fait l'objet, s'il n'en a été autrement convenu.

1354. Si le vendeur manque à faire la délivrance dans le temps convenu entre les parties, l'acquéreur pourra, à son choix, demander la résolution de la vente, ou sa mise en possession, si le retard ne vient que du fait du vendeur.

1355. Dans l'un et l'autre cas, le vendeur doit être condamné aux dommages et intérêts, s'il résulte un préjudice pour l'acquéreur, du défaut de délivrance au terme convenu.

1356. Le vendeur n'est pas tenu de délivrer la chose, si l'acheteur n'en paie pas le prix, et que le vendeur ne lui ait pas accordé un délai pour le paiement.

1357. Il ne sera pas non plus obligé à la délivrance, quand même il aurait accordé un délai pour

le paiement, si, depuis la vente, l'acheteur est tombé en faillite, ou si le vendeur se trouve en danger imminent de perdre le prix : à moins que l'acheteur ne lui donne caution de payer au terme convenu.

1358. La chose doit être délivrée en l'état où elle se trouve au moment de la vente.

Dès ce moment, tous les fruits appartiennent à l'acquéreur.

1359. L'obligation de délivrer la chose comprend ses accessoires et tout ce qui a été destiné à son usage perpétuel.

1360. Le vendeur est tenu de délivrer la contenance telle qu'elle est portée au contrat, sous les modifications ci-après exprimées.

1361. Si la vente d'un immeuble a été faite avec indication de la contenance, à raison de tant la mesure, le vendeur est obligé de délivrer à l'acquéreur, s'il l'exige, la quantité indiquée au contrat.

Et si la chose ne lui est pas possible, ou si l'acquéreur ne l'exige pas, le vendeur est obligé de souffrir une diminution proportionnelle du prix.

1362. Si, au contraire, dans le cas de l'article précédent, il se trouve une contenance plus grande que celle exprimée au contrat, l'acquéreur doit fournir le supplément du prix ; il peut cependant se désister du contrat, si l'excédant est d'un vingtième au-dessus de la contenance déclarée.

1363. Dans tous les autres cas,

Soit que la vente soit faite d'un corps certain et limité,

Soit qu'elle ait pour objet des fonds distincts et séparés,

Soit qu'elle commence par la mesure, ou par la désignation de l'objet vendu, suivie de la mesure,

L'expression de cette mesure ne donne lieu à aucun supplément de prix, en faveur du vendeur, pour l'excédant de mesure, ni en faveur de l'acquéreur, à aucune diminution de prix pour moindre mesure, qu'autant que la différence de la mesure réelle à celle exprimée au contrat est d'un vingtième en plus ou en moins, eu égard à la valeur de la totalité des objets vendus, s'il n'y a stipulation contraire.

1364. Dans le cas où, suivant l'article précédent, il y a lieu à augmentation de prix pour excédant de mesure, l'acquéreur a le choix, ou de se désister du contrat, ou de fournir le supplément du prix, et ce avec les intérêts, s'il a gardé l'immeuble.

1365. Dans tous les cas où l'acquéreur a le droit de se désister du contrat, le vendeur est tenu de lui restituer, outre le prix, s'il l'a reçu, les frais de ce contrat.

1366. L'action en supplément de prix de la part du vendeur, et celle en diminution de prix ou en résiliation du contrat de la part de l'acquéreur,

doivent être intentées dans l'année, à compter du jour du contrat, à peine de déchéance.

1367. S'il a été vendu deux fonds par le même contrat, et pour un seul et même prix, avec désignation de la mesure de chacun, et qu'il se trouve moins de contenance en l'un et plus en l'autre, on fait compensation jusqu'à due concurrence; et l'action, soit en supplément, soit en diminution de prix, n'a lieu que suivant les règles ci-dessus établies.

1368. La question de savoir sur lequel, du vendeur ou de l'acquéreur, doit tomber la perte ou la détérioration de la chose vendue avant la délivrance, est jugée d'après les règles prescrites au Titre *des contrats ou des obligations conventionnelles en général*.

SECTION. III.

De la garantie.

1369. La garantie que le vendeur doit à l'acquéreur, a deux objets : le premier est la possession paisible de la chose vendue ; le second, les défauts cachés de cette chose, ou les vices redhibitoires.

§ 1.

De la garantie en cas d'éviction.

1370. Quoique, lors de la vente, il n'ait été fait aucune stipulation sur la garantie, le vendeur est obligé de droit à garantir l'acquéreur de l'éviction

qu'il souffre dans la totalité ou partie de l'objet vendu, ou des charges prétendues sur cet objet, et non déclarées lors de la vente.

1371. Les parties peuvent, par des conventions particulières, ajouter à cette obligation de droit, ou en diminuer l'effet; elles peuvent même convenir que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie.

1372. Quoiqu'il soit dit que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie, il demeure cependant tenu de celle qui résulte d'un fait qui lui est personnel : toute convention contraire est nulle.

1373. Dans le même cas de stipulation de non garantie, le vendeur, en cas d'éviction, est tenu à la restitution du prix, à moins que l'acquéreur n'ait connu, lors de la vente, le danger de l'éviction, ou qu'il n'ait acheté à ses risques et périls.

1374. Lorsque la garantie a été promise, ou qu'il n'a rien été stipulé à ce sujet, si l'acquéreur est évincé, il a le droit de demander contre le vendeur,

1^o La restitution du prix ;

2^o Celle des fruits, lorsqu'il est obligé de les rendre au propriétaire qui l'évince ,

3^o Les frais faits sur la demande en garantie de l'acheteur, et ceux faits par le demandeur originaire :

4^o Enfin, les dommages et intérêts, ainsi que les frais et loyaux coûts du contrat.

1375. Lorsqu'à l'époque de l'éviction, la chose

vendue se trouve diminuée de valeur ou considérablement détériorée, soit par la négligence de l'acheteur, soit par des accidens de force majeure, le vendeur n'en est pas moins tenu de restituer la totalité du prix.

1376. Mais si l'acquéreur a tiré profit des dégradations par lui faites, le vendeur a droit de retenir sur le prix une somme égale à ce profit.

1377. Si la chose vendue se trouve avoir augmenté de prix à l'époque de l'éviction, indépendamment même du fait de l'acquéreur, le vendeur est tenu de lui payer ce qu'elle vaut au-dessus du prix de la vente.

1378. Le vendeur est tenu de rembourser ou de faire rembourser à l'acquéreur par celui qui l'évince, toutes les réparations et améliorations qu'il aura faites au fonds.

1379. Si le vendeur avait vendu de mauvaise foi le fonds d'autrui, il sera obligé de rembourser à l'acquéreur toutes les dépenses, même voluptuaires ou d'agrément, que celui-ci aura faites au fonds.

1380. Si l'acquéreur n'est évincé que d'une partie de la chose, et qu'elle soit de telle conséquence, relativement au tout, que l'acquéreur n'eût point acheté sans la partie dont il a été évincé, il peut faire résilier la vente.

1381. Si, dans le cas d'éviction d'une partie du fonds vendu, la vente n'est pas résiliée, la valeur

de la partie dont l'acquéreur se trouve évincé lui est remboursée suivant l'estimation à l'époque de l'éviction, et non proportionnellement au prix total de la vente, soit que la chose vendue ait augmenté ou diminué de valeur.

1382. Si le fonds vendu se trouve grevé, sans qu'il en ait été fait de déclaration, de servitudes non apparentes, et qu'elles soient de telle importance qu'il y ait lieu de présumer que l'acquéreur n'aurait pas acheté s'il en avait été instruit, il peut demander la résiliation du contrat, si mieux il n'aime se contenter d'une indemnité.

1383. Les autres questions auxquelles peuvent donner lieu les dommages et intérêts résultant pour l'acquéreur de l'inexécution de la vente, doivent être décidées suivant les règles générales établies au *Titre des contrats ou des obligations conventionnelles en général*.

1384. La garantie pour cause d'éviction cesse, lorsque l'acquéreur s'est laissé condamner par un jugement en dernier ressort, ou dont l'appel n'est plus recevable, sans appeler son vendeur, si celui-ci prouve qu'il existait des moyens suffisans pour faire rejeter la demande.

Dans tous les cas, l'acquéreur ne peut pas réclamer les frais faits avant d'avoir appelé son vendeur, si cet appel n'a pas lieu dès qu'il résulte de la procédure que le recours en garantie peut être exercé.

§ 2.

De la garantie des défauts de la chose vendue.

1385. Le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue, qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus.

1386. Le vendeur n'est pas tenu des vices apparens, et dont l'acheteur a pu se convaincre lui-même, ni des vices non apparens dont celui-ci avait connaissance.

1387. Il est tenu des vices cachés, quand même il ne les aurait pas connus, à moins que, dans ce cas, il n'ait stipulé qu'il ne sera obligé à aucune garantie.

1388. Dans le cas des articles 1385 et 1387, l'acheteur a le choix de rendre la chose et de se faire restituer le prix, ou de garder la chose et de se faire rendre une partie du prix, telle qu'elle sera arbitrée par experts.

1389. Si le vendeur connaissait les vices de la chose, il est tenu, outre la restitution du prix qu'il en a reçu, de tous les dommages et intérêts envers l'acheteur.

1390. Si le vendeur ignorait les vices de la chose, il ne sera tenu qu'à la restitution du prix, et à rembourser à l'acquéreur les frais occasionnés par la vente.

1391. Si la chose qui avait des vices, a péri par suite de sa mauvaise qualité, la perte est pour le vendeur, qui sera tenu envers l'acheteur à la restitution du prix, et aux autres dédommagemens dont il s'agit dans les deux articles précédens.

Mais la perte arrivée par cas fortuit sera pour le compte de l'acheteur.

1392. L'action résultant des vices redhibitoires doit être intentée par l'acquéreur dans le terme d'un an à dater de la délivrance, s'il s'agit d'immeubles; et dans celui de trois mois, s'il s'agit de meubles autres que des animaux.

1393. Les vices qui donnent lieu à l'action redhibitoire, à l'égard des animaux, et le terme dans lequel cette action doit être intentée, sont déterminés par une loi particulière,

CHAPITRE V.

Des obligations de l'acheteur.

1394. La principale obligation de l'acheteur est de payer le prix au jour et au lieu réglés par la convention.

1395. S'il n'a rien été réglé à cet égard lors de la vente, l'acheteur doit payer au lieu et dans le temps où doit se faire la délivrance.

1396. L'acheteur doit l'intérêt du prix de la

vente jusqu'au paiement du capital, dans les trois cas suivans :

S'il a été ainsi convenu lors de la vente ;

Si la chose vendue et livrée produit des fruits
ou autres revenus ;

Si l'acheteur a été sommé de payer.

Dans ce dernier cas, l'intérêt ne court que depuis la sommation.

1397. Si l'acheteur est troublé, ou a juste sujet de craindre d'être troublé par une action, soit hypothécaire, soit en revendication, il peut suspendre le paiement du prix jusqu'à ce que le vendeur ait fait cesser le trouble ; à moins que celui-ci ne préfère donner caution, ou qu'il n'ait été stipulé que l'acheteur paiera, nonobstant un trouble quelconque.

1398. Le vendeur ne peut pas demander la résolution de la vente pour cause de non-paiement du prix, sauf ce qui est dit aux articles suivans.

1399. S'il a été stipulé, lors de la vente, que faute de paiement du prix dans le terme convenu, la vente serait résolue de plein droit, la résolution, s'il s'agit d'immeubles, pourra être demandée par le vendeur, sans sommation préalable, même au préjudice des droits acquis par des tiers ; mais, s'il s'agit de meubles, elle ne pourra être demandée qu'autant qu'ils se trouveront encore en la possession de l'acquéreur.

1400. Si la vente a pour objet des biens meubles

qui n'ont pas encore été délivrés à l'acquéreur, le vendeur pourra demander la résolution de la vente pour défaut de paiement du prix dans le terme convenu ; ou, s'il n'y a point eu de terme stipulé, pour défaut de paiement dans les dix jours dès la vente.

La disposition du présent article est applicable même au cas où il n'aurait pas été stipulé que la vente serait résolue de plein droit à défaut de paiement.

CHAPITRE VI.

De la nullité et de la résolution de la vente.

1401. Indépendamment des causes de nullité ou de résolution déjà expliquées dans ce titre, et de celles qui sont communes à toutes les conventions, le contrat de vente peut être résolu par l'exercice de la faculté de rachat, et par la lésion.

SECTION I.

Du rachat conventionnel.

1402. Le rachat conventionnel est un acte par lequel le vendeur se réserve de reprendre la chose vendue, moyennant la restitution du prix principal et le remboursement dont il est parlé à l'article 1415.

1403. La faculté de rachat ne peut être stipulée pour un terme excédant cinq années.

Si elle a été stipulée pour un terme plus long, elle est réduite à ce terme.

1404. Le terme fixé est de rigueur, et ne peut être prolongé par le juge.

1405. Faute par le vendeur d'avoir exercé l'action de rachat dans le terme prescrit, l'acquéreur demeure propriétaire irrévocable.

1406. Le délai court contre toutes personnes, même contre le mineur, sauf, s'il y a lieu, le recours contre qui de droit.

1407. Le vendeur à pacte de rachat peut exercer son action contre un second acquéreur, quand même le rachat convenu n'aurait pas été déclaré dans le second contrat.

1408. L'acquéreur à pacte de rachat exerce tous les droits de son vendeur; il peut prescrire tant contre le véritable maître que contre ceux qui prétendraient des droits ou hypothèques sur la chose vendue.

1409. Si l'acquéreur à pacte de rachat d'une partie indivise d'un fonds s'est rendu adjudicataire de la totalité sur une licitation provoquée contre lui, il peut obliger le vendeur à retirer le tout, lorsque celui-ci veut user du pacte.

1410. Si plusieurs ont vendu conjointement et par un seul contrat un fonds commun entre eux,

chacun ne peut exercer l'action en réméré que pour la part qu'il y avait.

1411. Il en est de même, si celui qui a vendu seul un fonds a laissé plusieurs héritiers.

Chacun de ces cohéritiers ne peut user de la faculté de rachat que pour la part qu'il prend dans la succession.

1412. Mais, dans le cas des deux articles précédens, l'acquéreur peut exiger que tous les vendeurs ou tous les cohéritiers soient mis en cause, afin de se concilier entre eux pour la reprise du fonds entier; et, s'ils ne se concilient pas, il sera renvoyé de la demande.

1413. Si la vente d'un fonds appartenant à plusieurs n'a pas été faite conjointement et de tout le fonds ensemble, et que chacun n'ait vendu que la part qu'il y avait, ils peuvent exercer séparément l'action en réméré sur la portion qui leur appartenait;

Et l'acquéreur ne peut forcer celui qui l'exercera de cette manière, à retirer le tout.

1414. Si l'acquéreur a laissé plusieurs héritiers, l'action en réméré ne peut être exercée contre chacun d'eux que pour sa part, dans le cas où elle est encore indivise, et dans celui où la chose vendue a été partagée entre eux.

Mais s'il y a eu partage de l'hérédité, et que la chose vendue soit échue au lot de l'un des héritiers,

l'action en réméré peut être intentée contre lui pour le tout.

1415. Le vendeur qui use du pacte de rachat, doit rembourser non seulement le prix principal, mais encore les frais et loyaux coûts de la vente, les dépenses faites pour les réparations nécessaires et celles qui ont augmenté la valeur du fonds, jusqu'à concurrence de cette augmentation. Il ne peut entrer en possession qu'après avoir satisfait à toutes ces obligations.

Lorsque le vendeur rentre dans son fonds par l'effet du pacte de rachat, il le reprend exempt de toutes charges et hypothèques dont l'acquéreur l'aurait grevé.

Le vendeur est cependant tenu d'exécuter les baux faits sans fraude par l'acquéreur, pourvu qu'ils n'excèdent pas le terme de trois ans.

SECTION II.

De la rescision de la vente pour cause de lésion.

1416. Si le vendeur ou l'acheteur ont été lésés de plus d'un tiers dans le prix d'un immeuble, ils ont le droit de demander la rescision de la vente, quand même ils auraient expressément renoncé, dans le contrat, à la faculté de demander cette rescision et qu'ils auraient déclaré donner la plus value.

1417. Pour savoir s'il y a lésion de plus du tiers, il faut estimer l'immeuble suivant son état et sa valeur au moment de la vente.

1418. La demande n'est plus recevable après l'expiration de deux années à compter du jour de la vente.

Ce délai court contre les femmes mariées, et contre les absens, les interdits et les mineurs venant du chef d'un majeur qui a vendu.

Ce délai court aussi et n'est pas suspendu pendant la durée du temps stipulé pour le rachat.

1419. Dans le cas où l'action en rescision est admise, le défendeur a le choix, ou d'admettre la rescision du contrat, ou de le maintenir en admettant pour prix de vente l'évaluation faite par les experts.

1420. Si la rescision est demandée par le vendeur, et que l'acquéreur préfère garder la chose, en fournissant le supplément du juste prix, il doit l'intérêt du supplément du jour de la demande en rescision.

S'il préfère la rendre et en recevoir le prix, il doit les fruits du jour de la demande.

L'intérêt du prix qu'il a payé lui est aussi compté du jour de la demande, ou du jour du paiement, s'il n'a touché aucuns fruits.

1421. Si la rescision est demandée par l'acheteur, et que le vendeur préfère maintenir la vente

en réduisant le prix à la juste valeur de l'immeuble, il restituera l'excédant du juste prix et il devra les intérêts de cet excédant dès le jour de la demande.

S'il opte pour la rescision du contrat, il reprendra la chose et remboursera à l'acheteur le prix qui lui aurait été payé.

Il lui devra aussi les intérêts de ce prix du jour de la demande, ou du jour du paiement si l'acheteur n'a perçu aucuns fruits.

Il remboursera de plus les dépenses faites pour réparations nécessaires et celles qui ont augmenté la valeur du fonds, jusqu'à concurrence de cette augmentation.

1422. La rescision pour lésion n'a pas lieu dans les ventes qui se font aux enchères publiques, par autorité de justice.

1423. Elle n'a pas lieu non plus au profit de l'acheteur, si la chose a péri par sa faute, ou si, par tout autre motif, il ne peut pas restituer tous les objets acquis, ou s'il ne peut pas libérer l'immeuble des charges dont il l'aurait grevé.

1424. Si la chose a péri par cas fortuit, le vendeur ne peut pas agir pour cause de lésion; mais si c'est l'acheteur qui est lésé, la perte de la chose ne le prive pas du droit de demander une diminution de prix.

1425. Les règles expliquées dans la section pré-

cédente pour les cas où plusieurs ont vendu conjointement ou séparément, et pour celui où le vendeur ou l'acheteur a laissé plusieurs héritiers, sont pareillement observées pour l'exercice de l'action en rescision.

1426. La demande en rescision pour cause de lésion est une action personnelle qui ne se donne pas contre le tiers détenteur de l'immeuble, ni au préjudice des hypothèques et autres charges dont l'acquéreur l'aurait grevé.

CHAPITRE VII.

De la licitation.

1427. Si une chose commune à plusieurs ne peut être partagée commodément et sans perte ;

Ou si, dans un partage fait de gré à gré de biens communs, il s'en trouve quelques-uns qu'aucun des copartageans ne puisse ou ne veuille prendre ;

La vente s'en fait par licitation ou aux enchères, et le prix en est partagé entre les copropriétaires.

Cependant on ne pourra pas demander la licitation des montagnes de consorts.

1428. Chacun des copropriétaires est le maître de demander que les étrangers soient appelés à la licitation. Ils sont nécessairement appelés lorsque l'un des copropriétaires est mineur.

1429. Le mode et les formalités à observer pour la licitation sont expliquées au Titre *des successions* et au Code de procédure civile.

CHAPITRE VIII.

Du transport des créances et autres droits incorporels.

1430. La vente ou cession d'une créance, d'un droit ou d'une action est parfaite, et la propriété est acquise de droit à l'acheteur ou cessionnaire, dès qu'on est convenu de la créance ou du droit, et du prix, quoique la délivrance n'ait pas encore été opérée.

La délivrance s'opère par la remise du titre justificatif de la créance ou du droit cédé; et, à défaut de titre, par le seul fait de la cession.

1431. Le cessionnaire est saisi à l'égard des tiers dès que le transport a acquis date certaine par acte authentique ou sous seing privé.

1432. Si, avant que le cédant ou le cessionnaire eût signifié le transport au débiteur, celui-ci avait payé de bonne foi le cédant ou ses ayant-droit, il sera valablement libéré.

1433. La vente ou cession d'une créance comprend les accessoires de la créance, tels que cautions, privilèges et hypothèques : elle ne comprend

pas cependant les rentes et intérêts échus, à moins qu'il n'y ait convention à cet égard.

1434. Celui qui vend une créance ou autre droit incorporel, doit en garantir l'existence au temps du transport, quoiqu'il soit fait sans garantie.

1435. Il ne répond de la solvabilité du débiteur que lorsqu'il s'y est engagé, et jusqu'à concurrence seulement du prix qu'il a retiré de la créance cédée.

Il n'est pas tenu à la garantie des hypothèques, à moins de convention contraire.

1436. Lorsque le cédant a promis la garantie de la solvabilité du débiteur, sans qu'il ait été convenu de la durée de cette garantie, elle ne s'étend pas au-delà d'une année à compter de la cession de la créance, si déjà le terme stipulé pour le paiement est expiré.

Si le terme n'est pas encore expiré, la garantie cesse un an après l'échéance.

Si la créance consiste dans des constitutions de rentes perpétuelles, la garantie n'a plus lieu après dix ans dès le jour de la date de la cession.

1437. Celui qui vend une hérédité sans en spécifier en détail les objets, n'est tenu de garantir que sa qualité d'héritier.

1438. S'il avait déjà profité des fruits de quelque fonds, ou reçu le montant de quelque créance appartenant à cette hérédité, ou vendu quelques effets de la succession, il est tenu de les rembourser à

l'acquéreur, s'il ne les a expressément réservés lors de la vente.

1439. L'acquéreur doit de son côté rembourser au vendeur ce que celui-ci a payé pour les dettes et charges de la succession, et lui faire raison de tout ce dont il était créancier, s'il n'y a stipulation contraire.

1440. Celui contre lequel on a cédé un droit litigieux, peut s'en faire tenir quitte par le cessionnaire, en lui remboursant le prix réel de la cession, avec les frais et loyaux coûts, et avec les intérêts, à compter du jour où le cessionnaire a payé le prix de la cession à lui faite.

1441. La chose est censée litigieuse dès qu'il y a procès et contestation sur le fond du droit.

1442. La disposition portée en l'article 1440 cesse,

- 1^o Dans le cas où la cession a été faite à un cohéritier ou copropriétaire du droit cédé ;
 - 2^o Lorsqu'elle a été faite à un créancier en paiement de ce qui lui est dû ;
 - 3^o Lorsqu'elle a été faite au possesseur du fonds sujet au droit litigieux.
-

TITRE X.

DE L'ÉCHANGE.

1443. L'échange est un contrat par lequel les parties se donnent respectivement une chose pour une autre.

1444. L'échange s'opère par le seul consentement, de la même manière que la vente.

1445. Si l'un des copermutans a déjà reçu la chose à lui donnée en échange, et qu'il prouve ensuite que l'autre contractant n'est pas propriétaire de cette chose, il ne peut pas être forcé à livrer celle qu'il a promise en contre-échange, mais seulement à rendre celle qu'il a reçue.

1446. Le copermutant qui est évincé de la chose qu'il a reçue en échange, a le choix de conclure à des dommages et intérêts, ou de répéter sa chose, mais sans préjudice du droit que des tiers ont pu acquérir du chef du copermutant détenteur de la chose.

1447. Toutes les autres règles prescrites pour le contrat de vente s'appliquent d'ailleurs à l'échange.

TITRE XI.

DU CONTRAT DE LOUAGE.

CHAPITRE I^{er}.*Dispositions générales.*

1448. Il y a deux sortes de contrats de louage :
Celui des choses,
Et celui d'ouvrage.

1449. Le louage des choses est un contrat par lequel l'une des parties s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un certain temps, et moyennant un certain prix que celui-ci s'oblige de lui payer.

1450. Le louage d'ouvrage est un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu entre elles.

1451. Ces deux genres de louage se divisent en plusieurs espèces particulières :

On appelle *bail à loyer*, le louage des maisons et celui des meubles ;

Bail à ferme ou *à métairie*, celui des biens ruraux ;

Loyer, le louage du travail ou du service ;

Bail à cheptel, celui des animaux dont le profit se partage entre le propriétaire et celui à qui il les confie ;

Devis, marché ou prix-fait, l'entreprise d'un ouvrage moyennant un prix déterminé, lors même que la matière est fournie par celui pour qui l'ouvrage se fait.

Ces trois dernières espèces ont des règles particulières.

1452. Est réputé bail, toute concession temporaire d'immeubles, moyennant la prestation d'une redevance annuelle, à quelque titre qu'elle soit faite.

Cette concession ne transfère aucun domaine au concessionnaire, nonobstant toute clause contraire, qui sera considérée comme non écrite.

1453. Les baux d'immeubles ne peuvent être stipulés pour un terme qui excède trente ans. Si le terme convenu est plus long, il est censé limité à cette durée, à partir du jour où le bail a reçu son exécution : toute clause contraire est comme non avenue.

S'il s'agit cependant du bail d'une maison servant à l'habitation, on pourra convenir qu'il durera pendant la vie du locataire, et même deux années après.

1454. Sont exceptés de la disposition de l'article précédent, les baux dans lesquels le locataire

s'oblige à des frais considérables de constructions, et ceux de terrains en friche, dont le défrichement exige des travaux extraordinaires, passés sous condition qu'on les mettra en culture. Ces baux pourront être stipulés pour plus de trente ans, mais leur durée ne pourra excéder cent ans.

CHAPITRE II.

Du louage des choses.

1455. On peut louer toutes sortes de biens meubles ou immeubles.

SECTION I.

Des règles communes aux baux des maisons et des biens ruraux.

1456. On peut louer ou par écrit ou verbalement.

1457. Si le bail fait sans écrit n'a encore reçu aucune exécution, et que l'une des parties le nie, la preuve ne peut être reçue par témoins, quelque modique qu'en soit le prix, et quoiqu'on allègue qu'il y a eu des arrhes données.

Le serment peut seulement être déféré à celui qui nie le bail.

1458. Lorsqu'il y aura contestation sur le prix du bail verbal dont l'exécution a commencé, et qu'il

n'existera point de quittance, le propriétaire en sera cru sur son serment, si mieux n'aime le locataire demander l'estimation par experts; auquel cas les frais de l'expertise restent à sa charge, si l'estimation excède le prix qu'il a déclaré.

1459. Le preneur a le droit de sous-louer, et même de céder son bail à un autre, si cette faculté ne lui a pas été interdite, et que cela puisse avoir lieu sans préjudice pour le propriétaire.

Elle peut être interdite pour le tout ou partie.

Cette clause est toujours de rigueur.

1460. Les baux des biens des mineurs ne peuvent, sans l'autorisation spéciale de la chambre pupillaire, être consentis pour un terme qui excède deux ans.

1461. Le bailleur est obligé, par la nature du contrat, et sans qu'il soit besoin d'aucune stipulation particulière,

- 1^o De délivrer au preneur la chose louée;
- 2^o D'entretenir cette chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée;
- 3^o D'en faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail.

1462. Le bailleur est tenu de délivrer la chose en bon état de réparations de toute espèce.

Il doit y faire, pendant la durée du bail, toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires,

sauf les réparations locatives ou de menu entretien, qui, d'après l'usage, sont à la charge du preneur.

1463. Il est dû garantie au preneur pour tous les vices ou défauts de la chose louée qui en empêchent l'usage, quand même le bailleur ne les aurait pas connus lors du bail.

Mais s'il résulte de ces vices ou défauts quelque perte pour le preneur, le bailleur n'est tenu de l'indemniser qu'autant qu'il les aurait connus.

1464. Si, pendant la durée du bail, la chose louée est détruite en totalité par cas fortuit, le bail est résilié de plein droit; si elle n'est détruite qu'en partie, le preneur peut, suivant les circonstances, demander ou une diminution du prix, ou la résiliation du bail.

Dans l'un et dans l'autre cas, il n'y a lieu à aucun dédommagement.

1465. Le bailleur ne peut, pendant la durée du bail, changer la forme de la chose louée.

1466. Si, durant le bail, la chose louée a besoin de réparations urgentes et qui ne puissent être différées jusqu'à sa fin, le preneur doit les souffrir, quelque incommodité qu'elles lui causent, et quoiqu'il soit privé, pendant qu'elles se font, d'une partie de la chose louée.

Mais, si ces réparations durent plus de vingt jours, le prix du bail sera diminué à proportion du temps

et de la partie de la chose louée dont il aura été privé.

Si les réparations sont de telle nature qu'elles rendent inhabitables ce qui est nécessaire au logement du preneur et de sa famille, il pourra, suivant les circonstances, y avoir lieu à la résiliation du bail.

1467. Le bailleur n'est pas tenu de garantir le preneur du trouble que des tiers apportent par des voies de fait à sa jouissance, sans prétendre d'ailleurs aucun droit sur la chose louée; sauf au preneur à les poursuivre en son nom personnel.

1468. Si, au contraire, le locataire ou le fermier ont été troublés dans leur jouissance par suite d'une action concernant la propriété ou la jouissance du fonds, ils ont droit à une diminution proportionnée sur le prix du bail à loyer ou à ferme, pourvu que le trouble et l'empêchement aient été dénoncés au propriétaire.

1469. Si ceux qui ont commis des voies de fait, prétendent avoir quelque droit sur la chose louée, ou si le preneur est cité lui-même en justice, pour se voir condamné au délaissement de la totalité ou de partie de cette chose, ou à souffrir l'exercice de quelque servitude, il doit appeler le bailleur en garantie, et doit être mis hors d'instance, s'il l'exige, en nommant le bailleur pour lequel il possède.

1470. Le preneur est tenu de deux obligations principales :

1^o D'user de la chose louée en bon père de famille et suivant la destination qui lui a été donnée par le bail, ou suivant celle présumée d'après les circonstances, à défaut de convention ;

2^o De payer le prix du bail aux termes convenus.

1471. Si le preneur emploie la chose à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou s'il n'en use pas en bon père de famille, le bailleur peut, selon les circonstances, faire résilier le bail.

1472. S'il a été fait un état des lieux entre le bailleur et le preneur, celui-ci doit rendre la chose telle qu'il l'a reçue, suivant cet état, excepté ce qui a péri ou a été dégradé par vétusté ou force majeure.

1473. S'il n'a pas été fait d'état des lieux, le preneur est présumé avoir reçu la chose louée en bon état de réparations locatives, et doit la rendre telle, sauf la preuve contraire.

1474. Il répond des dégradations ou des pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute.

1475. Il répond aussi des dégradations et des pertes arrivées par le fait des personnes de sa maison ou de ses sous-locataires.

1476. Il répond de l'incendie, à moins qu'il ne prouve,

Que l'incendie est arrivé par cas fortuit ou force majeure, ou par vice de construction, ou malgré la surveillance qu'un père de famille soigneux a coutume d'exercer,

Ou que le feu a été communiqué par une maison voisine.

1477. S'il y a plusieurs locataires, tous sont responsables de l'incendie, ainsi que le bailleur, s'il habite le même corps de logis, chacun proportionnellement à la valeur de la partie qu'il occupe ;

A moins qu'ils ne prouvent que l'incendie a commencé dans l'habitation de l'un d'eux, auquel cas celui-là seul en est tenu ;

Ou que quelques-uns ne prouvent que l'incendie n'a pu commencer chez eux, auquel cas ceux-là n'en sont pas tenus.

1478. Le bail cesse de plein droit à l'expiration du terme fixé.

1479. Le bail fait sans fixation de terme, est censé fait pour une année, sauf ce qui est dit à l'article 1498.

1480. Si, à l'expiration du terme pour lequel la location a été faite, le preneur reste et est laissé en possession, il s'opère un nouveau bail, aux mêmes conditions que le premier, dont la durée est réglée comme suit :

Si le bail a été fait pour une année ou plus, il est censé renouvelé pour une année ;

S'il a été fait pour un temps plus court, il est censé renouvelé pour le temps fixé par le contrat.

1481. Lorsqu'il y a un congé donné, le preneur, quoiqu'il ait continué sa jouissance, ne peut invoquer la tacite reconduction.

1482. Dans le cas des deux articles précédens, la caution donnée pour le bail ne s'étend pas aux obligations résultant de la prolongation.

1483. Le contrat de louage se résout par la perte entière de la chose louée.

Il peut se résoudre aussi par le défaut respectif du bailleur et du preneur, de remplir leurs engagements.

1484. Le contrat de louage n'est point résolu par la mort du bailleur, ni par celle du preneur.

1485. Le contrat de louage fait par acte authentique ou sous seing privé ayant date certaine, n'est pas résolu par l'aliénation de la chose louée, à moins que le bailleur ne se soit réservé ce droit par le contrat de bail.

1486. S'il a été convenu, lors du bail, qu'en cas d'aliénation l'acquéreur pourrait expulser le fermier ou le locataire, et qu'il n'ait été fait aucune stipulation sur les dommages et intérêts, le bailleur est tenu d'indemniser le fermier ou le locataire de la manière suivante.

1487. S'il s'agit d'une maison, appartement, cave ou boutique, le bailleur paie, à titre de dommages et intérêts, au locataire qui doit être expulsé, une somme égale au prix du loyer pendant trois mois.

S'il s'agit d'une seule chambre ou d'autres pièces séparées, il lui paie un mois de loyer.

1488. S'il s'agit de biens ruraux, l'indemnité que le bailleur doit payer au fermier, est du tiers du prix du bail pour tout le temps qui reste à courir.

1489. L'indemnité se règlera par experts, s'il s'agit de manufactures, usines ou autres établissements qui exigent de grandes avances.

1490. L'acquéreur qui veut user de la faculté réservée par le bail, d'expulser le fermier ou locataire en cas d'aliénation, est en outre tenu d'avertir le locataire trois mois d'avance.

Il doit aussi avertir le fermier des biens ruraux, au moins un an à l'avance.

1491. Les fermiers ou les locataires ne peuvent être expulsés qu'ils ne soient payés par le bailleur, ou, à son défaut, par le nouvel acquéreur, des dommages et intérêts ci-dessus expliqués.

1492. Si le bail n'est pas fait par acte authentique, ou n'a point de date certaine, l'acquéreur peut expulser le fermier, sans qu'il soit tenu envers lui des dommages et intérêts; sauf le recours de celui-ci contre le bailleur, pour cet objet.

1493. L'acquéreur à pacte de rachat ne peut user de la faculté d'expulser le preneur, jusqu'à ce que, par l'expiration du délai fixé pour le réméré, il devienne propriétaire incommutable.

SECTION II.

Des règles particulières aux baux à loyer.

1494. Le locataire qui ne garnit pas la maison de meubles suffisans, peut être expulsé, à moins qu'il ne donne des sûretés capables de répondre du loyer d'une année.

1495. Le sous-locataire n'est tenu envers le propriétaire que jusqu'à concurrence du prix de sa sous-location dont il peut être débiteur au moment de la saisie, et sans qu'il puisse opposer des paiemens faits par anticipation.

Les paiemens faits par le sous-locataire, soit en vertu d'une stipulation portée en son bail, soit en conséquence de l'usage des lieux, ne sont pas réputés faits par anticipation.

1496. Les réparations locatives ou de menu entretien dont le locataire est tenu, s'il n'y a clause contraire, sont celles désignées comme telles par l'usage des lieux, et, entre autres, les réparations à faire :

Aux vitres, à moins qu'elles ne soient cassées

par la grêle, ou autres accidens extraordinaires et de force majeure dont le locataire ne peut être tenu ;

Aux portes, croisées, planches de cloison ou de fermeture de boutiques, gonds, targettes et serrures.

1497. Aucune des réparations réputées locatives n'est à la charge des locataires, quand elles sont occasionnées par vétusté ou par force majeure.

1498. Le bail d'un appartement meublé est censé fait à l'année, quand il a été fait à tant par an ;

Au mois, quand il a été fait à tant par mois ;

Au jour, s'il a été fait à tant par jour.

1499. Le bailleur ne peut résoudre la location, encore qu'il déclare vouloir occuper par lui-même la maison louée, s'il n'y a convention contraire.

1500. S'il a été convenu dans le contrat de louage, que le bailleur pourrait venir occuper la maison, il est tenu de donner congé trois mois d'avance.

SECTION III.

Des règles particulières aux baux à ferme.

1501. Si, dans un bail à ferme, on donne aux fonds une contenance moindre ou plus grande que celle qu'ils ont réellement, il n'y a lieu à diminution ou à augmentation de prix pour le fermage, que

dans les cas et suivant les règles exprimés au Titre *de la vente*.

1502. Tout preneur de bien rural est tenu d'en-granger dans les lieux à ce destinés d'après le bail.

1503. Le preneur d'un bien rural est tenu, sous peine de tous dépens, dommages et intérêts, d'avertir le propriétaire des usurpations qui peuvent être commises sur les fonds.

Cet avertissement doit être donné dans le terme de vingt jours.

1504. Lorsqu'une partie considérable d'une récolte est enlevée par cas fortuits, le fermier peut, dans les baux de plus de deux années, demander une remise sur le prix de sa location, si la perte est au moins de la moitié des fruits.

Cette perte sera appréciée année par année, sans égard aux fruits perçus ou à percevoir dans les autres années du bail.

1505. Si le bail n'est que d'une ou de deux années, le preneur sera déchargé d'une partie proportionnelle du prix de la location, lorsque la perte sera au moins du tiers des fruits.

Il ne pourra prétendre aucune remise pour une perte moindre.

1506. Le fermier ne peut obtenir de remise, lorsque la perte des fruits arrive après qu'ils sont séparés de la terre, à moins que le bail ne donne au propriétaire une quotité de la récolte en nature ;

anquel cas, le propriétaire doit supporter sa part de la perte, pourvu que le preneur ne fût pas en demeure de lui livrer sa portion de récolte.

Le fermier ne peut également demander une remise, lorsque la cause du dommage était existante et connue à l'époque où le bail a été passé.

1507. Le preneur peut être chargé des cas fortuits par une stipulation expresse.

1508. Cette stipulation ne s'entend que des cas fortuits ordinaires, tels que grêle, feu du ciel ou gelée.

Elle ne s'entend point des cas fortuits extraordinaires, tels que les ravages de la guerre ou une inondation, auxquels le pays n'est pas ordinairement sujet, à moins que le preneur n'ait été chargé de tous les cas fortuits prévus ou imprévus.

1509. Le fermier sortant doit laisser les fourrages, pailles et engrais de l'année, s'il les a reçus lors de son entrée en jouissance; et quand même il ne les aurait pas reçus, le propriétaire pourra les retenir suivant l'estimation, en en prévenant le fermier une année avant l'expiration du bail, si celui-ci a été fait pour plusieurs années, et six mois avant la dite époque, si le bail n'est que d'une année.

SECTION IV.

Du bail à métairie.

1510. Celui qui prend à bail un bien rural, sous l'obligation d'en partager les fruits avec le bailleur, s'appelle *colon partiaire*; et le contrat qui renferme leurs conventions, est désigné sous le nom de bail à métairie.

Ce contrat est soumis aux règles générales établies pour la location des choses, et en particulier pour la location des biens ruraux, sous les modifications suivantes.

1511. La perte, par cas fortuit, de la totalité ou d'une partie des fruits à partager, est supportée proportionnellement par le propriétaire et le colon partiaire; elle ne donne lieu à aucune action en indemnité de l'un envers l'autre.

1512. Le colon partiaire ne peut ni sous-louer, ni céder, si la faculté ne lui en a été expressément accordée par le bail.

En cas de contravention, le propriétaire a droit de rentrer en jouissance, et le colon est condamné aux dommages et intérêts résultant de l'inexécution du bail.

1513. Le colon partiaire d'une ferme ne peut vendre le foin, la paille, le fumier, sans le consentement du propriétaire.

Si le propriétaire refuse son consentement à cette aliénation, il est tenu de les prendre au prix d'estimation.

1514. Le bail à métairie peut être résilié en tout temps, s'il existe de justes motifs, par exemple, si le propriétaire ou le colon partiaire manque à ses engagements, si une maladie habituelle met celui-ci dans l'impossibilité de cultiver les terres, ou pour autres causes semblables, dont l'importance et la légitimité sont abandonnées à l'appréciation des tribunaux.

1515. Le décès du colon partiaire résout le bail à l'expiration de l'année agricole courante; si cependant ce décès a eu lieu dans les quatre derniers mois, il est loisible à la veuve et aux enfans, et, à leur défaut, aux autres héritiers du défunt, qui habitaient avec lui, de continuer le bail, même pour l'année suivante.

Mais si la veuve ou les héritiers ne cultivent pas les biens en bon père de famille, le bailleur pourra, soit pour le temps qui reste à courir de l'année agricole courante, soit pour l'année suivante, le faire cultiver lui-même, et il aura le droit de prélever les frais de culture sur la portion des fruits afférente à la veuve ou aux héritiers.

1516. Dans le cas prévu à l'article précédent, le bail ne cesse pas de plein droit : le propriétaire

doit donner, ou les successeurs du colon partiaire prendre congé au moins trois mois d'avance.

1517. Les cas non prévus par les dispositions précédentes, ou par les clauses expresses du contrat, seront réglés par les coutumes locales.

A défaut de coutumes ou de conventions expresses, on observera les règles suivantes.

1518. Le colon partiaire doit fournir les animaux nécessaires à la culture des terres et les instrumens aratoires qu'exige l'exploitation de la ferme.

1519. Les semences sont fournies en commun par le bailleur et par le colon partiaire.

1520. Celui-ci est seul chargé des dépenses qu'occasionnent la culture des terres et la récolte des fruits.

1521. Les plantations ordinaires, celles qu'on fait, par exemple, en remplacement des arbres morts, fortuitement abattus, ou devenus stériles pendant la durée du bail à métairie, sont à la charge du colon partiaire; mais c'est au propriétaire de fournir les plants ainsi que les fascines, liens et tuteurs destinés à les diriger et à les soutenir.

Toutefois, il n'est dû aucune indemnité au colon, lorsque les plants sont tirés d'une pépinière dépendant du fonds affermé.

1522. Les charges publiques sont supportées par le bailleur et par le colon partiaire, dans la propor-

tion de la part que chacun d'eux retire des produits de la ferme.

1523. Le curage des fossés établis, soit dans l'intérieur des terres, soit le long des routes publiques ou communales, est à la charge du colon.

Celui-ci est en outre tenu de faire les charriages ordinaires, soit pour les réparations des fonds et de la maison fermière, soit pour le transport des fruits dans la maison du maître.

1524. Le colon partiaire ne peut, sauf empêchement légitime, récolter, battre les blés ni vendanger, sans en avoir averti le propriétaire.

1525. Les fourrages des fonds affermés appartiennent pour les deux tiers au propriétaire et pour un tiers au colon : tous les autres fruits, soit naturels, soit industriels, se divisent entre eux par moitié.

La coupe des bois nécessaires pour l'échalassement des vignes et pour les autres besoins de la ferme, est à la charge du colon partiaire. Le surplus des bois taillis appartient au propriétaire, qui supportera les frais occasionnés par la coupe de ces bois. Les arbres morts ou abattus sont aussi réservés au propriétaire.

CHAPITRE III.

Du louage d'ouvrage et d'industrie.

1526. Il y a trois espèces principales de louage d'ouvrage et d'industrie :

- 1^o Le louage des gens de travail qui s'engagent au service de quelqu'un ;
- 2^o Celui des voituriers tant par terre que par eau, qui se chargent du transport des personnes ou des marchandises et effets ;
- 3^o Celui des entrepreneurs d'ouvrages par suite de devis ou marchés.

SECTION I.

Du louage des domestiques et ouvriers.

1527. On ne peut engager ses services qu'à temps ou pour une entreprise déterminée.

1528. Le maître est cru sur son affirmation assermentée ,

Pour la quotité des gages ;

Pour le paiement du salaire de l'année échue ;

Et pour les à-comptes donnés pour l'année courante.

1529. Une loi particulière règlera la police sur les domestiques et les ouvriers.

SECTION II.

Des voituriers par terre et par eau.

1530. Les voituriers par terre et par eau sont assujettis, pour la garde et la conservation des choses qui leur sont confiées, aux mêmes obligations que les aubergistes, dont il est parlé au Titre *du dépôt et du séquestre*.

1531. Ils répondent non seulement de ce qu'ils ont déjà reçu dans leur barque, bateau ou voiture, mais encore de ce qui leur a été remis sur le port ou dans l'entrepôt, pour être placé dans leur barque, bateau ou voiture.

1532. Ils sont responsables de la perte et des avaries des choses qui leur sont confiées, à moins qu'ils ne prouvent qu'elles ont été perdues ou avariées par cas fortuit ou force majeure.

1533. Les entrepreneurs de voitures publiques par terre et par eau, et ceux de roulages publics, doivent tenir registre de l'argent, des effets et des paquets dont ils se chargent.

1534. Les entrepreneurs et directeurs de voitures et roulages publics, les maîtres de barques ou bateaux et les voituriers sont en outre assujettis à des réglemens particuliers, qui font la loi entre eux et les personnes avec lesquelles ils contractent.

SECTION III

Des devis et marchés.

1535. Lorsqu'on charge quelqu'un de faire un ouvrage, on peut convenir qu'il fournira seulement son travail ou son industrie, ou bien qu'il fournira aussi la matière.

1536. Si, dans le cas où l'ouvrier fournit la matière, la chose vient à périr, de quelque manière que ce soit, avant d'être livrée, la perte en est pour l'ouvrier, à moins que le maître ne fût en demeure de recevoir la chose.

1537. Dans le cas où l'ouvrier fournit seulement son travail ou son industrie, si la chose vient à périr, l'ouvrier n'est tenu que de sa faute.

1538. Si, dans le cas de l'article précédent, la chose vient à périr, quoique sans aucune faute de la part de l'ouvrier, avant que l'ouvrage ait été reçu, et sans que le maître fût en demeure de le vérifier, l'ouvrier n'a point de salaire à réclamer, à moins que la chose n'ait péri par le vice de la matière.

1539. S'il s'agit d'un ouvrage à plusieurs pièces ou à la mesure, la vérification peut s'en faire par parties : elle est censée faite pour toutes les parties payées, si le maître paie l'ouvrier en proportion de l'ouvrage fait.

1540. Si, dans les dix ans à compter du jour où un édifice ou tout autre gros ouvrage construit à prix fait a été achevé, l'édifice ou l'ouvrage vient à périr en tout ou en partie, ou menace évidemment ruine par le vice de la construction, même par le vice du sol, les architectes et entrepreneurs en sont responsables.

1541. Lorsqu'un architecte ou un entrepreneur s'est chargé de la construction à forfait d'un bâtiment, d'après un plan arrêté et convenu avec le propriétaire du sol, il ne peut demander aucune augmentation de prix, ni sous le prétexte de l'augmentation de la main-d'œuvre ou des matériaux, ni sous celui de changemens ou d'augmentations faits sur ce plan, si ces changemens ou augmentations n'ont pas été autorisés par écrit, et le prix convenu avec le propriétaire.

1542. Le maître peut résilier, par sa seule volonté, le marché à forfait, quoique l'ouvrage soit déjà commencé, en dédommageant l'entrepreneur de toutes ses dépenses, de tous ses travaux et du gain raisonnable qu'il aurait pu faire dans cette entreprise.

1543. Le contrat de louage d'ouvrage est dissous par la mort de l'ouvrier, de l'architecte ou de l'entrepreneur.

1544. Mais le propriétaire est tenu de payer, en proportion du prix porté par la convention, à leurs

héritiers, la valeur des ouvrages faits et celle des matériaux préparés, lors seulement que ces travaux ou ces matériaux peuvent lui être utiles.

1545. L'entrepreneur répond du fait des personnes qu'il emploie.

1546. Les maçons, charpentiers et autres ouvriers qui ont été employés à la construction d'un bâtiment ou d'autres ouvrages faits à l'entreprise, n'ont d'action contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits, que jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur, au moment où leur action est intentée.

1547. Les maçons, charpentiers, serruriers et autres ouvriers qui font directement des marchés à prix fait, sont astreints aux règles prescrites dans la présente section : ils sont considérés comme entrepreneurs dans la partie qu'ils traitent.

CHAPITRE IV.

Du bail à cheptel.

SECTION I.

Dispositions générales.

1548. Le bail à cheptel est un contrat par lequel l'une des parties donne à l'autre un fonds de bétail pour le garder, le nourrir et le soigner, sous les conditions convenues entre elles.

1549. Il y a plusieurs sortes de cheptels :

Le cheptel simple ou ordinaire ;

Le cheptel à moitié ;

Le cheptel donné au fermier ou au colon partiaire.

Il y a encore une quatrième espèce de contrat improprement appelé *cheptel*.

1550. On peut donner à cheptel toute espèce d'animaux susceptibles de croître ou de profit pour l'agriculture ou le commerce.

1551. A défaut de conventions particulières, ces contrats se règlent par les principes qui suivent.

SECTION II.

Du cheptel simple.

1552. Le bail à cheptel simple est un contrat par lequel on donne à un autre des bestiaux à garder, nourrir et soigner, à condition que le preneur profitera de la moitié de l'augmentation.

L'augmentation consiste tant dans le croître que dans la plus-value des bestiaux à la fin du bail.

1553. L'estimation donnée au cheptel dans le bail n'en transporte pas la propriété au preneur ; elle n'a d'autre objet que de fixer la perte ou le profit qui pourra se trouver à l'expiration du bail.

1554. Le preneur doit les soins d'un bon père de famille à la conservation du cheptel.

1555. Il n'est tenu du cas fortuit que lorsqu'il a été précédé de quelque faute de sa part, sans laquelle la perte ne serait pas arrivée.

1556. En cas de contestation, le preneur est tenu de prouver le cas fortuit, et le bailleur est tenu de prouver la faute qu'il impute au preneur.

1557. Le preneur est toujours tenu de rendre compte des peaux des bêtes qui ont péri par cas fortuit, à moins que ces peaux n'aient été détruites par ordre de la police, ou par cas fortuit.

1558. Si le cheptel périt en entier, ou s'il a perdu de sa valeur primitive sans la faute du preneur, la perte en est pour le bailleur.

1559. Le preneur profite seul du laitage, du fumier et des animaux donnés à cheptel.

La laine et le croît se partagent.

1560. On ne peut stipuler,

Que le preneur supportera plus de la moitié de la perte du cheptel, lorsqu'elle arrive par cas fortuit et sans sa faute ;

Ou qu'il supportera, dans la perte, une part plus grande que dans le profit ;

Ou que le bailleur prélèvera, à la fin du bail, quelque chose de plus que le cheptel qu'il a fourni.

Toute convention semblable est nulle.

1561. Le preneur ne peut disposer d'aucune bête du troupeau, soit du fonds, soit du croît, sans

le consentement du bailleur, qui ne peut lui-même en disposer sans le consentement du preneur.

1562. Lorsque le cheptel est donné au fermier d'autrui, il doit être notifié au propriétaire de qui ce fermier tient; sans quoi il peut le saisir pour ce que ce fermier lui doit.

1563. Le preneur ne pourra tondre sans en prévenir le bailleur.

1564. S'il n'y a pas de temps fixé par la convention pour la durée du cheptel, il est censé fait pour trois ans.

1565. Le bailleur peut en demander plus tôt la résolution, si le preneur ne remplit pas ses obligations.

1566. A la fin du bail, ou lors de sa résolution, il se fait une nouvelle estimation du cheptel.

Le bailleur prélève des bêtes de chaque espèce, jusqu'à concurrence de la première estimation : l'excédant se partage.

S'il n'existe pas assez de bêtes pour remplir la première estimation, le bailleur prend ce qui reste, sans que le preneur soit tenu de concourir à la perte.

SECTION III.

Du cheptel à moitié.

1567. Le cheptel à moitié est une société dans laquelle chacun des contractans fournit la moitié des bestiaux, qui demeurent communs pour le profit ou pour la perte.

1568. Le preneur profite seul, comme dans le cheptel simple, des laitages, du fumier et des travaux des bêtes.

Le bailleur n'a droit qu'à la moitié des laines et du croît.

1569. Toutes les autres règles du cheptel simple s'applique au cheptel à moitié.

SECTION IV.

*Du cheptel donné par le propriétaire à son fermier
ou au colon partiaire.*

§ 1.

Du cheptel donné au fermier.

1570. Ce cheptel est celui par lequel le propriétaire d'une métairie la donne à ferme, à la charge qu'à l'expiration du bail, le fermier laissera des bestiaux d'une valeur égale au prix de l'estimation de ceux qu'il aura reçus.

1571. L'estimation du cheptel donné au fermier ne lui en transfère pas la propriété, mais néanmoins le met à ses risques.

1572. Tous les profits appartiennent au fermier pendant la durée de son bail, s'il n'y a convention contraire.

1573. Dans les cheptels donnés au fermier, le fumier ne devient point sa propriété particulière, mais appartient à la métairie, à l'exploitation de laquelle il doit être uniquement employé.

1574. La perte, même totale et par cas fortuit, est en entier pour le fermier, s'il n'y a convention contraire.

1575. A la fin du bail, le fermier ne peut retenir le cheptel en en payant l'estimation originale; il doit en laisser un de valeur pareille à celui qu'il a reçu.

S'il y a du déficit, il doit le payer; et c'est seulement l'excédant qui lui appartient.

§ 2.

Du cheptel donné au colon partiaire.

1576. On peut stipuler que le colon délaissera au bailleur sa part de la toison à un prix inférieur à la valeur ordinaire;

Que le bailleur aura une plus grande part du profit;

Qu'il aura la moitié des laitages.

1577. Ce cheptel finit avec le bail à métairie.

1578. Il est d'ailleurs soumis à toutes les règles du cheptel simple.

SECTION V.

Du contrat improprement appelé cheptel.

1579. Lorsqu'une ou plusieurs vaches sont remises pour les garder et les nourrir, le bailleur en conserve la propriété ; et le preneur profite seul du lait et des veaux qui en naissent pendant la durée du bail.

1580. Le bailleur supporte la perte, à moins qu'elle n'ait été précédée de quelque faute du preneur, sans laquelle la perte ne serait pas arrivée ; auquel cas la perte est à la charge du preneur.



TITRE XII.

DU CONTRAT DE SOCIÉTÉ.

CHAPITRE I^{er}.

Dispositions générales.

1581. La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter.

1582. Toute société doit avoir un objet licite, et être contracté pour l'intérêt commun des parties.

Chaque associé doit y apporter de l'argent, ou d'autres biens, ou son industrie.

CHAPITRE II.

Des diverses espèces de sociétés.

1583. Les sociétés sont universelles ou particulières.

SECTION I.

Des sociétés universelles.

1584. On distingue deux sortes de sociétés universelles : la société de tous biens présents , et la société universelle de gains.

1585. La société de tous biens présents est celle par laquelle les parties mettent en commun tous les biens meubles et immeubles qu'elles possèdent actuellement , et les profits qu'elles pourront en tirer.

Elles peuvent aussi y comprendre toute autre espèce de gains ; mais les biens qui pourraient leur avenir par succession , donation ou legs , n'entrent dans cette société que pour la jouissance : toute stipulation tendant à y faire entrer la propriété de ces biens est prohibée.

1586. La société universelle de gains renferme tout ce que les parties acquerront par leur industrie, à quelque titre que ce soit , pendant le cours de la société.

Les biens meubles et immeubles que chacun des associés possède au temps du contrat , ne sont pas compris dans la société ; ils n'y entrent que pour la jouissance seulement.

1587. La simple convention de société univer-

selle, faite sans autre explication, n'emporte que la société universelle de gains.

1588. Nulle société universelle ne peut avoir lieu qu'entre personnes respectivement capables de se donner ou de recevoir l'une de l'autre, et auxquelles il n'est point défendu de s'avantager réciproquement au préjudice d'autres personnes.

SECTION II.

De la société particulière.

1589. La société particulière est celle qui ne s'applique qu'à certaines choses déterminées, ou à leur usage, ou aux fruits à en percevoir.

1590. Le contrat par lequel plusieurs personnes s'associent, soit pour une entreprise désignée, soit pour l'exercice de quelque métier ou profession, est aussi une société particulière.

CHAPITRE III.

Des engagements des associés entre eux et à l'égard des tiers.

SECTION I.

Des engagements des associés entre eux.

1591. La société commence à l'instant même du contrat, s'il ne désigne une autre époque.

1592. S'il n'y a pas de convention sur la durée de la société, elle est censée contractée pour toute

la vie des associés , sous la modification portée en l'article 1617 ; si cependant la société a pour objet une affaire dont la durée soit limitée, elle n'est censée contractée que pour le temps que doit durer cette affaire.

1593. Chaque associé est débiteur envers la société, de tout ce qu'il a promis d'y apporter.

Lorsque cet apport consiste en un corps certain , et que la société en est évincée, l'associé qui a fait l'apport, en est garant envers la société, de la même manière qu'un vendeur l'est envers son acheteur.

1594. L'associé qui devait apporter une somme dans la société, et qui ne l'a point fait, devient, de plein droit et sans demande, débiteur des intérêts de cette somme à compter du jour où elle devait être payée.

Il en est de même à l'égard des sommes qu'il a prises dans la caisse sociale, à compter du jour où il les en a tirées pour son profit particulier.

Le tout sans préjudice de plus amples dommages-intérêts, s'il y a lieu.

1595. Les associés qui se sont soumis à apporter leur industrie à la société, lui doivent compte de tous les gains qu'ils ont faits par l'espèce d'industrie qui est l'objet de cette société.

1596. Lorsque l'un des associés est , pour son compte particulier, créancier d'une somme exigible envers une personne qui se trouve aussi devoir à

la société une somme également exigible, l'imputation de ce qu'il reçoit de ce débiteur doit se faire sur la créance de la société et sur la sienne, dans la proportion des deux créances, encore qu'il eût par sa quittance dirigé l'imputation intégrale sur sa créance particulière; mais s'il a exprimé dans sa quittance que l'imputation serait faite en entier sur la créance de la société, cette stipulation sera exécutée.

1597. Lorsqu'un des associés a reçu sa part entière de la créance commune, et que le débiteur est depuis devenu insolvable, cet associé est tenu de rapporter à la masse ce qu'il a reçu, encore qu'il eût spécialement donné quittance *pour sa part*.

1598. Chaque associé est tenu envers la société, des dommages qu'il lui a causés par sa faute, sans pouvoir compenser avec ces dommages les profits que son industrie lui aurait procurés dans d'autres affaires.

1599. Si les choses dont la jouissance seulement a été mise dans la société, sont des corps certains et déterminés qui ne se consomment point par l'usage, elles sont aux risques de l'associé propriétaire.

Si ces choses se consomment par l'usage, si elles se détériorent en les gardant, si elles ont été destinées à être vendues, ou si elles ont été mises dans

la société sur une estimation portée par un inventaire, elles sont aux risques de la société.

Si la chose a été estimée, l'associé ne peut répéter que le montant de son estimation.

1600. Un associé a action contre la société, non seulement à raison des sommes qu'il a déboursées pour elle, mais encore à raison des obligations qu'il a contractées de bonne foi pour les affaires de la société, et des risques inséparables de sa gestion.

1601. Lorsque l'acte de société ne détermine point la part de chaque associé dans les bénéfices ou pertes, la part de chacun est en proportion de sa mise dans le fonds de la société.

A l'égard de celui qui n'a apporté que son industrie, sa part dans les bénéfices ou dans les pertes est réglée comme celle de l'associé qui a le moins apporté.

1602. Si les associés sont convenus de s'en rapporter à l'un d'eux, ou à un tiers, pour le règlement des parts, ce règlement ne peut être attaqué s'il n'est évidemment contraire à l'équité.

Nulle réclamation n'est admise à ce sujet, s'il s'est écoulé plus de trois mois depuis que la partie qui se trouve lésée a eu connaissance du règlement, ou si ce règlement a reçu de sa part un commencement d'exécution.

1603. La convention qui donnerait à l'un des associés la totalité des bénéfices, est nulle.

Il en est de même de la stipulation qui affranchirait de toute contribution aux pertes, les sommes ou effets mis dans le fonds de la société par un ou plusieurs des associés.

1604. L'associé chargé de l'administration, par une clause spéciale du contrat de société, peut faire, nonobstant l'opposition des autres associés, tous les actes qui dépendent de son administration, pourvu qu'il ce soit sans fraude.

Ce pouvoir ne peut être révoqué sans cause légitime, tant que la société dure; mais s'il n'a été donné que par acte postérieur au contrat de société, il est révocable comme un simple mandat.

1605. Lorsque plusieurs associés sont chargés d'administrer, sans que leurs fonctions soient déterminées, ou sans qu'il ait été exprimé que l'un ne pourrait agir sans l'autre, ils peuvent faire chacun séparément tous les actes de cette administration.

1606. S'il a été stipulé que l'un des administrateurs ne pourra rien faire sans l'autre, un seul ne peut, sans une nouvelle convention, agir en l'absence de l'autre, lors même que celui-ci serait dans l'impossibilité actuelle de concourir aux actes d'administration; à moins cependant qu'il n'y ait urgence, et que l'omission n'entraîne pour la société un préjudice grave et irréparable.

1607. A défaut de stipulations spéciales sur le

mode d'administration , l'on observe les règles suivantes ;

1^o Les associés sont censés s'être donné réciproquement le pouvoir d'administrer l'un pour l'autre. Ce que chacun fait est valable même pour la part de ses associés, sans qu'il ait pris leur consentement ; sauf le droit qu'ont ces derniers, ou l'un d'eux , de s'opposer à l'opération avant qu'elle soit conclue ;

2^o Chaque associé peut se servir des choses appartenant à la société , pourvu qu'il les emploie à leur destination fixée par l'usage , et qu'il ne s'en serve pas contre l'intérêt de la société , ou de manière à empêcher ses associés d'en user selon leur droit ;

3^o Chaque associé a le droit d'obliger ses associés à faire avec lui les dépenses qui sont nécessaires pour la conservation des choses de la société ;

4^o L'un des associés ne peut faire d'innovations sur les immeubles dépendant de la société , même quand il les soutiendrait avantageuses à cette société, si les autres associés n'y consentent.

1608. L'associé qui n'est point administrateur, ne peut aliéner ni engager les choses même mobilières qui dépendent de la société.

1609. Chaque associé peut , sans le consentement de ses associés, s'associer une tierce personne relativement à la part qu'il a dans la société : il ne

peut pas , sans ce consentement, l'associer à la société, lors même qu'il en aurait l'administration.

SECTION II.

Des engagements des associés à l'égard des tiers.

1610. Lorsque l'un des associés a reçu en termes exprès le pouvoir d'agir au nom de la société et de se servir de la raison sociale , les engagements qu'il contracte au nom de la société , dans les limites des pouvoirs qui lui sont conférés , obligent tous les associés solidairement envers les tiers.

1611. Hors le cas prévu à l'article précédent , les associés ne sont pas tenus solidairement des dettes sociales ; mais ils sont tenus envers le créancier avec lequel ils ont contracté , chacun pour une somme et part égales , encore que la part de l'un d'eux dans la société fût moindre , si l'acte n'a pas spécialement restreint l'obligation de celui-ci sur le pied de cette dernière part.

1612. L'obligation contractée , même pour le compte de la société , par l'un des associés qui ne serait pas nanti de pouvoirs suffisans à cet effet, ne lie que l'associé contractant et non les autres , à moins que la chose n'ait tourné au profit de la société.

CHAPITRE IV.

Des différentes manières dont finit la société.

1613. La société finit ;

1^o Par l'expiration du temps pour lequel elle a été contractée ;

2^o Par l'extinction de la chose, ou la consommation de la négociation ;

3^o Par la mort de l'un des associés ;

4^o Par la perte des droits civils mentionnés en l'article 19, par l'interdiction de l'un des associés ou par la mise en discussion des biens de l'un d'eux ;

5^o Par la volonté qu'un seul ou plusieurs expriment de ne plus continuer la société.

1614. La prorogation d'une société contractée pour un temps limité ne peut être établie que par les moyens admis pour la preuve du contrat de société.

1615. Lorsque l'un des associés a promis de mettre en commun la propriété d'une chose, la perte survenue avant que la mise en soit effectuée , opère la dissolution de la société par rapport à tous les associés.

La société est également dissoute dans tous les cas par la perte de la chose , lorsque la jouissance

seule a été mise en commun, et que la propriété en est restée dans la main de l'associé.

Mais la société n'est pas rompue par la perte de la chose dont la propriété a déjà été apportée à la société.

1616. S'il a été stipulé qu'en cas de mort de l'un des associés, la société continuerait avec son héritier ou seulement avec les associés survivants, ces dispositions seront suivies : au second cas, l'héritier du décédé n'a droit qu'au partage de la société, eu égard à la situation de cette société lors du décès, et ne participe aux droits ultérieurs qu'autant qu'ils sont une suite nécessaire de ce qui s'est fait avant la mort de l'associé auquel il succède.

1617. La dissolution de la société par la volonté de l'une des parties ne s'applique qu'aux sociétés dont la durée est illimitée, et s'opère par une renonciation notifiée à tous les associés, pourvu que cette renonciation soit de bonne foi, et non faite à contre-temps.

1618. La renonciation n'est pas de bonne foi lorsque l'associé renonce pour s'approprier à lui seul le profit que les associés s'étaient proposé de retirer en commun.

Elle est faite à contre-temps lorsque les choses ne sont plus entières, et qu'il importe à la société que sa dissolution soit différée.

1619. La dissolution de la société à terme ne

peut être demandée par l'un des associés avant le terme convenu, qu'autant qu'il y en a de justes motifs, comme lorsqu'un autre associé manque à ses engagements, ou qu'une infirmité habituelle le rend inhabile aux affaires de la société, ou autres cas semblables dont la légitimité et la gravité sont laissées à l'arbitrage et à la prudence des juges.

1620. Les règles concernant le partage des successions, la forme de ce partage, et les obligations qui en résultent entre les cohéritiers, s'appliquent aux partages entre associés.

TITRE XIII.

DU PRÊT.

1621. Il y a deux sortes de prêts :

Celui des choses dont on peut user sans les consommer,

Et celui des choses qui se consomment par l'usage qu'on en fait.

La première espèce s'appelle *prêt à usage* ou *commodat* ;

La deuxième s'appelle *prêt de consommation*, ou simplement *prêt*.

CHAPITRE I^{er}.*Du prêt à usage ou commodat.*

SECTION I.

De la nature du prêt à usage.

1622. Le prêt à usage ou commodat est un contrat par lequel l'une des parties livre une chose à l'autre pour s'en servir pendant un certain temps, ou en faire usage d'une manière déterminée, à la charge par le preneur de la rendre après s'en être servi.

1623. Ce prêt est essentiellement gratuit.

1624. Le prêteur demeure propriétaire de la chose prêtée.

1625. Tout ce qui est dans le commerce, et qui ne se consomme pas par l'usage, peut être l'objet de cette convention.

1626. Les engagements qui se forment par le commodat, passent aux héritiers de celui qui prête, et aux héritiers de celui qui emprunte.

Mais si l'on n'a prêté qu'en considération de l'emprunteur, et à lui personnellement, alors ses héritiers ne peuvent continuer de jouir de la chose prêtée.

SECTION II.

Des engagemens de l'emprunteur.

1627. L'emprunteur est tenu de veiller, en bon père de famille, à la garde et à la conservation de la chose prêtée. Il ne peut s'en servir qu'à l'usage déterminé par sa nature ou par la convention; le tout à peine de dommages-intérêts, s'il y a lieu.

1628. Si l'emprunteur emploie la chose à un autre usage, ou pour un temps plus long qu'il ne le devait, il sera tenu de la perte arrivée, même par cas fortuit.

1629. Si la chose prêtée périt par un cas fortuit dont l'emprunteur aurait pu la garantir en employant la sienne propre, ou si, ne pouvant conserver que l'une des deux il a préféré la sienne, il est tenu de la perte de l'autre.

1630. Si la chose a été estimée en la prêtant, la perte qui arrive, même par cas fortuit, est pour l'emprunteur, s'il n'y a convention contraire.

1631. Si la chose se détériore par le seul effet de l'usage pour lequel elle a été empruntée, et sans aucune faute de la part de l'emprunteur, il n'est pas tenu de la détérioration.

1632. Si, pour user de la chose, l'emprunteur a fait quelque dépense, il ne peut pas la répéter.

1633. Si plusieurs ont conjointement emprunté la même chose, ils en sont solidairement responsables envers le prêteur.

SECTION III.

Des engagements de celui qui prête à usage.

1634. Le prêteur ne peut retirer la chose prêtée qu'après le terme convenu, ou, à défaut de convention, qu'après qu'elle a servi à l'usage pour lequel elle a été empruntée.

1635. Néanmoins, si, pendant ce délai, ou avant que le besoin de l'emprunteur ait cessé, il survient au prêteur un besoin pressant et imprévu de sa chose, le juge peut, suivant les circonstances, obliger l'emprunteur à la lui rendre.

1636. Si, pendant la durée du prêt, l'emprunteur a été obligé, pour la conservation de la chose, à quelque dépense extraordinaire, nécessaire, et tellement urgente qu'il n'ait pas pu en prévenir le prêteur, celui-ci sera tenu de la lui rembourser.

1637. Lorsque la chose prêtée a des défauts tels qu'elle puisse causer du préjudice à celui qui s'en sert, le prêteur est responsable, s'il connaissait les défauts et n'en a pas averti l'emprunteur.

CHAPITRE II.

Du prêt de consommation ou simple prêt.

SECTION I.

De la nature du prêt de consommation.

1638. Le prêt de consommation est un contrat par lequel l'une des parties livre à l'autre une certaine quantité de choses qui se consomment par l'usage, à la charge par cette dernière de lui en rendre autant de même espèce et qualité.

1639. Par l'effet de ce prêt, l'emprunteur devient le propriétaire de la chose prêtée; et c'est pour lui qu'elle périt, de quelque manière que cette perte arrive.

1640. L'obligation qui résulte d'un prêt en argent, n'est toujours que de la somme numérique énoncée au contrat.

S'il y a eu augmentation ou diminution d'espèces avant l'époque du paiement, le débiteur doit rendre la somme numérique prêtée, et ne doit rendre que cette somme dans les espèces ayant cours au moment du paiement.

1641. La règle portée en l'article précédent n'a pas lieu, si le prêt consiste en monnaies d'or ou d'argent, avec stipulation de les rendre dans les mêmes espèces et dans la même quantité.

S'il y a eu altération dans la valeur intrinsèque de ces monnaies, ou qu'on ne puisse s'en procurer, ou qu'elles soient hors de cours, on doit rendre l'équivalent de la valeur intrinsèque qu'elles avaient au temps où le prêt a été effectué.

1642. Si ce sont des lingots ou des denrées qui ont été prêtés, quelle que soit l'augmentation ou la diminution de leur prix, le débiteur ne doit rendre, dans tous les cas, que la même quantité et qualité.

SECTION II.

Des obligations du prêteur.

1643. Dans le prêt de consommation, le prêteur est tenu de la responsabilité établie par l'article 1637 pour le prêt à usage.

1644. Le prêteur ne peut pas redemander les choses prêtées avant le terme convenu.

1645. S'il n'a pas été fixé de terme pour la restitution, le juge peut accorder à l'emprunteur un délai suivant les circonstances.

1646. S'il a été seulement convenu que l'emprunteur payerait quand il le pourrait, ou quand il en aurait les moyens, le juge lui fixera un terme de paiement suivant les circonstances.

SECTION III.

Des engagements de l'emprunteur.

1647. L'emprunteur est tenu de rendre les choses prêtées, en même quantité et qualité, et au terme convenu.

1648. S'il est dans l'impossibilité d'y satisfaire, il est tenu d'en payer la valeur eu égard au temps et au lieu où la chose devait être rendue d'après la convention.

Si ce temps et ce lieu n'ont pas été réglés, le paiement se fait au prix du temps et du lieu où l'emprunt a été fait.

1649. Si l'emprunteur ne rend pas les choses prêtées ou leur valeur au terme convenu, il en doit l'intérêt du jour de la demande en justice.

CHAPITRE III.

Du prêt à intérêt.

1650. Il est permis de stipuler les intérêts pour simple prêt, soit d'argent, soit de denrées, ou autres choses mobilières.

1651. L'emprunteur qui a payé des intérêts qui n'étaient pas stipulés, ne peut ni les répéter ni les imputer sur le capital.

1652. L'intérêt est légal ou conventionnel.

L'intérêt légal est de cinq pour cent.

L'intérêt conventionnel ne peut excéder ce taux.

L'intérêt stipulé à un taux plus élevé sera réduit au taux légal, sans préjudice des peines portées contre l'usure par les lois pénales.

1653. Si la stipulation de l'intérêt n'en détermine pas le taux, on pourra exiger l'intérêt légal.

1654. S'il a été payé un intérêt plus fort que celui fixé par la loi, l'excédant s'imputera année par année sur le capital.

1655. La quittance du capital, donnée sans réserve des intérêts, en fait présumer le paiement, et en opère la libération, sauf la preuve du contraire.

1656. Le débiteur peut être contraint au remboursement du capital avant le terme convenu, dans les cas prévus à l'article 1666.

TITRE XIV.

DES RENTES PERPÉTUELLES.

1657. On peut stipuler un intérêt ou une rente, moyennant un capital que celui qui le fournit s'interdit d'exiger.

1658. On peut aussi stipuler une prestation annuelle ou rente, soit en argent, soit en denrées, pour le prix de l'aliénation d'un immeuble ou comme condition de la cession d'un fonds, à quelque titre que ce soit, même gratuit.

1659. Les rentes peuvent être constituées de deux manières, en perpétuel ou en viager.

Les règles concernant les rentes viagères sont établies au Titre *des contrats aléatoires*.

1660. La stipulation d'une rente perpétuelle moyennant un capital, prend le nom de *créance à rente perpétuelle*; la rente stipulée moyennant la cession d'un fonds, se nomme *rente foncière*.

1661. La créance à rente perpétuelle doit être garantie par une hypothèque spéciale sur un fonds certain et déterminé; à défaut, le capital demeure exigible.

Le montant de la rente annuelle ne peut excéder le taux de l'intérêt fixé par la loi au temps du contrat.

1662. La concession d'un immeuble dont il est parlé à l'article 1658, en transfère la pleine propriété au concessionnaire, nonobstant toute clause contraire, même celle de la réserve du domaine : ces clauses seront considérées comme non écrites.

Toute concession faite à titre onéreux, sous une dénomination quelconque, comme d'emphytéose, d'abergement ou autres semblables, est soumise aux règles établies pour le contrat de vente. Si la concession est à titre gratuit, on y appliquera les règles concernant les donations.

1663. La rente perpétuelle est essentiellement rachetable au gré du débiteur, nonobstant toute stipulation contraire.

Les parties peuvent cependant convenir que le rachat ne sera pas fait avant un délai qui ne pourra excéder trente ans pour les rentes foncières et dix ans pour les autres, ou sans avoir averti le créancier au terme d'avance qu'elles auront déterminé, et qui ne pourra excéder une année.

S'il a été stipulé de plus longs termes, ils seront respectivement réduits à ceux fixés ci-dessus.

1664. Le rachat de la rente constituée au moyen d'un capital en argent s'opère par le remboursement

de la somme qui a été payée pour la constitution de la rente.

Le rachat d'une rente foncière s'opère par le paiement d'une somme égale à vingt fois la rente annuelle.

Si cette rente consiste en denrées, on prendra pour base le prix moyen de celles-ci pendant les dix dernières années.

On pourra néanmoins stipuler que le rachat pourra s'opérer au moyen d'un capital moindre, mais non supérieur à celui fixé par le présent article.

1665. Le débiteur d'une rente foncière ne pourra se libérer de l'obligation de la servir en abandonnant l'immeuble qui lui a été cédé sous cette charge.

1666. Indépendamment des cas prévus par le contrat, le débiteur d'une rente annuelle peut être contraint au rachat :

- 1^o S'il se trouve en retard de payer la rente pendant trois années consécutives ;
- 2^o S'il manque à fournir au créancier les sûretés promises par le contrat ;
- 3^o Si les sûretés fournies venant à manquer ou à diminuer, il ne les remplace pas par d'autres d'une valeur égale ;
- 4^o Si, par l'effet d'aliénation ou de partage, le fonds sur lequel la rente est hypothéquée, est possédé par un autre que par le débiteur de la rente.

1667. Le capital de la rente constituée en perpétuel devient aussi exigible dans le cas de discussion des avoirs du débiteur.

1668. Dans le cas prévu au N^o 1 de l'article 1666, le créancier est censé avoir renoncé au droit d'exiger le rachat de la rente, s'il a reçu sans réserve le paiement des arrérages retardés ou un à-compte d'iceux.

1669. Dans les cas mentionnés aux articles 1666 et 1667, et dans tous ceux où l'on aurait contrevenu à ce qui a été réglé dans le contrat, le créancier pourra seulement contraindre le débiteur au rachat de la rente, sans avoir le droit de revendiquer l'immeuble qu'il a cédé, nonobstant toute stipulation ou réserve contraire, qui sera considérée comme non avenue.

1670. Les articles 1663, 1664, 1666 et 1667 sont applicables à toute autre prestation annuelle établie à perpétuité par quelque titre que ce soit, même de dernière volonté.

TITRE XV.

DU DÉPOT ET DU SÉQUESTRE.

CHAPITRE I^{er}.

Du dépôt en général et de ses diverses espèces.

1671. Le dépôt, en général, est un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, à la charge de la garder et de la restituer en nature.

1672. Il y a deux espèces de dépôt : Le *dépôt* proprement dit, et le *séquestre*.

CHAPITRE II.

Du dépôt proprement dit.

SECTION I.

De la nature et de l'essence du contrat de dépôt.

1673. Le dépôt proprement dit est un contrat essentiellement gratuit.

1674. Il ne peut avoir pour objet que des choses mobilières.

1675. Il n'est parfait que par la tradition réelle ou feinte de la chose déposée.

La tradition feinte suffit, quand le dépositaire se trouve déjà nanti, à quelque autre titre; de la chose que l'on consent à lui laisser à titre de dépôt.

1676. Le dépôt est volontaire ou nécessaire.

SECTION II.

Du dépôt volontaire.

1677. Le dépôt volontaire se forme par le consentement réciproque de la personne qui fait le dépôt et de celle qui le reçoit.

1678. Le dépôt volontaire ne peut régulièrement être fait que par le propriétaire de la chose déposée, ou de son consentement exprès ou tacite.

1679. Le dépôt volontaire doit être prouvé par écrit. La preuve testimoniale n'est point reçue pour une valeur excédant trois cents francs.

1680. Lorsque le dépôt, étant au-dessus de trois cents francs, n'est point prouvé par écrit, celui qui est attaqué comme dépositaire en est cru sur sa déclaration, soit pour le fait même du dépôt, soit pour la chose qui en faisait l'objet, soit pour le fait de sa restitution, sauf les règles établies aux articles 1234 et 1236.

1681. Le dépôt volontaire ne peut avoir lieu qu'entre personnes capables de contracter.

Néanmoins, si une personne capable de contracter accepte le dépôt fait par une personne incapable, elle est tenue de toutes les obligations d'un véritable dépositaire; elle peut être poursuivie par le tuteur ou administrateur de la personne qui a fait le dépôt.

1682. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en revendication de la chose déposée, tant qu'elle existe dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qui a tourné au profit de ce dernier.

SECTION III.

Des obligations du dépositaire.

1683. Le dépositaire doit apporter, dans la garde de la chose déposée, les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent.

1684. La disposition de l'article précédent doit être appliquée avec plus de rigueur :

1^o Si le dépositaire s'est offert lui-même pour recevoir le dépôt;

2^o S'il a stipulé un salaire pour la garde du dépôt;

3^o Si le dépôt a été fait uniquement dans l'intérêt du dépositaire;

4^o S'il a été convenu expressément que le dépositaire répondrait de toute espèce de faute.

1685. Le dépositaire n'est tenu, en aucun cas, des accidens de force majeure, à moins qu'il n'ait été mis en demeure de restituer la chose déposée.

1686. Il ne peut se servir de la chose déposée, sans la permission expresse ou présumée du déposant.

1687. Il ne doit point chercher à connaître quelles sont les choses qui ont été déposées entre ses mains, si elles lui ont été confiées dans un coffre fermé ou sous une enveloppe cachetée.

1688. Le dépositaire doit rendre la chose même qu'il a reçue.

Ainsi, le dépôt des sommes monnayées doit être rendu dans les mêmes espèces qu'il a été fait, soit dans le cas d'augmentation, soit dans le cas de diminution de leur valeur.

1689. Le dépositaire n'est tenu de rendre la chose déposée que dans l'état où elle se trouve au moment de la restitution. Les détériorations qui ne se sont pas survenues par sa faute, sont à la charge du déposant.

1690. Le dépositaire auquel la chose a été enlevée par une force majeure, et qui a reçu un prix ou quelque chose à la place, doit restituer ce qu'il a reçu en échange.

1691. L'héritier du dépositaire, qui a vendu de

bonne foi la chose dont il ignorait le dépôt, n'est tenu que de rendre le prix qu'il a reçu, ou de céder son action contre l'acheteur, s'il n'a pas touché le prix.

1692. Si la chose déposée a produit des fruits qui aient été perçus par le dépositaire, il est obligé de les restituer. Il ne doit aucun intérêt de l'argent déposé, si ce n'est du jour où il a été mis en demeure de faire la restitution.

1693. Le dépositaire ne doit restituer la chose déposée qu'à celui qui la lui a confiée, ou à celui au nom duquel le dépôt a été fait, ou à celui qui a été indiqué pour le recevoir.

1694. Il ne peut pas exiger de celui qui a fait le dépôt, la preuve qu'il était propriétaire de la chose déposée.

Néanmoins, s'il découvre que la chose a été volée, et quel en est le véritable propriétaire, il doit dénoncer à celui-ci le dépôt qui lui a été fait, avec sommation de le réclamer dans un délai déterminé et suffisant.

Si celui, auquel la déclaration a été faite, néglige de réclamer le dépôt, le dépositaire est valablement déchargé par la tradition qu'il en a faite à celui duquel il l'a reçu.

1695. En cas de mort de celui qui a fait le dépôt, ou de la perte des droits civils encourue d'après la disposition de l'article 19, la chose déposée

ne peut être rendue qu'aux héritiers, ou aux personnes mentionnées en l'article 24.

S'il y en a plusieurs, ils doivent s'accorder entre eux pour la recevoir; s'ils ne s'accordent pas, le dépositaire peut se libérer en la remettant au juge.

1696. Si la personne qui a fait le dépôt a changé d'état : par exemple, si le majeur déposant se trouve frappé d'interdiction; dans ce cas et autres semblables, le dépôt ne peut être restitué qu'à celui qui a l'administration des droits et des biens du déposant.

1697. Si le dépôt a été fait par un tuteur, par un mari ou par un administrateur, dans l'une de ces qualités, et que leur administration soit finie, le dépôt doit être restitué à ceux qui leur ont succédé dans cette administration, ou à la personne même qu'ils représentaient, si celle-ci a obtenu la libre administration de ses biens.

1698. Si le contrat de dépôt désigne le lieu dans lequel la restitution doit être faite, le dépositaire est tenu d'y porter la chose déposée. S'il y a des frais de transport, ils sont à la charge du déposant.

1699. Si le contrat ne désigne point le lieu de la restitution, elle doit être faite dans le lieu même du dépôt.

1700. Le dépôt doit être remis au déposant aussitôt qu'il le réclame, lors même que le contrat

aurait fixé un délai déterminé pour la restitution ; à moins qu'il n'ait été opéré, entre les mains du dépositaire, un séquestre au préjudice du déposant, ou qu'il n'existe une opposition à la restitution et au déplacement de la chose déposée.

De son côté, le dépositaire peut contraindre celui qui a fait le dépôt à le retirer ; si ce dernier prétend que la restitution est intempestive, le juge prononce sur le mérite de cette opposition.

1701. Toutes les obligations du dépositaire cessent, s'il vient à découvrir et à prouver qu'il est lui-même propriétaire de la chose déposée.

SECTION IV.

Des obligations de la personne par laquelle le dépôt a été fait.

1702. La personne qui a fait le dépôt, est tenue de rembourser au dépositaire les dépenses qu'il a faites pour la conservation de la chose déposée, et de l'indemniser de toutes les pertes que le dépôt peut lui avoir occasionnées.

1703. Le dépositaire peut retenir la chose déposée jusqu'à l'entier paiement de ce qui lui est dû à raison du dépôt.

SECTION V.

Du dépôt nécessaire.

1704. Le dépôt nécessaire est celui qui a été forcé par quelque accident, tel qu'un incendie, une ruine, un pillage, un naufrage ou autre événement imprévu.

1705. La preuve par témoins peut être reçue pour le dépôt nécessaire, quand même il s'agit d'une valeur au-dessus de trois cents francs.

1706. Le dépôt nécessaire est d'ailleurs régi par toutes les règles du dépôt volontaire.

1707. Les aubergistes ou hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux : le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire.

1708. Ils sont responsables du vol ou du dommage des effets du voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les domestiques ou préposés de l'hôtellerie, ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie.

1709. Ils ne sont pas responsables des vols faits à main armée ou autrement avec force majeure, ni de ceux qui sont le résultat de la négligence du propriétaire.

CHAPITRE III.

Du séquestre.

SECTION I.

Des diverses espèces de séquestre.

1710. Le séquestre est conventionnel ou judiciaire.

SECTION II.

Du séquestre conventionnel.

1711. Le séquestre conventionnel est le dépôt fait par une ou plusieurs personnes, d'une chose contentieuse, entre les mains d'un tiers qui s'oblige de la rendre, après la contestation terminée, à la personne qui sera jugée devoir l'obtenir.

1712. Le séquestre peut n'être pas gratuit.

1713. Lorsqu'il est gratuit, il est soumis aux règles du dépôt proprement dit, sauf les différences ci-après énoncées.

1714. Le séquestre peut avoir pour objet, non seulement des effets mobiliers, mais même des immeubles.

1715. Le dépositaire chargé du séquestre ne peut être déchargé, avant la contestation terminée, que du consentement de toutes les parties intéressées, ou pour une cause jugée légitime.

SECTION III.

Du séquestre ou dépôt judiciaire.

1716. Le séquestre judiciaire est celui qui est ordonné par le juge dans les cas déterminés par la loi.

1717. L'établissement d'un gardien judiciaire produit, entre ceux qui prétendent à la chose séquestrée et le gardien, des obligations réciproques.

Le gardien doit apporter, pour la conservation des effets séquestrés, les soins d'un bon père de famille.

Il doit les représenter à celui à qui ils seront trouvés devoir demeurer.

L'obligation de celui-ci consiste à payer au gardien le salaire fixé par la loi, ou, à son défaut, par le juge.

1718. Le séquestre judiciaire est donné, soit à une personne dont les parties intéressées sont convenues entre elles, soit à une personne désignée par la loi ou par le juge.

Dans l'un et l'autre cas, celui auquel la chose a été confiée, est soumis à toutes les obligations qu'emporte le séquestre conventionnel.

TITRE XVI.

DES CONTRATS ALÉATOIRES.

1719. Le contrat aléatoire est une convention réciproque dont les effets, quant aux avantages et aux pertes, soit pour toutes les parties, soit pour l'une ou plusieurs d'entre elles, dépendent d'un événement incertain.

Tels sont :

Le jeu et le pari ;

Le contrat de rente viagère.

CHAPITRE I^{er}.*Du jeu et du pari.*

1720. La loi n'accorde aucune action pour dette du jeu ou pour le paiement d'un pari.

1721. Les jeux propres à exercer au fait des armes sont exceptés de la disposition précédente.

Néanmoins, le tribunal peut rejeter la demande, quand la somme lui paraît excessive.

1722. Dans aucun cas, le perdant ne peut répéter ce qu'il a volontairement payé, à moins qu'il n'y ait

eu, de la part du gagnant, dol, supercherie ou escroquerie, ou que le perdant ne fût mineur.

CHAPITRE II.

Du contrat de rente viagère.

SECTION I.

Des conditions requises pour la validité du contrat de rente viagère.

1723. La rente viagère peut être constituée à titre onéreux, moyennant une somme d'argent, ou pour une chose mobilière appréciable, ou pour un immeuble.

1724. Elle peut aussi être constituée à titre purement gratuit, par donation ou par testament.

1725. Dans le cas de l'article précédent, la rente viagère est réductible, si elle excède ce dont il est permis de disposer; elle est nulle, si elle est au profit d'une personne incapable de recevoir.

1726. La rente viagère peut être constituée, soit sur la tête de celui qui en fournit le prix, soit sur la tête d'un tiers qui n'a aucun droit d'en jouir.

1727. Elle peut être constituée sur une ou plusieurs têtes.

1728. Elle peut être constituée au profit d'un tiers, quoique le prix en soit fourni par une autre personne.

Dans ce dernier cas, quoiqu'elle ait les caractères d'une libéralité, elle n'est point assujettie aux formes requises pour les donations, sauf les cas de réduction et de nullité énoncés dans l'article 1725.

1729. Tout contrat de rente viagère créée sur la tête d'une personne qui était morte au jour du contrat, ne produit aucun effet.

1730. Il en est de même du contrat par lequel la rente a été créée sur la tête d'une personne qui décède dans les quarante jours de la date du contrat.

1731. La rente viagère peut être constituée au taux qu'il plaît aux parties contractantes de fixer, pourvu qu'il soit supérieur au revenu que peut produire la chose cédée pour prix de la rente.

SECTION II.

Des effets du contrat de rente viagère entre les parties contractantes.

1732. Celui, au profit duquel la rente viagère a été constituée moyennant un prix, peut demander la résiliation du contrat, si le constituant ne lui donne pas, ou s'il diminue par son fait les sûretés stipulées pour son exécution.

1733. Si les sûretés stipulées se trouvaient diminuées indépendamment du fait du débiteur, le créancier ne pourrait demander la résiliation du

contrat qu'en faisant raison de la différence entre le taux des arrérages qu'il a perçus jusqu'alors, et le taux légal de l'intérêt, pendant le même temps, du capital qu'il a payé pour constituer la rente.

1734. Le seul défaut de paiement des arrérages de la rente n'autorise point celui en faveur de qui elle est constituée, à demander le remboursement du capital, ou à rentrer dans le fonds par lui aliéné : il n'a que le droit de saisir sur les avoirs du débiteur, pour être affectés au service des arrérages, des biens ou des capitaux productifs d'une rente annuelle égale à celle promise au créancier.

1735. S'il a été stipulé qu'à défaut de paiement des arrérages pendant un temps déterminé, le créancier pourrait demander la résiliation du contrat, celui-ci ne pourra se prévaloir de cette stipulation qu'en tenant compte de l'excédant du taux des arrérages sur celui de l'intérêt légal, conformément à ce qui est réglé pour le cas prévu à l'article 1733.

1736. Le constituant ne peut se libérer du paiement de la rente, en offrant de rembourser le capital, et en renonçant à la répétition des arrérages payés ; il est tenu de servir la rente pendant toute la vie de la personne ou des personnes sur la tête desquelles la rente a été constituée, quelle que soit la durée de la vie de ces personnes, et quelque onéreux qu'ait pu devenir le service de la rente.

1737. La rente viagère n'est acquise au proprié-

taire que dans la proportion du nombre de jours qu'il a vécu.

Néanmoins, s'il a été convenu qu'elle serait payée d'avance, le terme qui a dû être payé, est acquis du jour où le paiement a dû en être fait.

1738. La rente viagère ne peut être stipulée insaisissable que lorsqu'elle a été constituée à titre gratuit.

1739. La rente viagère ne s'éteint pas par la perte des droits civils du propriétaire; le paiement doit en être continué pendant sa vie naturelle.

1740. Le propriétaire d'une rente viagère n'en peut demander les arrérages qu'en justifiant de son existence, ou de celle de la personne sur la tête de laquelle elle a été constituée.



TITRE XVII.

DU MANDAT.

CHAPITRE I^{er}.

De la nature du mandat.

1741. Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom.

Le contrat ne se forme que par l'acceptation du mandataire.

L'acceptation du mandat peut n'être que tacite, et résulter de l'exécution qui lui a été donnée par le mandataire.

1742. Le mandat est gratuit, s'il n'y a convention contraire.

1743. Il est ou spécial et pour une affaire ou certaines affaires seulement, ou général et pour toutes les affaires du mandant.

1744. Le mandat conçu en termes généraux n'embrasse que les actes d'administration.

S'il s'agit d'aliéner ou hypothéquer, ou de quelque autre acte de propriété, le mandat doit être exprès.

1745. Le mandataire ne peut rien faire au-delà de ce qui est porté dans son mandat : le pouvoir de transiger ne renferme pas celui de compromettre.

1746. Les femmes ou les filles majeures et les mineurs peuvent être choisis pour mandataires ; mais le mandant n'a d'action contre le mandataire mineur que d'après les règles générales relatives aux obligations des mineurs, et contre les femmes qui ont accepté le mandat sans y être légalement autorisées, que d'après les règles établies dans les titres qui les concernent.

CHAPITRE II.

Des obligations du mandataire.

1747. Le mandataire est tenu d'accomplir le mandat tant qu'il en demeure chargé, et répond des dommages-intérêts qui pourraient résulter de son inexécution.

Il est tenu de même d'achever la chose commencée au décès du mandant, s'il y a péril en la demeure.

1748. Le mandataire répond non seulement du

dol, mais encore de la faute qu'il commet dans sa gestion.

Néanmoins, la responsabilité relative à la faute est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit qu'à celui qui reçoit un salaire.

1749. Tout mandataire est tenu de rendre compte de sa gestion, et de faire raison au mandant de tout ce qu'il a reçu en vertu de sa procuration, quand même ce qu'il aurait reçu n'eût point été dû au mandant.

1750. Le mandataire répond de celui qu'il s'est substitué dans sa gestion :

- 1^o Quand il n'a pas reçu le pouvoir de se substituer quelqu'un ;
- 2^o Quand ce pouvoir lui a été conféré sans désignation d'une personne, et que celle dont il a fait choix était notoirement incapable ou insolvable.

Dans tous les cas, le mandant peut agir directement contre la personne que le mandataire s'est substituée.

1751. Quand il y a plusieurs fondés de pouvoir ou mandataires constitués par le même acte, il n'y a de solidarité entre eux qu'autant qu'elle est exprimée.

1752. Le mandataire doit l'intérêt des sommes qu'il a employées à son usage, à dater de cet emploi ;

et de celles dont il est reliquataire, à compter du jour qu'il est mis en demeure.

1753. Le mandataire qui a donné à la partie avec laquelle il contracte en cette qualité, une suffisante connaissance de ses pouvoirs, n'est tenu d'aucune garantie pour ce qui a été fait au-delà, s'il ne s'y est personnellement soumis.

CHAPITRE III.

Des obligations du mandant.

1754. Le mandant est tenu d'exécuter les engagements contractés par le mandataire, conformément aux pouvoirs qui lui ont été donnés.

Il n'est tenu de ce qui a pu être fait au-delà, qu'autant qu'il l'a ratifié expressément ou tacitement.

1755. Le mandant doit rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a faits pour l'exécution du mandat, et lui payer ses salaires, lorsqu'il en a été promis.

S'il n'y a aucune faute imputable au mandataire, le mandant ne peut se dispenser de faire ces remboursements et paiements, lors même que l'affaire n'aurait pas réussi; ni faire réduire le montant des frais et avances, sous prétexte qu'ils pouvaient être moindres.

1756. Le mandant doit aussi indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'oc-

casion de sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable.

1757. L'intérêt des avances faites par le mandataire lui est dû par le mandant, à dater du jour des avances constatées.

1758. Lorsque le mandataire a été constitué par plusieurs personnes pour une affaire commune, chacune d'elles est tenue solidairement envers lui de tous les effets du mandat.

CHAPITRE IV.

Des différentes manières dont le mandat finit.

1759. Le mandat finit :

Par la révocation du mandataire ;

Par la renonciation de celui-ci au mandat ;

Par la mort ou par la perte des droits civils, par l'interdiction ou la mise en discussion, soit du mandant, soit du mandataire.

1760. Le mandant peut révoquer sa procuration quand bon lui semble, et contraindre, s'il y a lieu, le mandataire à lui remettre l'écrit qui renferme la preuve du mandat.

1761. La révocation notifiée au seul mandataire ne peut être opposée aux tiers qui ont traité dans l'ignorance de cette révocation, sauf au mandant son recours contre le mandataire.

1762. La constitution d'un nouveau mandataire

pour la même affaire, vaut révocation du premier, à compter du jour où elle a été notifiée à celui-ci.

1763. Le mandataire peut renoncer au mandat, en notifiant au mandant sa renonciation.

Néanmoins, si cette renonciation préjudicie au mandant, il devra être indemnisé par le mandataire, à moins que celui-ci ne se trouve dans l'impossibilité de continuer le mandat, sans en éprouver lui-même un préjudice considérable.

1764. Si le mandataire ignore la mort du mandant, ou l'une des autres causes qui font cesser le mandat, ce qu'il a fait dans cette ignorance est valide.

1765. Dans les cas ci-dessus, les engagemens du mandataire sont exécutés à l'égard des tiers qui sont de bonne foi.

1766. En cas de mort du mandataire, ses héritiers doivent en donner avis au mandant, et pourvoir, en attendant, à ce que les circonstances exigent pour l'intérêt de celui-ci.

TITRE XVIII.

DU CAUTIONNEMENT.

CHAPITRE I^{er}.

De la nature et de l'étendue du cautionnement.

1767. Celui qui se rend caution d'une obligation, se soumet envers le créancier à satisfaire à cette obligation, si le débiteur n'y satisfait pas lui-même.

1768. Le cautionnement ne peut exister que sur une obligation valable.

On peut néanmoins cautionner une obligation, encore qu'elle pût être annulée par une exception purement personnelle à l'obligé ; par exemple, dans le cas de minorité.

1769. Le cautionnement ne peut excéder ce qui est dû par le débiteur, ni être contracté sous des conditions plus onéreuses.

Il peut être contracté pour une partie de la dette seulement, et sous des conditions moins onéreuses.

Le cautionnement qui excède la dette, ou qui est contracté sous des conditions plus onéreuses, n'est

point nul : il est seulement réductible à la mesure de l'obligation principale.

1770. On peut se rendre caution sans ordre de celui pour lequel on s'oblige, et même à son insu.

On peut aussi se rendre caution, non seulement du débiteur principal, mais encore de celui qui l'a cautionné.

1771. Le cautionnement ne se présume point ; il doit être exprès, et on ne peut pas l'étendre au-delà des limites dans lesquelles il a été contracté.

1772. Le cautionnement indéfini d'une obligation principale s'étend à tous les accessoires de la dette, même aux frais de la première demande, et à tous ceux postérieurs à la dénonciation qui en est faite à la caution.

1773. Le débiteur obligé à fournir une caution doit en présenter une qui ait la capacité de contracter, qui ait un bien suffisant pour répondre de l'objet de l'obligation, et dont le domicile soit dans le Canton.

1774. La solvabilité d'une caution ne s'estime qu'eu égard à ses propriétés foncières, excepté en matière de commerce, ou lorsque la dette est modique.

On n'a point égard aux immeubles litigieux, ni à ceux qui sont situés hors du Canton.

1775. Lorsque la caution reçue par le créancier,

volontairement ou en justice, est ensuite devenue insolvable, il doit en être donné une autre.

Cette règle reçoit exception dans le cas seulement où la caution n'a été donnée qu'en vertu d'une convention par laquelle le créancier a exigé une telle personne pour caution.

CHAPITRE II.

De l'effet du cautionnement.

SECTION I.

De l'effet du cautionnement entre le créancier et la caution.

1776. La caution n'est obligée envers le créancier à le payer qu'à défaut du débiteur principal, qui doit être préalablement discuté dans ses biens, à moins que la caution n'ait renoncé au bénéfice de discussion, ou à moins qu'elle ne se soit obligée solidairement avec le débiteur; auquel cas l'effet de son engagement se règle par les principes qui ont été établis pour les dettes solidaires.

1777. Lorsque plusieurs personnes se sont rendues cautions d'un même débiteur pour une même dette, elles sont obligées chacune à toute la dette.

1778. Néanmoins, chacune d'elles peut, à moins qu'elle n'ait renoncé au bénéfice de division, exiger

que le créancier divise préalablement son action, et la réduise à la part et portion de chaque caution.

Lorsque, dans le temps où une des cautions a demandé le bénéfice de division, il y en avait d'insolvables, cette caution est tenue proportionnellement de ces insolvabilités; mais elle ne peut plus être recherchée à raison des insolvabilités survenues depuis cette demande.

Si l'obligation de l'une des cautions était annulée par une exception purement personnelle, sa part à la dette sera répartie sur les autres cautions.

1779. Les cautions ne sont pas censées avoir renoncé au bénéfice de division, quoiqu'elles aient déclaré s'obliger solidairement, soit entre elles, soit avec le débiteur.

1780. Si le créancier a divisé lui-même et volontairement son action, il ne peut revenir contre cette division, quoiqu'il y eût, même antérieurement au temps où il l'a ainsi consentie, des cautions insolubles.

1781. L'arrière-caution n'est tenue envers le créancier que dans le cas d'insolvabilité du débiteur principal et de toutes les cautions, ou lorsque le débiteur et les cautions sont déchargés de la dette au moyen d'exceptions qui leur sont personnelles.

La caution de la caution est considérée comme arrière-caution.

SECTION II.

*De l'effet du cautionnement entre le débiteur
et la caution.*

1782. La caution qui a payé, a son recours contre le débiteur principal, soit que le cautionnement ait été donné au su ou à l'insu du débiteur.

Ce recours a lieu tant pour le principal que pour les intérêts et les frais; néanmoins, la caution n'a de recours que pour les frais par elle faits depuis qu'elle a dénoncé au débiteur principal les poursuites dirigées contre elle.

Elle a un recours pour les intérêts de tout ce qu'elle a payé pour le débiteur, lors même que la dette ne produirait pas des intérêts.

Elle a aussi recours pour les dommages, s'il y a lieu.

Toutefois, si la créance ne produisait pas des intérêts en faveur du créancier, ils ne courent, au profit de la caution, que du jour où elle aura notifié le paiement.

1783. La caution qui a payé la dette, est subrogée à tous les droits qu'avait le créancier contre le débiteur.

1784. Lorsqu'il y a plusieurs débiteurs principaux solidaires d'une même dette, la caution qui les

a tous cautionnés, a, contre chacun d'eux, le recours pour la répétition du total de ce qu'elle a payé.

1785. La caution qui a payé une première fois, n'a point de recours contre le débiteur principal qui a payé une seconde fois, lorsqu'elle ne l'a point averti du paiement par elle fait; sauf son action en répétition contre le créancier.

Lorsque la caution aura payé sans être poursuivie et sans avoir averti le débiteur principal, elle n'aura point de recours contre lui dans le cas où, au moment du paiement, ce débiteur aurait eu des moyens pour faire déclarer la dette éteinte : sauf son action en répétition contre le créancier.

1786. La caution, même avant d'avoir payé, peut agir contre le débiteur pour être par lui relevé de son engagement :

- 1^o Lorsqu'elle est poursuivie en justice pour le paiement;
- 2^o Lorsque le débiteur est en état de discussion;
- 3^o Lorsque le débiteur s'est obligé de lui rapporter sa décharge dans un certain temps;
- 4^o Lorsque la dette est devenue exigible par l'échéance du terme sous lequel elle avait été contractée;
- 5^o Au bout de dix années, lorsque l'obligation principale n'a point de terme d'échéance, à moins que cette obligation ne fût de nature

à s'éteindre à une époque quelconque, soit déterminée, soit indéterminée.

SECTION III.

De l'effet du cautionnement entre les cofidejusseurs.

1787. Lorsque plusieurs personnes ont cautionné un même débiteur pour une même dette, la caution qui a acquitté la dette, a recours contre les autres cautions, chacune pour sa part et portion; sauf à ces cautions à faire valoir les exceptions qui auraient appartenu au débiteur principal contre le créancier, et qui n'étaient pas purement personnelles à ce débiteur.

1788. Le recours mentionné à l'article précédent n'a pas lieu au profit de la caution solidaire contre la caution simple, ni au profit de celle-ci contre l'arrière-caution.

Mais si le paiement a été opéré par la caution simple ou par l'arrière-caution, celle-ci est subrogée aux droits du créancier envers la caution simple, de même que cette dernière l'est envers la caution solidaire.

CHAPITRE III.

De l'extinction du cautionnement.

1789. L'obligation qui résulte du cautionnement s'éteint par les mêmes causes que les autres obligations.

1790. La confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal et de sa caution, lorsqu'ils deviennent héritiers l'un de l'autre, n'éteint point l'action du créancier contre celui qui s'est rendu caution de la caution.

1791. La caution peut opposer au créancier toutes les exceptions qui appartiennent au débiteur principal, et qui sont inhérentes à la dette.

Mais elle ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles au débiteur.

1792. La caution, même solidaire, est déchargée, lorsque la subrogation aux droits, hypothèques et privilèges du créancier ne peut plus, par le fait ou la négligence de ce créancier, s'opérer en faveur de la caution.

Le dommage résultant du défaut d'inscription hypothécaire est, dans tous les cas, imputable au créancier, si cette inscription n'a pas été prise dans les quinze jours qui suivent celui de la constitution d'hypothèque, à moins que l'accès au bureau du conservateur n'ait été impossible.

1793. L'acceptation volontaire que le créancier a faite d'un immeuble ou d'un effet quelconque en paiement de la dette principale, décharge la caution, encore que le créancier vienne à en être évincé.

1794. La simple prorogation du terme, accordée par le créancier au débiteur principal, ne décharge point la caution, qui peut, en ce cas, poursuivre le débiteur pour le forcer au paiement.

1795. La caution qui a limité son engagement au terme accordé au débiteur principal, demeure obligée au-delà du terme fixé et durant tout le temps nécessaire pour contraindre le débiteur au paiement, pourvu que, dans les trois mois de l'échéance, des poursuites aient été commencées par le créancier, et qu'elles aient été activement continuées.

CHAPITRE IV.

De la caution légale et de la caution judiciaire.

1796. Toutes les fois qu'une personne est obligée, par la loi ou par une condamnation, à fournir une caution, la caution offerte doit remplir les conditions prescrites par les articles 1773 et 1774.

1797. Celui qui ne peut pas trouver une caution, est reçu à donner à sa place un gage ou autre sûreté jugée suffisante pour la garantie de la créance.

1798. La caution légale ou judiciaire ne jouit pas du bénéfice de discussion.

1799. Celui qui a seulement cautionné la caution légale ou judiciaire, peut demander la discussion, tant du débiteur principal que de la caution.

TITRE XIX.

DES TRANSACTIONS.

1800. La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître.

1801. Pour transiger, il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la transaction.

Le tuteur ne peut transiger pour le mineur ou l'interdit que conformément à l'article 283; et il ne peut transiger avec le mineur devenu majeur, sur le compte de la tutelle, que conformément à l'article 301.

1802. On peut transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit.

La transaction n'empêche pas la poursuite du ministère public.

1803. On peut ajouter à une transaction la stipulation d'une peine contre celui qui manquera de l'exécuter.

Cette peine tiendra lieu des dommages-intérêts résultant du retard, sans préjudice de l'exécution de la transaction, qui sortira son effet.

Les tribunaux cependant peuvent diminuer la peine lorsqu'il est évident qu'elle est énormément excessive.

1804. Les transactions se renferment dans leur objet : la renonciation qui y est faite à tous droits, actions et prétentions, ne s'entend que de ce qui est relatif au différend qui y a donné lieu.

1805. Les transactions ne règlent que les différends qui s'y trouvent compris, soit que les parties aient manifesté leur intention, par des expressions spéciales ou générales, soit que l'on reconnaisse cette intention par une suite nécessaire de ce qui est exprimé.

1806. Si celui qui avait transigé sur un droit qu'il avait de son chef, acquiert ensuite un droit semblable du chef d'une autre personne, il n'est point, quand au droit nouvellement acquis, lié par la transaction antérieure.

1807. La transaction faite par l'un des intéressés ne lie point les autres intéressés, et ne peut être opposée par eux.

1808. Les transactions ont, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Elles ne peuvent être attaquées pour cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion.

1809. Néanmoins, une transaction peut être rescindée, lorsqu'il y a erreur dans la personne ou sur l'objet de la contestation.

Elle peut l'être dans tous les cas où il y a dol ou violence.

1810. Il y a également lieu à l'action en rescision contre une transaction, lorsqu'elle a été faite en exécution d'un titre nul, à moins que les parties n'aient expressément traité sur la nullité.

1811. La transaction faite sur pièces qui depuis ont été reconnues fausses, est entièrement nulle.

1812. La transaction sur un procès terminé par un jugement passé en force de chose jugée, dont les parties ou l'une d'elles n'avaient point connaissance, est nulle.

Si le jugement ignoré des parties était susceptible d'appel, la transaction sera valable.

1813. Lorsque les parties ont transigé généralement sur toutes les affaires qu'elles pouvaient avoir ensemble, les titres qui leur étaient alors inconnus, et qui auraient été postérieurement découverts, ne sont point une cause de rescision, à moins qu'ils n'aient été retenus par le fait de l'une des parties.

Mais la transaction serait nulle, si elle n'avait qu'un objet sur lequel il serait constaté, par des titres nouvellement découverts, que l'une des parties n'avait aucun droit.

1814. L'erreur de calcul dans une transaction doit être réparée.

1815. On ne peut transiger, sans l'approbation de la chambre pupillaire, sur les provisions ou pensions alimentaires non encore exigibles, adjudgées en justice, non plus que sur celles acquises en vertu d'un acte de libéralité.

TITRE XX.

DE LA CONTRAINTE PAR CORPS EN MATIÈRE CIVILE.

1816. La contrainte par corps, en matière civile, peut avoir lieu dans le cas où l'insolvabilité du débiteur est constatée.

Est excepté le cas où le débiteur établirait que cette insolvabilité ne provient pas de son inconduite.

1817. La contrainte par corps peut aussi être prononcée, sans qu'il soit nécessaire de constater l'insolvabilité du débiteur :

- 1^o Contre celui qui aliène ou hypothèque des immeubles qu'il sait appartenir à autrui ; ou qui présente comme libres des biens déjà grevés ; ou qui déclare des hypothèques ou des charges moindres que celles dont il sait que ces biens sont affectés ;

- 2^o Pour dépôt nécessaire ;
- 3^o Contre ceux qui ont été condamnés à désém-
parer un fonds, et qui refusent d'obéir ;
- 4^o Pour la répétition des deniers consignés entre
les mains de personnes publiques établies à cet
effet ;
- 5^o Pour la représentation des choses remises en
dépôt aux séquestres, administrateurs et autres
gardiens établis d'autorité de justice ;
- 6^o Contre tous officiers publics , pour la repré-
sentation de leurs minutes , quand elle est or-
donnée , et pour l'expédition de la copie des
actes à ceux qui ont droit de la requérir ;
- 7^o Contre les juges , les greffiers , les avocats et
les procureurs pour la restitution des titres à
eux confiés , et des deniers par eux reçus , par
suite de leurs fonctions.

1818. Les fermiers et les colons partiaires peu-
vent être contraints par corps, faute par eux de re-
présenter , à la fin du bail , le cheptel de bétail , les
semences , les engrais et les instrumens aratoires
qui leur ont été remis ; à moins qu'ils ne justifient que
le déficit de ces objets ne procède point de leur fait.

1819. Il y a également lieu à l'arrestation pro-
visoire du débiteur fugitif ou suspect de fuite, s'il ne
possède pas dans le Canton des biens meubles ou
immeubles suffisans pour l'acquittement de sa dette.

Dans ce cas le débiteur sera, à sa demande, con-

duit immédiatement chez le juge qui a ordonné l'arrestation, qui pourra, après l'avoir entendu, ordonner sa mise en liberté, avec ou sans caution, suivant les circonstances.

Si l'arrestation est maintenue, le créancier sera tenu de se pourvoir en condamnation, dans les trois jours de l'arrestation du débiteur; faute de quoi celui-ci pourra demander son élargissement.

1820. Hors les cas déterminés par les articles précédens, ou qui pourraient l'être à l'avenir par une loi formelle, il est défendu à tous juges de prononcer la contrainte par corps, à tous notaires et autres officiers publics de recevoir des actes dans lesquels elle serait stipulée : le tout à peine de nullité, dépens, dommages et intérêts.

1821. Hors le cas prévu à l'article 1819, la contrainte par corps ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un jugement.

1822. Le jugement de condamnation doit fixer la durée de la contrainte par corps, qui ne pourra excéder quatre-vingt-dix jours.

1823. La contrainte par corps, pour objet susceptible d'évaluation pécuniaire, ne peut être prononcée pour une somme moindre de cent francs.

1824. Elle ne peut être prononcée :

1^o Contre les femmes et les mineurs ;

2^o Contre ceux qui sont entré dans leur soixante

et dixième année , sauf dans les cas prévus à l'article 1817, N^o 1^{er} ;

3^o Contre celui qui porte les armes pour sa patrie, aussi longtemps qu'il est en activité de service.

1825. Les parens en ligne directe, les frères et sœurs, les oncles et neveux, ou alliés au même degré , les époux ne peuvent demander la contrainte par corps, les uns contre les autres.

1826. L'exécution du jugement qui ordonne la contrainte par corps n'empêche ni ne suspend les poursuites et les exécutions sur les biens.

1827. La détention ne libère pas le débiteur de la dette.

1828. La contrainte par corps a cet effet , que le créancier peut faire détenir son débiteur aux arrêts, en faisant l'avance de frais , jusqu'à ce qu'il ait été pleinement satisfait en capital , accessoires et frais, compris ceux de la détention.

1829. La forme de la contrainte par corps est réglée par les lois sur la procédure civile.

TITRE XXI.

DU NANTISSEMENT.

1830. Le nantissement est un contrat par lequel un débiteur remet une chose à son créancier pour sûreté de la dette.

1831. Le nantissement d'une chose mobilière s'appelle *gage*.

Celui d'une chose immobilière s'appelle *anti-chrèse*.

CHAPITRE I^{er}.

Du gage.

1832. Le gage confère au créancier le droit de se faire payer sur la chose qui en est l'objet, par privilège et préférence aux autres créanciers, sauf ce qui est dit aux articles 1861 et 1862.

1833. Ce privilège n'a lieu qu'autant qu'il y a un acte public ou sous seing privé, avec date certaine, contenant la déclaration de la somme due, ainsi que l'espèce et la nature des choses remises en gage, ou un état annexé de leur qualité, poids et mesure.

La rédaction de l'acte par écrit n'est néanmoins

prescrite qu'en matière excédant la valeur de trois cents francs.

1834. Le privilège énoncé en l'article précédent ne s'établit sur les meubles incorporels, tels que les créances, que par acte authentique ou sous seing privé, ayant date certaine, et signifié au débiteur de la créance donnée en gage.

1835. Dans tous les cas, le privilège ne subsiste sur le gage, qu'autant que ce gage a été mis et est resté en la possession du créancier, ou d'un tiers convenu entre les parties.

1836. Le gage peut être donné par un tiers pour le débiteur.

1837. Le créancier ne peut, à défaut de paiement, disposer du gage, sauf à lui le droit de le saisir, en suivant les formes prescrites pour les poursuites pour dettes.

Toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage, ou à en disposer sans observer les dites formes, est nulle.

1838. Jusqu'à l'expropriation du débiteur, s'il y a lieu, il reste propriétaire du gage, qui n'est, dans la main du créancier, qu'un dépôt assurant le privilège de celui-ci.

1839. Le créancier répond, selon les règles établies au Titre *des contrats ou des obligations*

conventionnelles en général, de la perte ou détérioration du gage qui serait survenue par sa négligence.

De son côté, le débiteur doit tenir compte au créancier des dépenses utiles et nécessaires que celui-ci a faites pour la conservation du gage.

1840. S'il s'agit d'une créance donnée en gage, et que cette créance porte intérêts, le créancier impute ces intérêts sur ceux qui peuvent lui être dûs.

Si la dette pour sûreté de laquelle la créance a été donnée en gage, ne porte point elle-même intérêts, l'imputation se fait sur le capital de la dette.

1841. Si le créancier abuse du gage, le débiteur peut en requérir la mise sous séquestre.

1842. Le débiteur ne peut réclamer la restitution du gage qu'après avoir entièrement payé, tant en principal qu'intérêts et frais, la dette pour sûreté de laquelle le gage a été donné.

S'il existait, de la part du même débiteur envers le même créancier, une autre dette contractée postérieurement à la mise en gage, et devenue exigible avant le paiement de la première dette, le créancier ne pourra être tenu de se dessaisir du gage avant d'être entièrement payé de l'une et de l'autre dette, lors même qu'il n'y aurait eu aucune stipulation pour affecter le gage au paiement de la seconde.

1843. Le gage est indivisible, nonobstant la di-

visibilité de la dette entre les héritiers du débiteur ou ceux du créancier.

L'héritier du débiteur, qui a payé sa portion de la dette, ne peut demander la restitution de sa portion dans le gage, tant que la dette n'est pas entièrement acquittée.

Réciproquement, l'héritier du créancier, qui a reçu sa portion de la dette, ne peut remettre le gage au préjudice de ceux de ses cohéritiers qui ne sont pas payés.

CHAPITRE II.

De l'antichrèse.

1844. L'antichrèse n'a d'effet à l'égard des tiers, qu'autant qu'elle est constatée par acte authentique ou sous seing privé, ayant date certaine.

Le créancier n'acquiert par ce contrat que la faculté de percevoir les fruits de l'immeuble, à la charge de les imputer annuellement sur les intérêts, s'il lui en est dû, et ensuite sur le capital de sa créance.

Il en sera de même dans le cas où les parties auraient expressément stipulé que les fruits se compenseront avec les intérêts ; et l'on ne pourra jamais excéder le taux légal de l'intérêt, quelle que soit la convention faite à cet égard.

Cette disposition s'applique même à la vente faite

sous faculté de rachat, toute les fois que le vendeur reste en possession de la chose en qualité de fermier ou de locataire. Pendant le terme du rachat, l'acquéreur ne peut recevoir, à titre de loyer ou de ferme, aucune somme excédant le taux légal de l'intérêt annuel.

1845. Le créancier est tenu, s'il n'en est autrement convenu, de payer les contributions et les charges annuelles de l'immeuble qu'il tient en antichrèse.

Il doit également, sous peine de dommages-intérêts, pourvoir à l'entretien et aux réparations utiles et nécessaires de l'immeuble, sauf à prélever sur les fruits toutes les dépenses relatives à ces divers objets.

1846. Le débiteur ne peut, avant l'entier acquittement de la dette, réclamer la jouissance de l'immeuble qu'il a remis en antichrèse.

Mais le créancier qui veut se décharger des obligations exprimées en l'article précédent, peut toujours, à moins qu'il n'ait renoncé à ce droit, contraindre le débiteur à reprendre la jouissance de son immeuble.

1847. Le créancier ne devient point propriétaire de l'immeuble, par le seul défaut de paiement au terme convenu; toute clause contraire est nulle: faute de paiement, il peut exercer ses poursuites contre le débiteur par les voies légales.

1848. Les dispositions des articles 1836 et 1843 s'appliquent à l'antichrèse comme au gage.

1849. Tout ce qui est statué au présent chapitre ne préjudicie point aux droits que des tiers pourraient avoir sur le fonds de l'immeuble remis à titre d'antichrèse.

Si le créancier, muni à ce titre, a d'ailleurs sur le fonds des privilèges ou hypothèques légalement établis et conservés, il les exerce à son ordre et comme tout autre créancier.

TITRE XXII.

DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES.

CHAPITRE I^{er}.

Dispositions générales.

1850. Quiconque s'est obligé personnellement, est tenu de remplir ses engagements sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et futurs.

1851. Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers; et le prix s'en distribue

entre eux par contribution, à moins qu'il y ait entre les créanciers des causes légitimes de préférence.

1852. Les causes légitimes de préférence sont les privilèges et les hypothèques et la certitude de la date.

CHAPITRE II.

Des privilèges.

1853. Le privilège est un droit que la qualité de la personne ou de la créance donne à un créancier d'être préféré aux autres créanciers, même hypothécaires, sous les modifications ci-après exprimées.

1854. Entre les créanciers privilégiés, la préférence se règle par les différentes qualités des privilèges.

1855. Les créanciers privilégiés qui sont dans le même rang, sont payés par concurrence.

1856. Les privilèges sont ou généraux sur la totalité des biens, ou spéciaux sur certains meubles.

SECTION I.

Des privilèges généraux.

1857. Les créances privilégiées sur la généralité des biens, sont celles ci-après exprimées :

1^o Les frais nécessaires pour funérailles;

2^o Les frais de justice faits dans l'intérêt commun des créanciers;

3^o Les frais de maladie pendant les douze mois qui ont précédé le décès du débiteur ou l'acte juridique qui a interrompu la prescription;

4^o Les salaires des domestiques pour l'année échue, et ce qui est dû sur l'année courante;

5^o Les salaires de ceux qui ont travaillé à la journée pendant les six derniers mois;

6^o Les fournitures pour alimens, faites au débiteur et à sa famille, pendant les six derniers mois;

7^o Les honoraires des avocats et des procureurs pendant les douze derniers mois;

Les termes mentionnés aux numéros 4, 5, 6 et 7 se comptent en remontant à partir du jour où a été fait l'acte juridique qui a interrompu la prescription;

8^o Les droits et créances des femmes sur les biens de leurs maris, pour la reprise de leurs apports et pour l'exécution des conventions matrimoniales; en tant que ces droits seraient prouvés autrement que par la déclaration du mari;

9^o Les créances des enfans et autres descendans, contre leur père, mère ou autres ascendans, pour les valeurs dont ceux-ci auraient eu la jouissance ou l'administration;

- 10⁰ Les prétentions des personnes placées sous tutelle ou curatelle, contre leurs tuteurs ou curateurs, pour dette résultant de leur gestion.

SECTION II.

Des privilèges spéciaux sur certains meubles.

1858. Les créances privilégiées sur certains meubles sont :

1⁰ Les loyers et fermages des immeubles, sur les fruits de la récolte de l'année, sur les denrées qui se trouvent dans les maisons et bâtimens dépendans des fonds ruraux, si ces denrées proviennent de ces fonds; sur tout ce qui sert à garnir la maison louée ou la ferme, et sur tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme : savoir pour les arrérages de deux années et pour ce qui est à échoir de l'année courante du bail;

Le même privilège a lieu en faveur du bailleur pour les dommages causés aux bâtimens loués ou à la ferme, pour les réparations locatives, pour la restitution des objets affectés à l'exploitation des fonds, et pour tout ce qui concerne l'exécution du bail;

Le privilège sur les fruits existans a lieu lors même que les fruits appartiennent au sous-fermier;

Le privilège sur tout ce qui garnit la maison louée ou la ferme et sur tout ce qui sert à l'exploitation

de la ferme , lorsque ces choses appartiennent au sous-locataire ou au sous-fermier, n'a lieu que jusqu'à concurrence de ce qu'il doit , sans avoir égard à ce qui aurait été payé par anticipation ;

Le bailleur peut saisir les meubles du preneur , sous-locataire ou sous-fermier , qui garnissent sa maison ou dont sa ferme est fournie , lorsque ces meubles ont été transportés ailleurs sans son consentement ; et il conserve sur eux son privilège , pourvu qu'il ait exercé l'action en revendication dans le délai de quarante jours : sauf ce qui est dit à l'article 1880 ;

2^o La créance , sur le gage dont le créancier est saisi ;

3^o Les frais faits pour la conservation ou l'amélioration des meubles que retiennent encore ceux qui ont fait ces frais ;

4^o Le prix d'effets mobiliers non payés, s'ils sont encore en la possession du débiteur ;

Le privilège du vendeur ne s'exerce toutefois qu'après celui du propriétaire de la maison ou de la ferme ; à moins qu'il ne soit prouvé que le propriétaire avait connaissance , à l'époque où les meubles garnissant sa maison ou sa ferme y ont été transportés, que le prix en était encore dû ;

5^o Les fournitures faites par un aubergiste , ainsi que le salaire qui lui est dû, sur les effets du voya-

geur, qui ont été transportés et se trouvent encore dans son auberge ;

6^o Les frais de transport et les dépenses accessoires, sur les effets transportés, encore retenus par le conducteur, ou qui même auraient été livrés par celui-ci dans les vingt-quatre heures qui ont précédé, pourvu qu'ils se trouvent encore entre les mains de celui à qui ils étaient destinés.

CHAPITRE III.

Du rang des privilèges et des biens sur lesquels ils s'exercent.

1859. Les privilèges mentionnés aux N^{os} 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de l'article 1857, s'exercent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ;

Le privilège des femmes sur les biens de leurs maris a lieu, pour la reprise des apports, du jour où le mari a reçu les biens de sa femme ; et, pour l'exécution des conventions matrimoniales, à compter du jour du mariage ;

Le privilège des fils de famille et celui des personnes placées sous tutelle ou curatelle, sur les biens des ascendants, tuteurs ou curateurs, date du jour où ceux-ci ont eu la jouissance ou l'administration des biens d'où résulte le privilège ;

En cas de concours entre les privilèges énoncés aux N^{os} 5 et 6 de l'article 1858, celui désigné au N^o 6 aura la préférence.

1860. Les créances privilégiées sur la généralité des biens, se prélèvent sur les biens libres de tout gage, privilège spécial ou hypothèque.

S'il n'y a pas de tels biens, ou s'il n'y en a pas en suffisance, elles se prélèvent sur les biens hypothéqués, en commençant par l'hypothèque la plus récente, et, à leur défaut, sur les privilèges spéciaux, sous la modification exprimée en l'article suivant.

1861. Lorsque, à défaut de biens libres, les privilèges généraux s'exercent sur les biens hypothéqués ou sur les meubles affectés d'un privilège spécial, les privilèges généraux énoncés aux N^{os} 1, 2 et 3 de l'article 1857 sont seuls préférés aux hypothèques légales dont il est parlé aux N^{os} 1, 2, 3 et 4 de l'article 1885 et aux privilèges spéciaux ;

Les privilèges généraux désignés aux N^{os} 4, 5, 6 et 7 de l'article 1857 prennent rang immédiatement après les privilèges spéciaux et les hypothèques légales ci-dessus mentionnées ;

Les privilèges énoncés aux N^{os} 8, 9 et 10 de l'article 1857 concourent d'après leur date, avec les hypothèques autres que celles ci-dessus mentionnées.

1862. A défaut d'autres biens, les privilèges généraux désignés aux N^{os} 1, 2 et 3 de l'article 1857 se prélèvent par contribution sur les hypothèques mentionnées aux N^{os} 1, 2, 3 et 4 de l'article 1885 et sur les biens affectés d'un privilège spécial.

1863. Les privilèges ne s'étendent qu'aux biens qui se trouvent en la possession du débiteur au moment où le privilège s'exerce ; ils n'ont pas de suite en main tierce.

CHAPITRE IV.

De la manière de conserver et de modifier les privilèges.

1864. Les privilèges tant généraux que spéciaux se conservent indépendamment de toute inscription.

Toutefois les privilèges des femmes , des fils de famille , des mineurs et des interdits peuvent être modifiés conformément aux articles suivans.

1865. Les maris , les ascendans , les tuteurs et les curateurs pourront demander que le privilège des femmes , des fils de famille , des mineurs et des interdits soit limité au moyen d'une inscription qui sera prise sur des immeubles que la chambre pupillaire désignera.

1866. Les femmes , les fils de famille , les mineurs et les interdits, ainsi que leurs parens et amis, pourront aussi requérir qu'il soit pris inscription sur les biens des maris , des ascendans , des tuteurs et des curateurs.

Dans ce cas, la chambre pupillaire désignera des immeubles d'une valeur suffisante pour la conservation entière de leurs droits.

1867. L'inscription ordonnée par la chambre pupillaire, conformément à l'article précédent, sera prise à la diligence d'un conseil judiciaire ou d'un curateur *ad hoc*, s'il s'agit de la conservation des droits d'une femme mariée ou d'un fils de famille; et à la diligence du subrogé tuteur ou du subrogé curateur, s'il s'agit de la conservation des droits d'un mineur ou d'un interdit.

Le conseil judiciaire, le curateur *ad hoc*, le subrogé tuteur ou le subrogé curateur qui ne satisferaient pas à l'obligation qui leur est imposée par le présent article, demeureront responsables du défaut d'inscription.

1868. La femme pourra encore consentir à ce que certains immeubles de son mari, spécialement désignés, puissent être hypothéqués au préjudice de son privilège.

Ce consentement sera donné avec l'autorisation requise pour que la femme puisse s'obliger en faveur de son mari. La chambre pupillaire pourra pareillement consentir à ce que certains immeubles des ascendants, tuteurs ou curateurs, spécialement désignés, puissent être hypothéqués au préjudice des privilèges des fils de famille, des mineurs et des interdits.

1869. Il pourra être convenu, dans le contrat de mariage, qu'il ne sera pris d'inscription que sur

un ou certains immeubles du mari , pour la sûreté des biens que la femme possède à cette époque.

Une pareille convention ne pourra pas avoir lieu quant à l'inscription à prendre pour la sûreté des biens qui écherront à la femme durant le mariage.

Il ne pourra pas être convenu qu'il ne sera pris aucune inscription.

1870. Lorsqu'une inscription aura eu lieu conformément aux articles 1865 , 1866 et 1869 , les autres immeubles des maris, des ascendans, des tuteurs et des curateurs pourront être hypothéqués au préjudice des privilèges mentionnés aux N^{os} 8,9, et 10 de l'article 1857 ; mais ces privilèges subsisteront pour être colloqués au premier rang sur les biens libres, après les créanciers hypothécaires inscrits.

1871. Le privilège de la femme durera pendant le mariage, et un an après sa dissolution, si la femme majeure survit à son mari , et , si elle est mineure , pendant un an après sa majorité.

En cas de prédécès de la femme laissant des enfans mineurs, le privilège qui lui appartenait passera aux enfans et durera pendant un an après leur majorité ou pendant un an après la cessation de la jouissance ou de l'administration du père , si elle a continué après la majorité.

La même disposition est applicable au privilège des fils de famille sur les biens de leurs ascendans.

Durant l'année ci-dessus mentionnée, les intéressés pourront requérir une inscription sur des immeubles d'une valeur suffisante pour la conservation de leurs droits.

1872. Le privilège du mineur sur les biens du tuteur cessera un an après la cessation de la tutelle. Si le tuteur est réliquataire, celui qui lui succède devra, sous sa responsabilité personnelle, requérir une inscription sur les biens de son prédécesseur, à moins qu'une inscription suffisante n'ait déjà été prise en vertu des articles 1865 ou 1866.

Il fera désigner par la chambre pupillaire les immeubles sur lesquels l'inscription devra se prendre.

La disposition de cet article est applicable aux curatelles.

1873. En cas de contestation sur les demandes et réquisitions formées en vertu des articles 1865, 1866 et 1872, il y sera statué par les tribunaux ordinaires, contradictoirement avec la personne chargée par les articles 1867 et 1872 de prendre les inscriptions mentionnées aux dits articles.

CHAPITRE V.

De la conservation du droit de séparation des patrimoines.

1874. Les créanciers et les légataires d'une succession, qui demandent la séparation du patrimoine

du défunt d'avec celui de l'héritier, conservent sur les immeubles de la succession, la préférence que la loi leur accorde, par l'inscription faite sur chacun de ces immeubles, dans les six mois à compter de l'ouverture de la succession.

Lorsque l'inscription de l'hypothèque légale accordée aux légataires, aura été prise dans les six mois dès l'ouverture de la succession, elle produira, en faveur des légataires, le même effet que le droit de séparation.

1875. Avant l'expiration des six mois mentionnés en l'article précédent, aucune hypothèque ne peut être établie avec effet sur les biens de la succession, par les héritiers ou représentans du défunt, au préjudice des créanciers ou des légataires de ce dernier.

CHAPITRE VI.

Des hypothèques.

1876. L'hypothèque est un droit réel sur les biens affectés à l'acquittement d'une obligation.

Elle est de sa nature indivisible et subsiste en entier sur tous les biens affectés, sur chacun et sur chaque portion de ces biens.

1877. Sont susceptibles d'hypothèque tous les biens meubles et immeubles qui sont dans le commerce.

1878. L'hypothèque peut être aussi constituée

sur une part indivise de biens possédés en commun à titre de succession ou autrement ; mais, en cas de partage, l'hypothèque sera transportée sur ceux des biens qui écherront au débiteur qui l'a consentie.

Les autres co-partageans auront le droit de faire rayer l'inscription qui porterait sur les biens qui leur sont échus en partage.

1879. L'hypothèque constituée sur des immeubles les suit en quelque main qu'ils passent.

1880. Les meubles n'ont pas de suite par hypothèque lorsqu'ils ont été aliénés et qu'ils se trouvent entre les mains d'un tiers qui les a acquis de bonne foi.

1881. L'hypothèque acquise s'étend à toutes les améliorations survenues à l'objet hypothéqué.

1882. L'hypothèque n'a lieu que dans les cas et suivant les formes autorisées par la loi.

1883. L'hypothèque est légale ou conventionnelle ; ou constituée à titre gratuit.

SECTION I.

De l'hypothèque légale.

1884. L'hypothèque légale est celle qui résulte de la loi.

1885. Les créanciers ayant hypothèque légale sont :

1^o Les entrepreneurs, architectes et autres qui ont travaillé ou donné leurs soins à la construction, à la réparation et à l'amélioration d'un immeuble, ou fourni des matériaux pour le même objet :

L'hypothèque se réduit à la plus value existante à l'époque où le droit s'exerce, et résultant des travaux qui y ont été faits ;

Elle n'est accordée que jusqu'à concurrence de ce que le propriétaire de l'immeuble devrait encore à l'entrepreneur, lors même que les ouvriers que celui-ci a employés ou que ceux qui lui ont fourni des matériaux, ne seraient pas satisfaits ;

2^o Le vendeur sur l'immeuble vendu pour le paiement du prix et le copermutant sur la chose donnée en échange pour le paiement de la soulte ;

Cette disposition est applicable au créancier d'une rente perpétuelle ou viagère, constituée moyennant la cession d'un immeuble ;

3^o Celui qui a consenti au rachat d'un droit réel immobilier en vertu d'une loi spéciale qui l'y oblige, sur le fonds affranchi par ce rachat, pour le prix de ce droit ;

4^o Celui qui a accordé sur son fonds une servitude nécessaire en vertu d'une loi qui l'y oblige, sur le fonds en faveur duquel cette servitude est établie, pour le prix qui en est dû et pour les dommages qui pourraient en résulter ;

5^o Le créancier qui abandonne la collocation qu'il

a obtenue dans la discussion des biens du débiteur, sur la chose abandonnée ;

6^o Les légataires , sur les immeubles de la succession.

SECTION II.

De l'hypothèque conventionnelle.

1886. L'hypothèque conventionnelle est celle qui dépend des conventions.

1887. Les hypothèques conventionnelles ne peuvent être consenties que par ceux qui ont la capacité d'aliéner les biens qu'ils y soumettent.

1888. Les biens appartenant à des personnes qui n'ont pas la capacité d'aliéner, ou à des absens, tant que les biens de ces derniers ne sont possédés qu'en vertu de l'envoi en possession provisoire , ne peuvent être grevés d'hypothèque conventionnelle que pour les causes et avec les autorisations requises par la loi.

1889. Ceux qui n'ont sur l'immeuble qu'un droit suspendu par une condition ; ou résoluble dans certains cas, ou sujet à rescision, ne peuvent consentir qu'une hypothèque soumise aux mêmes conditions ou à la même rescision.

1890. L'hypothèque conventionnelle ne peut être consentie que par acte authentique ou sous seing privé.

1891. L'hypothèque conventionnelle est toujours spéciale. Elle pourra être stipulée sur tous les biens présents du débiteur en les désignant nominativement, ou sur un ou plusieurs de ces fonds.

1892. Les immeubles hypothéqués seront désignés par le nom de la commune, et du district de cette commune sur lequel ils sont situés, ainsi que par le nom particulier, s'il y en a, leur nature, leur contenance au moins approximative, leur provenance, les confins au moins de trois côtés et par le numéro du cadastre pour les communes qui en ont, ou par toute autre désignation suffisante pour les faire reconnaître.

S'il y a plusieurs confins du même côté, il suffit d'en désigner un seul.

1893. Les biens à venir ne peuvent pas être soumis à l'hypothèque conventionnelle.

1894. En cas que l'immeuble ou les immeubles assujettis à l'hypothèque eussent péri, ou éprouvé des dégradations telles qu'ils fussent devenus insuffisants pour la sûreté du créancier, celui-ci pourra agir pour obtenir un supplément d'hypothèque, et, à défaut, poursuivre son remboursement.

Si l'immeuble hypothéqué était soumis à un privilège préférable à l'hypothèque, le créancier pourra également exiger le paiement de sa créance, à moins que le débiteur n'affranchisse l'hypothèque.

1895. L'hypothèque conventionnelle peut être

consentie pour sûreté de toute espèce d'obligation valide, que la créance soit certaine et d'une somme déterminée, ou qu'elle soit conditionnelle pour son existence ou indéterminée dans sa valeur.

1896. Si la créance est indéterminée dans sa valeur, le créancier ne pourra requérir l'inscription dont il sera parlé ci-après, que jusqu'à concurrence d'une valeur estimative par lui déclarée expressément, et que le débiteur aura droit de faire réduire, s'il y a lieu.

1897. Lorsque l'hypothèque aura pour objet la sûreté d'une rente perpétuelle ou viagère, elle sera censée consentie pour un capital égal à trente fois la rente, sauf stipulation contraire.

SECTION III.

De l'hypothèque constituée à titre gratuit

1898. L'hypothèque constituée à titre gratuit est celle qui est donnée dans un testament, ou dans un autre acte de libéralité.

CHAPITRE IV.

De la manière de conserver les hypothèques.

1899. Les hypothèques se conservent contre le débiteur indépendamment de toute inscription.

Les hypothèques sur les immeubles ne se conser-

vent envers les tiers qu'au moyen de l'inscription prise sur les registres publics à ce destinés, sauf ce qui est dit à l'article 1922.

Cependant en cas de discussion du débiteur, il ne pourra plus être pris d'inscription sur ses biens dès la publication de la mise en discussion.

1900. Les inscriptions auront lieu à la diligence des parties intéressées, de leurs tuteurs ou curateurs.

Elles pourront aussi être prises par une autre personne en leur nom, sans qu'il soit besoin de procuration à cet effet.

1901. La transcription de l'acte translatif de propriété, faite dans la forme prescrite au chapitre 12 de ce titre, vaudra inscription pour le vendeur ou le copermutant, à l'effet de conserver l'hypothèque légale mentionnée au N^o 2 de l'article 1885.

1902. Les inscriptions se feront au bureau établi dans l'arrondissement où sont situés les immeubles soumis à l'hypothèque.

1903. L'inscription se fait sur le registre de la commune dans laquelle est situé l'immeuble hypothéqué.

Si l'inscription porte sur des immeubles situés dans différentes communes du même arrondissement, elle devra être faite sur les registres de ces différentes communes, en ce qui concerne les immeubles situés dans chacune d'elles.

La même règle est applicable au cas où les im-

meubles seraient situés dans différens arrondissemens.

1904. Celui qui requiert une inscription, présente deux bordereaux, dont l'un peut être porté sur le titre ou l'expédition du titre; ils contiennent :

1^o La désignation du créancier et du débiteur, par leurs noms, prénoms, profession et domicile, ou par tout autre désignation suffisante pour les faire reconnaître.

Le propriétaire de l'hypothèque sera désigné de la même manière, si elle est constituée par un autre que par le débiteur ;

2^o La date et la nature du titre qui donne naissance à l'hypothèque ;

3^o Le nom du notaire qui a instrumenté l'acte ou la désignation de l'autorité de laquelle il émane ou le nom de celui qui la signé ;

4^o Le montant de la créance en capital et intérêts échus ;

5^o L'indication des immeubles hypothéqués faite conformément à l'article 1892.

1905. S'il s'agit de l'inscription d'une hypothèque existant indépendamment de tout acte, il suffit d'indiquer le fait auquel elle doit son existence.

1906. Si le créancier n'est pas domicilié en Valais, les bordereaux devront contenir de sa part élection de domicile dans une commune du canton.

1907. Les inscriptions à faire sur les biens d'une

personne décédée, pourront être faites sous la simple désignation du défunt, dans la forme prescrite pour les autres inscriptions, et sans qu'il soit nécessaire d'indiquer l'héritier.

1908. Le conservateur fait mention sur son registre du contenu aux bordereaux et remet au requérant tant le titre ou l'expédition du titre que l'un des bordereaux, au pied duquel il certifie avoir fait l'inscription.

1909. L'inscription de l'hypothèque mentionnée au N^o 1 de l'article 1885, peut être requise dès que sera conclue la convention au sujet des travaux à faire, ou, à défaut de convention, dès que les travaux qui donnent naissance à l'hypothèque auront été exécutés.

1910. L'inscription n'est valable que pour la somme exprimée dans le bordereau, lors même qu'il résulterait de l'acte constitutif de la créance que la somme due est plus forte que celle énoncée dans le bordereau.

Si la somme énoncée est plus forte que celle qui est réellement due, l'inscription est valable pour cette dernière somme.

1911. L'individu non domicilié en Valais, qui a requis une inscription, peut changer sur le registre des hypothèques, le domicile par lui élu, à la charge d'en choisir un autre dans le Canton.

1912. L'omission des formalités prescrites dans

le présent chapitre , n'annule l'inscription qu'autant qu'elle serait insuffisante pour faire connaître aux tiers intéressés les charges qui grèvent l'immeuble hypothéqué , ou l'immeuble sur lequel pèsent ces charges.

1913. Les frais d'inscription sont à la charge du débiteur, sauf convention contraire.

Toutefois les frais d'inscription prises sur les biens des tuteurs et des curateurs , en vertu des articles 1865 et 1866 , sont à la charge du patrimoine administré.

Il en est de même des frais d'inscription prises sur les biens des ascendants , dans le cas où ceux-ci n'ont pas la jouissance des biens des descendants.

Dans tous les cas, l'avance en est faite par l'inscrivant, sauf le droit de répétition, s'il y a lieu.

1914. L'inscription n'a aucune influence sur la validité ou la nullité des actes inscrits, tant entre les parties qu'à l'égard des tiers.

1915. Les actions auxquelles les inscriptions peuvent donner lieu contre les créanciers, sont intentées devant le tribunal du domicile du défendeur ou devant le tribunal dans le ressort duquel est situé l'immeuble qui fait l'objet de l'inscription.

Si le créancier n'est pas domicilié dans le Canton, les notifications relatives aux inscriptions peuvent se faire au domicile élu, et ce, nonobstant le décès soit du créancier , soit de la personne chez laquelle il

aura fait élection de domicile. A défaut d'élection de domicile, les notifications pourront se faire au bureau même où l'inscription a été prise.

1916. Une loi particulière prescrira le mode à suivre dans la tenue des registres et déterminera les obligations et la responsabilité de l'officier public qui en sera chargé.

CHAPITRE VIII.

Du renouvellement des inscriptions.

1917. Les inscriptions conservent l'hypothèque pendant trente années à compter de leur date ; leur effet cesse si elles n'ont pas été renouvelées avant l'expiration de ce délai, sauf l'exception mentionnée à l'article suivant.

1918. Les inscriptions prises en faveur des femmes, des fils de famille et des interdits conservent leurs effets pendant le temps fixé pour la durée de leur privilège par les articles 1871 et 1872, sans qu'elles aient besoin d'être renouvelées, même après les trente ans mentionnés à l'article précédent.

CHAPITRE IX.

Du rang que les hypothèques ont entre elles.

1919. Entre les créanciers hypothécaires, l'hypothèque n'a de rang que du jour de l'inscription

prise par le créancier ou par un tiers en son nom, sur les registres du conservateur dans la forme et de la manière prescrites par la loi, sauf l'exception portée en l'article 1922.

1920. Les hypothèques inscrites le même jour concourent également entre elles, sans distinction de l'heure à laquelle les inscriptions ont été faites.

Cependant si l'inscription de l'hypothèque légale du vendeur ou du copermutant avait eu lieu le même jour que celle de l'hypothèque constituée sur le même fonds par l'acquéreur, l'hypothèque du vendeur ou du copermutant sera préférée.

1921. L'inscription pour un capital produisant intérêt ou toute autre annuité, donne droit à la collocation de ces intérêts ou annuités au même rang que le capital pour trois années et pour l'année courante. Toutefois le créancier pourra prendre des inscriptions particulières portant hypothèque à compter de leur date, pour les autres arrérages qui seraient dûs.

L'inscription pour le capital servira aussi pour faire colloquer au même rang les frais de l'acte, ceux de l'inscription, et les frais ordinaires de poursuites contre le débiteur, lors même que ces frais n'auraient pas été évalués lors de l'inscription, conformément à l'article 1896.

1922. Les hypothèques légales mentionnées aux Nos 1, 3 et 4 de l'article 1885, seront préférées aux hypothèques antérieures à la circonstance qui a

donné naissance à l'hypothèque légale, jusqu'à concurrence de la plus value que les immeubles hypothéqués ont acquise par cette circonstance.

1923. Hors les cas prévus à l'article précédent, l'hypothèque non inscrite ne donne aucun droit de préférence au créancier en faveur duquel elle est établie.

CHAPITRE X.

De l'effet des hypothèques entre les créanciers hypothécaires.

1924. Lorsqu'un immeuble a été hypothéqué à deux créanciers légalement inscrits, si le créancier de date antérieure a saisi l'hypothèque, le créancier de date postérieure peut le revendiquer en remboursant au premier sa créance hypothécaire en capital et accessoires légaux, conformément à l'article 1921.

1925. Si le créancier de date antérieure qui a saisi l'hypothèque, a signifié la saisie au créancier postérieur, le droit de revendication accordé par l'article précédent se prescrit par trois mois depuis la signification de la saisie.

Si la saisie n'a pas été notifiée au créancier postérieur, le droit de revendication se prescrit par dix ans depuis la saisie.

1926. Si l'hypothèque a été saisie par le créan-

cier de date postérieure, le créancier antérieur n'en conserve pas moins le droit d'hypothèque qu'il avait sur le même fonds.

Ce droit ne s'éteint que par le paiement fait au créancier antérieur du montant de sa créance en capital et accessoires légaux, conformément à l'article 1921, ou par l'un des modes mentionnés au chapitre 15 de ce titre.

CHAPITRE XI.

De l'effet des hypothèques contre les tiers détenteurs.

1927. Le créancier ayant une hypothèque inscrite sur un immeuble, conserve ses droits sur l'immeuble, en quelques mains qu'il passe, pour être payé suivant l'ordre de son inscription.

1928. L'action hypothécaire peut être intentée contre le tiers détenteur de l'immeuble hypothéqué, sans qu'il soit nécessaire de discuter préalablement le débiteur, et encore que celui-ci aurait en sa possession d'autres biens hypothéqués à la même dette.

1929. Néanmoins, l'action hypothécaire contre le tiers détenteur de l'hypothèque sera précédée ou accompagnée de la sommation de payer adressée au débiteur originaire, en le prévenant que l'action hypothécaire est ou sera intentée, et qu'il y sera donné suite à défaut de paiement.

Si le débiteur forme opposition à la demande du créancier, il devra la notifier au tiers détenteur avant l'échéance du terme qui lui a été fixé pour le paiement.

1930. En cas de discussion du débiteur, il n'y aura pas lieu à la sommation mentionnée à l'article précédent; mais le créancier pourra intenter l'action hypothécaire contre le tiers détenteur de l'hypothèque, sans autre formalité, dès que sa prétention sera vérifiée.

1931. Le tiers détenteur est tenu de payer tous les capitaux exigibles et les accessoires pour lesquels le créancier a une hypothèque inscrite, à quelque somme qu'ils puissent monter, à défaut de quoi, il sera procédé à la saisie de l'hypothèque.

Dans le premier cas, il jouit des termes et délais accordés au débiteur originaire.

1932. La saisie n'empêche pas que jusqu'à ce que la propriété de l'immeuble soit dévolue au créancier, le tiers détenteur ne puisse le reprendre, en payant toute la dette, conformément à l'article 1931, et les frais.

1933. Les détériorations qui procèdent de la faute du tiers détenteur, au préjudice des créanciers hypothécaires, donnent lieu contre lui à une action en indemnité.

Il peut demander le remboursement des frais faits

pour améliorations ou réparations, conformément au principe posé à l'article 389.

1934. Les fruits de l'immeuble hypothéqué ne sont dûs par le tiers détenteur qu'à compter du jour de la sommation de payer ou de délaisser, et, si le créancier a laissé périmer l'instance, à compter de la nouvelle sommation qui sera faite.

1935. Les servitudes et les droits réels que le tiers détenteur avait sur l'immeuble avant sa possession, renaissent après le délaissement ou après l'adjudication faite sur lui.

Les créanciers personnels du tiers détenteur qui ont une hypothèque inscrite sur le même immeuble, exercent leur hypothèque à leur rang, après tous ceux qui étaient inscrits sur les précédents propriétaires, avant la transcription de l'acte d'aliénation.

1936. Lorsque, à défaut de paiement ou d'opposition de la part du débiteur, dans le terme fixé à l'article 1929, il sera donné suite à l'action hypothécaire contre le tiers détenteur, celui-ci pourra exercer le recours en garantie contre son auteur, soit avant, soit après le paiement de la dette, ou l'expropriation de l'hypothèque, lors même qu'il n'aurait pas dénoncé au débiteur principal les poursuites dirigées contre lui.

1937. Le tiers détenteur qui a payé la dette hypothécaire, est subrogé aux droits du créancier contre le créancier hypothécaire postérieur, dans le cas où

celui-ci exercerait le droit de revendication dont il est parlé à l'article 1924.

1938. Le tiers détenteur qui a payé la dette hypothécaire, ou subi l'expropriation de l'hypothèque, est de plus subrogé aux droits du créancier sur les autres immeubles hypothéqués à la même dette ; mais s'il exerce son recours contre les détenteurs de ces biens, il ne pourra le faire que jusqu'à concurrence de la part que chacun d'eux doit prendre à la dette, eu égard à la valeur des biens hypothéqués dont ils sont détenteurs.

CHAPITRE XII.

De la transcription.

1939. Les aliénations d'immeubles par actes entre-vifs ne produisent effet, par rapport au tiers, que par la transcription.

La disposition de l'article 1920 sur les inscriptions faites le même jour, est applicable à la transcription.

1940. La transcription consiste dans l'inscription sur des registres publics, des actes entre-vifs translatifs de propriété immobilière.

1941. La transcription se fait au bureau du conservateur des hypothèques établi dans l'arrondissement où sont situés les immeubles aliénés, en ob-

servant ce qui est prescrit à l'article 1903 pour les inscriptions hypothécaires.

1942. La transcription aura lieu sur l'exhibition d'un acte authentique ou sous seing privé constatant l'aliénation.

Le conservateur certifiera au pied de cet acte ou sur une allonge, que la transcription a été opérée, et le restituera au requérant.

1943. La transcription peut être faite à la demande de l'un ou de l'autre des contractans, ou de toute autre personne qui y a intérêt.

La remise en main tierce de l'acte translatif de propriété, vaut procuration pour requérir la transcription.

1944. Lorsque, par un même acte, la propriété est transférée à plusieurs personnes, la transcription opérée à la requête de l'une d'elles, produit aussi effet par rapport aux autres.

1945. En opérant la transcription de l'acte translatif de propriété, le conservateur est tenu de faire d'office l'inscription de l'hypothèque résultant de l'aliénation, pour la sûreté du prix ou de la soulte qui serait encore dû en tout ou en partie.

L'inscription hypothécaire au profit du vendeur ou du copermutant n'aura pas lieu, s'il résulte de l'acte présenté à la transcription ou d'un autre acte stipulé en forme authentique, qui restera déposé au bureau

du conservateur, que le prix a été complètement acquitté.

1946. La transcription de l'acte d'aliénation a pour effet de faire tomber les hypothèques, quipue antérieures, qui ne se trouveraient pas inscrites lors de la transcription.

Cependant si l'inscription de l'hypothèque et la transcription de l'acte translatif de propriété avaient eu lieu le même jour, l'inscription hypothécaire aura la préférence.

1947. Si la transcription de l'acte translatif de propriété d'un immeuble n'a pas eu lieu, l'acquéreur ne pourra pas arguer de nullité les inscriptions qui seraient prises sur cet immeuble en vertu d'actes soit antérieurs soit postérieurs à son acte d'acquisition, sauf à lui son recours contre l'aliénant, s'il y a lieu.

1948. Les frais de la transcription sont à la charge de l'acquéreur, sauf convention contraire : toutefois l'avance en sera faite par celui qui la requiert.

S'il y a plusieurs acquéreurs, celui qui a fait l'avance des frais de transcription pourra les réclamer de chacun d'eux en proportion de la part qu'ils ont à cette acquisition.

CHAPITRE XIII.

De la radiation totale ou partielle des inscriptions.

1949. La radiation, soit totale, soit partielle, des inscriptions, est volontaire ou forcée.

1950. La radiation est volontaire lorsqu'elle est consentie par les parties intéressées, ayant capacité à cet effet.

1951. Le consentement sera constaté par acte authentique, qui restera déposé au bureau du conservateur.

1952. Si le créancier n'a pas la libre disposition de ses biens, le consentement pour opérer une radiation totale ou partielle ne pourra être donné qu'avec les autorisations requises pour les actes d'aliénation.

Toutefois, si l'extinction du droit pour la conservation duquel une inscription a été prise, est prouvé par acte authentique, le consentement à la radiation est considéré comme un acte nécessaire, et il pourra être donné par les tuteurs, curateurs ou autres représentants de la personne incapable, sans autre formalité.

1953. Si l'acte de consentement à la radiation contient la condition d'une autre hypothèque, d'une caution ou d'une autre garantie quelconque, la radiation ne sera effectuée, qu'en justifiant l'accom-

plissement de la condition, par acte authentique déposé au bureau du conservateur.

1954. La radiation, totale ou partielle, est forcée lorsqu'elle est ordonnée par jugement passé en force de chose jugée.

1955. La radiation totale sera ordonnée par les tribunaux :

- 1^o Lorsque l'inscription a été prise sans cause légitime ;
- 2^o Lorsque l'hypothèque est éteinte par quelque voie légale.

1956. La radiation partielle, soit la réduction, sera ordonnée lorsque le créancier, ayant droit de prendre inscription pour des valeurs ou sur des immeubles indéterminés, étendra cette faculté à des valeurs excessives.

1957. La disposition de l'article précédent s'applique :

- 1^o A l'inscription prise pour la sûreté d'un privilège, lorsqu'elle porte sur plus d'immeubles qu'il n'est nécessaire pour la sûreté de ce privilège ;
- 2^o A l'inscription prise pour la sûreté d'une créance conditionnelle, éventuelle ou indéterminée, lorsque l'évaluation faite par le créancier sera jugée excessive.

1958. Lorsque la réduction est réclamée parce que le créancier a porté la créance indéterminée à

une valeur excessive, l'excès est arbitré par les juges, d'après les circonstances, les probabilités des chances, et les présomptions de fait, de manière à concilier les droits vraisemblables du créancier avec l'intérêt du crédit raisonnable à conserver au débiteur; sans préjudice des nouvelles inscriptions à prendre avec hypothèque du jour de leur date, lorsque l'événement aura porté les créances indéterminées à une somme plus forte.

1959. Les inscriptions sont réputées excessives quant aux biens qu'elles frappent, lorsque leur valeur excède de plus d'un tiers en fonds libres le montant des créances en capital et accessoires légaux.

1960. On ne pourra pas réclamer la réduction d'une hypothèque constituée par convention ou à titre gratuit, quelle que soit la valeur des biens hypothéqués.

1961. Le jugement ordonnant une radiation totale ou partielle, ne pourra être exécuté qu'après un avertissement signifié au créancier.

1962. Si le créancier veut s'opposer à l'exécution du jugement ordonnant la radiation, il devra notifier son opposition tant au conservateur des hypothèques, qu'au demandeur en radiation, dans les vingt jours qui suivront l'avertissement mentionné en l'article précédent.

A défaut d'opposition dans le dit terme, la radia-

tion sera opérée sur le dépôt fait au bureau du conservateur de l'exploit d'avertissement signifié au créancier.

1963. Les inscriptions une fois radiées ne pourront pas être rétablies avec leur ancienne date, lors même que la radiation serait déclarée nulle ou de nul effet ; sans préjudice , toutefois , de l'action en dommages-intérêts soit contre la partie, soit contre le conservateur, s'il y a lieu.

CHRPITRE XIV.

Des inscriptions provisoires.

1964. Lorsqu'il s'élèvera une contestation au sujet d'une inscription réclamée en vertu d'une disposition de la loi, les tribunaux pourront ordonner qu'il soit pris une inscription provisoire.

Cette décision n'est pas susceptible d'appel.

1965. Dès que les prétentions du réclamant seront reconnues , l'inscription provisoire sera remplacée par une inscription définitive.

1966. L'inscription provisoire aura effet à l'égard des tiers dès le jour où elle aura été prise.

Elle conservera ses effets même après l'inscription définitive , quant aux immeubles énoncés dans l'inscription provisoire et maintenus dans l'inscription définitive.

En ce qui touche les immeubles énoncés dans

l'inscription définitive et qui ne figurent pas dans l'inscription provisoire, elle n'aura d'effet à l'égard des tiers que dès la date de l'inscription définitive,

1967. La radiation de l'inscription provisoire pourra être réclamée, si celui qui la prise laisse écouler trois mois sans donner suite à la cause.

La demande en radiation sera notifiée au créancier. Si celui-ci s'y oppose, il sera procédé comme il est dit à l'article 1962.

CHAPITRE XV.

De l'extinction des hypothèques.

1968. Les hypothèques s'éteignent par l'extinction de la créance; mais elles renaissent avec elles, lorsque le paiement se trouve annulé pour avoir été fait en biens dont le créancier a été ensuite évincé, ou pour toute autre cause.

Si cependant, par suite du paiement, l'inscription a été rayée, ou n'a pas été renouvelée dans le terme fixé par la loi, le créancier ne prendra rang que du jour de la nouvelle inscription.

1969. Les hypothèques s'éteignent encore par la renonciation expresse du créancier.

1970. Elles s'éteignent pareillement par la prescription.

Quant aux biens qui sont au pouvoir du débiteur, l'hypothèque ne se prescrit qu'avec la créance.

Quant aux biens possédés par un tiers, l'hypothèque se prescrit par le temps et suivant le mode établi pour la prescription de la propriété.

Les inscriptions prises par le créancier ne suffisent pas pour interrompre la prescription.

Le créancier peut cependant, pour en arrêter le cours, agir judiciairement en déclaration d'hypothèque contre le tiers détenteur des biens.

TITRE XXIII.

DE L'ORDRE ENTRE LES CRÉANCIERS.

1971. Les créanciers privilégiés et les créanciers hypothécaires sont classés d'après les principes établis au Titre des *privilèges et hypothèques*.

1972. Les créanciers sans privilège ni hypothèque sont appelés personnels ou chirographaires.

1973. Les créances chirographaires se divisent en deux classes ; la première se compose de celles qui ont date certaine, et la seconde, de celles qui ne l'ont pas.

1974. Les créances chirographaires de la première classe ont la préférence sur celles de la seconde et sont payées au marc le franc, sans égard

à leur date , sur la masse des biens qui ne sont pas absorbés par les privilèges et les hypothèques.

1975. Les créances chirographaires de la seconde classe concourent également entr'elles , et sont payées au marc le franc sur les biens qui restent après que les créanciers avec date certaine ont été satisfaits.

1976. Les privilèges spéciaux et les créances hypothécaires qui ne sont pas payés en entier sur les biens qui leur sont affectés , rentrent , pour le surplus , dans la classe des chirographaires.

TITRE XXIV.

DE LA PRESCRIPTION.

CHAPITRE I^{er}.

Dispositions générales.

1977. La prescription est un moyen d'acquérir un droit, ou de se libérer d'une obligation par le laps de temps déterminé par la loi et sous les conditions qu'elle a établies.

1978. On ne peut, d'avance, renoncer à la prescription : on peut renoncer à la prescription acquise.

1979. La renonciation à la prescription est expresse ou tacite : la renonciation tacite résulte d'un fait qui suppose l'abandon du droit acquis.

1980. Celui qui ne peut aliéner, ne peut renoncer à la prescription acquise.

1981. Les juges ne peuvent pas suppléer d'office le moyen résultant de la prescription.

1982. La prescription peut être opposée en tout état de cause, même en appel; à moins que la partie qui avait le droit d'opposer le moyen de la prescription, n'y ait renoncé expressément ou tacitement.

1983. Les créanciers, ou toute autre personne ayant intérêt à ce que la prescription soit acquise, peuvent l'opposer, encore que le débiteur ou le propriétaire y renonce.

1984. On ne peut prescrire le domaine des choses qui ne sont point dans le commerce.

1985. Toutes les personnes et corps moraux, sans distinction, sont soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers, et peuvent également les opposer.

CHAPITRE II.

De la possession.

1986. La possession est la détention ou la jouissance d'une chose ou d'un droit que nous exerçons par nous-mêmes, ou par un autre qui la tient ou qui l'exerce en notre nom.

1987. Pour pouvoir prescrire, il faut une possession continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque, et à titre de propriétaire.

1988. On est toujours présumé posséder pour soi et à titre de propriétaire, s'il n'est prouvé qu'on a commencé à posséder pour un autre.

1989. Quand on a commencé à posséder pour autrui, on est toujours présumé posséder au même titre, s'il n'y a preuve du contraire.

1990. Les actes de pure faculté et ceux de simple tolérance ne peuvent fonder ni possession ni prescription.

1991. Les actes de violence ne peuvent fonder non plus une possession capable d'opérer la prescription.

La possession utile ne commence que lorsque la violence a cessé.

1992. Le possesseur actuel qui prouve avoir possédé anciennement, est présumé avoir possédé dans le temps intermédiaire, sauf la preuve contraire.

1993. Pour compléter la prescription, on peut joindre à sa possession celle de son auteur, de quelque manière qu'on lui ait succédé, soit à titre universel ou particulier, soit à titre lucratif ou onéreux.

CHAPITRE III.

Des causes qui empêchent la prescription.

1994. Ceux qui possèdent pour autrui, ne prescrivent jamais, par quelque laps de temps que ce soit.

Ainsi, le fermier, le dépositaire, l'usufruitier, et tous autres qui détiennent précairement la chose du propriétaire, ne peuvent la prescrire.

1995. Les successeurs à titre universel de ceux qui tenaient la chose d'autrui à quelqu'un des titres désignés par l'article précédent, ne peuvent non plus prescrire.

1996. Néanmoins, les personnes énoncées dans les deux articles précédens peuvent prescrire, si le titre de leur possession se trouve interverti, soit par une cause venant d'un tiers, soit par la contradiction qu'elles ont opposée au droit du propriétaire.

1997. Ceux à qui les fermiers, dépositaires et autres détenteurs précaires ont transmis la chose par un titre translatif de propriété, peuvent la prescrire.

1998. On ne peut pas prescrire contre son titre, en ce sens que l'on ne peut point se changer à soi-même la cause et le principe de sa possession.

1999. On peut prescrire contre son titre, en ce sens que l'on prescrit la libération de l'obligation que l'on a contractée.

CHAPITRE IV.

Des causes qui interrompent ou qui suspendent le cours de la prescription.

SECTION I.

Des causes qui interrompent la prescription.

2000. La prescription peut être interrompue ou naturellement ou civilement.

2001. Il y a interruption naturelle, lorsque le possesseur est privé, pendant plus d'un an, de la jouissance de la chose, soit par l'ancien propriétaire, soit même par un tiers.

2002. Une citation en justice, une sommation de payer, un séquestre, une inscription prise au greffe en cas de discussion ou de procédure éditale, ou tout autre acte judiciaire, forment l'interruption civile.

2003. La citation en justice, donnée même devant un juge incompétent, interrompt la prescription.

2004. Si l'assignation est nulle par défaut de forme ;

Si le demandeur se désiste de sa demande ;

Ou si sa demande est rejetée ;

L'interruption est regardée comme non avenue.

2005. La prescription est interrompue par la reconnaissance que le débiteur ou le possesseur fait du droit de celui contre lequel il prescrivait.

2006. L'interpellation faite, conformément aux articles ci-dessus, à l'un des débiteurs solidaires, ou sa reconnaissance, interrompt la prescription contre tous les autres, même contre leurs héritiers.

L'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire, ou la reconnaissance de cet héritier, n'interrompt pas la prescription à l'égard des autres cohéritiers, quand même la créance serait hypothécaire, si l'obligation n'est indivisible.

Cette interpellation ou cette reconnaissance n'interrompt la prescription, à l'égard des autres codébiteurs, que pour la part dont cet héritier est tenu.

Pour interrompre la prescription pour le tout, à l'égard des autres codébiteurs, il faut l'interpellation faite à tous les héritiers du débiteur décédé, ou la reconnaissance de tous ces héritiers.

2007. L'interpellation faite au débiteur principal, ou sa reconnaissance, interrompt la prescription contre la caution.

SECTION II.

Des causes qui suspendent le cours de la prescription.

2008. La prescription court contre toutes personnes, à moins qu'elles ne soient dans quelque exception établie par une loi.

2009. La prescription ne court pas contre les mineurs et les interdits, sauf ce qui est dit à l'article 2029, et à l'exception des autres cas déterminés par la loi.

2010. Elle ne court point entre époux.

2011. La prescription court contre la femme mariée, encore qu'elle ne soit point séparée, sauf son recours contre le mari. Toutefois, elle ne court point pendant le mariage, dans le cas où le mari, ayant aliéné les biens propres de la femme sans son consentement, est garant de la vente, et dans tous les autres cas où l'action de la femme réfléchirait contre le mari.

2012. La prescription des biens soumis à une substitution fidéicommissaire court même contre les substitués, à moins que ceux-ci ne soient mineurs ou non-nés.

2013. La prescription ne court point,

A l'égard d'une créance qui dépend d'une condition, jusqu'à ce que la condition arrive ;

A l'égard d'une action en garantie, jusqu'à ce que l'éviction ait lieu ;

A l'égard d'une créance à jour fixe, jusqu'à ce que ce jour soit arrivé.

CHAPITRE V.

Du temps requis pour prescrire.

SECTION I.

Dispositions générales.

2014. La prescription se compte par jours et non par heures.

Cependant le jour où est arrivé le fait qui donne naissance à la prescription est compté dans le terme, sans égard à l'heure à laquelle il a eu lieu.

2015. La prescription est acquise lorsque le dernier jour du terme est accompli.

Si cependant le dernier jour est un jour de fêtes sacrées, la prescription ne s'accomplit que le jour qui suit immédiatement celui qui est férié.

SECTION II.

De la prescription de trente ans.

2016. Toutes les actions, tant réelles que personnelles, sont prescrites par trente ans, sans que celui qui allègue cette prescription soit obligé d'en rapporter un titre, ou qu'on puisse lui opposer l'exception déduite de la mauvaise foi.

2017. Après vingt-huit ans dès la date du dernier titre, le débiteur d'une rente peut être contraint à fournir à ses frais un titre nouvel à son créancier ou à ses ayant-cause.

SECTION III.

De quelques prescriptions particulières.

2018. L'action des hôteliers et traiteurs, à rai-
du logement et de la nourriture qu'ils fournissent ;

Les actions des maîtres et instituteurs des scien-
et arts, pour les leçons qu'ils donnent au mois ;

Celles des huissiers , pour le salaire des actes
qu'ils signifient, et des commissions qu'ils exécutent ;

Celles des marchands pour les marchandises qu'ils
vendent aux particuliers non marchands ;

Se prescrivent par un an.

2019. Les actions des maîtres de pension, pour
le prix du logement et de la nourriture de leurs pen-
sionnaires , et pour le prix de l'instruction de leurs
élèves et apprentis ;

Celles des domestiques qui se louent à l'année ou
pour un moindre temps, ainsi que celles des ouvriers
et des journaliers , pour le paiement de leurs jour-
nées, fournitures et salaires ;

Celles des maîtres et instituteurs des sciences et
arts, dont le salaire est convenu pour plus d'un mois ;

Se prescrivent par deux ans.

2020. Les actions des médecins, chirurgiens et apothicaires, pour leurs visites, opérations et médicaments, se prescrivent par cinq ans.

-Il en est de même des actions des avocats et procureurs, pour le paiement de leurs frais et honoraires: les cinq ans courent à compter du jugement du procès, du désistement ou de la conciliation des parties, ou depuis la révocation des procureurs.

2021. L'action des notaires, pour le paiement de leurs frais et honoraires, se prescrit par le laps de cinq ans, dès le décès du testateur, pour les actes de dernière volonté, et dès la date des actes qu'ils ont reçus, pour les autres.

2022. La prescription, dans les cas ci-dessus, a lieu, quoiqu'il y ait eu continuation de fournitures, services et travaux.

Elle ne cesse de courir que lorsqu'il y a eu compte arrêté, cédule ou obligation, ou citation en justice.

2023. Les arrérages de rentes perpétuelles et viagères ;

Ceux des pensions alimentaires ;

Les loyers des maisons et le prix de ferme des biens ruraux ;

Les intérêts des sommes prêtées, et généralement tout ce qui est payable par année, ou à des termes périodiques plus courts ;

Se prescrivent par dix ans.

2024. Néanmoins, ceux auxquels ces prescriptions seront opposées, peuvent déférer le serment à ceux qui les opposent, sur la question de savoir si la chose a été réellement payée.

Le serment pourra être déféré à la veuve, si elle y a intérêt, et aux héritiers, ou aux tuteurs de ces derniers, s'ils sont mineurs, pour qu'ils aient à déclarer s'ils ne savent pas que la chose soit due.

2025. Les secrétaires et greffiers des tribunaux, les avocats et procureurs sont déchargés de l'obligation de rendre compte des pièces relatives à un procès, cinq ans après qu'il a été jugé ou autrement terminé.

2026. Les huissiers, après deux ans depuis la signification des actes dont ils étaient chargés, en sont pareillement déchargés.

2027. On pourra cependant déférer aussi le serment aux personnes désignées dans les deux articles précédens, pour qu'elles aient à déclarer si elles retiennent les actes et les pièces ci-dessus mentionnées, ou si elles savent où ils se trouvent.

2028. Après dix ans, l'architecte et les entrepreneurs sont déchargés de la garantie des ouvrages qu'ils ont faits ou dirigés.

2029. Les prescriptions dont il s'agit dans les articles de la présente section, courent contre les

mineurs et les interdits , sauf leur recours contre leurs tuteurs.

2030. En fait de meubles , la possession vaut titre , à moins qu'il ne soit prouvé que le détenteur de la chose ou celui dont il est l'héritier , l'a reçue à titre précaire de celui qui la réclame ou de celui dont ce dernier est l'ayant-droit, ou qu'il ne s'agisse d'une chose volée ou perdue.

Dans les cas de vol ou de perte, celui auquel il a été volé une chose, ou qui l'a perdue, si, en ce dernier cas, on n'a fait ni la consignation, ni les publications prescrites par les articles 568 et 569, peut la revendiquer pendant trois ans, à compter du jour du vol ou de la perte , contre celui dans les mains duquel il la trouve ; sauf à ce dernier son recours contre la personne de laquelle il la tient.

2031. Si le possesseur actuel de la chose volée ou perdue l'a achetée dans une foire ou dans un marché , ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles , le propriétaire originaire ne peut se la faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté.

2032. Les règles auxquelles sont soumises les prescriptions particulières au-dessous de trente ans, concernant des objets autres que ceux indiqués dans la présente section et dans la précédente, sont établies dans les autres titres du présent code , ou par des lois et réglemens spéciaux.

Dispositions générales.

2033. Les lois romaines , les statuts du Valais, les additions et révisions des abscheids cessent d'avoir force de loi dans les matières qui sont l'objet du présent code.

Il en est de même des réglemens, des usages, des coutumes et de toutes autres dispositions législatives, si ce n'est dans les cas où le présent code s'y réfère.

2034. Le présent code sera exécutoire à l'époque déterminée par la loi transitoire.

Donné en Grand-Conseil, à Sion, le 1 décembre 1853.

Le Président du Grand-Conseil,

Al. de Torrenté.

Les Secrétaires,

Louis Ribordy. — Al. Allet.



LOI TRANSITOIRE

*sur la mise en vigueur du Code
civil.*

LE GRAND CONSEIL

DU

CANTON DU VALAIS,

Sur la proposition du Conseil d'Etat ;

Ordonne :

ARTICLE 1^{er}. Le Code civil, en deux mille et trente quatre articles , entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1855.

2. Les Valaisans, connus sous le nom d'habitans perpétuels, jouissent des droits civils, sauf les exceptions portées par la loi.

3. La naturalisation en pays étranger fait perdre à l'habitant perpétuel sa qualité de Valaisan.

Les enfans de ce Valaisan naturalisé à l'étranger,

nés antérieurement à cette naturalisation, conservent leur qualité de Valaisans , tant qu'ils sont domiciliés en Valais.

Ceux de ces enfans qui , étant mineurs , auront suivi leur père à l'étranger, pourront recouvrer leur qualité de Valaisans en rentrant dans le Canton, pour y fixer leur domicile , avant l'âge de 25 ans révolus.

4. Les dispositions du Code actuel sur l'adjudication des enfans naturels , seront encore applicables à ceux de ces enfans qui naîtront dans les trois-cents jours à dater du 1 janvier 1855.

5. La légitimation par rescrit du Grand Conseil est abolie. Ainsi les articles du Code civil où il est fait mention des enfans légitimés, ne concernent que ceux qui l'ont été par mariage subséquent.

Cependant les enfans naturels qui auront été légitimés par rescrit avant le 1 janvier 1852, jouiront des droits que la loi ancienne attachait à cette faveur , soit quant au droit de succéder ab intestat , soit quant à la faculté de recevoir à titre gratuit , encore qu'ils seraient du nombre des enfans dont parle l'article 134 du Code civil.

6. Les mineurs mariés avant le 1 janvier 1855, continueront à jouir du bénéfice de l'émancipation que leur accordait la loi sous l'empire de laquelle le mariage a été contracté.

7. Les dispositions relatives aux murs et fossés

mitoyens sont aussi applicables aux murs et fossés établis avant le 1 janvier 1844.

8. Les prescriptions du Code civil, concernant la distance à observer dans les plantations d'arbres, ne sont pas applicables à ceux qui auront été plantés avant le 1 janvier 1844, sans préjudice toute fois de l'application de l'article 509, même aux arbres plantés avant la dite époque.

9. Le défaut d'institution d'héritier ne sera pas une cause de nullité du testament fait avant la mise en vigueur du titre des successions testamentaires, si le testateur n'est décédé que postérieurement.

10. Les règles posées dans le Code civil sur l'interprétation des actes de dernière volonté, sont applicables aux testamens dont les auteurs décéderont après sa mise en vigueur, quelle que soit l'époque à laquelle ces testamens auront été faits.

11. Les substitutions fidéicommissaires, créées par actes devenus irrévocables avant la mise en vigueur de la partie du Code civil qui y est relative, seront régies, quant à leur durée, par la loi qui était en vigueur à l'époque où elles ont pris naissance.

12. Les droits du conjoint survivant sur les biens de l'époux précédé, seront réglés par la loi sous l'empire de laquelle le mariage a été contracté.

Il en est de même du droit aux acquêts faits durant le mariage contracté sans qu'aucune convention

ait réglé à cette égard les droits respectifs des époux.

13. La réduction des donations entre-vifs faites avant la mise en vigueur du titre 5 du 3^{me} livre du Code civil, dont l'auteur aura survécu à la dite époque, ne pourra être demandée que dans les cas où le droit ancien l'admettait.

La disposition de l'article 607 du Code civil ne s'appliquera qu'aux donations faites après le 31 décembre 1851.

14. Les acquêts faits par un père avec le concours des enfans demeurans avec lui, avant le 1 janvier 1855 et décédé après cette époque, seront, nonobstant la disposition du chapitre 109 des statuts du Valais, dévolus à tous les enfans indistinctement, comme les autres biens du défunt, sans préjudice toutefois des dispositions entre-vifs ou testamentaires que ce dernier pourra faire dans les limites et suivant les règles posées par le Code civil.

15. La demeure qui n'aura pas encore été encourue lors de la mise en vigueur du Titre 6, Livre 3 du Code civil, *Des contrats et des obligations conventionnelles en général*, ne le sera que conformément aux dispositions du dit Code, même pour l'exécution d'une obligation ancienne.

16. La disposition de l'article 1403 du Code civil n'est pas applicable aux ventes faites avant sa mise en vigueur, dans lesquelles la faculté de rachat aura été stipulée pour un terme excédant cinq ans.

17. La durée de l'action en rescision pour cause de lésion, résultant d'un contrat antérieur au 1 janvier 1855, sera réglée conformément à la loi sous l'empire de laquelle le contrat a été passé.

18. Le retrait lignager est aboli.

19. L'article 3 de la loi du 30 mai 1808 est abrogé.

En conséquence l'aliénation des droits dans les montagnes de consorts est libre comme celle de toute autre propriété.

20. Les créances chirographaires, avec date certaine antérieure à la mise en vigueur du Code civil, conserveront le rang que leur assignait la loi sous l'empire de laquelle elles ont été créées.

Pareillement les créanciers ayant une hypothèque inscrite avant le 1 janvier 1855, qui seraient privés de leur hypothèque par un créancier préférable, conserveront le droit d'être payés sur les biens libres de préférence aux créanciers chirographaires, conformément au principe posé dans l'article 75 de la loi hypothécaire et dans les lois antérieures.

21. Les prescriptions commencées à l'époque de la mise en vigueur du Code civil, seront réglées conformément aux lois antérieures, à moins qu'il ne faille encore un temps excédant celui fixé par le Code; dans quel cas elles seront accomplies par le laps de temps que celui-ci requiert, à compter de sa mise en vigueur.

Néanmoins, les créances hypothécaires créées dès le 1 janvier 1844 inclusivement, dont la prescription ne serait pas encourue à l'époque de la mise en vigueur du dit Code, ne seront prescrites que conformément à ses dispositions.

Donné en Grand Conseil, à Sion, le 20 mai 1854.

Le Vice-Président du Grand-Conseil,

Zermatten.

Les Secrétaires.

Ribordy. — Allet.

TABLE DU CODE CIVIL.

	Pages.
TITRE PRÉLIMINAIRE. Des effets et de l'ap- plication des lois en général	5

Livre premier.

DES PERSONNES.

TITRE I. De la jouissance et de la privation des droits civils	7
CHAP. 1. De la jouissance des droits civils	—
CHAP. 2. Des effets de la naturalisation en pays étranger et de la privation des droits civils	9
TITRE II. Des actes de l'état civil et de leur rectification	12
TITRE III. Du domicile	14
TITRE IV. Des absens	16
CHAP. 1. De la présomption d'absence	—
CHAP. 2. De la déclaration d'absence	17
CHAP. 3. Des effets de l'absence	18
SECT. I. <i>Des effets de l'absence relativement aux biens que l'absent possédait au jour de sa dispa- rition ou de ses dernières nouvelles.</i>	18
SECT. II. <i>Des effets de l'absence relativement aux droits éventuels qui peuvent compéter à l'absent</i>	23
TITRE V. Des fiançailles et du mariage	24
CHAP. I. Des fiançailles	—

II.

	Pages.
CHAP. 2. Des qualités et conditions requises pour donner au mariage des effets civils.	25
CHAP. 3. Des obligations qui naissent du ma- riage	—
CHAP. 4. Des droits et des devoirs respectifs des époux	27
CHAP. 5. Des secondes noces	29
CHAP. 6. Des effets civils de la séparation de corps	30
TITRE VI. De la paternité et de la filiation	32
CHAP. 1. De la filiation des enfans légitimes ou nés dans le mariage	—
CHAP. 2. Des preuves de la filiation des enfans légitimes	34
CHAP. 3. Des enfans naturels	37
SECT. I. <i>De la légitimation des enfans naturels</i>	37
SECT. II. <i>De la reconnaissance et de l'adjudication des enfans naturels</i>	38
SECT. III. <i>De l'état civil, de l'entretien et de l'édu- cation des enfans naturels</i>	41
TITRE VII. De la puissance paternelle.	43
TITRE VIII. De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation	48
CHAP. 1. De la minorité	—
CHAP. 2. De la tutelle	—
SECT. I. <i>De la chambre pupillaire et des conseils de famille</i>	49
§. 1. De la chambre pupillaire	—
§. 2. Des conseils de famille	51
SECT. II. <i>De la manière dont la tutelle est déferée</i>	52
§. 1. De la tutelle testamentaire	—

III.

	Pages.
§. 2. De la tutelle des ascendants	54
§. 3. De la tutelle déferée par la chambre pupillaire	55
SECT. III. <i>Du subrogé tuteur</i>	57
SECT. IV. <i>De la durée de la tutelle</i>	58
SECT. V. <i>Des causes qui dispensent de la tutelle et du refus de l'administrer</i>	—
SECT. VI. <i>De l'incapacité, des exclusions et des destitutions de la tutelle</i>	61
SECT. VII. <i>De l'administration du tuteur</i>	63
SECT. VIII. <i>Des comptes de la tutelle</i>	71
CHAP. 3. De l'émancipation	73
TITRE IX. De la majorité, de l'interdiction et du conseil judiciaire	76
CHAP. 1. De la majorité	—
CHAP. 2. De l'interdiction	—
CHAP. 3. Du conseil judiciaire des femmes	82
TITRE X. De la curatelle	84

Livre second.

DES BIENS ET DES DIFFÉRENTES MODIFICATIONS DE LA PROPRIÉTÉ.

TITRE I. De la distinction des biens	86
CHAP. 1. Des immeubles	—
CHAP. 2. Des meubles	88
CHAP. 3. Des biens dans leur rapport avec ceux qui les possèdent.	89
TITRE II. De la propriété	91
CHAP. 1. Du droit d'accession sur ce qui est produit par la chose	—

IV.

	Pages.
CHAP. 2. Du droit d'accession sur ce qui s'unit et s'incorpore à la chose	93
SECT. I. <i>Du droit d'accession relativement aux choses immobilières</i>	—
SECT. II. <i>Du droit d'accession, relativement aux choses mobilières</i>	99
TITRE III. De l'usufruit, de l'usage et de l'habitation	102
CHAP. 1. De l'usufruit	—
SECT. I. <i>Des droits de l'usufruitier</i>	—
SECT. II. <i>Des obligations de l'usufruitier</i>	107
SECT. III. <i>Comment l'usufruit prend fin</i>	113
CHAP. 2. De l'usage et de l'habitation	115
TITRE IV. Des servitudes ou services fonciers	117
CHAP. 1. Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux	—
CHAP. 2. Des servitudes établies par la loi	120
SECT. I. <i>Du mur et du fossé mitoyens</i>	—
SECT. II. <i>De la distance et des ouvrages intermédiaires requis pour certaines constructions, excavations et plantations</i>	126
SECT. III. <i>Des vues sur la propriété de son voisin</i>	129
SECT. IV. <i>De l'égoût des toits</i>	130
SECT. V. <i>Du droit de passage et des aqueducs</i>	—
CHAP. II. Des servitudes établies par le fait de l'homme	133
SECT. I. <i>Des diverses espèces de servitudes qui peuvent être établies sur les biens</i>	—
SECT. II. <i>Comment s'établissent les servitudes.</i>	135
SECT. III. <i>Des droits du propriétaire du fonds auquel la servitude est due</i>	137
SECT. IV. <i>Comment les servitudes s'éteignent</i>	138

Livre troisième.

DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT ON ACQUIERT LA PROPRIÉTÉ.

	Pages.
<i>Dispositions générales</i>	141
TITRE I. Des successions	144
TITRE II. Des successions testamentaires	145
CHAP. 1. Du testament	—
CHAP. II. De la capacité de disposer et de recevoir par testament	146
CHAP. 3. De la portion de biens dont on peut disposer par testament et de la légitime ou réserve ; de la réduction et de l'exhérédation	152
SECT. I. <i>De la portion de biens dont on peut disposer par testament, et de la légitime ou réserve</i>	—
SECT. II. <i>De la réduction des dispositions testamentaires</i>	155
SECT. III. <i>De l'exhérédation</i>	*156
CHAP. 4. De la forme des testaments	159
SECT. I. <i>Du testament olographe</i>	—
SECT. II. <i>Du testament public</i>	160

VI.

	Pages.
SECT. III. <i>Des testamens privilégiés</i>	162
SECT. IV. <i>Disposition commune aux différentes espèces de testamens</i>	165
CHAP. 5. De l'institution d'héritier et des legs	166
CHAP. 6. Du droit d'accroissement	181
CHAP. 7. Des substitutions	183
CHAP. 8. Des exécuteurs testamentaires	187
CHAP. 9. De la révocation des testamens	189
TITRE III. Des successions ab intestat	192
<i>Dispositions générales</i>	192
CHAP. 1. Des divers ordres de succession	197
SECT. I. <i>Des successions déferées aux descendans</i>	—
SECT. II. <i>Des successions déferées aux ascendans et aux collatéraux</i>	—
CHAP. 2. Des successions irrégulières	199
SECT. I. <i>Des droits des enfans naturels sur les biens de leurs père et mère, et de la succession aux enfans naturels décédés sans postérité.</i>	—
SECT. II. <i>Des droits du conjoint survivant et de l'Etat.</i>	201
TITRE IV. Dispositions communes aux successions testamentaires et ab intestat	203
CHAP. 1. De l'ouverture des successions, de la saisine, et de l'envoi en possession des héritiers	—

VII.

Pages.

CHAP. 2. De l'acceptation et de la répudiation des successions.	206
SECT. I. <i>De l'acceptation</i>	—
SECT. II. <i>De la renonciation aux successions</i>	209
SECT. III. <i>Du bénéfice d'inventaire, de ses effets, et des obligations de l'héritier bénéficiaire</i>	211
SECT. IV. <i>Des successions vacantes</i>	214
CHAP. 3. Du partage	215
CHAP. 4. Des rapports et des imputations	220
CHAP. 5. Du paiement des dettes	225
CHAP. 6. Des effets du partage et de la ga- rantie des lots.	228
CHAP. 7. De la rescision en matière de par- tage	229
TITRE V. Des donations entre-vifs	231
CHAP. 1. De la forme des donations entre-vifs.	232
CHAP. 2. De la capacité de disposer et de re- cevoir par donation entre-vifs	236
CHAP. 3. De la réduction des donations entre- vifs.	238
CHAP. 4. Des exceptions à la règle de l'irrè- vocabilité des donations entre-vifs	240
CHAP. 5. Des donations faites en vue de ma- riage aux époux et aux enfans à naître et des donations entre époux	245
CHAP. 6. Dispositions particulières	248
TITRE VI. Des contrats ou des obligations conventionnelles en général	249

VIII.

	Pages.
CHAP. 1. Dispositions préliminaires . . .	249
CHAP. 2. Des conditions essentielles pour la validité des conventions . . .	250
SECT. I. <i>Du consentement</i> . . .	251
SECT. II. <i>De la capacité des parties contractantes</i>	253
SECT. III. <i>De l'objet et de la matière des contrats.</i>	254
SECT. IV. <i>De la cause des contrats</i> . . .	255
CHAP. 3. De l'effet des obligations . . .	—
SECT. I. <i>Dispositions générales</i> . . .	255
SECT. II. <i>De l'obligation de donner</i> . . .	256
SECT. III. <i>De l'obligation de faire ou de ne pas faire</i>	257
SECT. IV. <i>Des dommages et intérêts résultant de l'inexécution de l'obligation</i> . . .	258
SECT. V. <i>De l'interprétation des conventions.</i> . .	261
SECT. VI. <i>De l'effet des conventions à l'égard des tiers</i> . . .	262
CHAP. 4. Des diverses espèces d'obligations	263
SECT. I. <i>Des obligations conditionnelles</i> . . .	—
§. 1. <i>De la condition en général et de ses diverses espèces</i> . . .	—
§. 2. <i>De la condition suspensive</i> . . .	265
§. 3. <i>De la condition résolutoire</i> . . .	266
SECT. II. <i>Des obligations à terme</i> . . .	267
SECT. III. <i>Des obligations alternatives</i> . . .	268
SECT. IV. <i>Des obligations solidaires</i> . . .	269
§. 1. <i>De la solidarité entre les créanciers.</i> . .	—
§. 2. <i>De la solidarité de la part des débiteurs</i> . .	270
SECT. V. <i>Des obligations divisibles et indivisibles</i>	274
§. 1. <i>Des effets de l'obligation divisible</i> . . .	—
§. 2. <i>Des effets de l'obligation indivisible</i> . .	275
SECT. VI. <i>Des obligations avec clause pénale</i> . .	276
CHAP. 5. De l'extinction des obligations . .	278

IX.

	Pages.
SECT. I. <i>Du paiement</i>	279
§. 1. <i>Du paiement en général</i>	—
§. 2. <i>Du paiement avec subrogation</i>	282
§. 3. <i>De l'imputation des paiemens</i>	283
§. 4. <i>Des offres de paiement et de la consignation</i>	284
SECT. II. <i>De la novation</i>	287
SECT. III. <i>De la remise de la dette</i>	289
SECT. IV. <i>De la compensation</i>	290
SECT. V. <i>De la confusion</i>	292
SECT. VI. <i>De la perte de la chose due</i>	293
SECT. VII. <i>De l'action en nullité ou en rescision des conventions</i>	294
 CHAP. 6. <i>De la preuve des obligations, et de celle du paiement</i>	 296
SECT. I. <i>De la preuve littérale</i>	—
§. 1. <i>Du titre authentique</i>	297
§. 2. <i>De l'acte sous seing privé</i>	298
§. 3. <i>Des tailles</i>	301
§. 4. <i>Des copies des titres</i>	—
§. 5. <i>Des actes récognitifs et confirmatifs.</i>	302
SECT. II. <i>De la preuve testimoniale</i>	304
SECT. III. <i>Des présomptions</i>	306
§. 1. <i>Des présomptions établies par la loi</i>	—
§. 2. <i>Des présomptions qui ne sont point établies par la loi</i>	307
SECT. IV. <i>De l'aveu de la partie</i>	—
SECT. V. <i>Du serment</i>	309
§. 1. <i>Du serment décisoire</i>	—
§. 2. <i>Du serment déferé par le juge</i>	311
 TITRE VII. <i>Des engagements qui se forment sans convention</i>	 313
CHAP. 1. <i>Des quasi-contrats</i>	314

	Pages.
CHAP. 2. Des délits et des quasi-délits	316
TITRE VIII. Du contrat de mariage et des droits respectifs des époux, relativement à leurs biens	319
CHAP. 1. Dispositions générales	—
CHAP. 2. Des droits et des obligations du mari à l'égard des biens de sa femme	321
CHAP. 3. Des acquêts faits et des dettes con- tractées durant le mariage	323
CHAP. IV. De la séparation de biens	327
CHAP. 5. De la restitution du bien des femmes et de la récompense	329
TITRE IX. De la vente	331
CHAP. 1. De la nature et de la forme de la vente	—
CHAP. 2. Qui peut acheter ou vendre	334
CHAP. 3. Des choses qui peuvent être vendues	336
CHAP. 4. Des obligations du vendeur	337
SECT. I. <i>Dispositions générales</i>	—
SECT. II. <i>De la délivrance ou tradition de la chose</i>	—
SECT. III. <i>De la garantie</i>	341
* §. 1. De la garantie en cas d'éviction	—
§. 2. De la garantie des défauts de la chose vendue	345
CHAP. 5. Des obligations de l'acheteur	346
CHAP. VI. De la nullité et de la résolution de la vente	348
SECT. I. <i>Du rachat conventionnel</i>	—
SECT. II. <i>De la rescision de la vente pour cause de lésion</i>	351

XI.

	Pages.
CHAP. VII. De la licitation	354
CHAP. VIII. Du transport des créances et autres droits incorporels	355
TITRE X. De l'échange	358
TITRE XI. Du contrat de louage	359
CHAP. 1. Dispositions générales	—
CHAP. 2. Du louage des choses	361
SECT. I. <i>Des règles communes aux baux des maisons et des biens ruraux</i>	—
SECT. II. <i>Des règles particulières aux baux à loyer</i>	369
SECT. III. <i>Des règles particulières aux baux à ferme</i>	370
SECT. IV. <i>Du bail à métairie</i>	373
CHAP. 3. Du louage d'ouvrage et d'industrie	377
SECT. I. <i>Du louage des domestiques et ouvriers</i>	—
SECT. II. <i>Des voituriers par terre et par eau</i>	378
SECT. III. <i>Des devis et marchés</i>	379
CHAP. 4. Du bail à cheptel	381
SECT. I. <i>Dispositions générales</i>	—
SECT. II. <i>Du cheptel simple</i>	382
SECT. III. <i>Du cheptel à moitié</i>	385
SECT. IV. <i>Du cheptel donné par le propriétaire à son fermier ou au colon partiaire</i>	—
§. 1. <i>Du cheptel donné au fermier</i>	—
§. 2. <i>Du cheptel donné au colon partiaire</i>	386
SECT. V. <i>Du contrat improprement appelé cheptel</i>	387
TITRE XII. Du contrat de société	388
CHAP. 1. Dispositions générales	—
CHAP. 2. Des diverses espèces de société	—
SECT. I. <i>Des sociétés universelles</i>	389

XII.

	Pages.
SECT. II. <i>De la société particulière</i>	390
CHAP. 3. Des engagements des associés entre eux et à l'égard des tiers	—
SECT. I. <i>Des engagements des associés entre eux</i>	—
SECT. II. <i>Des engagements des associés à l'égard des tiers</i>	396
CHAP. 4. Des différentes manières dont finit la société	397
TITRE XIII. Du prêt	399
CHAP. 1. Du prêt à usage ou commodat	400
SECT. I. <i>De la nature du prêt à usage</i>	—
SECT. II. <i>Des engagements de l'emprunteur</i>	401
SECT. III. <i>Des engagements de celui qui prête à usage</i>	402
CHAP. 2. Du prêt de consommation ou simple prêt	403
SECT. I. <i>De la nature du prêt de consommation</i>	—
SECT. II. <i>Des obligations du prêteur</i>	404
SECT. III. <i>Des engagements de l'emprunteur</i>	405
CHAP. 6. Du prêt à intérêt	—
TITRE XIV. Des rentes perpéuelles	407
TITRE XV. Du dépôt et du séquestre	411
CHAP. 1. Du dépôt en général et de ses diverses espèces	—
CHAP. 2. Du dépôt proprement dit	—
SECT. I. <i>De la nature et de l'essence du contrat de dépôt</i>	—
SECT. II. <i>Du dépôt volontaire</i>	412
SECT. III. <i>Des obligations du dépositaire</i>	413

XIII.

	Pages.
SECT. IV. <i>Des obligations de la personne par laquelle le dépôt a été fait</i>	417
SECT. V. <i>Du dépôt nécessaire</i>	418
CHAP. 3. <i>Du séquestre</i>	419
SECT. I. <i>Des diverses espèces de séquestre</i>	—
SECT. II. <i>Du séquestre conventionnel</i>	—
SECT. III. <i>Du séquestre ou dépôt judiciaire</i>	420
TITRE XVI. <i>Des contrats aléatoires</i>	421
CHAP. 1. <i>Du jeu et du pari</i>	—
CHAP. 2. <i>Du contrat de rente viagère</i>	422
SECT. I. <i>Des conditions requises pour la validité du contrat de rente viagère</i>	—
SECT. II. <i>Des effets du contrat de rente viagère entre les parties contractantes</i>	423
TITRE XVII. <i>Du mandat</i>	426
CHAP. 1. <i>De la nature du mandat</i>	—
CHAP. 2. <i>Des obligations du mandataire</i>	427
CHAP. 3. <i>Des obligations du mandant</i>	429
CHAP. 4. <i>Des différentes manières dont le mandat finit</i>	430
TITRE XVIII. <i>Du cautionnement</i>	432
CHAP. 1. <i>De la nature et de l'étendue du cautionnement</i>	—
CHAP. 2. <i>De l'effet du cautionnement</i>	434
SECT. I. <i>De l'effet du cautionnement entre le créancier et la caution</i>	—
SECT. II. <i>De l'effet du cautionnement entre le débiteur et la caution</i>	436
SECT. III. <i>De l'effet du cautionnement entre les co-fidejusseurs</i>	438

XIV.

	Pages.
CHAP. 3. De l'extinction du cautionnement	439
CHAP. 4. De la caution légale et de la caution judiciaire	440
TITRE XIX. Des transactions	441
TITRE XX. De la contrainte par corps en matière civile	444
TITRE XXI. Du nantissement	448
CHAP. 1. Du gage.	—
CHAP. 2. De l'antichrèse	451
TITRE XXII. Des privilèges et hypothèques	453
CHAP. 1. Dispositions générales	—
CHAP. 2. Des privilèges	454
SECT. I. <i>Des privilèges généraux</i>	—
SECT. II. <i>Des privilèges spéciaux sur certains me- bles</i>	456
CHAP. III. Du rang des privilèges et des biens sur lesquels ils s'exercent	458
CHAP. 4. De la manière de conserver et de mo- difier les privilèges	460
CHAP. 5. De la conservation du droit de sépa- ration des patrimoines	463
CHAP. 6. Des hypothèques	464
SECT. I. <i>De l'hypothèque légale</i>	465
SECT. II. <i>De l'hypothèque conventionnelle</i>	467
SECT. III. <i>De l'hypothèque constituée à titre gratuit</i>	469
CHAP. 4. De la manière de conserver les hypo- thèques	—

XV.

	Pages.
CHAP. 8. Du renouvellement des inscriptions	474
CHAP. 9. Du rang que les hypothèques ont entre elles	—
CHAP. 10. De l'effet des hypothèques entre les créanciers hypothécaires	476
CHAP. 11. De l'effet des hypothèques contre les tiers détenteurs	477
CHAP. 12. De la transcription	480
CHAP. 13. De la radiation totale ou partielle des inscriptions	483
CHAP. 14. Des inscriptions provisoires	486
CHAP. 15. De l'extinction des hypothèques	487
TITRE XXIII. De l'ordre entre les créanciers	488
TITRE XXIV. De la prescription	489
CHAP. 1. Dispositions générales	—
CHAP. 2. De la possession	491
CHAP. 3. Des causes qui empêchent la pres- cription	492
CHAP. 4. Des causes qui interrompent ou qui suspendent le cours de la prescription	493
SECT. I. <i>Des causes qui interrompent la prescription</i>	—
SECT. II. <i>Des causes qui suspendent le cours de la prescription</i>	495
CHAP. 5. Du temps requis pour prescrire	496
SECT. I. <i>Dispositions générales</i>	—
SECT. II. <i>De la prescription de trente ans</i>	—
SECT. III. <i>De quelques prescriptions particulières</i>	497
<i>Dispositions générales</i>	501
LOI TRANSITOIRE	503



TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE CODE CIVIL.

(Les chiffres indiquent les articles du Code.)

A.

ABANDON. Les successions abandonnées appartiennent à l'Etat, 378. — Peut-on abandonner l'usufruit en tout ou en partie, 426. 457 — *Quid* de la renonciation à l'usufruit en fraude des créanciers, 463. — Dispositif concernant les eaux abandonnées, 485. — Peut-on se décharger des réparations d'un mur mitoyen, en abandonnant la mitoyenneté, 496. — On peut se libérer d'une servitude par l'abandon du fonds assujetti, 549. — Abandon de la propriété de la quotité disponible, 604. — Le grevé de substitution peut-il faire l'abandon anticipé de son droit, 735. — On ne peut se libérer du paiement d'une rente par l'abandon de l'immeuble cédé à cet effet, 1665.

ABEILLES. Droit sur les essaims d'abeilles, 566.

ABROGATION des anciennes lois, coutumes ou statuts, 1272. 2033.

ABSENCE et ABSENS. Domicile des absens, 45. — Comment s'administrent les biens du présumé absent, 46. 47. — Condition de la femme et des enfans de l'absent, 48. — Quand et comment peut avoir lieu la déclaration d'absence, 49 et suiv. — A qui sont dévo-

lus les biens de l'absent déclaré, 54. 61. 63 et suiv. — Droits et obligations de ceux qui obtiennent la possession provisoire, 55 et suiv. — Quand peut avoir lieu l'envoi en possession définitif, 62. — *Quid*, si le décès de l'absent est prouvé après la mise en possession des héritiers, 63. — Restitution à faire en cas de retour de l'absent ou de ses descendants, 64 et suiv. — Vis-à-vis de qui s'exercent les poursuites à diriger contre un absent, 67. — A qui est dévolue la succession à laquelle est appelé un individu dont l'existence n'est pas reconnue, 73 et suiv. — Désaveu d'un enfant pour cause d'absence, 112. — Effet de l'absence sur la puissance paternelle, 166. 309. — Formes à suivre dans les partages où des absents sont intéressés, 867.

ABUS. Lesquels peuvent donner lieu à la cessation de l'usufruit, 459. — Celui du gage donne lieu au séquestre, 1841.

ACCEPTATION DES SUCCESSIONS. Différentes manières d'accepter une succession. 808. 815 et suiv. — L'acceptation est facultative, 809. — Acceptation de la succession, *a*) par les femmes et les filles majeures, 810 ; — *b*) par les mineurs, 282. 811 ; — *c*) par les fils de famille, 812 ; — *d*) par les héritiers de celui à qui elle est dévolue, 820 et suiv. — Effet de l'acceptation, 813. — Prescription du droit d'accepter, 814. 831. — Cas où l'héritier peut attaquer l'acceptation qu'il a faite d'une succession, 823. — Conséquences du défaut d'acceptation de la succession dans les trois mois dès son ouverture, 830. 847.

ACCEPTATION DES DONATIONS ENTRE-VIFS. Nécessité, époque et formes de l'acceptation des donations entre-vifs, 922 et suiv. — La donation en vue de mariage ne peut être attaquée pour défaut d'acceptation, 930.

ACCEPTATION DU MANDAT. Elle est nécessaire pour former le contrat, 1741. — Elle peut être tacite, *ibid*.

ACCESSION (Droit d'). En quoi il consiste, 382 et suiv. — Droit qu'il donne sur ce qui est produit par la chose et à quelle charge, 382. 383. 385. — De l'accession relativement aux choses

immobilières, 391 et suiv. — De l'accession quant aux choses mobilières, 409 et suiv. — Elle est un mode d'acquérir, 563.

ACCESSOIRES. Ils doivent être livrés avec la chose léguée, 704, ou vendue, 1359. — Quels sont ceux qui sont compris dans la cession d'une créance, 1433. — Le cautionnement s'étend aux accessoires, 1772.

ACCROISSEMENT, aux fonds riverains d'un lac, du fleuve, &c. 398.

ACCROISSEMENT (Droit d'). Quand et comment il a lieu entre héritiers ou légataires, 711 et suiv. — Sur la différence dans le droit d'accroissement entre les héritiers testamentaires et ab intestat, *Comp.* 714 et 828.

ACHETEUR. Ses obligations, 1394 et suiv.

ACQUÊTS. Principes qui régissent ceux faits par les époux durant le mariage, 1286 et suiv. V. *Loi transit.* 12. V. *Communauté d'acquêts.* — Règle concernant ceux faits par un père avec le concours de ses enfans, *loi transit.* 14.

ACQUISITION. Autorisation nécessaire en cas d'acquisition, *a)* au nom d'un mineur, 283, *b)* par un individu placé sous conseil judiciaire, 325, *c)* par une fille majeure, 347. — Effet de celles faites par la femme ou par le mari en son nom durant le mariage, 1297. 1316. 1317.

ACTES. Règle concernant ceux faits à l'étranger, 3. 636.

ACTES AUTHENTIQUES. Définition et effet, 1186 et suiv.

ACTES CONSERVATOIRES. Ils peuvent être faits par le créancier conditionnel, 1063. — Le mari doit faire ceux qui concernent les biens de sa femme, 1281.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. Leur objet, 27. — Ils sont réglés par une loi particulière, *ibid.* — Foi due aux extraits de ces actes, 28. — Comment on supplée à leur défaut, 29. — Responsabilité du dépositaire de ces actes, 30. — Action résultant de leur altération, 31. — Rectification de ces actes, 32. 33. V. *Registres, Etat civil.*

ACTES DE DERNIÈRE VOLONTÉ. V. Testament.

ACTES RÉCOGNITIFS ET CONFIRMATIFS. Leur effet, 1209 et suiv.

ACTES SOUS SEING PRIVÉ. Leur effet, 1191 et suiv. — Effet de ceux souscrits par un interdit avant son interdiction, 334.

ACTIONS JUDICIAIRES. Comment elles s'intentent, a) par le condamné à mort, 19; b) contre un absent, 67. — Action résultant des fiançailles, 77. 78. — L'enfant n'en a pas pour un établissement, 81. — Autorisation nécessaire à la femme pour les intenter, 91. 92. 94 et suiv. — Action en désaveu de la légitimité d'un enfant, 112. 116 et suiv. — En réclamation d'état, 120 et suiv. — En paternité d'un enfant naturel, 142 et suiv. — Pour obtenir dispense de la tutelle, 243 et suiv. — Prescription de l'action de tutelle, 300. — Quand les actions sont meubles ou immeubles, 366. 369. — Action à laquelle donne lieu l'enlèvement subit d'une portion de terrain, par le fleuve, &c. 403. — Actions résultant du mélange ou de la spécification, 409 et suiv. — Action en délivrance d'un legs, 699; — d'une succession, 802. 806. — Action pour obliger l'héritier à se déclarer sur l'acceptation d'une succession, 830. — Action en partage d'une succession, 851 et suiv. — en paiement des dettes d'une succession, 896 et suiv. — en garantie de lots, 909, — en rescision de partage, 912 et suiv. — en réduction des donations entre-vifs ou testamentaires 606 et suiv. 946 et suiv. — en révocation d'une donation, 952 et suiv. — en rescision des contrats pour erreur, dol, &c. 999, — résultant de l'inexécution du contrat, 1025 et suiv. — Actions que les créanciers peuvent exercer du chef de leur débiteur, 1049. — Action résultant de la clause résolutoire, 1067, — de la solidarité, 1082 et suiv. — de l'obligation indivisible, 1104 et suiv. — ou avec clause pénale, 1108 et suiv. — Actions résultant des incidents relatifs au paiement, 1120 et suiv. — Durée et caractère de l'action en rescision des contrats, 1174 et suiv. — Le mari peut-il exercer celles qui appartiennent à sa femme, 1281. — Action en séparation de biens, 1303 et suiv. — Action résultant de la promesse de vente, 1328. — de l'éviction, 1370 et suiv. — des vices redhibi-

toires, 1385 et suiv. - du droit de rachat, 1402 et suiv. - de la lésion, 1416 et suiv. — Action d'un associé contre la société, 1600. — Action en rembours d'un prêt avant le terme, 1656. — Action en rachat d'une rente perpétuelle, 1666 ; - en résiliation d'une rente viagère, 1732 et suiv. — Règles concernant l'action hypothécaire, 1928 et suiv.

ADDITION D'HÉRÉDITÉ. V. *Acceptation des successions.*

ADJONCTION. Règles concernant l'union de choses mobilières appartenant à différents maîtres, 409. 410.


ADJUDICATION. Comment se fait celle des enfans naturels, 142 et suiv. V. *Loi transit. 4.* — Personnes qui ne peuvent se rendre adjudicataires de certains biens, 1339.

ADMINISTRATEUR. ADMINISTRATION. Comment a lieu celle des biens *a)* du condamné à mort, 23 ; - *b)* du présumé absent, 46 ; - *c)* de l'absent déclaré, 55. 68 et suiv. — Le père est administrateur des biens de ses enfans mineurs, 172. — Règles concernant l'administration de la tutelle, 256 et suiv. - des biens d'un interdit, 336 ; - de ceux qui n'appartiennent pas à des particuliers, 375. - Qui administre la succession en cas de bénéfice d'inventaire, 837. — Le mari a l'administration des biens de sa femme, 1278 ; - et de la communauté, 1294. — Exception dans le cas de séparation de biens, 1308. — Règles concernant l'administration d'une société, 1604 et suiv.

ADMINISTRATION DE LA TUTELLE. Quand elle commence, 256. — Devoirs du tuteur, *a)* en général, 257 ; - *b)* quant à l'éducation du mineur, 258 ; - Moyens de correction, 259. — Devoirs du mineur envers le tuteur, 260. — Le tuteur doit administrer en bon père de famille, 261. — Règles concernant l'inventaire des biens du mineur, 262, 263, 266, 267. — Vente des meubles, 264, 265, 279. — Placement des argens du mineur, 268 et suiv. 285. — Administrateurs particuliers, 272, 273. — Emprunts, aliénations, hypothèques, 274. — Formes à suivre, *a)* pour la vente, 275 et suiv. ; *b)* pour la location des biens du mineur, 280. — Durée de cette location, 1460. —

Autorisation nécessaire, *a*) pour accepter ou répudier une succession, 282, 811; *b*) pour acquérir, transiger, compromettre, 283; *c*) en cas de partage, 284. 851; *d*) en cas de prêt, 285; *e*) pour donner quittance, 286; *f*) pour plaider, 287; *g*) pour donner entrevifs, 940. Le tuteur fait les actes de simple administration, 288. — Effets des engagements contractés par le mineur, 289. 290.

ADULTÈRE. Il est une cause de séparation, 106. — Cas où il peut motiver le désaveu d'un enfant, 113.

ADULTÉRINS (Les enfans), ne peuvent être légitimés, 134. — Ils ne peuvent recevoir que des alimens, 587, 788 et suiv. 

AGE. Son influence sur la présomption de survie, 11. — Quel est celui de la majorité, 314. — Quel est celui qui dispense de la tutelle, 231. 235. — Age auquel le mineur peut être émancipé, 303. 309. — Age requis pour tester, 581. — Influence de l'âge sur l'appréciation de la crainte, 994. — Age qui dispense de la contrainte par corps, 1824.

AGRÈMENT (Dépenses d'). V. *Impenses*.

ALÉATOIRE (Contrat). V. *Contrat aléatoire*.

ALIÉNATION. Règle concernant l'aliénation des biens d'un absent, 60; — de ceux d'un mineur, 274. 308; de ceux d'une fille majeure, 347. — Effet de l'aliénation, *a*) d'un immeuble soumis à l'usufruit, 458; *b*) de la chose léguée, 678; *c*) de droits successifs, 817; *d*) de tout ou partie d'un lot, 917. — L'aliénation ne résout pas le bail, 1485. — Liberté de l'aliénation des montagnes de consorts, *Loi transit.* 19.

ALIMENS. Le condamné à mort peut en recevoir, 19. — Ils sont dus, *a*) par les parens et les enfans réciproquement, 80 et suiv. 109; *b*) par les époux entr'eux, 88. 90. 106. 1283. 1308. — Quotité et mode de prestation des alimens, 85 et suiv. — Qui les doit à l'enfant naturel, 150 et suiv. — Le père doit les fournir à l'enfant qu'il fait détenir, 161. — Les enfans adultérins &c. ne peuvent recevoir que des alimens, 587. 788 et suiv. — Le refus d'alimens est une

cause d'exhérédation, 612. — Ils sont dus à l'exhéredé par celui qui profite de sa part, 619. — Ce que comprend le legs d'alimens, 698. — Depuis quand ils courent au profit du légataire, 701 — Alimens dus aux religieux, 807. — Révocation d'une donation pour refus d'alimens, 954. — Règle concernant les transactions sur alimens, 1815. — Prescription des pensions alimentaires, 2023.

ALLUVION. Sa définition et à qui elle profite, 398 et suiv. — Droit de l'usufruitier sur l'alluvion, 435.

AMAS. Règle concernant les amas de matières corrosives contre un mur, 513.

AMÉLIORATIONS. L'usufruitier ne peut rien réclamer pour celles qu'il a faites, 438. — Droit qui en résulte en cas de rapport à succession, 887 et suiv. — Droit du mari au sujet de celles qu'il a faites à un fonds de sa femme, 1285. — Elles doivent être remboursées à l'acquéreur évincé, 1378 ; — et au tiers détenteur de l'hypothèque, 1933. — Elles profitent au créancier hypothécaire, 1881. *V. Impenses. Réparations.*

AMENDE. Encourue par les parens qui font défaut au conseil de famille, 198 ; — par le tuteur qui refuse d'administrer la tutelle, 246.

ANIMAUX. Ils sont meubles, 368. — Le croît des animaux est un fruit naturel, 384. — Effet de l'usufruit sur les animaux, 455. 456. — Quels sont ceux que l'on peut acquérir par l'occupation, 564. — Qui est responsable du dommage qu'ils causent, 1264. — Renvoi quant à l'action redhibitoire qui les concerne, 1393. — Règles sur les animaux donnés à cheptel, 1543 et suiv.

ANNUITÉS. Effet du legs d'annuités, 702 ; — *Quid* si les annuités doivent être payées à plusieurs personnes successivement, 740.

ANTICHRÈSE. Ce que c'est, 1831. — Comment elle s'établit, 1844. — Droits et obligations qui en résultent, 1844 et suiv.

APOTHICAIRES. Privilège de leur créance, 1857. — Prescription de leurs fournitures, 2020.

APPORTS. Privilège dont ils jouissent, 1857. — Prélèvement et reprise des apports, 1295. 1312 et suiv.. — Garantie des apports entre associés, 1593.

APPRENTISSAGE. Les frais d'apprentissage ne sont pas sujets au rapport, 880. — Prescription du prix d'apprentissage, 2019.

APPROBATION. On ne peut attaquer, pour cause de violence, un contrat approuvé, 997. — Forme de l'approbation d'un billet sous seing privé, 1194.

AQUEDUCS. Règles concernant leur réparation ou reconstruction, en cas d'usufruit, 446. — Distance à laquelle on peut les établir, 514. — Quand on peut en réclamer un sur le fonds voisin, 531. — Comment il doit s'établir, 533. — Ils sont du nombre des servitudes continues et apparentes, 538. 539.

ARBRES. Ils deviennent meubles à mesure qu'on les coupe, 363. — Droit du propriétaire du fonds quant aux arbres plantés par un autre, 395. — Droit de l'usufruitier sur les arbres, 428 et suiv. — Mitoyenneté de l'arbre qui se trouve dans la haie mitoyenne, 509. — Distances à observer dans les plantations, 515 et suiv. V. *Loi transitoire* 8.

ARCHITECTES. Leur responsabilité, 1540. 1545. — Il ne peuvent demander d'augmentation du prix convenu, 1541. — Hypothèque dont ils jouissent, 1885. — Durée de la garantie dont ils sont tenus, 2028.

ARRÉRAGES. Cas où ils produisent intérêt, 1038. — Imputation des arrérages dans les paiemens, 1136. — Ils se prescrivent par dix ans, 2023.

ARRHES. Leur effet dans les ventes ou promesses de vente, 1331 et suiv.

ARTISAN. A qui appartient ce qu'il fait avec la matière d'autrui, 411. — Effet des engagements du mineur artisan, 1177.

ARRIÈRE-CAUTION. Ses obligations, 1781. — Recours qu'elle a contre la caution, 1788.

ASCENDANS. Ils doivent des alimens à leurs descendans, 80 et suiv. — Ils sont les tuteurs légitimes de leurs descendans, 211. — Causes d'exhérédation des ascendans, 613. — La représentation n'a pas lieu en leur faveur, 773. — Comment ils succèdent à leurs descendans, 779 et suiv.

ASSOCIATION CONJUGALE. A défaut de contrat, elle est régie par la loi, 1286.

ASSOCIÉS. Leurs engagements entre eux, 1591 et suiv.

ATTÉRISSEMENS. V. *Alluvion*.

AUBERGISTES. Leur responsabilité à l'égard des effet des voyageurs, 1707 et suiv. — Privilège dont ils jouissent, 1858. — Prescription de leur action, 2018.

AUTORISATION MARITALE. La femme en a besoin, *a*) pour paraître en justice, 91. — Exception, 92; *b*) pour s'obliger, 93; — à moins qu'elle ne soit marchande publique, 98; — *quid* si le mari ne veut ou ne peut accorder son autorisation, 94 et suiv. — Comment elle doit être donnée, 99. — Qui peut opposer le défaut d'autorisation, 100. — La femme n'en a pas besoin pour tester, 101.

AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE. Présomption qui en résulte, 1221. — Quand elle a lieu, 1222.

AVANCEMENT D'HOIRIE. Quelles donations sont censées faites à ce titre, 871.

AVEU. Espèces, 1226. — Effet de l'aveu extrajudiciaire, 1227 et suiv. — Définition et effets de l'aveu judiciaire, 1229 et suiv.

AVOCATS. Ils sont émancipés de plein droit, 313. — Effet de leur aveu, 1230. — Ils ne peuvent acquérir des droits litigieux,

1340. — Cas où ils sont soumis à la contrainte par corps, 1817. — Prescription de leur action pour frais et honoraires, 2020. — Quand ils sont déchargés des pièces, 2025.

B.

BAIL. BAUX. Formalités pour la location des biens des mineurs, 280. — Les prix des baux sont des fruits civils, 384. — Durée des baux passés par l'usufruitier, 434 ; — et de ceux passés par le mari des biens de sa femme, 1282. — Différentes espèces de baux, 1451 et suiv. — Leur durée en général, 1453 et suiv. 1479. 1498. — Forme et moyens de preuve, 1456 et suiv. — Droit de sous-louer, 1459. — Durée de la location des biens d'un mineur, 1460. — Obligations du bailleur, 1461 et suiv. — Il ne peut changer la forme de la chose louée, 1465 — Droit des parties en cas de réparations urgentes, 1466. — Garanties des troubles apportés à la jouissance du preneur, 1467 et suiv. — Obligations du preneur en général, 1470 et suiv. — Cessation et résiliation du bail, a) par le terme, 1478 et suiv. 1498 ; — b) par la perte de la chose, 1464. 1483. — Le bail ne finit pas par la mort de l'une des parties, 1484. — *Quid* en cas d'aliénation de la chose louée, 1485 et suiv. — Expulsion du locataire qui ne garnit pas la maison de meubles, 1494. — Obligations du sous-locataire envers le propriétaire, 1495. — Quelles sont les réparations locatives, 1496. — Cas où le locataire n'en est pas tenu, 1497. — Durée du bail d'un appartement, 1498. — Cas où le bailleur voudrait occuper lui-même la maison louée, 1499. 1500. — Erreur sur la contenance du fonds loué, 1501. — Obligation d'engranger dans les lieux à ce destinés, 1502 ; — et d'avertir le propriétaire des usurpations commises sur les fonds, 1503. — Diminution du prix du bail pour perte des récoltes, 1504 et suiv. — Stipulation au sujet des cas fortuits, 1507. 1508. — Obligation du fermier sortant au sujet des fourrages, pailles, &c. 1509. V. *Louage*.

BAIL A MÉTAIRIE. Ce que c'est, 1510. — Qui supporte la perte des fruits, 1511. — Défense de sous-louer, de vendre le foin, &c.

1512. 1513. -- Résiliation, *a)* pour justes motifs, 1514; *b)* par décès du colon, 1515. 1516. -- Coutumes à suivre à défaut d'autres règles, 1517. -- Règles concernant *a)* la fourniture des animaux, des instrumens aratoires et des semences, 1518. 1519; -- *b)* les frais de culture, 1520; *c)* les plantations à faire, 1521; *d)* le support des charges publiques, 1522; *e)* le curage des fossés, et les charriages, 1523. -- Avertissement qui doit précéder la récolte, 1524. -- Partage des fruits, 1525.

BAIL A CHEPTEL. V. *Cheptel*.

BATARDS. V. *Enfans naturels*.

BEAU-PÈRE. Il doit des alimens au gendre et à la bru, et réciproquement, 83. 84.

BÉNÉFICE DE DISCUSSION. La caution en jouit, 1776. 1799. -- Exception quant à la caution légale ou judiciaire, 1798.

BÉNÉFICE DE DIVISION. Il n'est pas accordé aux débiteurs solidaires, 1085, mais bien aux cautions, 1778. 1779.

BÉNÉFICE D'INVENTAIRE. Quand on doit le demander dans les successions échues aux mineurs, 282. -- Autres cas où il doit être demandé, 821. 829. -- Quand il peut être demandé, 834. 835. -- Comment se fait cette demande, 836. -- Obligations du juge en pareil cas, 837. 838. -- Objets à vendre, 839. -- Déclaration à faire par l'héritier, 840. -- Effet de son silence, 841. -- Déchéance de ce droit, 842. -- Effet de ce bénéfice, 843 et suiv.

BIENS. Leur distinction en meubles et immeubles, 357 et suiv. -- Considérés dans leurs rapports avec ceux qui les possèdent, 375 et suiv. -- Droits qu'on peut avoir sur les biens, 379. -- A qui appartiennent ceux qui ne sont pas susceptibles d'une propriété privée, 376. -- On n'a pas égard à leur origine dans les successions, 761.

BIENS MEUBLES. V. *Meubles*.

BIENS VACANS. A qui ils appartiennent, 377.

BILLET. Formalités requises dans les billets sous seing privé, 1194.

BOIS. Quand ils sont meubles 363.

BON. Quand il est requis dans les billets sous seing privé, 1194.

BON PÈRE DE FAMILLE. Doivent les soins d'un bon père de famille, le tuteur, 261 ; - l'usufruitier, 439 ; - l'usager, &c. 468 ; - celui qui a contracté l'obligation de donner, 1020 ; - le gérant, 1253 ; le preneur du cheptel, 1554 ; - l'emprunteur, 1627 ; - le gardien dans les séquestres, 1717.

BONNE FOI. Son effet dans les mariages nuls, 124, 963. -- Quand il y a possession de bonne foi, et quel en est l'effet, 386. 387. 389. 395. -- Elle est requise dans l'exécution des conventions, 1017. -- Son effet dans la tradition des meubles, 1024 ; - dans les paiements, 1122 ; - dans la vente de la chose d'autrui, 1259.

BONNES MŒURS. On ne peut déroger aux lois qui les intéressent, 4. -- Effet des conditions qui y sont contraires, 672. 1055. -- Nullité des conventions qui sont dans ce cas, 1016. 1055. 1269.

BORDEREAUX. Forme de ceux requis pour une inscription hypothécaire, 1904 et suiv.

BORNAGE. Le voisin peut y être obligé, 487.

BOUCHERS. Foi que font leurs livres, 1197.

BOULANGERS. Foi que font leurs livres, 1197.

BRANCHES DES ARBRES. On doit couper celles qui avancent sur le fonds voisin, 518.

BRANCHES D'UNE FAMILLE. Comment elles succèdent, 763. 775.

BRU. Elle doit des alimens à son beau-père, &c. 83.

BULLETIN OFFICIEL. Insertion à y faire en cas de déclaration d'absence, 51. 53; - de vente de biens pupillaires, 276; - d'interdiction, 332; - de séparation de biens, 1307.

C.

CADUCITÉ. Cas où le legs devient caduque, *a)* par l'effet de donations entre-vifs, 608; - *b)* par le décès ou le prédécès du légataire, 676. 682; - *c)* par la révocation expresse ou tacite, 678. 679; - *d)* par la perte de la chose, 680; - *e)* par la répudiation ou l'incapacité du légataire, 683; - *f)* par la survenance d'enfants, 684. 685. — Cas où la donation en vue de mariage est sans effet, 975. 976.

CALCUL (Erreur de) V. *Erreur*.

CAPACITÉ de disposer et de recevoir par testament, 580 et suiv. — *Item* par donation entre-vifs, 940 et suiv. 980. — On ne peut s'interdire la faculté de tester, 584. — Capacité de contracter, 1005 et suiv. — Capacité requise *a)* pour payer valablement, 1120. 1123; - *b)* pour la validité des offres réelles, 1140; - *c)* pour acheter ou vendre, 1337 et suiv.; - *d)* pour transiger, 1801.

CAPACITÉ DES PERSONNES. V. *Personnes*.

CAPITAUX. Règles pour le placement des capitaux du mineur, 269. 285; - et pour la quittance à donner par le tuteur, 286. — Autorisation nécessaire à la fille majeure pour les recevoir, 347. — Le mari a droit de recevoir ceux de sa femme, 1280.

CARRIÈRES. Droit de l'usufruitier sur les carrières, 437.

CAS FORTUIT. L'immeuble donné qui a péri par cas fortuit n'est pas sujet à rapport, 881. — Le cas fortuit dispense des dommages-intérêts résultant de l'inexécution des obligations, 1031. — Il libère le débiteur de la chose qui a ainsi péri, 1172. — Effet sur

les preuves de la perte du titre par cas fortuit, 1219. -- Responsabilité de la perte par cas fortuit d'une chose indument reçue, 1258. -- Cas fortuit qui donne lieu à la résiliation du bail, 1464 ; - ou à la diminution du prix du bail, 1504 et suiv. -- Stipulation qui charge le preneur des cas fortuits, 1507 et suiv. -- Quand le preneur du cheptel en est tenu, 1555.

CAUSE. Les obligations doivent en avoir une, 1013 et suiv.

CAUTIONS ET AUTRES GARANTIES, à fournir par ceux qui demandent la possession des biens, a) du condamné à mort, 24 ; - b) d'un absent, 55. 74. -- *Quid* à défaut de caution, 68. -- Durée de l'absence qui décharge les cautions, 62. -- Caution à fournir par le père, 176 ; - par l'usufruitier, 439 et suiv. - par celui qui a un droit d'usage ou d'habitation, 467 ; - pour assurer l'exécution de la volonté du testateur ou le paiement du legs, 709. 710 ; - à fournir par le grevé de substitution, 734 ; - par l'héritier testamentaire, l'enfant naturel et l'époux, 804 ; - au religieux pour la restitution de ses biens ou la prestation des alimens, 806. 807.

CAUTION. Qualité qu'elle doit avoir, 1773. -- Comment s'estime sa solvabilité, 1774. -- *Quid* si elle devient insolvable, 1775. -- Bénéfices dont les cautions jouissent, 1776 et suiv. *Comp.* 1798. 1799. -- Nature de leur recours, a) contre le débiteur, 1782 et suiv. - b) contre les cofidėjusseurs, 1787 et suiv. - V. *Arrière caution*.

CAUTION DE LA CAUTION. V. *Arrière-caution*.

CAUTION LÉGALE OU JUDICIAIRE. Qualités qu'elle doit avoir, 1796. -- Elle peut être remplacée par une autre sûreté, 1797. -- Effet de ce cautionnement, 1798 et suiv.

CAUTIONNEMENT. Son effet en général, 1767. -- Son objet, 1768. -- Ses limites, 1769. -- Pour qui l'on peut cautionner, 1770. -- Il ne se présume pas, 1771. -- Il s'étend aux accessoires, 1772. -- Effet du cautionnement, a) entre le créancier et la caution, 1776 et suiv. - b) entre le débiteur et la caution, 1782 et suiv. - c)

entre les cofidéjusseurs , 1787 et suiv. -- Extinction du cautionnement, 1789 et suiv. -- *Comp.* 1144. 1154. 1158. 1164. 1171. -- Autorisation nécessaire à la fille majeure pour cautionner, 347. -- Interruption de la prescription contre la caution, 2007.

CESSION DE CRÉANCES. V. *Transport.*

CESSIONNAIRE. Comment on peut écarter du partage le cessionnaire de droits successifs , 868. -- Personnes qui ne peuvent être cessionnaires de droits litigieux, 1340.

CHAMBRE PUPILLAIRE. Son organisation, 183 et suiv. -- Ses fonctions en général, 187. -- Sa responsabilité 188. -- Sa juridiction, 189. -- Récusation de ses membres, 190. -- Tenue du protocole, 191. -- Inspection et surveillance , 192. 193. -- Cas où elle autorise une femme mariée, 93 et suiv. -- Elle donne son préavis en cas de détention d'un mineur , 160. -- Elle intervient dans les aliénations des biens des absens et des fils de famille, 60. 173 ; - dans l'acceptation des successions par ces derniers, 812 ; - dans l'inventaire à faire par le père, 175 ; - dans l'administration des tutelles, 182. -- Elle convoque les conseils de famille, 194. 195 ; - et les remplace au besoin , 200. -- Elle confirme la tutelle testamentaire de la mère, 203. 204. 208. 209. -- Cas où elle défère la tutelle, 211 et suiv. -- Elle destitue les tuteurs, 252, -- Elle intervient dans l'éducation et la correction des mineurs, 258. 259 ; - dans la vente des meubles , 264 ; - dans la conservation et le placement des argents du mineur, 268 et suiv. - dans la nomination d'administrateurs particuliers , 272 et suiv. - dans les emprunts , aliénations et autres actes importants de la tutelle, 274 et suiv. -- Elle reçoit les comptes des tuteurs , &c. 293 et suiv. -- Elle peut émanciper , 304. 309. -- Elle prononce les interdictions, 317. 319 et suiv. -- Elle nomme le conseil judiciaire des filles, 345 ; - et les autorise à cautionner, 347. -- Elle autorise l'action en partage à l'égard des fils de famille, &c. 851 et suiv. -- Elle intervient dans l'acceptation des donations par les femmes , les filles et les mineurs, 924 et suiv. - et dans les donations à faire par des incapables et des femmes, 940. 941. -- Elle

autorise la demande en séparation de biens, 1306 ; - la cessation de la séparation, 1310 ; - l'acceptation du remploi, 1316 ; la transaction sur alimens, 1815 ; - la modification du privilège des femmes, des mineurs, &c. 1865 et suiv.

CHANGEMENT. Comment s'opère celui du domicile, 35 et suiv. 44. -- Effet du changement apporté à la chose léguée, 679. -- Comment se font les changemens au contrat de mariage, 1275.

CHANGEMENT DE LIT. A qui appartient en ce cas le lit abandonné, 407.

CHARPENTIERS. Leur droit quant aux ouvrages qu'ils font à prix fait, 1546. 1547.

CHASSE. Elle est réglée par des lois particulières, 565. -- Peut-on chasser sur le fonds d'autrui, *ibid.*

CHEMINÉE. Règle à suivre dans leur construction, 512.

CHEMINS. Lesquels sont une dépendance du domaine public, 376. -- Obligation de laisser le chemin de halage, 398.

CHEPTEL. Définition, 1548. -- Espèces, 1549. -- Objet 1550.

CHEPTEL SIMPLE. Sa définition, 1552. -- Objet de l'estimation donnée au cheptel, 1553. -- Obligation du preneur, 1554. -- Qui supporte la perte du cheptel, 1555 et suiv. -- Droits du preneur, 1559. -- Stipulations prohibées à l'égard du cheptel, 1560. -- Qui peut en disposer, 1561. Effet du cheptel donné au fermier d'autrui, 1562. -- Tonte des animaux, 1563. -- Durée du Cheptel, 1564. -- Cas de résolution, 1565. -- Mode du partage, 1566.

CHEPTEL A MOITIÉ. Définition, 1567. -- Principes qui le régissent, 1568 et suiv.

CHEPTEL DONNÉ AU FERMIER. Définition, 1570. -- Effet de l'estimation donnée au cheptel, 1571. -- Droits et obligations du fermier, quant aux profits, 1573 ; - à la perte, 1574 - , à la restitution du cheptel, 1575.

CHEPTEL DONNÉ AU COLON PARTIAIRE. Stipulations permises, 1576. — Fin, 1577. — Règles, 1578.

CHEPTEL IMPROPRE. Ses règles, 1579 et suiv.

CHIRURGIENS. Prescription de l'action pour leurs opérations, 2020

CHOIX. A qui il appartient dans le legs d'un genre, 691 et suiv.

CHOSSES. Il y en a dont l'usage est commun à tous, 573. — Lesquelles peuvent faire l'objet des contrats, 1008 et suiv. — Comment leur propriété se transmet, 1021. V. *Biens*.

CHOSE JUGÉE. V. *Autorité de la chose jugée*.

CHOSSES PERDUES OU VOLÉES. V. *Perte. Vol*.

CITATION. Elle interrompt la prescription, 2002.

CLAUDE PÉNALE. Effet de celle qui est ajoutée aux fiançailles, 78. — Définition, 1108. — Effets de l'obligation sous clause pénale, 1035. 1109 et suiv.

CLÔTURE. Droit qu'à le propriétaire de clore son fonds, 488.

CODE CIVIL. Epoque de sa mise en vigueur, *Loi transit. 1*.

COLLATÉRAUX. Ordre dans lequel ils succèdent, 779 et suiv. — Succèdent-ils à l'enfant naturel, 787.

COLON PARTIAIRE. Droit de celui qui existe au commencement ou à la cessation de l'usufruit, 421. — Ce que c'est, 1510. — Règles qui le concernent. V. *Bail, à métairie. Cheptel*.

COMMENCEMENT DE PREUVE PAR ÉCRIT. Actes d'où il résulte, 127. 1189. 1218.

COMMERCE. Règles concernant ¹a) la femme marchande publique, 98 ; - b) le mineur commerçant, 311. 312. 1117.

COMMODAT. Règles qui le concernent, 1622 et suiv. V. *Prêt*.

COMMUNAUTÉ D'ACQUÊTS. Il ne peut pas y en avoir d'autre entre époux, 1287. -- Quand elle commence, 1289. -- Ce qu'elle comprend, 1290 et suiv. -- Son administration 1294. -- Liquidation, 1295 et suiv. -- Dissolution, 1302. - V. *Acquêts*.

COMMUNES. Elles sont des personnes morales, 8. -- Biens qui leur appartiennent, 377. 401. 405. -- On ne peut changer le cours d'une source qui fournit l'eau à une commune, 482. -- Elles peuvent réclamer un passage à l'eau, 532.

COMPENSATION. Est un mode d'extinction des obligations, 1116. -- Quand et comment elle s'opère, 1159 et suiv.

COMPROMIS. Autorisation nécessaire pour compromettre au nom d'un mineur, 283. -- Le pouvoir de transiger ne renferme pas celui de compromettre, 1745.

COMPTE. Il est dû par l'administrateur des biens d'un absent, 47. 59. 69 ; - par le père administrateur des biens de ses enfans, 172. 177 ; - par le tuteur, 291 et suiv. - par le curateur, 355.

COMPTES DE LA TUTELLE. Quand on doit les rendre, 291. -- On ne peut en être dispensé, 292. -- A qui ils sont rendus, 293. -- *Quid* si le tuteur fait défaut, 294. -- Comment les dépenses doivent être justifiées, 295 et suiv. - Paiement du solde du compte, 298. -- Indemnité due au tuteur, 299. -- Prescription de l'action de tutelle, 300. -- Effet des conventions passées entre le tuteur et le mineur, 301. -- Rectification de l'inventaire, 302.

COMPUTATION. Comment se fait celle des degrés de parenté, 764 et suiv.

CONDAMNATION. Ses effets sur les droits civils, 18 et suiv. -- Quelle est celle qui exclut de la tutelle, 250 ; - qui donne lieu à la nomination d'un curateur, 352 ; - qui prive de la faculté de donner et de recevoir, 581. 590. 940. 944.

CONDITION. Effet du legs sous condition *a)* impossible, 672 ; *b)* de ne pas se marier, 673 ; - *c)* captatoire, 675 ; - *d)* suspensive, 676. 677. 709. 710. - Effet de l'inexécution de la condition apposée à une donation, 952 et suiv. -- Nature de l'obligation conditionnelle, 1051. -- Différentes espèces de conditions, 1052 et suiv. -- Effet des conditions ajoutées aux conventions, 1055 et suiv. -- Comment la condition doit être accomplie, 1058. -- Condition suspensive. Ses effets, 1064 et suiv. -- Condition résolutoire, 1066 et suiv.

CONDITION DES PERSONNES. V. *Personnes*.

CONFIRMATION. Effet des actes confirmatifs, 1210 et suiv.

CONFUSION. Elle est un mode d'extinction des obligations, 1116. -- Quand elle a lieu, 1170 et suiv. -- Ses effets en cas de solidarité, 1091.

CONGÉ. Le congé donné empêche la tacite reconduction, 1481. -- Il est nécessaire pour la résiliation du bail en cas de décès du colon partiaire, 1516.

CONJOINT. Droits du conjoint survivant, 793 et suiv. *Comp. Loi transit. 12.* -- Formalités qu'il a à remplir en cas de succession au conjoint prédécédé, 802 et suiv.

CONSEIL D'ÉTAT. Il a la surveillance des chambres pupillaires, 193.

CONSEILS DE FAMILLE. Ils interviennent dans les actes importants de la tutelle et de la curatelle, 182. 212. 259. 293 304. 320. 336. 339. -- Composition et convocation de ces conseils, 194 et suiv.

CONSEIL JUDICIAIRE. Quand et comment on peut en donner un au majeur, 325. 343. -- Capacité de celui qui y est soumis, 325. 940. -- On en donne un aux filles et veuves majeures, 344 ; - à la mère tutrice, *ibid.* - à la femme de l'absent, 48 ; - ou séparée de biens, 96. 1308. -- Comment il est nommé, 325. 345. -- Dans quels actes il intervient, 325. 347. 810. 943. -- *Quid.* si le conseil judi-

ciaire refuse son consentement, 348. — Durée des fonctions du conseil judiciaire, 350. — Incapacité, exclusion, &c. du conseil judiciaire, 351.

CONSEIL DE TUTELLE. Il peut en être donné un à la mère tutrice, 204.

CONSENTEMENT. Circonstances qui le vicient, 991 et suiv.

CONSERVATION. Obligation de conserver la chose due, 1019. 1020. 1127.. — Obligation de rembourser les frais faits pour la conservation d'une chose, 888. 1260. 1636. 1702. 1839 -- Privilège dont jouissent les frais de conservation d'un meuble, 1858.

CONSERVATOIRES (actes). V. *Actes conservatoires.*

CONSIGNATION. V. *Offres et consignation.*

CONSOLIDATION. Elle est un mode d'extinction de l'usufruit, 457.

CONSTRUCTIONS. Celles qu'a droit de faire le propriétaire du sol, 391. -- Celles existantes sur un fonds sont présumées faites par le propriétaire, 393. -- Droit résultant des constructions faites sur son fonds avec les matériaux d'autrui et réciproquement, 394 et suiv. -- Distances et autres règles à observer dans les constructions. 510 et suiv. -- *Quid*, s'il y a droit de vue, 522. -- Les constructions sur le fonds légué, font partie du legs, 705. -- Droit résultant de celles faites par le mari sur un fonds de sa femme, 1285.

CONTENANCE. Droit des parties en cas de contenance plus ou moins grande du fonds vendu, 1361 et suiv ; — ou loué, 1501.

CONTRAINTE PAR CORPS. Quand elle est admise, 1816 et suiv. — Sa durée, 1822. — Valeur pour laquelle elle peut être prononcée, 1823. — Cas où elle n'est pas admise, 1824 et suiv. -- Son effet, 1826 et suiv.

CONTRAT. Sa définition, 984. -- Espèces, 985 et suiv. -- Ca-

pacité de contracter, 1005 et suiv. -- Objet et matière des contrats, 1008 et suiv. -- Leur cause, 1013 et suiv.

CONTRAT ALÉATOIRE. Définition et espèces, 1719. — Jeu et pari, 1720 et suiv. — Règles concernant le contrat de rente viagère, 1723 et suiv.

CONTRAT DE MARIAGE. Conventions dont il est susceptible, 1269 et suiv. — Il doit être fait avant le mariage, 1273. — Peut-il être changé, 1274 et suiv. — Autorisation du mineur pour passer ce contrat, 1276.

CONTRE-LETTRES. Leur effet, 1190. 1275.

CONTRIBUTIONS. Qui les paye en cas d'antichrèse, 1845.

CONVENTIONS. Conditions essentielles pour leur validité, 990. — Causes de nullité des conventions, 991 et suiv. — Toute convention doit avoir une cause, 1013 et suiv. — Interprétation des conventions, 1039 et suiv. — Leur effet à l'égard des tiers, 1048 et suiv. — *Comp.* 1807.

COPIES. Quelle foi elles font, 1203 et suiv.

CORPORATIONS RELIGIEUSES. Ne peuvent acquérir par testament ou donation, 595. 944.

CORPS MORAUX. Ils sont soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers, 1985.

CORRECTION. Moyens de correction donnés *a)* au père envers ses enfants, 160 et suiv. — *b)* au tuteur envers le mineur, 259.

COTUTEUR. Le second mari de la mère tutrice est son cotuteur, 209.

COUCHES (Frais de). Indemnité due à la mère de l'enfant naturel, 151.

COUTUMES. Cas où elles sont observées, 1517. — Elles ne peuvent régler le contrat de mariage, 1272. — Leur abrogation, 2033.

CRAINTE. Son effet sur les conventions, 993 et suiv.

CRÉANCE. Effet d'un legs de créance, 686. — Droit de la femme au sujet de ses créances, 1314. V. *Transport. Privilège. Créanciers.*

CRÉANCE A RENTE PERPÉTUELLE. Ce que c'est, 1660. — Elle doit être garantie par une hypothèque, 1661. — A quel taux elle peut être stipulée, 1661. — Comment s'opère le rachat de cette rente, 1664. — Cas de rachat obligatoire, 1666 et suiv.

CRÉANCIERS. Ils peuvent faire annuler la renonciation à l'usufruit, 463. — Effet du legs fait au créancier du testateur, 689. — L'abandon anticipé de la substitution ne peut leur préjudicier, 735. — Droit qu'ils ont d'accepter une succession du chef de leur débiteur, 829, — et d'intervenir dans le partage, 870. — Il n'est pas dû de rapport aux créanciers d'une succession, 883. — Ils ne peuvent pas demander la réduction des donations, 947. — Ils peuvent exercer les droits de leur débiteur, 1049, — et attaquer les actes faits en fraude de leurs droits, 1050. — Les créanciers de la femme ne peuvent demander la séparation de biens, 1305. — Ceux du mari peuvent s'y opposer, 1309. — Ordre entre les créanciers, 1971 et suiv. *Comp. Loi transit. 20.*

CROÏT. Celui des animaux est un fruit naturel, 384. — A qui il appartient dans le cheptel, 1559. 1568. 1579.

CURATEUR. Le condamné à mort en a besoin pour procéder en justice, 19. — Quand on en donne aux biens de l'absent, et règles qui le concernent, 46. 47. 69 et suiv. — Quand on en donne au fils de famille, 174. — On en donne un au mineur émancipé, 305, — à la succession vacante, 847. — Différens cas où il y a lieu d'en nommer un, 352. — Comment il est nommé, 354. *Comp. 734. 847.* — Cas où il y a des curateurs de droit, 306. 335. — Règles des tu-

telles applicables aux curatelles, 355. — Quand finit la curatelle, 338. 356. — Privilège auquel leurs biens sont soumis, 1857.

CURES. Leur capacité de recevoir par testament ou donation, 595. 944.

D.

DATE. Comment les actes sous seing privé acquièrent date certaine, 1196. — Préférence entre les créanciers résultant de la certitude de la date, 1973 et suiv. — *Comp. Loi transit.* 20.

DÉCÈS. Comment il est constaté, 27 et suiv.

DÉCLARATION D'ABSENCE. V. *Absens*.

DÉFAUTS. Garantie des défauts de la chose vendue, 1385 et suiv., — de ceux de la chose louée, 1463, — et de ceux de la chose prêtée, 1937.

DÉGRADATIONS ET DÉTÉRIORATIONS. Responsabilité à cet égard, — *a*) de l'usufruitier, 453. 459, — *b*) du donataire soumis au rapport, 889 et suiv. — *c*) du mari 1281, — *d*) de l'acquéreur évincé, 1376, — *e*) du preneur, 1474. 1475, — *f*) du dépositaire, 1689, — *g*) du créancier avec gage, 1839, — *h*) du tiers détenteur de l'immeuble hypothéqué, 1933.

DEGRÉS DE PARENTÉ. Comment ils se forment, 765. — Comment ils se comptent, 767 et suiv. — Jusqu'à quel degré on succède, 782.

DÉLAI. Quel est celui accordé au tuteur pour proposer ses excuses, 242. — Délai pour accepter une succession bénéficiaire, 840.

DÉLITS. Responsabilité quant aux dommages qu'ils causent, 1261 et suiv.

DÉLIVRANCE. Par qui doit se faire celle des legs, 699. — Qui supporte les frais de cette délivrance, 703. — Personnes qui doivent demander la délivrance de la succession qui leur est dévolue, 801. 802.. — Règles sur la délivrance de la chose vendue, 1347 et suiv.

DÉNEURE. Comment elle est encourue, 1022. *Comp. Loi trans. 15.*

DÉNONCIATION. Obligation qu'a l'usufruitier de dénoncer les usurpations, 453. — Indignité résultant du défaut de dénonciation d'un meurtre, 590.

DÉNONCIATION DE NOUVEL ŒUVRE. V. *Nouvel œuvre.*

DÉPENSES. V. *Impenses.*

DÉPÔT. La possession provisoire des biens d'un absent est un dépôt, 57. — La compensation ne peut être opposée à la demande en restitution d'un dépôt, 1163. — Définition du dépôt, 1671. — Espèces, 1672. 1676. — Nature et essence du dépôt, 1673 et suiv. — Principes qui régissent le dépôt volontaire, 1677 et suiv. — Règles concernant le dépôt nécessaire, 1704 et suiv. — La contrainte par corps a lieu pour dépôt nécessaire, 1817. — V. *Séquestre.*

DÉROGATION. Peut-on déroger aux lois, 4.

DÉSAVEU. Dans quels cas le mari peut ou non désavouer un enfant, 112 et suiv. — Comment et dans quel terme, 116 et suiv. — Cas dans lesquels il ne peut désavouer l'enfant né avant le 180^{me} jour du mariage, 114.

DESTINATION DU PÈRE DE FAMILLE. Ce que c'est et quelles servitudes peuvent ainsi s'établir, 542 et suiv.

DESTITUTION. Quels sont ceux qui peuvent être destitués de la tutelle, 249. 250. — Marche à suivre en cas de destitution, 252 et suiv. — Destitution du conseil judiciaire et du curateur, 351. 355.

DÉTENTION. Elle est un moyen de correction, - a) du fils de famille, 160 et suiv. - b) du mineur, 259.

DÉTÉRIORATION. V. *Dégradation*.

DETTES. Comment les héritiers sont tenus du paiement de celles de la succession, 896 et suiv. — Comment ils en sont tenus en cas de séparation des patrimoines, 904. — Le légataire particulier n'en est pas tenu, 907. — Par qui se payent celles contractées durant le mariage, 1295 et suiv.

DEVIS. Règles concernant les devis et marchés, 1535 et suiv.

DÉVOLUTION. Cas où il y a dévolution d'une ligne à l'autre dans les successions, 762.

DIGUES. Qui entretient celles du fonds sujet à usufruit, 446. — On ne peut en élever pour empêcher l'écoulement des eaux du fonds supérieur, 478.

DISCUSSION. (Bénéfice de) V. ce mot.

DISPENSES. Causes qui dispensent de la tutelle, 232 et suiv.

DISPOSITIONS TESTAMENTAIRES. Elles peuvent se faire à titre universel ou à titre particulier, 577. 578. V. *Legs. Institution d'héritier. Testament*.

DISTANCE. Quelle est celle à observer dans les plantations et constructions V. *Arbres. Constructions*.

DIVERTISSEMENT. Effet de celui commis par un héritier, 833, - par un époux d'un objet de la communauté, 1299.

DIVISIBILITÉ. Effets de l'obligation divisible, 1102 et suiv. 1115.

DIVISION (Bénéfice de) V. ce mot.

DOCTEURS (Les) en droit, en médecine ou chirurgie sont émancipés de plein droit, 313.

DOL. Il autorise à attaquer l'acceptation d'une succession, 823, - à demander la rescision d'un partage, 912. — Il est une cause de nullité des conventions, 991. 998. — Prescription de l'action en rescision pour dol, 1174. — Le dol est une cause de rescision de la transaction, 1809.

DOMESTIQUES. Quel est leur domicile, 40. — Durée de leur service, 1527. — Prescription de leurs salaires, 2019.

DOMICILE. Quel est le domicile civil, 34. — Comment s'opère le changement de domicile, 35-37. — Changement de domicile par le mineur, 44. — Quel est le domicile, *a)* de la femme mariée, 38, - *b)* du mineur et de l'interdit, 39, - *c)* des domestiques, 40, - *d)* du fonctionnaire public ou révocable, 41, - *e)* de l'absent, 45. — Domicile par lequel on détermine le lieu de l'ouverture de la succession, 42. — Election de domicile pour l'exécution d'un acte, 43, - pour une inscription hypothécaire, 1906, 1911.

DOMMAGE. Quand et par qui il doit être réparé, 1261 et suiv. — Réparation du dommage causé, *a)* par les fils de famille, domestiques, &c. 1263, - *b)* par les animaux, 1264, - *c)* par la ruine d'un bâtiment, 1265. — Mesures contre un dommage futur, 1266 et suiv.

DOMMAGES-INTÉRÊTS. Quels sont ceux que l'on peut réclamer pour inexécution de fiançailles, 78. — Quand ils sont dûs par le tuteur, 256. 261. — A payer par celui qui construit sur le fons d'autrui, 395. — L'inexécution d'une obligation de ne pas faire, se résout en dommages-intérêts, 1025 et suiv. — Quand ces dommages-intérêts sont-ils dûs, 1029 et suiv. — En quoi ils consistent, 1032 et suiv. — La stipulation d'une peine en tient lieu, 1035. 1111. 1803. — Dommages-intérêts dûs par le débiteur en cas de perte de la chose due, 1065, 1087, - ou pour inexécution d'un engagement, 1067. - Ceux dûs par le vendeur pour défaut de délivrance, 1355, - ou en cas d'éviction de la chose vendue, 1374. — *Idem* en cas d'éviction de la chose échangée, 1446. — Dommages-intérêts dûs par

les associés, 1594, - par le mandataire, 1747. — Cas où la caution peut en exiger, 1782. — La contrainte par corps illégalement prononcée ou stipulée peut y donner lieu, 1820.

DON. Ce que comprend le don d'une maison meublée, 373, ou d'une maison avec tout ce qui s'y trouve, 374.

DONATION. Limitation de la faculté de donner en cas de secondes noces, 105. - Elle est un mode d'acquérir la propriété, 562. — Cas où celle faite à l'héritier doit être imputée sur la réserve, 895. — Notion de la donation entre-vifs, 919. 920. Elle se fait par acte public, 921. — Exception, *ibid.* et 1728. — Nécessité, époque et forme de l'acceptation, 923 et suiv. — La donation en vue de mariage ne peut être attaquée pour défaut d'acceptation, 930. — Nécessité de la transcription de l'acceptation par acte séparé, 931. Peut-on donner les biens à venir, 932. 969 et suiv. — Conditions qui rendent la donation nulle, 933. — Effet de la réserve de pouvoir disposer d'un objet compris dans la donation, 934. — Stipulation du droit de retour, 935. 936. — Substitution par donation, 937. — Réserve d'usufruit sur les biens donnés, 938 et suiv. — Qui peut donner et recevoir par donation entre-vifs, 940 et suiv. 981. — Principes sur la réduction des donations, 946 et suiv. — Cas de révocabilité des donations, 952 et suiv. — Règles sur les donations en vue de mariage, 105. 930. 940. 941. 943. 969 et suiv. — Des donations entre époux durant le mariage, 980. — Cas où la donation peut être stipulée par un tiers au profit d'un autre, 1003. — Les vices d'une donation ne peuvent être réparés par un acte confirmatif, 1211. — Exception à cette règle, 1212.

DROIT D'ACCESSION. V. *Accession.*

DROIT D'ACCROISSEMENT. V. *Accroissement.*

DROITS CIVILS. Règles concernant la jouissance de ces droits, 6 et suiv. - par un citoyen valaisan, 6, - par un étranger, 7, - par les personnes morales, 8, - par un enfant à naître, 9, — Pertes de ces droits, 15 suiv. - par la naturalisation en pays étranger, 15. 17, - en vertu de condamnations, 18 et suiv.

DROITS LITIGIEUX. Les avocats et les procureurs ne peuvent les acquérir, 1340. — Moyen de se libérer envers le cessionnaire d'un droit litigieux, 1440. *Comp.* 1442. — Dans quel cas une chose est censée litigieuse, 1441.

DROITS SUCCESSIFS. Leur aliénation emporte acceptation de la succession, 817. — On ne peut traiter sur la succession d'un homme vivant, ni y renoncer, 832. 1012. — Principes sur la vente d'une hérédité, 1437 et suiv.

DROIT D'USAGE. V. *Usage.*

E.

EAU. Les fonds inférieurs doivent recevoir celle qui découle des fonds supérieurs, 478. — A qui appartient celle qui jaillit dans un fonds, 480. — Principes sur l'usage des eaux courantes, pluviales, abandonnées, &c. 483 et suiv. — Manière d'établir les toits pour l'écoulement des eaux pluviales, 523. — Quand on peut réclamer un passage à l'eau, 531 et suiv.

ÉBOULEMENT. Droits et obligations du propriétaire des matières ébouleées, 404. V. *Excavations. Fouilles.*

ECHALAS. L'usufruitier peut en prendre pour les vignes, 431.

ÉCHANGE. Nature des immeubles échangés contre ceux d'une femme, 1317. — Définition de l'échange et règles qui le régissent, 1443 et suiv.

ECHANTILLONS DES TAILLES. V. *Tailles.*

ÉDIFICES. Responsabilité des entrepreneurs quant aux édifices qu'ils construisent, 1540, — et aux personnes qu'ils emploient, 1545 — L'architecte ne peut demander d'augmentation de prix pour une construction à forfait. 1541.

EDUCATION. Les parens la doivent à leurs enfans , 80. — A qui est confiée celle des enfans en cas de séparation de corps, 108. 109. — Le tuteur peut-il l'enlever au père, ou à la mère, 258. — Les frais d'éducation ne sont pas sujets à rapport, 880. — La femme séparée de biens doit contribuer à l'éducation des enfans, 1308.

EFFETS MOBILIERS. Signification de cette expression, 371.

EGOUTS. Comment doivent s'établir ceux des toits, 523.

ELECTION DE DOMICILE. V. *Domicile*.

EMANCIPATION. Quand et par qui elle peut être accordée, 303. 304. 309. — Effets de l'émancipation , 305 et suiv. — Personnes émancipées de plein droit, 313. — L'émancipation libère de la puissance paternelle, 157. 166. — Emancipation par le mariage antérieur au 1er janvier 1855. *Loi transit.* 6.

EMBELLISSEMENTS. Ceux faits sur un fonds légué font partie du legs, 705.

EMPLOI. V. *Remploi*.

ENCHÈRE. Elle est prescrite pour la vente des meubles et immeubles du mineur , 264. 275. — Exception, 279. — *Item* pour la location des biens pupillaires, 280. — *Item* pour la vente des biens des absens, 60. — *Item* pour la vente de certains objets, en cas de bénéfice d'inventaire, 839. V. *Licitation*.

ENFANT. Celui d'un valaisan né en pays étranger, est valaisan, 12. — A qui les enfans sont confiés en cas de séparation de corps, 108. — Droits des enfans dans le même cas, 110. — Rapports des enfans envers leurs parens, a) quant aux alimens, 80 et suiv. - b) quant à la filiation, 112 et suiv. - c) quant à la puissance paternelle, 156 et suiv. V. *Alimens. Désaveu. Etablissement. Filiation. Légimité. Naissance. Paternité. Puissance paternelle. Survenance d'enfant.*

ENFANS ADULTÉRINS, INCESTUEUX, SACRILÈGES. Ne peuvent être légitimés, 134. — Ne peuvent recevoir que des alimens, 587. 788 et suiv.

ENFANT A NAITRE. Quand il jouit des droits civils, 9. — Quand il y a lieu de lui donner un curateur, 352. — Peut-il recevoir par testament ou par donation entre-vifs, 585. 944.

ENFANT EXPOSÉ. Celui trouvé sur le territoire du Canton est valaisan, 13.

ENFANS NATURELS. Quand et comment ils peuvent être légitimés, 133 et suiv.. — Comment peut s'établir leur paternité, 138 et suiv. — *Comp. Loi transit. 4.* — Quelle est leur condition, 149 et suiv. — Qui doit pourvoir à leur entretien, 150 et suiv. — A quelle commune ils appartiennent, 151. 153 et suiv. — Peuvent-ils recevoir par testament, 587 et suiv. — Quelle est leur réserve, 601. — Leurs droits sur les successions de leurs père et mère, 783 et suiv. — Droits des collatéraux sur leur succession et réciproquement, 787. 792. — Ils doivent demander la délivrance de la succession, 801. 802. — Garanties qu'ils doivent fournir en cas de succession, 804.

ENFANT NON CONÇU. Peut-il recevoir par testament ou par donation, 585. 586. 944. — Peut-il être substitué, 732.

ENFANT NON-NÉ. La prescription des biens substitués ne court pas contre lui, 2012.

ENGAGEMENTS. Peut-on s'engager pour autrui, 1001 et suiv. — Engagemens qui se forment sans convention, 1249 et suiv. — Les engagemens doivent être remplis sur tous les biens du débiteur, 1850.

ENGRAIS. Obligation du fermier sortant de les laisser, 1509.

ENLÈVEMENT. Effet de celui qui a lieu par la force des eaux,

403. — A la charge de qui sont les frais d'enlèvement de la chose vendue, 1352.

ENQUÊTE. Comment se fait celle qui a lieu pour constater l'absence, 50 et suiv.

ENTREPRENEURS. Obligations des entrepreneurs de voitures publiques, 1533. — Règles concernant les entrepreneurs de bâtimens ou autres ouvrages, 1535 et suiv. — Hypothèque dont il jouissent, 1885.

ENTRETIEN. Celui des enfans est une charge attachée à la jouissance de leurs biens, 167. — Les frais d'entretien ne sont pas sujets à rapport, 880. — Responsabilité du dommage causé par défaut d'entretien des bâtimens, 1265. — Qui supporte les réparations d'entretien en cas d'usufruit, 445. — Conséquence du défaut d'entretien, 459. — *Quid* en cas d'antichrèse, 1845. — Sur les réparations à faire aux biens des fils de famille et des femmes. V. art. 167 et 1284.

ENVOI EN POSSESSION. De l'envoi en possession provisoire des biens de l'absent, 54 et suiv. — De l'envoi en possession définitif, 62.

ÉPOUX. Droits de l'époux du condamné à mort, 19. 25. — Droits de l'époux présent en cas de déclaration d'absence de l'autre époux, 56. — Obligations des époux envers leurs enfans, 80 et suiv. — Droits et devoirs respectifs des époux, 88 et suiv. — Droits de l'époux survivant sur les biens de l'époux prédécédé, 793 et suiv. — *Comp. art. 102. 106. 107.* — Règles sur les donations entre époux avant ou pendant le mariage, 977 et suiv. — Droits auxquels ils ne peuvent déroger, 1270 et suiv. — Rapports réciproques des époux quant à leurs biens, 1278 et st suiv. — *Comp. Loi transit 12.* — La vente peut-elle avoir lieu entre époux, 1338. — La prescription ne court pas entre époux, 2010.

ERREUR. Elle vicie le consentement, 991 et suiv. — Quand

elle donne lieu à la révocation de l'aveu, 1229, - à la répétition de ce qui a été payé, 1256. — L'erreur de droit ne vicie pas la transaction, 1808, - mais bien l'erreur sur la personne, 1809. — L'erreur de calcul doit être réparée, 1814.

ESCALIER. Qui l'entretient dans une maison appartenant à divers propriétaires, 503.

ETABLE. Peut-on en construire un contre un mur mitoyen ou non, 513.

ETABLISSEMENT. L'enfant n'a pas d'action contre ses père et mère pour un établissement, 81. — Les frais d'établissement sont sujets à rapport, 878.

ETABLISSEMENTS D'UTILITÉ PUBLIQUE. Peuvent-ils recevoir par testament ou donation, 595, 944.

ETAGES D'UNE MAISON. V. *Maison*.

ETANG. L'alluvion n'a pas lieu à leur égard, 402.

ETAT. Il jouit des droits civils, 8. — Biens qui lui appartiennent, 376. 378. 400. — Cas où une succession lui est dévolue, 798.

ETAT CIVIL. Comment il est constaté, 27 et suiv. — Imprescriptibilité de l'action en réclamation d'état, 30. — Quand cette action peut être intentée ou suivie par les héritiers de l'enfant, 131. 132.

ETRANGERS. Ils jouissent des droits civils à titre de réciprocité, 7. — Leurs droits quant à la faculté de tester et de recevoir par testament, 582. 583. 585. 586. — Peuvent-ils succéder ab intestat, 769.

EVICION. Garantie à laquelle elle donne lieu entre cohéritiers, 909. — Obligations du vendeur en cas d'éviction de la chose vendue, 1370 et suiv. — Cas où cesse la garantie de la part du ven-

deur, 1384. — Garantie due par l'associé, du corps certain qu'il apporté à la société, 1593.

EXCAVATIONS. On ne peut en faire au préjudice du voisin, 392,

EXCEPTIONS. Quelles sont celles que peut opposer le débiteur solidaire, 1090. — Circonstances qui emportent renonciation aux exceptions, 1210. — Celles que la caution peut opposer au créancier, 1791.

EXCLUSION. Causes qui excluent de la tutelle, 19. 249. 250. — Applicables au conseil judiciaire, 351.

EXCUSES. Quelles sont celles qui dispensent de la tutelle, 232 et suiv. — Manière de les proposer, 241 et suiv.

EXÉCUTEUR TESTAMENTAIRE. Nomination, pouvoirs et obligations des exécuteurs testamentaires, 741 et suiv.

EXHAUSSEMENT. Obligations de celui qui veut faire exhausser le mur mitoyen, 498.

EXHÉRÉDATION. Notion, 611. — Causes d'exhérédation, - *a*) des descendants, 612, - *b*) des ascendants, 613, - *c*) des collatéraux, 614. — Exhérédation officieuse, 615. — Qui doit prouver la cause d'exhérédation, 616. -- Effet de l'exhérédation par rapport aux enfans de l'exhéréhé, 617. - *Quid* à défaut de mention ou de preuve de la cause, 618. -- Alimens dus à l'exhéréhé par celui qui profite de sa part, 619.

EXIGIBILITÉ. V. *Remboursement*.

EXISTENCE. Par qui doit être prouvée l'existence d'une personne, 10. 73. — Effets de la preuve de l'existence d'un absent déclaré, 64 et suiv.

EXTRAIT DES REGISTRES. V. *Registres*.

F.

FAUX. Actions auxquelles donne lieu le faux commis dans les actes de l'état civil, 31. -- Suspension de l'exécution de l'acte argué de faux, 1188.

FEMME. Elle suit la condition de son mari, 14, - et son domicile, 38. -- Ses obligations envers son mari, 88 et suiv. -- Cas dans lesquels elle a besoin de l'autorisation de son mari, 91 et suiv. -- *Quid* si le mari refuse son autorisation, s'il est intéressé ou empêché, 94 et suiv. -- Condition de la femme marchande publique, 98. -- Nullité de l'autorisation générale, 99. -- Qui peut opposer le défaut d'autorisation, 100. -- Elle n'a pas besoin d'autorisation pour tester, 101. -- Elle peut être interdite, 349. -- Autorisation dont elle a besoin pour accepter une succession, 810. -- *Item* pour accepter une donation, 924 et suiv. -- Formes à suivre dans les partages où des femmes sont intéressées, 867. -- Autorisation dont elle a besoin pour donner entre-vifs, 941. -- Elle peut se réserver une partie de ses revenus, 1278. -- Présomption au sujet des dettes qu'elle contracte durant le mariage, 1296. -- Ses droits sur les acquisitions faites en son nom durant le mariage, 1297. 1316. 1317, et au sujet des aliénations faites sous l'autorisation de son mari, 1315. -- Quand elle peut demander la séparation de biens, 1303 et suiv. -- Manière dont elle exerce la reprise de ses apports, 1312 et suiv. -- Elle ne peut être contrainte par corps, 1824. -- Privilège dont elle jouit sur les biens de son mari, 1857. 1865 et suiv. - V. *Autorisation maritale. Mari.*

FENÊTRES. On ne peut en établir dans le mur mitoyen, 520, - mais bien dans son mur joignant le fonds d'autrui, 521. -- Quand elles sont un signe apparent de servitude, 538.

FERMAGES. Ce sont des fruits civils, 384. -- Ils s'acquièrent jour par jour, 422. -- Intérêts qu'ils produisent, 1038. -- Privilège dont ils jouissent, 1858. -- Leur prescription, 2023.

FERME. Règles sur les baux à ferme, 1501 et suiv.

FERMIER. Cas où il est contraignable par corps, 1818. — Il ne peut prescrire, 1994.

FIANÇAILLES. Leurs effets civils, 77. 78.

FILIATION. Règles sur la filiation des enfans légitimes, 112 et suiv. — Comment elle se prouve, 120 et suiv. — Sur la filiation des enfans naturels. V. *Enfans naturels*.

FILLE MAJEURE. Elle est pourvue d'un conseil judiciaire, 344. — Sa capacité personnelle, 347. — *Comp.* 145. — Autorisation dont elle a besoin pour accepter une succession, 810. — *Item* pour donner entre-vifs, 943. V. *Conseil judiciaire*.

FILS DE FAMILLE. Ses devoirs envers ses parens, 156 et suiv. — Droits des père et mère sur les biens de leurs enfans, 166 et suiv. — Libération de la puissance paternelle, 157. 178. 179. 303 et suiv. — Sa capacité dans des cas spéciaux, 180. — Autorisation dont il a besoin pour accepter une succession, 812, — ou une donation, 928. — *Item* pour donner entre-vifs, 940. — Privilège dont ils jouissent, 1857. V. *Puissance paternelle*.

FLEUVE. V. *Rhône*.

FOI. Quelle est celle due aux titres et copies de titres, 1186 et suiv. — à l'aveu judiciaire ou extrajudiciaire, 1227 et suiv.

FONCTIONNAIRE. Quel est son domicile, 41. — Fonctions publiques qui dispensent de la tutelle, 232. 234.

FONDÉ DE POUVOIR. Il peut représenter un membre du conseil de famille, 197, — recevoir des paiemens et des offres, 1121. 1140.

FONGIBLES. Effet de l'usufruit sur les fongibles, 424. 454. — Risque des fongibles mis en société, 1599.

FONTAINES. Droit concernant leur établissement au profit de communes, villages ou hameaux, 532.

FORGES. Règle à suivre dans leur construction, 512.

FORCE MAJEURE. Les dommages-intérêts ne sont pas dus lorsque l'inexécution de l'obligation résulte d'une force majeure, 1031.

FOSSES. Principes sur la mitoyenneté des fossés, 505 et suiv.
— Distance à observer en les faisant, 514.

FOSSES D'AISANCE. Distance à observer pour leur construction près d'un mur, 511.

FOUILLES. Droit du voisin auquel elles peuvent nuire, 392.

FOUR. Règle à suivre dans sa construction, 512.

FOURNITURES. Privilège dont jouissent celles d'un aubergiste, 1858.

FOURRAGES. Obligation du fermier sortant de les laisser, 1509.

FRAIS. Lequel de l'usufruitier ou du propriétaire supporte ceux des procès, 452. — Cas dans lequel l'héritier qui n'a ni accepté ni répudié la succession, supporte les frais de poursuite, 830. — Qui supporte ceux occasionnés par le bénéfice d'inventaire, 846. — Ceux de paiement sont à la charge du débiteur, 1130. — Les frais d'actes sont à la charge de l'acheteur, 1336. — Qui supporte ceux de délivrance et d'enlèvement de la chose vendue, 1352. — Le vendeur supporte ceux de la vente, lorsqu'il use de la faculté de rachat, 1415. — Frais qui jouissent de privilège, 1857.

FRUITS. A qui appartiennent - a) ceux des biens d'un condamné à mort, 24, - b) ceux des biens d'un absent déclaré, 59. 61. 63. 69. 76, - c) ceux des biens d'un fils de famille, 166 et suiv. — Espèces de fruits, 384. — Ils appartiennent au propriétaire de la

chose qui les produit, 382. 383. -- Cas où ils appartiennent au possesseur, 386. -- Obligation du possesseur de mauvaise foi quant aux fruits, 388. -- Comment les fruits sont acquits par l'usufruitier, 421. 422. -- Depuis quand les fruits de la chose léguée sont dus au légataire, 700. 701. -- Depuis quand ils sont dus à l'héritier testamentaire, 801. -- Depuis quel jour sont dus les fruits et intérêts des choses sujettes à rapport, 882. -- Intérêts auxquels donne lieu la restitution des fruits, 1038. -- Cas de restitution de fruits, 1257. -- A qui appartiennent ceux qui sont pendans lors de la séparation ou de la dissolution du mariage, 1319.

FUMIER. Le fermier sortant doit le laisser, 1509. -- Le colon partiaire ne peut le vendre, 1513. -- A qui il appartient dans le cheptel, 1559. 1568. 1573.

FUNÉRAILLES (frais de) sont privilégiés, 1857.

FUTAIE. Droits de l'usufruitier sur les futaies, 428 et suiv.

G.

GAGE. Ce que c'est, 1831. -- Privilège qui en résulte, 1832. -- Conditions pour sa validité, 1833 et suiv. -- Il peut être donné par un tiers, 1836. -- Effets qu'il produit tant entre les contractans que par rapport à leurs héritiers, 1837 et suiv. -- Les biens du débiteur sont le gage commun des créanciers, 1851.

GAGES DES DOMESTIQUES. Foi due à la déclaration du maître sur la quotité des gages, 1528.

GARANTIE. Quelle est celle dont les cohéritiers sont tenus, 909 et suiv. -- Elle est due par le vendeur, 1347. 1369 et suiv. -- Quand elle cesse, 1384. 1386. -- Quelle est celle qui est due, - a) en cas de transport de créance, 1434 et suiv. - b) en cas de vente

d'hérédité, 1437 et suiv. -- Garantie - a) des défauts de la chose louée, 1463, - b) des troubles apportés à la jouissance du preneur, 1467 et suiv. - c) due par les architectes, 1540. 1545. 2028. -- Recours en garantie du tiers détenteur de l'hypothèque contre son auteur, 1936.

GARDIEN. Ses obligations dans les séquestres, 1717.

GENDRE. Il doit des alimens à son beau-père, 83.

GÉNÉALOGIE en matière de succession. Comment elle s'établit, 764 et suiv.

GÉNÉRATIONS. Elles forment les degrés de parenté, 765.

GESTION. Engagement de celui qui gère volontairement les affaires d'autrui, 1251 et suiv.

GREFFIERS. Ne peuvent concourir aux enchères qu'ils suivent, 1339. -- Quand ils sont soumis à la contrainte par corps, 1817. -- Prescription qui les concerne, 2025.

GROSSESSE. Effet de la grossesse antérieure au mariage, 114, *Comp.* 135.

H.

HABITATION (Droit d') Comment il s'établit et se perd, 466. -- Droits et obligations de celui à qui il appartient, 467 et suiv.

HABITANS PERPÉTUELS. Leur condition, *Loi transit.* 2. 3.

HAIE. Cas où elle est réputée mitoyenne, 508. -- Distance à suivre dans la plantation des haies, 519.

HALLAGE (Chemin de) V. *Chemin.*

HÉRÉDITÉ. Effet de la vente d'une hérédité, 1437 et suiv.

HÉRITIERS. Droits des héritiers d'un absent déclaré, 54 et suiv. — Délai accordé aux héritiers du mari pour contester la légitimité d'un enfant, 117. — Droit des héritiers de l'enfant au sujet de la réclamation d'état, 131 et suiv. — Comment les héritiers sont tenus du paiement des legs, 707. 708. — Comment ils sont tenus du paiement des dettes, 896 et suiv. — Comment ils en sont tenus en cas de bénéfice d'inventaire, 843. — Quand il y a lieu à accroissement entre héritiers et effets de ce droit, 711 et suiv. — Comment ils sont saisis de la succession, 800 et suiv. — Cas où l'héritier doit imputer les legs ou donations sur la légitime, 895.

HÉRITIERS LÉGITIMES. Ils sont saisis de plein droit de la succession, 800.

HÉRITIERS TESTAMENTAIRES. Définition, 649. — Incapacité de recevoir par testament, 585 et suiv. — Comment se partage la succession entre plusieurs héritiers testamentaires, 652 et suiv. — Quand il y a accroissement entre eux, 711 et suiv. — Ils doivent demander la délivrance de la succession, 801 et suiv. — Garanties qu'ils doivent fournir, 804.

HÔPITAUX. Peuvent-ils recevoir par testament ou donation, 595. 944.

HÔTELIERS. Leur responsabilité, 1707 et suiv. — Prescription qui les concerne, 2018.

HUISSIERS. Prescription qui les concerne, 2018. 2026.

HYPOTHÈQUE. Peut-on hypothéquer les biens d'un absent, 60, - 1888, - d'un mineur, 274. 308, - d'un individu placé sous conseil judiciaire ou interdit, 325. 336. — Autorisation dont la fille majeure a besoin pour hypothéquer, 347. — On ne peut hypothéquer les biens substitués, 733. — Hypothèque légale des légataires, 708. 1885. — Cas de déchéance du droit d'hypothèque, 845. — L'hypothèque em-

pèche le rapport en nature, 885. — Extinction de l'hypothèque par l'effet du droit de retour, 936. — Hypothèque résultant de la séparation des patrimoines, 903 et suiv. — Le mandataire peut-il hypothéquer, 1744. — Définition et nature de ce droit, 1876. — Biens qui en sont susceptibles, 1877 et suiv. 1888. 1891. 1893. — Droit de suite, 1879 et suiv. 1927. — Droit aux améliorations, 1881. — Comment elle s'établit, 1883. — Hypothèque légale, 1884. — Espèces, 1885. — Hypothèque conventionnelle, 1886. — Par qui elle peut être consentie, 1887. 1889. — Forme, 1890. — Manière de désigner les immeubles, 1892. — Cas où il y a lieu à un supplément d'hypothèque, 1894. — Pour quelles créances elle peut être établie, 1895 et suiv. — Manière de conserver les hypothèques, 1899 et suiv. — Leur rang entre elles, 1919 et suiv. — Leur effet, *a)* entre les créanciers hypothécaires, 1924 et suiv. — *b)* contre les tiers détenteurs, 1927 et suiv. — *c)* envers les créanciers chirographaires, 1976. *Comp. Loi transit.* 20. — Extinction des hypothèques, 1968 et suiv. — *Comp.* 845. 936. 1145. 1152. 1169. 1415. — V. *Inscription. Radiation.*

I.

ILE. A qui appartiennent celles qui se forment dans le fleuve, les rivières ou les torrens, 405.

IMBÉCILITÉ. Elles est une cause d'interdiction, 315, et d'incapacité de tester, 581. — *Comp.* 940.

IMMEUBLES. Par quelle loi ils sont régis, 2. — Diverses espèces dimmeubles, 358 et suiv.

IMPENSES. Le possesseur peut-il les répéter, 389. 393 et suiv. 1260. — L'usufruitier ne peut répéter celles qu'il a faites, 438. — Quelles sont celles dont l'usufruitier est tenu, 445 et suiv. — Impenses à rembourser en cas de rapport, 887. 888. 892. — Réclamation de celles faites par le mari sur le fonds de sa femme, 1285. —

Répétition des impenses faites par l'acheteur évincé, 1378, - ou par le tiers détenteur de l'hypothèque, 1933. V. *Réparations*.

IMPRUDENCE. Responsabilité à laquelle elle donne lieu, 1262.

IMPUISSANCE. Elle ne peut être alléguée pour désavouer un enfant, 113.

IMPUTATION. Cas où les legs et donations faits à l'héritier doivent être imputés sur la légitime, 895. — Celle des paiemens en général, 1135 et suiv. — Celle du paiement de sommes dues à une société, 1596.

INCAPACITÉ. Personnes incapables d'être tuteurs, 247, - conseils judiciaires, 351, - de disposer par testament, 19. 581 et suiv. 593. 594, - de recevoir par testament, 585 et suiv. 647. *Comp.* 732, - de succéder ab intestat, 769, - de donner entre-vifs, 940 et suiv. *Comp.* 981, - de recevoir par donation entre-vifs, 944. 945, - de contracter, 1006. — Qui peut opposer cette incapacité, 1007.

INCENDIE. Responsabilité des locataires en cas d'incendie, 1476 et suiv.

INCESTUEUX (Les enfans) Peuvent-ils être légitimés, 134, - ou reconnus, 138. — Ils ne peuvent recevoir que des alimens, 587. 788.

INCORPORATION. Est un moyen d'acquérir, 563. V. *Accession*.

INDEMNITÉS. Celle qui est due pour frais de couche, 151. — Il en est du en cas d'expropriation, 381, - en cas de cession forcée d'une source, 482, - d'exhaussement du mur mitoyen, 499, - d'établissement d'un droit de passage, 524, - ou d'un aqueduc, 531. 532. — Différens autres cas où il y a lieu à des indemnités, 1002. 1254. 1285. 1382. 1486 et suiv. 1756.

INDICATION (L') de paiement, n'est pas une novation, 1151.

INDIGNITÉ. Quelles personnes sont indignes de recevoir par testament, 590. — L'indigne doit restituer les fruits perçus, 591. — Effet de l'indignité quant aux enfans de l'indigne, 592. — Indignité de succéder ab intestat, 769.

INDIVIS (Biens). Comment s'établit la servitude sur un fonds indivis, 546. — Effet de l'indivis quant à la prescription des servitudes, 560. 561. — Effet de l'hypothèque constituée sur un bien indivis, 1878.

INDIVISIBILITÉ. Cas dans lesquels l'obligation est indivisible, 1099 et suiv. — Effet de l'obligation indivisible, 1104 et suiv. 1114.

INDIVISION. Nul n'est tenu d'y demeurer, 850. *Comp.* 1427.

INEXÉCUTION. Celle des contrats synallagmatiques donne lieu à résolution, 1067. V. *Clause pénale.*

INFIRMITÉS. Quelles sont celles qui dispensent de la tutelle, 236.

INGRATITUDE. Cas où elle donne lieu à la révocation des donations, 954. — Comment cette révocation a lieu et par qui elle peut être demandée, 955 et suiv. — Effet de cette révocation, 958. Transcription de la demande en révocation, 959.

INSCRIPTION. Elle n'est pas nécessaire pour la conservation des privilèges, 1864. — Exceptions, 1871. 1872. — *Quid* pour la conservation des hypothèques, 1899. *Comp.* 1919 et 1922. — Manière d'y procéder, 1900 et suiv. — Tribunal compétent sur les difficultés y relatives, 1915. — Leur renouvellement, 1917 et suiv. — Renvoi quant à la tenue des registres, 1916. — Cas où l'inscription a lieu d'office, 1945. — Leur radiation, 1949 et suiv.

INSCRIPTION PROVISoire. Quand il y a lieu, 1964. — Son effet, 1936. — Sa radiation, 1967.

INSOLVABILITÉ. Effet de l'insolvabilité de l'un des héritiers pour le paiement d'une dette hypothécaire, 898. — Garantie de la solvabilité des débiteurs de la succession, 911. — Effet de l'insolvabilité d'un codébiteur solidaire, 1096. — Remplacement de la caution devenue insolvable, 1775.

INSTITUTEURS. Prescription de leurs émolumens, 2018.

INSTITUTION D'HÉRITIER. *Quid* si elle se fait pour une part de l'hérédité, 651. — Règles à suivre pour déterminer les parts des héritiers testamentaires, 652 et suiv. — Elle ne peut se faire à terme, 674. — Nullité de l'institution captatoire, 675. — Effet de l'institution sous condition suspensive, 676. 677. V. *Legs*. — Elle n'est plus requise dans les testamens. *Loi transit.* 9.

INTERDIT. INTERDICTION. Quel est le domicile de l'interdit, 39. — Causes d'interdiction, 315. 316. — Qui peut la provoquer, 317. 318. — Par qui elle est prononcée, 319. — Manière d'y procéder et de réclamer contre l'interdiction, 320 et suiv. — Elle est exécutoire par provision, 330. — Depuis quand elle a son effet, 332. — Effet des actes antérieurs à l'interdiction, 333. 334. — Le mari est curateur de droit de sa femme interdite, 335. — Etat de l'interdit, 336. — Emploi de ses revenus, 337. — Levée de l'interdiction, 338 et suiv. — Effet de l'interdiction sur la faculté de tester, 581. Formes à suivre dans les partages où des interdits sont intéressés, 867. — Acceptation d'une donation faite à l'interdit, 928. — L'interdit peut-il donner entre-vifs, 940. — Il ne peut contracter, 1006. — La société finit par l'interdiction d'un associé, 1613. — Privilège des interdits sur les biens de leurs curateurs, 1857. — La prescription ne court pas contre eux, 2009.

INTÉRÊTS. Quand ils sont dûs par le tuteur au mineur, 268 et suiv. — 298. — Ils sont des fruits civils, 384. — Depuis quand sont dûs les intérêts des choses sujettes à rapport, 882. — Règles sur les intérêts des intérêts et des revenus échus, 1037. 1038. — Effet de la demande d'intérêts contre l'un des débiteurs solidaires, 1689. —

Quand on doit les intérêts du prix de vente, 1396. — Quand ils sont dûs par un associé, 1594, — par le dépositaire, 1692, — par le mandataire, 1752. — Quand le mandataire peut en réclamer, 1757. — Dettes pour lesquelles on peut en stipuler, 1650. — Taux de l'intérêt, 1652 et suiv. — Par quel temps ils se prescrivent, 2023.

INTERPOSÉES (Personnes) V. *Personnes interposées*.

INTERPRÉTATION. Règles sur l'interprétation des conventions, 1039 et suiv. — d'une vente, 1346, — des testamens anciens, *Loi transit. 10*.

INTERRUPTION. Comment a lieu celle des prescriptions, 2000 et suiv. — Effet de l'interruption envers l'un des débiteurs solidaires; 1088. — *Idem* par rapport à la caution, de celle qui a lieu contre le débiteur, 2007.

INVENTAIRE. Il doit être fait des biens de l'absent, 58, et de ceux qui pourraient lui échoir pendant son absence, 74. — Le père doit faire celui des biens de ses enfans, 175. — Règles concernant l'inventaire des biens des mineurs, 262. 263. 266. 267. — Conservation de ces inventaires aux archives de la chambre pupillaire, 58. 175. 262. — Rectification de l'inventaire, 302. — Inventaire à faire en cas d'usufruit, 439 et suiv. — ou par ceux qui ont un droit d'usage ou d'habitation, 467. — Inventaire des biens substitués, 739. — Inventaire à faire par l'exécuteur testamentaire, 747, — par les héritiers testamentaires, les enfans naturels, &c., 803, — par ceux qui obtiennent la possession des biens d'un religieux, 806. — V. *Bénéfice d'inventaire*.

IRRIGATION. Eaux dont l'on peut se servir pour l'irrigation de ses propriétés, 483. — Les moulins et usines ne peuvent détourner l'eau d'irrigation; 484. — On peut réclamer un passage à l'eau d'irrigation, 531.

J.

JEU. Il n'y a pas d'action pour dette de jeu, 1720. — Exception, 1721. — Cas où le perdant peut répéter ce qu'il a payé, 1722.

JOUISSANCE. A qui appartient celle des biens des fils de famille, 166. — Quelles en sont les charges, 167. — Cas où elle n'a pas lieu, 168. 169. — Biens qui n'y sont pas soumis, 170. — La jouissance est réservée au donateur dans les donations en vue de mariage, 973. — V. *Usufruit*.

JOURNALIERS. Prescription de leurs salaires, 2019.

JOURS. On ne peut en pratiquer dans le mur mitoyen, 520. — Quels sont ceux que peut pratiquer le propriétaire d'un mur, 521.

JUGEMENS. Effet des jugemens rendus en pays étrangers, 1224.

JUGE. Son intervention dans la déclaration d'absence, 49 et suiv. — Cas où il nomme un curateur à une substitution, 734. — Il peut ordonner l'inventaire des biens substitués, 739. — Quand on doit lui demander la délivrance d'une succession, 802. — Scellés qu'il doit faire apposer d'office, 803. — Il reçoit la déclaration de renonciation à une succession, 824, — et la demande du bénéfice d'inventaire, 836. — Ses devoirs dans ce dernier cas, 837 et suiv. — Son devoir en cas de succession vacante, 847. — Il reçoit les consignations, 1141. — Quand il peut déférer le serment, 1244 et suiv. — Ce qu'il a à faire en cas de dénonciation de nouvel œuvre, 1268. — Les juges ne peuvent acheter dans les ventes faites sous leur autorité, 1339. — Ils ne peuvent suppléer d'office le moyen résultant de la prescription, 1981.

L.

LABOUR (frais de). Ceux faits par des tiers doivent être remboursés par le propriétaire qui perçoit les fruits, 385. -- Exception en cas d'usufruit, 421.

LAC LÉMAN, est une dépendance du domaine public, 376. -- Les alluvions de ce lac appartiennent à l'Etat, 400.

LAINE. Celle du cheptel se partage, 1559. 1568.

LAITAGE. Celui du cheptel appartient au preneur, 1559. 1568. 1579. *Comp.* 1576.

LATRINE. V. *Fosses d'aisance*.

LÉGATAIRE. Définition, 650. -- Il ne peut être témoin testamentaire, 647. -- De l'accroissement entre légataires, 716 et suiv. -- Le légataire particulier n'est pas tenu des dettes de la succession, 907. -- Les légataires ne peuvent demander la réduction des donations entre-vifs, 947. V. *Legs*.

LÉGITIMATION. Comment elle s'opère, 133. -- Enfans qui en sont exclus, 134. -- Enfans à qui elle profite, 135. 136. -- Effet de la légitimation, 137. -- Abrogation de la légitimation par rescrit, *Loi transit.* 5. -- Sur l'effet des légitimations anciennes. V. *Loi transit.* 5.

LÉGITIME. Ce que c'est, 600. -- A qui elle est due, 600. *Comp.* 597 et 603. -- Sa quotité, 597. 601. -- Elle ne peut être grevée d'aucune charge, 602. -- Celle des enfans ne peut être soustraite à la jouissance du père ou de la mère, 170.

LÉGITIMITÉ. Règles concernant la légitimité des enfans nés dans le mariage, 112 et suiv. 124.

LEGS. Ils ont la préférence sur les dispositions à titre univer-

sel, 655. -- Effet du legs au profit d'une personne incertaine, 657. -- Règles sur l'application des legs pieux, 658. -- Effet du legs sous une fausse cause, 660. 661, - ou sous une fausse démonstration, 662. -- Legs confié à la détermination de l'héritier ou d'un tiers, 663. -- Effet du legs de la chose d'autrui, 663, - de la chose appartenant à celui qui est chargé de l'acquitter, 665, - d'une chose commune entre plusieurs, 666. 667, - d'un genre, 668, - d'une chose qui ne se trouve pas dans la succession, ou ne s'y trouve pas en quantité suffisante, 669, - d'une chose appartenant au légataire, 670. -- Modalité des legs, 671. -- Effet du legs sous condition impossible, 672, - ou de ne pas se marier, 673. -- Legs captatoire, 675. -- Divers effets des legs conditionnels, 676, 677. 709. 710. -- Révocation tacite du legs, 678. 679. -- Caducité du legs, par la perte de la chose, 680. 681, - par le prédécès du légataire, - 682, - par la répudiation ou l'incapacité du légataire, 683, - par la survenance d'enfants, 684. 685. -- Legs de créance ou de libération, 686. 697, - d'une quantité, 687, - d'une dette, 688. -- Legs fait par le débiteur au créancier, 689. -- Effet du legs pur et simple, 690. -- Choix - a) dans le legs d'un genre, 691 et suiv., - b) dans le legs d'option, 694. 696, - c) dans le legs alternatif, 695. -- Legs de libération, 697. -- Legs d'alimens, 698. -- Délivrance du legs, 699. -- Des fruits ou intérêts de la chose léguée, 700. 701. -- Legs d'annuités, &c., 702. -- Frais de délivrance, 703. -- Accessoires du legs, 704. -- Augmentation de la chose léguée, 705. -- Qui doit supporter les charges réelles de la chose léguée, 706. -- Comment les héritiers sont tenus du paiement des legs, 707. 708. -- Caution à fournir pour assurer l'exécution des legs, 709. 710. -- Acquiescement des legs par l'exécuteur testamentaire, 747 et suiv. -- L'héritier qui renonce à la succession peut réclamer le legs à lui fait, 873. -- Cas où les legs faits à l'héritier s'imputent sur la légitime, 895.

LEGS PIEUX. Qui en détermine l'application, 658.

LÉSION. Cas où elle autorise à réclamer contre l'acceptation d'une succession, 823. -- Quand elle donne lieu à la rescision d'un

partage, 912 et suiv. — Cas où elle vicie les conventions, 1000. — Quand elle donne lieu à la rescision de la vente, 1416 et suiv. — *Comp. Loi transit. 17.* — *Quid de la transaction*, 1808.

LICITATION. Règles à suivre lorsqu'elle est provoquée contre un mineur, 277. — Elle a lieu d'une chose commune par suite de mélange ou de spécification, 414. — Cas où elle a lieu dans un partage de succession, 858. — Quand et comment on y procède, 1427 et suiv.

LIGNE DE PARENTÉ. Formation et espèces, 766. — Division de la succession entre les lignes paternelle et maternelle, 762. 763.

LINGE. Règle concernant l'usufruit des linges, 425.

LIVRES DES MARCHANDS. Règles qui les concernent, 1197 et suiv.

LOIS. Elles n'ont pas d'effet rétroactif, 1. — Leur empire sur les personnes et les choses, 2. — Effet des actes passés à l'étranger, 3. — *Comp. 636.* — Peut-on déroger aux lois par des conventions, 4. — Principes à suivre en cas de silence de la loi, 5. — Abrogation des lois anciennes, 2033.

LOTS. Règles à suivre dans leur formation, 861 et suiv. — Garantie des lots entre copartageans, 909 et suiv.

LOUAGE. Ses différentes espèces, 1448 et suiv. — Choses que l'on peut louer, 1455. — Louage d'ouvrage et d'industrie, 1526 et suiv. — Louage des domestiques et ouvriers, 1527 et suiv. On ne peut engager ses services qu'à temps, 1527. — Objets pour lesquels le maître est cru sur son affirmation, 1528. — Obligation des voituriers par terre et par eau, 1530 et suiv. — Louage d'ouvrage par suite de devis et marchés, 1535 et suiv. — Ce contrat est dissous par la mort de l'ouvrier, 1543. — Prescription des prix de baux, 2023. — *V. Bail.*

LOYERS. Ils sont des fruits civils, 384. — Ils s'acquièrent jour par jour, 422. — Privilège dont ils jouissent, 1858. — Ils se prescrivent par dix ans, 2023.

M.

MAÇONS. Nature de leur action, 1546. — Hypothèque dont ils jouissent, 1885. V. *Edifices*.

MAGASIN A SEL. Mode à suivre pour les construire contre un mur, 513.

MAIN-LEVÉE. Elle est nécessaire pour faire cesser l'interdiction, 338. — Quand la décision de main-levée est exécutoire, 341.

MAISON. Comment s'y font les réparations lorsqu'elle appartient à plusieurs, 503.

MAISON MEUBLÉE. Ce que comprend la vente ou le don d'une maison meublée, 373, — et celle d'une maison avec tout ce qui s'y trouve, 374.

MAÎTRES. Leur responsabilité au sujet des dommages causés par leurs domestiques, 1263. — Prescription des actions des maîtres et instituteurs, 2018.

MAÎTRES DE PENSION. Prescription de leurs actions, 2019.

MAJEUR. MAJORITÉ. La majorité libère de la puissance paternelle, 157. 166. — Quel est l'âge de majorité, 314. — Capacité du majeur, *ibid.* — Quand le majeur peut être interdit, 315. 316. 349. — La déclaration de majorité de la part du mineur ne fait pas obstacle à sa restitution, 1176.

MANDANT. Ses obligations, 1754 et suiv.

MANDAT. Définition, nature et espèces, 1741 et suiv. — Obli-

gations qui en résultent, 1747 et suiv. — Manières dont il finit, 1759 et suiv.

MANDATAIRE. Ne peut acquérir les biens qu'il est chargé de vendre, 1339. — Ses pouvoirs, 1744. 1745. — Qui peut être choisi pour mandataire, 1746. — Ses obligations, 1747 et suiv. — En cas de mort du mandataire, que doivent faire ses héritiers. 1766.

MARCHANDE PUBLIQUE. Condition de la femme marchande publique, 98. — Quand elle est réputée telle, *ibid.*

MARCHANDS. Foi due à leurs livres, 1197 et suiv. — Prescription de leur action pour vente de marchandises, 2018.

MARCHE-PIED, à laisser sur les bords du fleuve, des rivières, &c., 398.

MARCHÉ. Règles sur les devis et marchés, 1535 et suiv.

MARI. Ses obligations envers sa femme, 89. 90. — Il l'autorise dans tous les actes civils, 91 et suiv. — *Quid* s'il ne veut ou ne peut l'autoriser, 94 et suiv. — Dans quels cas il peut désavouer un enfant, 112 et suiv. — Le mari est curateur de droit de sa femme interdite, 335. — Peut-il provoquer le partage d'une succession échue à sa femme, 854. — Ses droits et ses obligations quant aux biens de sa femme, 1278 et suiv. — Il administre la communauté, 1294. — Il est tenu des dettes contractées durant le mariage, 1295. 1296. — Sa responsabilité quant aux créances de sa femme, 1314. — Il est garant du prix de vente des biens de sa femme, 1315.

MARIAGE. Comment il se prouve, 27. — Ses conditions seront réglées par une loi particulière, 79. — Obligations qui en naissent, 80 et suiv. — Règles sur les donations en vue de mariage, 102. 105. 930. 969 et suiv. — Effet du mariage contracté entre personnes domiciliées l'une en Valais et l'autre à l'étranger, 1277.

MATERNITÉ. Sa recherche, 148.

MATIÈRES CORROSIVES. V. Amas.

MAUVAISE FOI. Obligations du possesseur de mauvaise foi, 388. 1257. — Cas où elle entraîne la déchéance du bénéfice d'inventaire, 842. — Son influence sur la prescription, 2016. *Comp.* 2024. 2027.

MÉDECINS. Privilège dont ils jouissent, 1857. — Prescription de leur action, 2020.

MÉLANGE. Règles sur le mélange de choses appartenant à différents maîtres, 409 et suiv.

MÈRE. Elle pourvoit, à défaut du père, à l'entretien de son enfant naturel, 150. 152. 154. — Elle exerce la puissance paternelle à défaut du père, 157. 162. 166. — Quand elle peut nommer un tuteur testamentaire, 201. — Elle peut être tutrice de ses enfans, 203. 247. — La mère tutrice est dispensée de vendre les meubles, 265. — Elle a un conseil judiciaire, 344. — Comment elle succède à son enfant légitime, 779, — à son enfant illégitime, 791.

MEUBLES. Obligation de vendre les meubles d'un absent, 58, — *Idem* d'un mineur, 264. — Exception, 265. — Forme de cette vente, 264. 279. — Meubles dont le tuteur n'est pas responsable, 296. — Espèces de meubles, 367 et suiv. — Signification des mots *meubles*, *biens meubles*, &c. 371. — Ce qu'on entend par *meubles meublans*, 372, — et par *maison meublée*, 373. — De l'accession en fait de meubles, 409 et suiv. — Effet de l'usufruit sur les meubles, 424 et suiv. 454 et suiv. — Obligation du grevé de substitution quant aux meubles substitués, 734. — Le testateur peut donner à l'exécuteur testamentaire la saisine des meubles, 747. — Comment se fait le rapport des meubles, 893. — Préférence accordée au possesseur des meubles, 1024. — Privilège sur certains meubles, 1858. — Les meubles n'ont pas de suite par hypothèque, 1880. — En fait de meubles, possession vaut titre, 2030.

MINES. Droits de l'usufruitier sur les mines, 437.

MINEUR. Où est son domicile, 39. — Peut-il le changer, 44. — Autorisation dont il a besoin pour se fiancer, 77. — Jusqu'à quel âge dure la minorité, 181. — Moyens de correction des mineurs, 259. — Il doit respect à son tuteur, 260. — A l'âge de seize ans il assiste à l'inventaire, aux ventes et aux comptes, 266. 293. — Peut-il donner entre-vifs, 940. — Il ne peut contracter, 1006. — Sur la rescision ou la nullité des conventions passées par les mineurs, *Comp.* 1007. 1174 et suiv. — Capacité du mineur pour passer les conventions matrimoniales, 1276. — Privilège dont il jouit sur les biens du tuteur, 1857. — La prescription ne court pas contre les mineurs, 561. 2009. 2012.

MINISTÈRE PUBLIC. V. Rapporteurs.

MITOYENNETÉ. Circonstances qui font ou non présumer celle des murs, 493. 494. — Principes qui régissent cette mitoyenneté, 495 et suiv. 520. — Cas où l'on peut la réclamer, 501. — Règles concernant la mitoyenneté des fossés, 505 et suiv. — Quels arbres sont mitoyens, 509. — Règles sur la mitoyenneté applicables aux murs et fossés anciens. *Loi transit.* 7.

MOBILIER. V. Meubles.

MOINES. V. Profession religieuse.

MONTAGNES DE CONSORTS. Liberté de leur aliénation. *Loi transit.* 19.

MORT. Par qui elle doit être prouvée, 10. — Présomption de survie en cas de mort de plusieurs personnes dans un même événement, 11. — Effets civils de la condamnation à mort, 19. 22 et suiv. — Celle de l'usufruitier éteint l'usufruit, 457. — Elle ne résout pas le bail à ferme ou à loyer, 1484, — mais bien le bail à métairie, 1515, — et le louage d'ouvrage, 1543. — Elle dissout la société, 1613. *Comp.* 1616. — Elle met fin au mandat, 1759. *Comp.* 1764 et suiv.

MURS. On peut les construire sur les confins de sa propriété, 510. — Ouvertures que l'on peut y pratiquer, 520. 521. *V. Mitoyenneté.*

N.

NAISSANCE. Comment elle se prouve, 27. 29.

NANTISSEMENT. Définition, 1830. — Espèces, 1831.

NATURALISATION. Effets de la naturalisation en pays étranger, 15 et suiv. — Quant au citoyen valaisan, *Ibid.* — Quant à l'habitant perpétuel, *Loi transit.* 3.

NÔCES (secondes). V. *Secondes nôtces.*

NOTAIRES. Ils sont émancipés de plein droit, 313. — Ils reçoivent les testamens publics, 627, - et le dépôt des testamens olographes, 622 et suiv. — *Item* des testamens privilégiés, 640. 643. — Ils reçoivent les actes portant donation entre-vifs, 921. — Ils ne peuvent recevoir des actes stipulant la contrainte par corps, 1820. — Prescription de leurs émolumens, 2021.

NOURRITURE. Les frais de nourriture ne sont pas sujets à rapport, 880.

NOUVEL ŒUVRE. Droit de celui auquel il préjudicie, 1267.

NOVATION. Quand et comment elle s'opère : ses effets, 1147 et suiv.

NUE PROPRIÉTÉ. Cas où l'époux qui convole en seconde nôtces perd la nue propriété des donations faites par l'époux prédécédé, 103.

NULLITÉ. Nullité de l'autorisation générale donnée par le mari à la femme, 99. — Qui peut opposer la nullité résultant du défaut d'autorisation, 100. *Comp.* 1007. — Cas de nullité du traité passé entre le tuteur et le mineur devenu majeur, 301. — Quand on peut annuler les actes antérieurs à l'interdiction, 333. — Annulation de la renonciation à l'usufruit au préjudice des créanciers, 463. — *Item*

de la renonciation à une succession, 829. -- Cas de nullité d'un partage, 867. -- Nullité de la donation de biens à venir, 932. -- Nullité de la donation sous condition impossible, 933. -- Nullité de la renonciation au droit de révoquer une donation pour survenance d'enfants, 967. -- Causes de nullité provenant d'erreur, de dol, de violence, 991 et suiv. -- Nullité de l'obligation sous condition impossible, 1055, - ou pour défaut de lien, 1057. -- Durée de l'action en nullité d'une convention, 1174. -- Transmission de cette action aux héritiers, 1175. -- Durée de l'exception de nullité, 1182. -- Nullité de la séparation volontaire de biens, 1304. -- Différens cas de stipulations nulles, 795. 1270 et suiv. 1560. 1585, 1603. 1663. 1664. 1837. 1847. -- Cas de nullité des transactions, 1811 et suiv. -- Cas de nullité des inscriptions hypothécaires, 1912.

I.

OBEISSANCE. Elle est due par la femme au mari, 89, - par le mineur au tuteur, 260.

OBJET. Ce qui peut être l'objet des contrats, 1008 et suiv. -- Ce qui peut l'être du prêt à usage, 1625.

OBLIGATION. Quelles obligations sont meubles, 369. -- Quelles sont celles de l'usufruitier, 439 et suiv. -- La propriété s'acquiert par l'effet des obligations, 562. -- Effet des obligations en général, 1017. 1018. -- Effet de l'obligation de donner 1019 et suiv. -- De l'obligation de faire ou de ne pas faire, 1025 et suiv. -- Conditionnelle, 1051 et suiv. -- A terme, 1068 et suiv. -- Alternative, 1072 et suiv. -- Solidaire, 1079 et suiv. -- Divisible et indivisible, 1099 et suiv. -- Avec clause pénale, 1108 et suiv. -- Extinction des obligations, 1116 et suiv. -- Preuve des obligations, 1183 et suiv. -- Obligations résultant des quasi-contrats, délits ou quasi-délits, 1249 et suiv. -- Obligations du mari à l'égard des biens de sa femme, 1284. 1312 et suiv. -- Obligations du vendeur, 1346 et suiv. -- Celles

de l'acheteur, 1394 et suiv. — Du bailleur et du preneur, V. *Bail.* — Du prêteur et de l'emprunteur, V. *Prêt*, &c.

OCCUPATION. Elle est un mode d'acquérir, 564 et suiv.

OFFRES ET CONSIGNATION. Quand elles peuvent se faire et règles qui les régissent, 1139 et suiv.

OPTION (Legs d'). Règles qui le régissent, 694 et suiv.

ORDONNANCE DU JUGE, en matière de déclaration d'absence, 50 et suiv.

ORDRE. Comment est réglé celui des créanciers, 1971 et suiv.

ORDRE PUBLIC. On ne peut déroger aux lois qui l'intéresse, 4.

OUVERTURES. Peut-on en pratiquer dans un mur mitoyen ou non, 520 et suiv. *Comp.* 538.

OUVERTURE DES SUCCESSIONS. Quand elle a lieu, 799. 805. *Comp.* 26. — Dans quel endroit, 42.

OUVRAGES. Règles concernant ceux faits sur son fonds avec les matériaux d'autrui et réciproquement, 394 et suiv.

OUVRIERS. Prescription de leurs salaires, 2019.

P.

PAIEMENT. Comment les héritiers sont tenus du paiement des legs, 707. 708. — Principes sur le paiement des dettes de la succession, 896 et suiv. — Principes sur la manière d'effectuer les paiemens et sur leur validité, 1117 et suiv. — Paiement avec subrogation, 1131 et suiv. — Imputation des paiemens, 1135 et suiv. — Offres de paiement et consignation, 1139 et suiv. — Paiement de ce qui n'est pas dû, 1255 et suiv. — Règles sur le paiement du prix de vente, 1394, et suiv. V. *Dettes*.

PAILLES. Obligation qu'a le fermier sortant de les laisser, 1509. — Le colon partiaire ne peut la vendre, 1513.

PAPIERS DOMESTIQUES. Preuve qui peut en résulter, 1200.

PARENTÉ. Comment s'établit la proximité de parenté, 764. — Formation des degrés, 765. — Formation de la ligne et espèces, 766. — Manière de compter les degrés, 767. 768.

PARI. Règles qui le concernent, 1720 et suiv.

PART. A qui est dévolue celle de l'héritier ou du légataire qui ne peut ou ne veut la recueillir, 711 et suiv. 827. 828. — Quelle est celle des associés dans les bénéfices ou les pertes, 1601. 1602.

PARTAGE. Règles sur les partages où des mineurs sont intéressés, 284. 867. — Peut-on empêcher le partage par prohibitions ou conventions, 850. — Autorisation nécessaire pour intenter l'action en partage, *a)* de la part des fils de famille, des mineurs, &c. 851, — *b)* de la part de la femme ou de la fille majeure, 852, — *Comp.* 854, — *c)* au nom de l'absent, 853. — Peut-il être provoqué par le mari, sans le concours de sa femme, 854. — Compétence du for, 855. — *Quid* si un héritier refuse d'y procéder, 856. — Principes sur les droits des copartageans et la formation des lots, 857 et suiv. — Nécessité d'un acte authentique de partage, lorsque des incapables sont intéressés, 867. — Droit de retrait de la part cédée par un héritier à un tiers, 868. — Effets du partage quant aux titres, 869. — Droits des créanciers d'un copartageant d'intervenir dans le partage, 870. — Effet du partage sur la propriété des choses partagées, 908. — Garantie des lots, 909 et suiv. — Rescision du partage, 912 et suiv. — Règles applicables au partage entre associés, 1620.

PASSAGE. Règles concernant le passage que le propriétaire du fonds enclavé peut réclamer sur son voisin, 524 et suiv. — Le droit de puiser de l'eau emporte celui de passer, 545. — Comment s'exerce le droit de passage, en cas de partage du fonds dominant, 550.

PATERNITÉ. Règles concernant la paternité des enfans conçus ou nés dans le mariage, 112 et suiv. — Cas où l'on peut rechercher celle des enfans naturels, 142. — Cas où cette action est rejetée, 144. — Délai dans lequel elle doit s'intenter, 145. — Peut-elle être intentée par une étrangère contre un valaisan, 146. — Tribunal compétent, 147.

PAUVRES. Effet de l'institution des pauvres comme héritiers ou du legs en leur faveur, 656. 658.

PÊCHE. Elle est réglée par des lois particulières, 565.

PEINE. Effets civils de la condamnation à une peine, 19 et suiv. — La peine conventionnelle peut-elle être modifiée par le juge, 1035. 1113. 1803. V. *Clause pénale*.

PENSION ALIMENTAIRE. V. *Alimens*.

PÈRE ET MÈRE. Ils doivent élever et entretenir leurs enfans, 80. — Quels sont leurs droits sur la personne et les biens de leurs enfans, 156 et suiv. — Le père est administrateur des biens de ses enfans mineurs, 172. — Il les représente dans tous les actes civils, 173. — Ses obligations quant aux biens de ses enfans, 167. 175 et suiv. — Le père et, à son défaut, la mère peut choisir un tuteur testamentaire, 201. — Le père peut émanciper son fils, 303. — Il est curateur de droit du mineur émancipé, 306. — Il est de droit conseil judiciaire de sa fille majeure, 346. — Droits des père et mère sur la succession de leurs enfans, 779 et suiv. 791. — Le père peut-il accepter la donation faite à son fils, 928. — Leur responsabilité quant aux dommages causés par leurs enfans, 1263.

PÉRIL DE LA CHOSE. Dans les obligations de donner, 1021, — dans les obligations sous condition suspensive, 1065, — dans les ventes, 1368, — dans les sociétés, 1599.

PERSONNES. Par quelle loi leur capacité est régie, 3.

PERSONNES INTERPOSÉES. Quelles sont ces personnes, 596. —

-- Effet de la disposition faite sous le nom de ces personnes , 596. 659.

PERSONNES MORALES. Elles jouissent des droits civils. 8. -- Quelles sont celles qui peuvent recevoir par testament, 595. *Comp.* 944. -- Comment elles acceptent les donations, 929.

PERTE. Droits , obligations et formalités au sujet des choses perdues, 568 et suiv. -- Extinction d'une obligation par la perte de la chose, 1116. 1172. -- Responsabilité quant à la perte de la chose induement reçue , 1258. -- Responsabilité du mari au sujet de la perte des biens de sa femme, 1281, 1314. -- Qui supporte la perte de la chose vendue, 1368, - celle de la chose louée, 1474 et suiv, - celle des récoltes du fonds loué , 1504 et suiv. - celle du cheptel, 1555 et suiv. 1560. 1566. 1571. 1574. 1580, - celle de la chose mise en société, 1599. -- Perte qui opère la dissolution de la société, 1615. - Qui supporte la perte de la chose prêtée, 1628. 1639.

PHARMACIENS. V. *Apothicaires.*

PLANCHERS. Qui les entretient dans une maison appartenant à divers propriétaires, 503.

PLANTATIONS. Le propriétaire peut faire toutes celles qu'il juge à propos, 391. -- Celles faites dans un fonds sont présumées faites par lui, 393. -- Droit résultant des plantations faites sur son fonds des arbres d'autrui, et vice versa , 394 et suiv. -- Distances à observer dans les plantations, 515 et suiv. *Comp. Loi transit.* 8.

POLICE (Les lois de) obligent tous ceux qui habitent le territoire, 2.

PORTE. Est-elle un signe apparent de servitude, 538.

PORTION DISPONIBLE. Quelle est cette portion, 597. 598. 601. 603. *Comp.* 946. -- Comment elle se règle en cas de legs d'usufruit ou de rente viagère, 604. -- Aliénations qui s'imputent sur la portion disponible, 605.

POSSESSION. Quand on peut demander celle des biens d'un absent, 54. -- Quand elle est présumée de bonne foi, 387. -- Droits du possesseur de bonne foi, 386. 389. -- Obligations du possesseur de mauvaise foi, 388. -- Servitudes qui peuvent s'établir par la possession, 540. 541. -- Comment le légataire obtient celle de la chose léguée, 699. -- Définition de la possession, 1986. -- Qualités qui la rendent ou non apte à prescrire, 1987 et suiv. -- Présomptions légales résultant de la possession, 1988. 1989. 1992. -- En fait de meubles elle vaut titre, 2030.

POSSESSION D'ÉTAT. Elle sert à prouver la filiation, 121. -- Comment elle s'établit, 122. -- Son effet à défaut de preuve du mariage, 123.

PRÉFÉRENCE. Causes qui y donnent lieu entre les créanciers, 1852. -- Comment elle se règle entre les créanciers privilégiés, 1854. 1855. -- Préférence des anciennes créances résultant du droit ancien, *Loi transit.* 20.

PRÉLÈVEMENT. Comment il se fait en cas de rapport en moins prenant, 860. -- Prélèvement que la femme a droit de faire en récompense de ses apports, 1318.

PRESCRIPTION. Elle n'a pas lieu pour l'action en réclamation d'état, 130. -- Prescription de l'action en paternité naturelle, 145, -- de l'action de tutelle, 300. -- Quelles servitudes peuvent s'établir par prescription, 540. 541. -- Extinction des servitudes par prescription 556 et suiv. -- La prescription est un mode d'acquérir, 563. -- Prescription de la faculté d'accepter une succession, 814. 831, -- de l'action en rescision de partage, 918, -- du droit d'agir en révocation des donations pour cause d'ingratitude, 956, -- du droit de revendiquer la donation révoquée par survenance d'enfant, 968. -- L'interruption de la prescription à l'égard de l'un des créanciers solidaires, profite aux autres, 1081. 1088. -- Prescription de l'action en rescision pour cause de lésion. -- 1418. *Comp. Loi transit.* 17. -- Comment a lieu celle des hypothèques, 1970. -- Définition de la pres-

cription, 1977. -- Peut-on y renoncer, 1978 et suiv. -- Les juges ne peuvent suppléer d'office le moyen résultant de la prescription, 1981. -- Quand elle peut être opposée, 1982. -- Par qui, 1983. -- Choses imprescriptibles, 1984. *Com.* 1985. 2008 et suiv. -- Prescription contre les corps moraux, 1985. -- Caractères que la possession doit avoir pour prescrire, 1987. -- Présomptions sur le caractère et la durée de la possession, 1988. 1989. 1992. -- Faits qui ne peuvent fonder une prescription, 1990. 1991. -- Effet de la possession par différentes personnes, 1993. -- Effet de la possession précaire, 1994 et suiv. -- Peut-on prescrire contre son titre, 1998 et suiv. -- Interruption de la prescription, 2000 et suiv. -- Personnes contre lesquelles la prescription ne court pas et circonstances qui en suspendent le cours, 2008 et suiv. *Comp.* 2029. -- Temps requis pour prescrire et manière de le compter, 2014 et suiv. -- Comment se règlent les prescriptions commencées avant la mise en vigueur du Code civil, *Loi transit.* 21.

PRÉSUMPTION D'ABSENCE. V. *Absens.*

PRÉSUMPTIONS. Règles concernant la présomption de survie, 11. -- Dans quel cas les présomptions autorisent la preuve par témoins de la filiation, 126. -- Elles n'ont pas lieu pour le dol, 998. -- Définition des présomptions, 1220. -- Présomption légale, 1221. -- Effets, 1222 et suiv. -- Présomptions de l'homme, 1225. -- Présomption au sujet des dettes contractées par la femme durant le mariage, 1296. -- Cas où le paiement des intérêts se présume, 1655. -- Présomption résultant de la possession, 1988, 1989. 1992.

PRÊT. Espèces, 1621.

PRÊT A USAGE. Sa nature, 1622 et suiv. -- Engagements, a) de l'emprunteur, 1627 et suiv. - b) du prêteur, 1634 et suiv.

PRÊT DE CONSOMMATION. Sa nature, 1638 et suiv. -- Obligations, a) du prêteur, 1643 et suiv. - b) de l'emprunteur, 1647 et suiv.

PRÊT A INTÉRÊT. Règles qui le concernent, 1650 et suiv.

PREUVE. Comment se fait celle a) des naissances, mariages et décès, 27 et suiv. - b) de la filiation des enfans légitimes, 120 et suiv. - d) de la paternité des enfans naturels, 138. 142. - Preuve de la libération résultant de la remise du titre original, 1155. — A qui incombe la charge de prouver, 1183. — Preuve littérale, 1186 et suiv. — Preuve testimoniale, 1213 et suiv. — Preuve par présomptions, 1220 et suiv. - par aveu, 1226 et suiv. - par serment, 1232 et suiv. — Le bail verbal ne peut être prouvé par témoins, 1457.

PRIVILÈGE. Effets des offres et de la consignation quant aux privilèges, 1145. — *Idem* de la novation, 1153. — *Idem* de la compensation, 1169. — Privilège résultant du gage, 1832 et suiv. — Définition du privilège, 1853. — Espèces, 1856. — Quels sont les privilèges généraux, 1857. — Quels sont les privilèges spéciaux, 1858. — Rang des privilèges, 1854. 1855. 1859. — Biens sur lesquels ils s'exercent, 1860 et suiv. — Conservation et modification des privilèges, 1864 et suiv. — Durée du privilège de la femme et du mineur, 1871. 1872.

PRIX. Comment il doit être déterminé dans les ventes, 1333. — Règles concernant le paiement du prix de vente, 1394 et suiv. — Peut-on résilier la vente pour non paiement du prix, 1398 et suiv. — Privilège pour prix d'effets mobiliers non payés, 1858.

PRIX-FAIT. V. Devis.

PROCTEURS. Ne peuvent acquérir des droits litigieux, 1340. — Cas où ils sont soumis à la contrainte par corps, 1817.

PROFESSION RELIGIEUSE. Elle prive de la faculté de disposer et de recevoir, 593. *Comp.* 940. 944. — Les religieux peuvent recouvrer cette faculté, 594. — Peuvent-ils succéder ab intestat, 770. — La succession s'ouvre par la profession religieuse, 805. et suiv. — Droits des religieux qui rentrent dans le monde, 594, 806 et suiv. 982. — Effet des renonciations faites par celui qui entre en religion, 981 et suiv.

PROMESSE DE VENTE. Ses effets, 1327 et suiv.

PROPRES. Biens qui sont considérés comme propres de la femme, 1297, 1316. 1317.

PROPRIÉTÉ. Sa définition, 380. — Quand on peut être contraint de la céder, 381. — Nature du droit de propriété, 382. 391. — Comment elle s'acquiert, 562 et suiv.

PUISAGE. Le droit de puisage emporte celui de passage, 545.

PUISSANCE MARITALE. Elle ne peut être exercée par le condamné à mort, 19. — Droits du mari sur la personne de sa femme, 88 et suiv. — Le mari est curateur de sa femme interdite, 335. — La femme a besoin de l'autorisation de son mari, pour plaider, 91, pour s'obliger, 93. *Comp.* 98, - pour accepter une succession, 810, - pour provoquer un partage, 852. - *Comp.* 854, - pour accepter une donation, 924 et suiv. — La femme peut-elle donner avec l'autorisation de son mari, 941. — On ne peut déroger à cette puissance par contrat de mariage, 1270.

PUISSANCE PATERNELLE. A qui elle appartient, 156. 158. 166. — Sa durée, 157. — S'exerce-t-elle sur les enfans naturels, 163. — Quels en sont les droits, 156 et suiv. — On ne peut y déroger par contrat de mariage, 1270.

PUITS. A quelle distance on peut le construire, 511.

Q.

QUASI CONTRATS. Définition, 1250. — Gestion d'affaires, 1251 et suiv. — Paiement de l'indu, 1255 et suiv.

QUASI DÉLITS. Responsabilité quant aux dommages qui en résultent, 1261 et suiv.

QUITTANCE. Celle donnée par le tuteur doit être approuvée par le subrogé-tuteur, 286. — Qui paie les frais de la quittance, 1130.

R.

RACHAT. Quand et comment a lieu celui des rentes perpétuelles, 1663 et suiv.

RACHAT CONVENTIONNEL. Ce que c'est, sa durée et droits qui en résultent, 1402 et suiv. — Durée du rachat résultant d'un ancien contrat, *Loi transit.* 16.

RACINES. Droit d'enlever celles qui avancent sur son fonds, 518.

RADIATION DES INSCRIPTIONS. Espèces, 1949. — Comment on y procède et cas où elle peut être réclamée, 1950 et suiv. — Son effet, 1963. — Radiation de l'inscription provisoire, 1967.

RAPPORT A SUCCESSION. Règles d'après lesquelles il a lieu, 605. 871 et suiv.

RAPPORTEUR. Il intervient dans les déclarations d'absence, 50, — dans l'inventaire des biens d'un absent, 58. — Il inspecte les protocoles des tutelles, 192. — Quand il intervient dans les destitutions de tuteurs, 254, — dans les interdictions, 318. 322. 340.

RECÉLÉ. Celui qui a recélé les effets d'une succession ne peut plus y renoncer, 833. — Il est déchu du bénéfice d'inventaire, 842. — Effet du recèlement d'objets de la communauté, 1299.

RÉCIPROCITÉ. On en use envers les étrangers, 7.

RECHERCHE. Règles concernant celle de la paternité ou de la maternité d'un enfant naturel, 142 et suiv.

RÉCOLTES. Celles pendantes sont immeubles, 361. — Dans quel cas la perte des récoltes donne lieu à une diminution du prix du bail, 1504 et suiv.

RÉCOMPENSE. Pour quels biens elle est due à la femme, 1312 et suiv. — Comment elle s'opère, 1318.

RÉCONDUCTION TACITE, 1480 et suiv.

RECONNAISSANCE. Comment se fait celle d'un enfant naturel, 138. — Effet de cette reconnaissance, 139 et suiv. — Enfants à l'égard desquels elle ne peut avoir lieu, 138.

RECONSTRUCTION. Le propriétaire ou l'usufruitier doivent-ils reconstruire ce qui est tombé ou a été détruit, 447. — Les servitudes se continuent en cas de reconstruction, 504.

RECOURS. Quel est celui de l'héritier qui a payé au-delà de sa part d'une dette de la succession, 897. — *Item* du codébiteur d'une dette solidaire qui l'a payée en entier, 1096. — Recours de celui qui a payé la dette d'un autre, 1256. — Il est accordé à la caution contre le débiteur, 1782 et suiv. — *Item* contre les codébiteurs, 1787.

RECTIFICATION des actes de l'état civil, 32. 33.

REDDITION DE COMPTES. V. *Compte et comptes de la tutelle.*

RÉDUCTION. Quand il y a lieu à réduire les dispositions testamentaires, 606 et suiv.. — Comment cette réduction s'opère, 609. 610. — Comment faut-il établir la consistance de la succession pour la demander, 844. — Règles sur la réduction des donations entre-vifs, 946 et suiv. — Sur la réduction des anciennes donations. V. *Loi transit.* 13. — Réduction des inscriptions hypothécaires, 1956 et suiv.

REFUS. *Quid* si le mari refuse d'autoriser sa femme, 94. 810. 925. — *Item* si le conseil judiciaire refuse son consentement, 348. —

Item si le tuteur refuse d'accepter une donation faite au mineur, 928. — Peine du refus d'administrer une tutelle, 246.

REGISTRES. Autorité de ceux de l'état civil et des extraits de ces registres, 27 et suiv. — Il y en a un des tuteurs, 191, — et des interdits, 342.

REGISTRES ET PAPIERS DOMESTIQUES. Leur effet pour la preuve de la filiation, 127, — pour la preuve du paiement ou de l'obligation, 1200.

RELIGIEUX. V. *Profession religieuse*.

RELIQUAT. Depuis quand celui dû par le tuteur porte intérêt, 298. — Il donne lieu à une inscription hypothécaire, 1872.

REMBOURSEMENT. Le tuteur peut-il recevoir le remboursement des capitaux du mineur, 286. — Le mari perçoit celui des capitaux de sa femme, 1280. — Cas où le remboursement d'un capital peut être exigé avant le terme convenu, 1656. 1894.

RÉMÉRÉ. V. *Rachat conventionnel*.

REMISE DE LA DETTE. Quand elle a lieu 1155 et suiv. — Remise du prix du bail pour perte de fruits, 1504 et suiv.

REMPLI. Règles qui le concernent, 1297. 1316.

RENONCIATION. Peut-on renoncer partiellement à l'usufruit, 426. 457. — *Quid*, si la renonciation a lieu en fraude des créanciers, 463. — Peut-on renoncer à une substitution, 735. 738, — à la faculté de tester, 584, — de révoquer un testament, 752. — Cas dans lequel la renonciation à une succession en emporte l'acceptation, 818. — Comment se fait la renonciation à une succession, 824. — Effets de cette renonciation, 825 et suiv. — Peut-on répudier la part du renonçant, *Comp.* 714 et 828. — Droits des créanciers de celui qui renonce, 829. — *Quid*, si l'héritier ne se déclare pas sur l'acceptation

de la succession dans les trois mois dès son ouverture, 830. *Comp.* 847. — Peut-on revenir de la renonciation, 831. — On ne peut renoncer à une succession non ouverte, 832. 1012. — Cas de déchéance de la faculté de renoncer à une succession, 833. — L'héritier qui renonce peut-il réclamer le legs ou retenir la donation qui lui a été faite, 873. — On peut renoncer au mandat, 1759. 1763. — Peut-on renoncer à la prescription, 1978,

RENOUVELLEMENT des inscriptions hypothécaires, 1917 et suiv.

RENTES. Comment elles s'établissent, 1657 et suiv. — Espèces, 1659. — Prescription des arrérages de rentes, 2023.

RENTES PERPÉTUELLES. Espèces, 1660. — Principes qui les régissent, 1661 et suiv. — Elles sont essentiellement rachetables, 1663. — Comment ce rachat s'opère, 1664. — Cas de rachat obligatoire, 1666 et suiv. V. *Créance à rente perpétuelle*.

RENTE FONCIÈRE. Définition, 1660. — Son effet quant à la propriété de l'immeuble qui en est l'objet, 1662. — Comment s'opère le rachat de cette rente, 1664. — Le débiteur de cette rente ne peut se libérer en abandonnant le fonds, 1665. — Hypothèque qui en résulte, 1885. — Qui la paye en cas de legs de la chose qui en est grevée, 706.

RENTE VIAGÈRE. Elle peut être constituée à titre onéreux ou gratuit, 1723 et suiv. — Sur quelles têtes, 1726 et suiv. — Au profit de qui, 1728. — Cas de nullité du contrat, 1729. 1730. — Taux de la rente, 1731. — Cas de résiliation et règles sur le paiement des arrérages, 1732 et suiv. — Prescription des arrérages, 2023.

RÉPARATIONS. Leurs différentes espèces, 446. — Quelles sont celles dont l'usufruitier est tenu, 445. — Qui les fait au mur mitoyen, 495. — Règles pour les réparations à faire dans une maison appartenant à plusieurs, 503. — Qui doit les faire en cas de louage, 1462. — Quelles sont les réparations locatives, 1496. — Cas où ces

réparations ne sont pas à la charge du locataire, 1497. — Privilège dont jouissent les réparations locatives, 1858.

RÉPÉTITION. Elle est accordée à celui qui a payé ce qu'il ne devait pas, 1117. 1256.

REPRÉSENTATION. En quoi elle consiste et comment elle a lieu, 771 et suiv.

REPRISES. Privilège dont la femme jouit pour la reprise de ses apports, 1857.

RÉPUDIATION. Celle du legs le rend caduc, 683. — Celle des successions est facultative, 809, 820. V. *Renonciation*.

RESCISION. Tribunal compétent pour reconnaître de la demande en rescision d'un partage, 855. — Principes concernant cette rescision, 912 et suiv. — Rescision des conventions pour erreur, violence, dol ou lésion, 999. 1000. — Rescision des actes faits en fraude des créanciers, 1050. -- Durée de l'action en rescision d'une convention, 1174. V. *Nullité*. — Rescision de la vente, a) pour défauts cachés, 1385 et suiv. - b) pour défaut de paiement du prix, 1399. 1400, - c) pour cause de lésion, 1416 et suiv. — Cas de rescision des transactions, 1808 et suiv. V. *Résiliation*.

RÉSERVE. V. *Légitime*.

* RÉSILIATION. L'acquéreur peut faire résilier la vente, - a) pour cause d'éviction partielle, 1380, - b) pour défaut de déclaration de servitudes non apparentes, 1382. — Conditions auxquelles le maître peut résilier le marché à forfait, 1542. V. *Résolution*.

RÉSOLUTION. Celle des contrats synallagmatiques, pour défaut d'exécution, 1067. - Peut-on demander celle de la vente pour défaut de paiement, 1398 et suiv. — Autres cas de résolution de la vente, 1401 et suiv. — Le contrat de louage se résout par la perte de la chose, 1483, - mais non par la mort, 1484. - *Comp. 1515*, - ni par

l'aliénation, 1485, — ni dans le cas où le bailleur voudrait occuper lui-même la maison louée, 1499. — Résolution du bail à métairie par la mort du colon, 1515.

RESPONSABILITÉ. Celle du depositaire des registres de l'état civil, 30, — des membres de la chambre pupillaire, 188, — du second mari de la mère tutrice, 208, — du tuteur, 256. 261, — des héritiers du tuteur, 222. — Meubles dont le tuteur n'est pas responsable, 296. — Responsabilité de l'usufruitier, quant aux usurpations commises sur le fonds sujet à usufruit, 453. — Responsabilité quant au dommage causé par un délit ou quasi-délit, 1261 et suiv., — par un animal, 1264, — par la ruine d'un bâtiment, 1265. — Responsabilité du mari quant aux biens de sa femme, 1281. 1284. 1312 et suiv. — Responsabilité du locataire ou fermier, 1474 et suiv., — des voituriers, 1530 et suiv. — Responsabilité de ceux qui sont chargés de prendre inscription sur les biens des maris, tuteurs, &c. 1867. 1872.

RESTITUTION. Comment se fait celle de la chose indûment reçue, 1255 et suiv. — *Item* celle du bien des femmes, 1312 et suiv. — *Item* celle du prêt d'argent, 1640 et suiv. — *Item* celle du dépôt 1688 et suiv.

RETOUR. Quand il a lieu pour les biens donnés à l'enfant naturel, 792. — Retour qui compense l'inégalité des lots, 863. — Stipulation du droit de retour dans les donations et effets de ce droit 935 et suiv.

RETRAIT, en cas de cession de droit à une succession, 868.

RETRAIT LIGNAGER. Son abolition. Loi transit. 18.

RÉTROACTIVITÉ. La loi n'a pas d'effet rétroactif, 1. — La condition accomplie rétroagit, 1062.

REVENUS. A qui appartiennent ceux des biens d'un absent, 59. 61. 63. 69. 76, — ceux des biens d'un fils de famille, 166. *Comp. 170.* —

Le mineur émancipé reçoit les siens, 307. — Quel emploi on doit faire des revenus d'un interdit pour démence ou imbécillité, 337. — Ceux des biens de la femme appartiennent au mari, 1278. — A quelle charge, 1283.

RÉVISION. Les copartageans peuvent demander celle de la taxe, 865.

RÉVOCATION. Peut-on révoquer les pouvoirs d'un associé, 1604. — Révocation d'un mandat, 1759 et suiv.

RÉVOCATION DE DONATION. Causes qui y donnent lieu et ses effets, 952 et suiv. — On ne peut renoncer à la révocation de la donation pour survenance d'enfant, 967. — Prescription de l'action en révocation pour cette cause, 968.

RÉVOCATION DE LEGS. Comment elle a lieu, 678 et suiv. V. *Caducité*.

RÉVOCATION DE TESTAMENT. On ne peut renoncer au droit de révoquer un testament, 752. — Révocation a) par acte postérieur, 753, — b) par cancellation, 754. — Effets de la révocation, 755. 756. 758. — Effet du testament postérieur qui ne révoque pas expressément le testament antérieur, 757.

RHÔNE. Il est une dépendance du domaine public, 376.

S.

SAISIE. Cas où la rente viagère peut être stipulée insaisissable, 1738. — Effet de la saisie de l'hypothèque quant aux créanciers hypothécaires antérieurs ou postérieurs, 1924 et suiv.

SAISINE. Le testateur peut donner celle des meubles à l'exécuteur testamentaire, 747. — Comment l'héritier peut la faire ces-

ser, 751. — Comment et au profit de qui a lieu la saisine d'une succession, 800.

SACRILÈGES (Les enfans) ne peuvent être légitimés, 134.

SALAIRE. Foi due au maître pour le paiement des salaires, 1528. — Privilège dont ils jouissent, 1857.

SCELLÉS. Quand le tuteur doit requérir la levée des scellés, 262. — Cas où les scellés doivent être apposés sur les meubles d'une succession, 803.

SECONDES NÔCES. Leurs effets, *a)* quant à la femme qui les contracte avant dix mois depuis le décès de son mari, 102, — *b)* quant à l'époux qui a des enfans d'un précédent mariage, 103. 104. 105. 169, — *c)* quant à l'usufruit accordé au conjoint survivant, 794.

SÉPARATION DE BIENS. Son effet quant à la capacité de la femme, 96. — Elle est la conséquence de la séparation de corps, 111. — Quand elle peut être demandée et par qui, 1303. 1305. — Autorisation nécessaire à cet effet, 1306. — Elle ne peut être volontaire, 1305. — Publicité à lui donner, 1307. — Son effet, 1308. 1319. — Cessation, 1310 et suiv. — Réclamation des créanciers du mari, 1309.

SÉPARATION DE CORPS. Ses effets civils, *a)* par rapport aux époux, 38. 106. 107. 111. — *b)* par rapport aux enfans, 108. 109. 110. 168.

SÉPARATION DE PATRIMOINE. Qui peut la demander, 899. *Comp.* 906. — Cas de renonciation tacite à ce droit, 900. — Comment il se conserve, et délai dans lequel il peut être exercé, 901. 902. — Son effet, 902 et suiv. 1874 et suiv.

SÉQUESTRE. Il y a lieu au séquestre à défaut de caution de la part de l'usufruitier, 442. — *Item* à défaut de garanties de la part des héritiers d'un religieux, 807. — *Item* si le créancier abuse du gage,

1841. — Règles sur les différentes espèces de séquestre, 1710 et suiv.

SERMENT. Il doit être prêté par le tuteur, 257. — Cas où il peut être déféré aux marchands, &c., 1198. — Il ne peut être prêté par un fondé de pouvoir, 1232. — Espèces de serment judiciaire, 1233. — Règles concernant le serment décisoire, 1234 et suiv. — Espèces de serment déféré par le juge, 1244. — Ce serment ne peut être référé, 1247. — Quand il y a lieu, *a*) au serment supplétif, 1245 et suiv. *Comp.* 1198 - *b*) au serment sur la valeur de la chose demandée, 1248. — Serment qui peut être déféré en cas de prescription, 2024. 2027.

SERVICES PERSONNELS. On ne peut les engager qu'à temps, 1527.

SERVITUDES. Elles sont immeubles, 366. — Leur définition, 476. — Comment elles s'établissent, 477. — Règles concernant les servitudes dérivant de la situation des lieux, 478 et suiv. — Des servitudes établies par la loi, 489 et suiv. — Servitudes qui peuvent être établies par le fait de l'homme et comment, 534 et suiv. — Espèces de servitudes, 537. 538. — Comment la servitude s'établit sur un fonds indivis, 546. — Droits résultant des servitudes, 547 et suiv. — Comment elles s'éteignent, 553 et suiv. — Cas où une servitude éteinte revit, 1935.

SOCIÉTÉ. Sa définition, 1581. — Objets du contrat et apports des associés, 1582. — Espèces, 1583. — *Sociétés universelles.* - Espèces, 1584. — Ce que comprend, *a*) la société de tous biens présents, 1585, - *b*) la société universelle de gains, 1586, - *c*) la société universelle en général, 1587. — Entre quelles personnes elles peuvent être contractées, 1588. — *Sociétés particulières.* Ce que c'est, 1589. 1590. — Engagemens des associés, *a*) entre eux, 1591 et suiv. - *b*) à l'égard des tiers, 1610 et suiv. — Dissolution de la société, 1613 et suiv. — Renvoi quant aux règles sur le partage entre associés, 1620.

SOCIÉTÉS AUTORISÉES. Elles jouissent des droits civils, 8.

SOLIDARITÉ. Règles sur la solidarité, a) entre les créanciers, 1079 et suiv. - b) entre les débiteurs, 1082 et suiv. — L'indivisibilité ne résulte pas de la solidarité, 1101. — Effet par rapport aux codébiteurs solidaires de la remise du titre ou de la dette faite à l'un d'eux, 1155. 1156. — Influence de la solidarité sur la compensation et la confusion, 1164. 1171. — Effet du serment déféré par l'un des créanciers ou prêté par l'un des débiteurs solidaires, 1243. Quand il y a solidarité entre les associés, 1610. — Solidarité des emprunteurs, 1633, — des mandans et des mandataires, 1751. 1758. -- La solidarité n'implique pas la renonciation au bénéfice de division, 1779.

SOLVABILITÉ. Garantie de celle des débiteurs d'une succession, 911. -- Comment s'estime celle de la caution, 1774. - *Quid*, si la caution devient insolvable, 1775.

SOURCE. Droit de celui qui a une source dans son fonds, 480. -- Comment elle se prescrit, 481. -- Le propriétaire peut-il en changer le cours, 482. V. *Eau*.

SOUS-LOCATION. Droit du preneur de sous-louer, 1459. -- Obligation du sous-locataire envers le propriétaire, 1495. -- Privilège du propriétaire en cas de sous-location, 1858.

SPÉCIFICATION. A qui appartient ce qui a été fait avec une matière appartenant à un autre, 411 et suiv.

STIPULATION. Peut-on stipuler ou promettre pour un tiers, 1001 et suiv. -- Elle ne peut avoir pour objet une succession future, 1012.

SUBROGATION. Elle est conventionnelle ou légale, 1131 et suiv. -- Elle a lieu au profit de l'arrière-caution, 1788, - et du tiers détenteur qui a payé la dette hypothécaire, 1937 et suiv.

SUBROGÉ-TUTEUR. SUBROGÉ-CURATEUR. Leur nomination et leurs fonctions, 223 et suiv. 363. -- La quittance doit être approuvée par le subrogé-tuteur, 286. -- Responsabilité du subrogé-tuteur pour défaut d'inscription sur les biens du tuteur, 1867.

SUBSTITUTION FIDÉICOMMISSAIRE. Définition, 725. -- Cas dans lesquelles elle a lieu, 726. 730. -- Effet du fidéicommiss de famille, 727. -- Epoque de la restitution lorsqu'elle n'est pas fixée, 728. -- Degrés de substitution, 729. 731. -- Peut-on substituer celui qui n'est pas conçu, 732. -- Droits et obligations du grevé de substitution, 733 et suiv. - Caution à fournir par le grevé, 734. - Ouverture des droits des substitués, 735. - Extinction de la substitution, *a*) par le prédécès du substitué, 736, - *b*) par la survenance d'enfants, 737. -- Peut-on renoncer à une substitution, 738. -- Inventaire des biens substitués, 739. -- Effet de l'usufruit ou de l'annuité laissé à plusieurs personnes successivement, 740. -- De la substitution par donation entre-vifs, 937. -- Effet des substitutions anciennes, *Loi transit. 11.*

SUBSTITUTION VULGAIRE. Définition, 720. -- Règles qui la régissent, 721 et suiv.

SUCCESSION. Ouverture de la succession du condamné à mort, et à qui elle est dévolue, 22 et suiv. -- Ouverture de la succession d'un absent, 62. 63. -- A qui appartient la succession vacante ou abandonnée, 378. 798. 849. -- Elle est un mode d'acquérir, 562. -- Comment elle se défère, 574. 778 et suiv. -- On ne peut en disposer que par testament, 575. -- Quand elle s'ouvre, 799. 805. -- Acceptation et répudiation, 808 et suiv. -- Des successions vacantes, 847 et suiv. -- On ne peut stipuler sur une succession future, ni y renoncer, 1012. *Comp. 1344.* -- Exception, 981. -- L'ordre des successions ne peut être changé par contrat de mariage, 1271. -- On ne peut vendre la succession d'une personne vivante, 1344. -- La succession future entre-t-elle dans la société universelle, 1585.

SUCCESSION AB INTESTAT. Quand elle a lieu, 759. -- A qui

elle est déferée en général, 760. -- Règles concernant la division des biens entre les lignes paternelle et maternelle, 761 et suiv. -- Personnes qui peuvent ou non succéder, 769. 770. -- Du droit de représentation, 771 et suiv. -- Comment la succession se défère aux descendans, 778. -- Comment aux ascendans et aux collatéraux, 779 et suiv. -- Droits réciproques des enfans naturels et de leur père et mère, 783 et suiv. -- Droits du conjoint survivant et de l'Etat, 793 et suiv.

SUCCESSION TESTAMENTAIRE. V. *Testament*.

SUCCESSION VACANTE. On lui donne un curateur, 352. -- A qui elle appartient, 378. 798. 849. -- Formes à suivre en cas de succession vacante, 847.

SUPPRESSION D'ÉTAT. Quand peut être intentée l'action criminelle résultant de ce délit, 129.

SURVENANCE D'ENFANS. Elle révoque de plein droit les dispositions testamentaires, 684. 685. -- Quand elle fait tomber la substitution, 737. -- Son effet sur les donations entre-vifs, 961 et suiv.

SURVIE. Règle sur la présomption de survie en cas de mort de plusieurs personnes dans un même événement, 11. -- La disposition testamentaire dépend de la survie de l'avantagé, 682. -- Droits de l'époux survivant, 793 et suiv. -- Influence de la survie dans les donations en vue de mariage, 976. 978.

T.

TACITE RECONDUCTION. Quand elle a lieu, à quelles conditions et pour quel temps, 1480 et suiv.

TAILLES. Moyen de preuve, 1202.

TAILLIS. Droits de l'usufruitier sur les taillis, 428.

TAUX. Quel est celui de l'intérêt légal ou conventionnel, 1652.
 -- *Item* de la rente viagère, 1731.

TÉMOIN. Le condamné à mort ne peut l'être, 19. -- La preuve de la filiation peut-elle être faite par témoins, 126. -- Nombre, présence, signature et incapacité des témoins dans les testamens, 627. 630. 632. 633. 634. 637. 641. 642. 647. -- Cas dans lesquels la preuve testimoniale n'est pas admise, 1213 et suiv.

TERME. En quoi il diffère de la condition, 1068. -- Effet du terme, 1069. -- Il est censé stipulé en faveur du débiteur, 1070. -- Déchéance du bénéfice du terme, 1071. -- Cas où l'on peut redemander la chose prêtée avant le terme convenu, 1635. 1656. -- Cas où le terme de la restitution du prêt est réglé par le juge, 1645. 1646.

TESTAMENT. Le condamné à mort ne peut tester, 19. -- Quand s'ouvre celui de l'absent, 54. -- La femme peut tester sans l'autorisation de son mari, 101. -- Définition du testament, 576. -- Son contenu, 577. -- Deux personnes ne peuvent tester par le même acte, 579. -- Quelles personnes peuvent disposer et recevoir par testament, 580 et suiv. -- On ne peut s'interdire la faculté de tester, 584. -- Portion de biens dont on peut disposer par testament, 597 et suiv. -- Réduction des dispositions testamentaires, 606 et suiv. -- Exhérédation, 611 et suiv. -- Forme des testamens, *a)* en général, 620, - *b)* du testament olographe, 621 et suiv. - *c)* du testament public, 627 et suiv. - *d)* du testament fait à l'étranger, 636. - *Comp.* 3, - *e)* des testamens privilégiés, 637 et suiv. -- Institution d'héritiers et legs, 648 et suiv. -- Droit d'accroissement, 711 et suiv. -- Substitutions, 720 et suiv. -- Exécuteurs testamentaires, 741 et suiv. -- Révocation des testamens, 752 et suiv. -- Règle pour l'interprétation des testamens anciens, *Loi transit.* 10.

TESTAMENS MILITAIRES. Quand et comment on peut les faire, 641. 642. 644. -- Ils doivent être transmis au Conseil d'Etat, 643. -- Quand ils cessent d'avoir leur effet, 645.

TESTAMENT OLOGRAPHE. Sa forme, 621. -- Il doit être déposé chez un notaire, 622. -- Règles concernant ce dépôt, 623 et suiv. -- Du testament olographe fait à l'étranger, 636. -- Comment il peut être révoqué, 754.

TESTAMENS PRIVILÉGIÉS. Quand et comment on peut les faire, 637. 640. -- Ils doivent être déposés chez un notaire, 638. 640. -- Quand ils cessent d'avoir leur effet, 639. 640.

TESTAMENT PUBLIC. Sa forme, 627 et suiv. -- Règle particulière pour les cas d'urgence, 633. -- Disposition concernant le testament des sourds, 634. -- Forme du testament fait à l'étranger, 636.

TIERS. Effet du legs au profit d'une personne à désigner par un tiers, 657. -- Effet de la promesse ou de la stipulation pour un tiers, 1001 et suiv. -- Effet des conventions à l'égard des tiers, 1048 et suiv. -- Obligations qui peuvent être acquittées par un tiers, 1118 et suiv. -- Cas où la subrogation a lieu à son égard, 1131 et suiv. -- La compensation ne préjudicie pas aux droits acquis à un tiers, 1168. -- Les contre-lettres n'ont pas d'effet contre les tiers, 1190. -- La rente viagère peut être constituée au profit d'un tiers, 1728.

TIERS DÉTENTEUR. Effet de la révocation des donations contre les tiers détenteurs, 958. 965. -- La rescision pour lésion ne peut être demandée contre le tiers détenteur, 1426. -- Effet des hypothèques contre les tiers détenteurs, 1927 et suiv.

TITRES. A qui doivent être remis ceux relatifs aux biens d'une succession, 869. -- Leurs différentes espèces, 1185 et suiv. -- Foi que font les copies des titres, 1203 et suiv. -- Moyen d'en obtenir la restitution, 1817. -- Prescription de l'action en restitution de titres, 2025 et suiv. *V. Actes.*

TITRE NOUVEL. Quand il peut être exigé, 2017.

TOITS. V. *Egouts.*

TRADITION. Elle n'est pas nécessaire pour transférer la propriété, 930. 1021. -- Préférence qui en résulte quant aux meubles, 1024. - *Comp.* 2030. -- Comment se fait celle des immeubles, des meubles et des créances, 1349 et suiv. 1430. 1431. -- Elle est nécessaire au dépôt et au gage, 1675. 1835. V. *Délivrance.*

TRAITÉ. Conditions auxquelles il peut avoir lieu entre le tuteur et le mineur devenu majeur, 301.

TRANSACTION. Définition, 1800. -- Qui peut transiger, 1801. -- Objet, 1802. -- Effet de la peine ajoutée à la transaction, 1803. -- Règles d'interprétation des transactions, 1804 et suiv. -- Leur effet, 1808. Cas de rescision, 1808 et suiv. -- Règles concernant les transactions sur alimens, 1815.

TRANSCRIPTION. Elle doit avoir lieu de l'acceptation de la donation par acte séparé, 931. -- *Item* de la demande en révocation pour cause d'ingratitude, 959. -- *Item* des aliénations d'immeubles par acte entre-vifs, 1939. -- En quoi elle consiste, 1940. -- Manière d'y procéder, 1941 et suiv. -- Effet de la transcription et du défaut de transcription, 1946. 1947. -- Paiement des frais, 1948.

TRANSPORT DE CRÉANCES. Le tuteur ne peut en accepter contre le mineur, 281. -- Comment il s'opère, 1430. -- Quand il a son effet contre les tiers, 1431. -- Son effet envers le débiteur cédé, 1432. -- Ce qu'il comprend, 1433. -- Garantie de la créance et de la solvabilité du débiteur, 1434 et suiv. -- Règles sur le transport de droits litigieux, 1440 et suiv.

TRÉSOR. L'usufruitier n'a aucun droit à celui trouvé dans le fonds dont il jouit, 437. -- Règles sur la propriété du trésor et sa définition, 567.

TROUPEAU. Effet de l'usufruit sur un troupeau, 456, *Comp.* 455.

TUTELLE. Principe général sur l'administration des tutelles, 182. -- Comment elle est déférée, 201. 211. 212. -- Règles concernant la tutelle déférée à la mère, 203 et suiv. -- A qui et comment est déférée la tutelle des ascendans, 211. -- Règles concernant la tutelle déférée par la chambre pupillaire, 212 et suiv. -- La tutelle est une charge personnelle, 222. -- Durée de la tutelle, 229 et suiv. -- Causes qui en dispensent, 232 et suiv. -- Manière de les proposer, 241 et suiv. -- Peine du refus d'administrer une tutelle, 246. -- Incapacité, exclusion et destitution de la tutelle, 247 et suiv. -- De l'administration du tuteur, 256 et suiv. -- Des comptes de la tutelle, 291 et suiv.

TUTEUR. Le condamné à mort ne peut l'être, 19. -- On en donne un à l'enfant dont on conteste la filiation, 118. -- Cas où l'on en donne un au fils de famille, 176. -- Le tuteur testamentaire est-il obligé d'accepter la tutelle, 210. -- Qui peut nommer un tuteur testamentaire et par quel acte, 201. 202. -- Quand le tuteur doit commencer à administrer, 256. -- Devoirs du tuteur, a) en général, 257, - b) quant à la personne du mineur, 258. 259, - c) quant aux biens, 261 et suiv. -- Il ne peut accepter la cession d'une créance contre le mineur, 281. -- Règles concernant la reddition des comptes, 291 et suiv. -- Indemnité qu'il reçoit, 299. -- Conditions requises pour qu'il puisse traiter avec le mineur devenu majeur, 301. -- Il ne peut acquérir les biens du mineur, 1339.

TUTEUR PROVISOIRE. Quand il y a lieu d'en nommer un, 221.

TUTEUR (subrogé) V. Subrogé-tuteur.

U.

UNION de choses appartenant à différents propriétaires. V. *Adjonction, Mélange, Spécification*.

USAGE. Il sert à déterminer le droit d'usufruit des bois, 428. 429. 431, - à interpréter les conventions, 1018. 1042.

USAGES LOCAUX. Leur maintien en certains cas, 483. 516, *Comp.* 1042. 2033.

USAGE (Droit d'). -- Etablissement et extinction de ce droit, 466. -- Droits et obligations de l'usager, 467 et suiv.

USUFRUIT. Sa définition, 416. -- Comment il s'établit, *a)* en général, 417, - *b)* au profit des père et mère sur les biens des enfants, 166, -- *c)* au profit du conjoint survivant, 793 et suiv. - *d)* en cas de convol en secondes noces, 103. -- Modalité, 418. -- Sur quels biens il peut s'établir, 419. -- Peut-on laisser un usufruit à plusieurs personnes successivement, 740.

Droits de l'usufruitier. en général, 420, - sur les fruits pendans à l'ouverture ou à la fin de l'usufruit, 421, - sur les fruits civils, 422. 423, - sur les fongibles, 424, - sur les non fongibles, 425, *Comp.* 939. -- Droit d'abandonner les meubles, 426. -- Sur une rente viagère, 427. -- Sur des taillis et autres bois, 428 et suiv. -- Cession de l'usufruit, 433. -- Durée du bail passé par l'usufruitier, 434. -- Son droit sur l'alluvion, 435, - sur les servitudes, 436, sur les mines, carrières et trésor, 437. -- Obligation du propriétaire et améliorations faites par l'usufruitier, 438.

Obligations de l'usufruitier. Inventaire et cautionnement, 439 et suiv. -- A la charge de qui sont les réparations, 445. - Quelles sont les grosses réparations, 446. -- Le bâtiment en ruine doit-il

être reconstruit, 447. -- L'usufruitier supporte les charges annuelles, 448. -- Qui supporte celles imposées pendant la durée de l'usufruit, 449. -- Règles sur le paiement des dettes, 450. 451, - les frais de procès, 452. -- L'usufruitier répond des usurpations, 453, - de la perte des fongibles, 454. -- Est-il tenu de la perte des animaux, 455 et suiv. -- Perte, fin et réduction du droit d'usufruit, 102, 106. 169. 457 et suiv. 794. V. *Jouissance*.

USURPATION. L'usufruitier est tenu de celles qui se commettent pendant la durée de l'usufruit, 453. -- Obligation du fermier d'en avertir le propriétaire, 1503.

V.

VALAISAN. Il jouit des droits civils, 6. - V. *Loi transit.* 2. -- Condition de l'enfant d'un Valaisan né à l'étranger, 12. - *Item* de l'enfant trouvé, 13. -- Perte des droits ou de la qualité de Valaisan, 15 et suiv. *Loi transit.* 3.

VENTE. Définition. 1320. -- Quand elle est parfaite, 1321. -- Modalité, 1322. -- Effet de la vente de marchandises, 1323 et suiv. -- Vente à l'essai, 1326. -- Effet de la promesse de vente, 1327 et suiv. -- Vente avec arrhes, 1331 et suiv. -- Détermination du prix, 1333 et suiv. Paiement des frais, 1336. -- Qui peut acheter ou vendre, 1337 et suiv. -- Choses qui peuvent être vendues, 1341 et suiv. -- Obligations du vendeur, 1346 et suiv. -- Obligations de l'acheteur, 1394 et suiv.. -- Cas de nullité ou de rescision de la vente, 1401 et suiv. -- Vente par licitation, 1427 et suiv. -- Transport de créances, 1430 et suiv. -- Vente d'une hérédité, 1437 et suiv. -- Cas où la vente donne lieu à une inscription d'office, 1945.

VENTILATION. Cas où elle a lieu, 1345. 1388.

VIABILITÉ. Elle est nécessaire pour jouir des droits civils, 9. 585. 769. -- Quand elle se présume, 9. -- Le mari ne peut désavouer l'enfant qui n'est pas déclaré viable, 114.

VICES. A quelles actions donnent lieu les vices de la chose vendue, 1369. 1385 et suiv.

VIOLENCE. Elle peut faire rescinder un partage, 912. -- Elle vicie le consentement, 991. 993 et suiv.

VOISINAGE. Il est cause d'engagemens involontaires, 1249. -- Droits et obligations qui en résultent, V. *Bornage, Mitoyenneté, Fossés, Fosses d'aisance, Puits, Egoûts, Vue, Passage, Plantations, Constructions.*

VOITURIERS. Obligations des voituriers par terre et par eau, 1530 et suiv. -- Leur privilège sur la chose voiturée, 1858.

VOL. Responsabilité du voleur, quant à la valeur de la chose soustraite, 1172. -- Responsabilité des aubergistes, quant au vol d'effets des voyageurs, 1788. -- Revendication de la chose volée, 2030. -- Cas dans lequel le prix de la chose volée doit être remboursée au possesseur évincé, 2031.

VOUTES. Qui les répare dans une maison commune, 503.

VUES. On peut en pratiquer dans le mur mitoyen sans le consentement du voisin, 520. -- Distance à observer dans les constructions, lorsque le voisin a droit de vue, 522. -- Les vues sont des servitudes continues, 537.



Errata du Code Civil.

Art. 145, 3me ligne, au lieu de *prévu*, lisez *prévu*.

Page 48, au lieu de Titre VII, lisez Titre VIII.

Art. 315, 2me ligne, et art. 337, 2me ligne, au lieu de *imbécilité*, lisez *imbécillité*.

Art. 330, 3me ligne, au lieu de *judiniaire*, lisez *judiciaire*.

Art. 363, 3me ligne, au lieu de *mesnre*, lisez *mesure*.

Art. 492, 4me ligne, au lieu de *acqueducs*, lisez *aqueducs*.

Page 133, au lieu de Chapitre II, lisez Chapitre III.

Art. 550, au lieu de *lequel*, lisez *lequel*.

Art. 729, au lieu de *ou-delà* lisez *au-delà*.

Art. 984, 2me ligne, au lieu de *plusisurs*, lisez *plusieurs*.

Art. 1582, 2me ligne, au lieu de *contracté* lisez *contractée*.

Art. 1913, 3me et 7me lignes, au lieu de *prises*, lisez *prise*.

Art. 1927, au lieu de *hypotépue*, lisez *hypothèque*.

Art. 1934, 5me ligne, au lieu de *novvelle*, lisez *nouvelle*.

Art. 1995, au lieu de *successurs*, lisez *successeurs*.

Table alphabétique.

Au mot : *Bulletin officiel*, ajoutez : - de choses perdues, 569.

Au mot : *Dégradations*, 3me ligne, lisez : c) du mari, 1281. 1284.

Au mot : *nullité*, à la fin de la 17me ligne, ajoutez : 1820.



THE HISTORY OF THE

REPUBLIC OF THE UNITED STATES

OF AMERICA

FROM 1776 TO 1876

BY

JOHN P. FLETCHER

OF THE

NEW YORK PUBLIC LIBRARY

ASTOR LENOX AND TILDEN FOUNDATIONS

NEW YORK

1876

THE HISTORY OF THE

REPUBLIC OF THE UNITED STATES

OF AMERICA

FROM 1776 TO 1876

BY

JOHN P. FLETCHER

OF THE

NEW YORK PUBLIC LIBRARY

ASTOR LENOX AND TILDEN FOUNDATIONS

NEW YORK

1876

LOI

APPORTANT DES MODIFICATIONS AU CODE CIVIL.

LE GRAND CONSEIL

DU CANTON DU VALAIS,

Sur la proposition du Conseil d'Etat,

ORDONNE :

DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

Art. 1. L'article 177 du Code civil est modifié comme suit :

177. Le père doit, tous les quatre ans, rendre compte de son administration, ou immédiatement, s'il perd cette administration, ou s'il convole en secondes noces.

Ce compte sera rendu dans la forme prescrite pour celui des tuteurs.

S'il est reliquataire, il doit s'acquitter immédiatement de sa dette, ou fournir des garanties suffisantes, acceptées par la chambre pupillaire.

A défaut de ce faire, il sera nommé à l'en-

fant un curateur *ad hoc* qui pourvoira, sous sa responsabilité personnelle, à ce que ces garanties soient fournies.

Les chambres pupillaires doivent dresser un état des fils de famille ayant des avoirs à eux propres et veiller à l'exécution des prescriptions qui les concernent.

Des comptes de la tutelle.

Art. 2. L'alinéa de l'article 291 du Code civil est abrogé.

Art. 3. Il sera ajouté à l'article 298 du Code civil la disposition suivante :

• Si le reliquat dû par le tuteur n'est pas payé immédiatement après la clôture du compte, le tuteur qui succèdera au tuteur reliquataire devra, sous sa responsabilité personnelle, exiger du débiteur qu'il fournisse des garanties suffisantes, par hypothèques ou autrement.

DE LA CONTRAINTE PAR CORPS.

Art. 4. L'article 1816 du Code civil, admettant la contrainte par corps pour cause d'insolvabilité du débiteur, est abrogé.

DES PRIVILÈGES.

Art. 5. Les privilèges des femmes, des fils de famille, des mineurs et des interdits, ainsi que celui des avocats et des procureurs, mentionnés

aux N^{os} 7, 8, 9 et 10 de l'article 1857 du Code civil, sont abolis.

En conséquence, les articles 1853, 1856 et 1857 du Code civil sont modifiés comme suit :

1853. Le privilège est un droit que la cause de la créance donne à un créancier d'être préféré aux autres créanciers.

1856. Les privilèges ne s'exercent que sur les meubles, sauf ce qui est dit au dernier alinéa de l'article suivant et à l'article 1861.

Ils sont ou généraux ou particuliers sur certains meubles.

Des privilèges généraux sur les meubles.

1857. Les créances privilégiées sur la généralité des meubles sont celles ci-après exprimées :

- 1^o Les frais nécessaires pour funérailles,
- 2^o Les frais de justice faits dans l'intérêt commun des créanciers ;
- 3^o Les frais de maladie pendant les douze derniers mois ;
- 4^o Les salaires des domestiques, pour l'année échue ;
- 5^o Les salaires de ceux qui ont travaillé à la journée pendant les six derniers mois ;
- 6^o Les fournitures pour aliments faites au débiteur et à sa famille, pendant les six derniers mois.

Les termes mentionnés aux N^{os} 4, 5 et 6 se comptent en remontant à partir du jour de l'ouverture du concours entre les créanciers.

Cependant ces créances pourront, à la demande des intéressés, être colloquées sur le prix des immeubles du débiteur, de préférence aux créanciers chirographaires.

Des privilèges spéciaux sur certains meubles.

Art. 6. L'article 1858 du Code civil est modifié comme suit :

1858. A la fin du N^o 1 de cet article, les mots ; *Sauf ce qui est dit à l'article 1880*, seront remplacés par ceux-ci : « Sauf, toutefois, les droits acquis à des tiers depuis le transport qui en a été fait ».

Du rang des privilèges et des biens sur lesquels ils s'exercent.

Art. 7. Les articles 1859 à 1873 inclusivement du Code civil sont abrogés et remplacés par les trois articles suivants :

1859. Les privilèges mentionnés à l'article 1857 s'exercent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés.

1860. En cas de concours entre les privilèges énoncés aux N^{os} 5 et 6 de l'article 1858, celui désigné au N^o 6 aura la préférence.

1861. Les privilèges mentionnés à l'article 1857 se prélèvent sur les biens libres de tout gage, privilège spécial ou hypothèque.

S'il n'y a pas de tels biens ou s'il n'y en a pas en suffisance, les privilèges mentionnés aux N^{os} 1, 2 et 3 de l'article 1857 se prélèvent par contribution sur les biens hypothéqués, sur les meubles donnés en gage, ou soumis à un privilège spécial.

Disposition transitoire.

Art. 8. Les privilèges des femmes, des fils de famille, des mineurs et des interdits cesseront à l'expiration de l'année qui suivra la mise en vigueur de la présente loi.

Durant cette année, les chambres pupillaires veilleront à la reconstitution des patrimoines de ceux au profit desquels ces privilèges existent.

DES HYPOTHÈQUES.

Art. 9. L'article 1880 du Code civil est abrogé.

Les articles 1876, 1877, 1879 et 1881 sont modifiés comme suit :

1876. L'hypothèque est un droit réel sur les immeubles affectés à l'acquittement d'une obligation.

Elle est, de sa nature, indivisible et subsiste en entier sur tous les immeubles affectés, sur chacun et sur chaque portion de ces immeubles,

1877. Sont seuls susceptibles d'hypothèques :

1^o Les biens immobiliers qui sont dans le commerce, et leurs accessoires réputés immeubles ;

2^o L'usufruit des mêmes biens et accessoires pendant sa durée.

1879. L'hypothèque suit les immeubles en quelque main qu'ils passent.

1881. L'hypothèque acquise s'étend à toutes les améliorations survenues à l'objet hypothéqué.

En cas de perte ou de détérioration de l'immeuble hypothéqué, les sommes dues pour indemnité de la perte ou de la détérioration sont affectées au paiement des créances hypothécaires, selon leur rang.

Si la valeur de l'indemnité dépasse trente francs, le débiteur ne pourra surement la payer au propriétaire qu'autant qu'un avertissement judiciaire aura été donné par lui au créancier hypothécaire, et que celui-ci n'aura pas fait valoir son droit d'hypothèque dans les trois mois qui suivront cet avertissement.

DE LA TRANSCRIPTION.

Art. 10. L'article 1939 du Code civil est remplacé par le suivant :

1939. On doit rendre publiques au moyen de la transcription :

- 1^o Tous actes entre-vifs translatifs de propriété immobilière ou de droits réels susceptibles d'hypothèque ;
- 2^o Les actes entre-vifs constitutifs d'antichrèse ou qui établissent ou modifient des charges foncières, des droits d'usage ou d'habitation, ou qui transfèrent l'exercice du droit d'usufruit ;
- 3^o Les actes entre-vifs qui portent renonciation aux droits énoncés dans les numéros précédents ;
- 4^o Les contrats de location d'immeubles qui excèdent le terme de dix années ;
- 5^o Les jugements qui établissent l'existence d'une convention verbale de l'espèce de celles énoncées dans les numéros précédents.

La disposition de l'article 1920 sur les inscriptions faites le même jour, est applicable à la transcription.

Jusqu'à la transcription, les droits résultant des actes ci-devant énoncés, ne peuvent être opposés aux tiers qui ont sur l'immeuble des droits de la nature de ceux ci-dessus mentionnés et qui les ont conservés en se conformant aux lois.

Pareillement, à défaut de transcription, l'acquéreur d'un immeuble ne peut en disposer au

préjudice du vendeur, pendant les trente jours qui suivent celui de la vente.

Art. 11. Le Conseil d'Etat fixera le jour de la mise en vigueur de la présente loi.

Il est chargé de sa promulgation.

Donné en Grand Conseil à Sion le 19 novembre 1870.

Le Président du Grand-Conseil :

Ign. Zen-Ruffinen.

Les Secrétaires :

A. Morand. L. L. Roten.



LE CONSEIL D'ETAT DU CANTON DU VALAIS

Ordonne :

La promulgation de la présente loi, laquelle sera exécutoire dès le 1^{er} mai 1871.

Donné en Conseil d'Etat à Sion, le 28 mars 1871, pour être publié dans toutes les communes du Canton, le 28 avril prochain.

Le Président du Conseil d'Etat :

A. Ribordy.

Le Secrétaire d'Etat :

E. Barberini.

